





# Etranger

La défense occidentale et la

## 1954, vie et mort d'une armée européenne

par Maurice Delarue

Ah ! si nous avions une armée européenne ! Au moment où l'Europe s'éveille en plein désarmement nucléaire. C'est à qui découvrira les vertus militaires du pacte de Gaulle-Adenauer, imaginera une chartre de la défense européenne, ou proposera de constituer une brigade franco-allemande.

Si nul ne songe pourtant, aujourd'hui, à ressusciter la Communauté européenne de défense, c'est qu'elle divisa presque aussitôt l'Europe. Dreyfus et précipita l'agonie d'une République. En trente-trois ans les cartes ont été redistribuées : Mendès France, chef d'un gouvernement de Mitterrand à Koenig, était en 1954 dans le même camp que de Gaulle, le maréchal Juin, Jacques Duclos, Jules Moch, Edouard Herriot, tandis que Jean Monnet, Jean Lecanuet, Robert Schuman, Maurice Schumann, Paul Reynaud, René Pleven, Guy Mollet se trouvaient dans le camp adverse.

La menace qui pesait alors sur l'Europe n'était pas celle d'une entente américano-soviétique réalisée sur son dos, mais l'inverse.

Que faire des vaincus désarmés en 1945 ? Comment imaginer que des soldats aussi efficaces que les Allemands se croient les bras au milieu d'une bataille dont ils seraient l'enjeu ? Le réarmement allemand est contenu dans le pacte atlantique « comme le poussin dans l'œuf », avait écrit Sirius (1) dans le Monde le lendemain de sa signature (4 avril 1949). Seuls les dirigeants français ne « voulaient pas le savoir ».

Les Allemands étaient divisés. La gauche ricanait — « Ohne uns » (sans nous), — mais Adenauer voyait dans le réarmement un moyen de réduire l'osttracisme dont l'Allemagne était l'objet. Les Britanniques étaient embarrassés, mais pas autant que les Français. A Paris, un mot d'ordre faisait l'unité : « Jamais plus la Wehrmacht » mais les gouvernements successifs, étaient trop faibles pour que leur résistance durât.

C'est de la poche de Jean Monnet que sortit le projet de Communauté européenne de défense et son armée. L'inventeur des Communautés européennes venait d'en lancer le prototype : la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), dotée d'institutions supranationales.

Ainsi le Président du conseil René Pleven proposa-t-il (25 octobre) de

réaliser une « armée européenne », rattachée « à des institutions politiques de l'Europe unie », avec un ministre de la défense, un budget, des armements communs. La RFA, bien entendu, y aurait sa place. L'accueil fut surtout sceptique. Pour les Britanniques (qui avaient refusé d'entrer dans la CECA), il n'était pas question de mettre le doigt dans un pareil processus supranational.

Les Américains prirent cependant note que la France ne refusait pas plus le principe du réarmement allemand. Washington, faisant droit à une requête de ses alliés, accepta de nommer le général Eisenhower commandant suprême des forces alliées en Europe. C'était le début de l'intégration militaire dans l'Organisation atlantique (OTAN).

Les négociations s'engagèrent laborieusement entre les seuls Etats de la CECA : France, RFA, Italie, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg. C'est encore Monnet qui leur donna l'impulsion indispensable.

### Le traité de Paris

Le traité instituant la CED fut signé à Paris le 27 mai 1952. Il disposait que les corps d'armée de la CED seraient formés d'unités de base de différentes nationalités (...), aussi légères que le permet le principe de l'efficacité. Le ministre européen proposé par la France avait disparu. Les institutions s'inspiraient étroitement de celles de la CECA.

A chaque page, le traité se référait à l'OTAN. Toutes les forces de la CED étaient affectées au commandement atlantique qui lui ferait connaître ses « besoins » pour ce qui concernerait leur articulation et leur déploiement. Les Etats assuraient des responsabilités outre-mer, à Berlin ou des missions de l'ONU (ce qui désignait entre autres la France mais excluait implicitement la RFA) pourraient entretenir des forces nationales dont l'ampleur serait déterminée d'un commun accord.

La publication de ce texte, qui devait être soumis au Parlement pour ratification, coupa brutalement la France en deux. Les « cédistes » groupaient le MRP dans sa quasi-totalité et une partie des socialistes SFIO, ainsi que des personnalités du centre droit comme Paul Reynaud. Leurs arguments étaient les uns négatifs : peur de Moscou, peur d'une nouvelle Wehrmacht ; les

Il y a trente-trois ans, le traité instituant la CED provoqua un débat intense. Les leçons en restent actuelles.

autres réalistes : pas de défense possible sans un concours américain massif ; d'autres encore idéalistes : « Avec la CED, l'Europe fera un pas de géant », disait Monnet.

Les « anticédistes » étaient moins homogènes mais rassemblaient plus large. Les communistes rejetaient toute forme de réarmement allemand et désignaient Robert Schuman comme « le Boche ».

Tout autre était l'opposition gauloise, dans laquelle le général de Gaulle et Michel Debré s'engageaient à fond. La CED — disaient-ils — dissolue l'armée française et n'est pas équivalente à la France abandonnée ce qu'elle a, sans contrepartie ; la RFA reçoit ce qu'elle n'a pas, sans rien abandonner. Mais surtout, ce « monstre », « apatride », techniquement aberrant, n'a rien d'euro-péen : comment, d'ailleurs, constituer l'armée d'une Europe qui n'existe pas ? Il faut d'abord édifier une union politique, dont la RFA ferait partie, non par une impossible « fusion » mais par une « confédération » d'Etats responsable de sa défense. C'était déjà l'Europe des Etats, dont le président de la République de 1960 fera, sans succès, un cheval de bataille.

Un troisième groupe anticédiste rassemblait des socialistes (parmi lesquels, quand il s'exprimait en privé, le président Vincent Auriol), des radicaux de la vieille école (Herriot, Daladier) et de la nouvelle, comme Pierre Mendès France (qui resta discret jusqu'à son arrivée au pouvoir). Réclamant comme de Gaulle une autorité politique européenne (la SFIO en fit un préalable), ce dernier groupe exigeait surtout une participation britannique, pour conjurer l'épouvantail d'un « tête-à-tête » militaire franco-allemand, et un nouvel effort pour s'entendre avec l'URSS sur le sort de l'Allemagne.

Pressé d'obtenir... des crédits pour l'Indochine, le gouvernement français n'avait en 1952 qu'un traité inachevé, avec des institutions provisoires (art. 38). Il confiait provisoirement à une assemblée l'élaboration d'un projet d'autorité politique. L'Assemblée dite « ad hoc », où Michel Debré se battit seul contre

tous, peaufina une constitution très fédéraliste qui fut promptement mise au placard. Entre-temps, Georges Bidault avait succédé, au Quai d'Orsay, à Robert Schuman, son successeur de 1949, le partant étant chaque fois taxé de complaisance envers l'Allemagne.

### La « révision déclinante »

Aucun des gouvernements qui se succédaient n'avait hâte de provoquer le débat de ratification et l'impatience américaine grandissait. Aux Communes, Churchill fut très clair : « Toutes les conséquences de l'abandon de la CED doivent être exposées au peuple français ».

Cette humiliation arriva encore l'exaspération des Français, mais le pire allait venir : tandis que l'effervescence s'étendait de Tunis à Rabat, la guerre d'Indochine tournait au désastre. Le 7 mai 1954, la chute de Dien-Bien-Phu entraîna celle du gouvernement Laniel, le huitième depuis quatre ans.

Les députés se résignèrent alors à envoyer à Matignon un homme qu'il avait rejeté un an plus tôt et qui, par sa lucidité, sur ses précédents, Mendès France est appelé pour crever les abcès : mettre fin à la guerre d'Indochine — c'est fait le 21 juillet ; circonscrire l'incendie nord-africain — c'est ce que tente PMF à Tunis le 31 juillet.

Sur la CED, Mendès France ne s'est engagé qu'à soumettre « des propositions précises » au Parlement avant la fin août. Persuadé qu'aucune majorité ne ratifierait le traité tel quel, il propose des amendements. S'ils sont acceptés, mais dans ce cas seulement, il engagera sa responsabilité pour le faire ratifier.

Les Six se réunissent à Bruxelles le 19 août, dans une atmosphère détestable. Le secrétaire d'Etat Foster Dulles, très monté contre Mendès depuis l'armistice indochinois, incite notamment Adenauer à ne pas répondre au président du conseil qui lui a proposé un tête-à-tête préalable à toute discussion.

Les amendements français vont loin : seules seraient intégrées les

forces de la zone « de couverture », c'est-à-dire en Allemagne ; le recours à l'unanimité serait élargi, les clauses supranationales retardées, la liberté rendue à tous en cas de réunification de l'Allemagne et de dissolution du pacte atlantique, le budget « rationalisé ».

Le refus des Cinq est total. PMF n'a plus qu'à présenter le traité au Palais-Bourbon, sans l'appuyer, ses ministres s'abstenant. Le débat est écourté par le dépôt, par les « anticédistes » de « la question préalable », votée, le 30 août, par 319 voix (dont 53 socialistes) contre 264 (dont 50 socialistes).

Reste à recoudre ! A quoi Mendès France va s'employer tambour battant. Il a fini par avoir avec Adenauer une entrevue qui leur a permis de mieux s'apprécier. Mais c'est surtout sur les Britanniques qu'il compte. Si Dulles demeure funeux et le manifeste en boycottant la France au cours d'une tournée européenne, la colère de Churchill est vite tombée et son ministre des affaires étrangères, Eden, justifie une fois encore sa réputation d'ami de la France.

### Solution de rechange

C'est lui qui se charge de « vendre » la solution de rechange présumée introuvable qu'il a imaginée en même temps que J.-M. Soutou, conseiller de Mendès France. Pourquoi ne pas exploiter, pour encadrer le réarmement allemand, l'Union occidentale, organisation sommaire, née de l'alliance franco-britannique de 1947, élargie au Benelux en 1948 (traité de Bruxelles) ? Il suffirait d'y admettre, en l'étoffant, les Etats de la CECA qui n'en font pas partie : la RFA et l'Italie. Simultanément, la RFA adhérerait au pacte atlantique — seul point qui provoque des frictions entre PMF et Eden.

Toute difficulté s'estompe cependant dès lors que la Grande-Bretagne s'engage à ne pas retirer ses forces du « continent » sans l'accord de la majorité de ce qu'on appellera désormais l'« Union de l'Europe occidentale ».

Le traité de Bruxelles modifié est signé à Paris le 23 octobre 1954. La modification est de taille, puisque le traité d'origine visait l'Allemagne ! Les Sept sont tenus en cas d'agression à une assistance mutuelle automatique, erga omnes (alors que le pacte atlantique n'a rien d'automatique). L'UEO comporte des institutions consultatives,

une agence de contrôle et une agence de production d'armements (cette dernière restera pratiquement lettre morte). Chacun avait fait des concessions : la Grande-Bretagne avec son engagement continental ; la RFA en acceptant une intégration totale de ses forces et une limitation de certains armements classiques (que ses alliés assomèrent) et en renonçant à fabriquer des armes atomiques, bactériologiques et chimiques ; la France en admettant la reconstitution d'une armée allemande et en acceptant, comme les autres Continentaux (mais non les Britanniques), un contrôle de ses armements métropolitains.

Du jour au lendemain, Mendès France, l'antéchrist, devint pour Dulles Superman. Mais le Kremlin aussi rengaina ses foudres, qu'il brandissait, lui, en cas de réarmement allemand, et se contenta de dénoncer ses alliances de la guerre avec la France et la Grande-Bretagne.

Ultime péripétie : les députés français rejetèrent la ratification de l'UEO en première lecture le 24 décembre et la votèrent le 27 quand Mendès France eut posé la question de confiance. Ils attendaient que le président du conseil eût terminé le « sale boulot » pour le renverser. Chose faite le 3 février 1955. Dès lors, l'UEO était condamnée à une vie végétative. Simultanément, l'Europe communautaire reprenait son essor, la défense restant exclue de sa compétence.

Il est vain de se demander ce que serait aujourd'hui la défense de l'Europe si la CED avait vécu ou si l'UEO n'avait pas été étouffée. Le moins doit-on constater que l'armée de la CED est morte de n'avoir pas été authentiquement européenne et que l'UEO n'a jamais été considérée par six de ses membres que comme un expédient pour faire avaler le réarmement allemand au septième. Pour eux, la défense de l'Europe c'est l'OTAN, c'est l'Amérique. La défense de l'Europe par les Européens n'a d'avenir que si ceux qui en parlent aujourd'hui croient à ce qu'ils disent.

\* Pour en savoir plus, lire notamment : René Massigli, *Une comédie des erreurs* (Plon). Le Que d'Omay vient de publier deux volumes de documents diplomatiques couvrant la période juillet-décembre 1954 (Imprimerie nationale).

(1) Pseudonyme d'Hubert Bouvot-Méry.

## M. Mitterrand et M. Kohl aux manœuvres « Moineau hardi »

Lorsque M. François Mitterrand assista, jeudi 24 septembre, à l'encerclement d'un pont sur le Danube, dans la région de Kehlheim, en compagnie du chancelier Helmut Kohl, les unités françaises de la Force d'action rapide (FAR), qui participent aux grandes manœuvres conjuguées « Moineau hardi » en Bavière et en Bade-Wurtemberg, seront sous le contrôle opérationnel d'un général de la Bundeswehr qui avait quinze ans à la fin de la dernière guerre mondiale. Ainsi l'aura voulu l'organisation de cet exercice commun, le plus important jamais institué entre les deux pays depuis la signature, en 1963, du traité d'amitié et de coopération, dit de l'Elysée.

A première vue, « Moineau hardi » est la démonstration pratique d'une expérience, jamais tentée à ce jour, de renfort du 2<sup>e</sup> corps d'armée ouest-allemand, stationné dans le sud de l'Allemagne, par des éléments de la Force française d'action rapide venus en catastrophe, depuis l'autre côté du Rhin, l'épauler face à une agression de l'Est. Jusque-là, la démonstration était le fait de la 1<sup>re</sup> armée française constituée de trois corps d'armée blindés répartis de part et d'autre du Rhin. Cette fois-ci, l'expérience est radicalement différente : des nuées d'hélicoptères antichars français, normalement basés en France, viennent à la rescousse d'un corps d'armée blindé ouest-allemand submergé par surprise.

Pour la première fois, donc, la FAR, qui a été créée en 1983 pour intervenir, indifféremment, en Centre-Europe et outre-mer, aura dû travailler, sur le terrain, selon les mêmes règles qui déterminent l'emploi éventuel de la 1<sup>re</sup> armée française en Allemagne fédérale. Ces règles ont été définies par une série d'accords d'état-major anciens, qu'on a appelés les accords « Ailleret-Lemnitz » de 1967, des noms du chef d'état-major des armées françaises et du commandant suprême des forces de l'OTAN à l'époque, et les accords « Valentin-Ferber » de 1974.

Ces accords sont demeurés secrets. Mais on sait qu'ils organisent la solidarité de la France avec ses alliés en Europe. Très schématiquement, ils prévoient toute une procédure par laquelle la France entre en opérations, aux côtés ou en marge de l'OTAN, sur le sol ouest-allemand. L'armée française ne relève pas du commandement intégré allié. Pas davantage, elle n'occupe, en permanence, des temps de paix, un « créneau » aux frontières de l'Est, et pas davantage, encore elle ne participe à la bataille d'arrêt des forces adverses, dite « bataille de l'avant », devant la Tchecoslovaquie, puisqu'elle sert de réserve générale aux alliés. L'intervention française, enfin, n'est pas automatique en Centre-Europe, car elle reste soumise à la libre appréciation du gouvernement, qui juge des circonstances selon les impératifs nationaux de sécurité.

### Une poignée de main « médiatique »

En revanche, ces mêmes accords d'état-major n'interdisent pas au gouvernement français de mettre à la disposition du haut commandement ouest-allemand les unités nationales qu'il aura, de lui-même, décidé d'engager là où il aura choisi de le faire et selon les modalités qu'il aura retenues. C'est ce qu'on appelle le « contrôle opérationnel » : les forces françaises demeurent sous l'autorité de leur encadrement national, qui leur fait exécuter des ordres venus d'ailleurs. Dans les derniers jours de la manœuvre « Moineau hardi », les vingt mille hommes de la FAR qui y ont été engagés, sont donc passés, en toute régularité, sous la responsabilité opérationnelle de l'état-major du 2<sup>e</sup> corps d'armée ouest-allemand.

M. Mitterrand, en assistant, précisément, à cette phase de l'exercice, lève les inhibitions ou les ambiguïtés politiques qui entourent, depuis plus d'une vingtaine d'années, les conditions d'entrée en

guerre de la France aux côtés de ses alliés européens. Autrement, on maintient un flou artistique sur cette étape, délicate, des opérations militaires. Pour la petite histoire, qui aime à consommer les gestes symboliques ou les anecdotes, MM. Mitterrand et Kohl ont prévu d'échanger une poignée de main « médiatique » sur le pont du Danube bouclé par leurs forces.

Au-delà du symbole politique, il faut compter, aussi, avec une réalité militaire. La 1<sup>re</sup> armée française, dont un corps d'armée blindé de cinquante mille hommes est installé à demeure outre-Rhin, est une structure militaire relativement statique, voire lourde, du fait même de son organisation et de son équipement. La FAR, avec ses escadrilles d'hélicoptères antichars et anti-hélicoptères, apparaît comme un dispositif plus mobile dont la liberté d'action doit être préservée pour lui permettre d'intervenir en différents endroits du champ de bataille. Par rapport à la 1<sup>re</sup> Armée, elle est une carte supplémentaire dans un jeu que la France ne doit pas abattre à l'avance pour laisser son adversaire dans l'incertitude.

Véritable feu follet, l'hélicoptère, en s'affranchissant des obstacles du terrain, ajoute à cette incertitude. C'est la raison pour laquelle l'accord sur un nouvel hélicoptère de combat, que les Français et les Allemands de l'Ouest cherchent à entériner définitivement en novembre prochain, paraît, à sa manière, la démonstration de la FAR outre-Rhin. Il y a là l'embryon d'un authentique concept de sécurité commune, entre la France et l'Allemagne fédérale, pour peu que les Allemands, qui ont su donner, à une certaine époque, leurs lettres de noblesse aux blindés et aux mécanisés, tirent parti, à leur tour, des nouvelles technologies. De là à rêver, déjà, d'une FAR européenne au « noyau dur » franco-allemand, il n'y a qu'un pas, que certains visionnaires ont franchi ici ou là.

JACQUES ISNARD.

## De nouvelles fractures dans les partis ouest-allemands

BONN  
de notre correspondant

La fin de l'été 1987 en Allemagne restera dans les mémoires. La rentrée politique a été marquée par une série d'événements dont les conséquences vont peser sur l'avenir. Le 25 août, le chancelier Kohl annonce qu'il est prêt à détruire les vecteurs Pershing-1 A en cas d'accord sur la suppression des missiles à portée intermédiaire. Le 7 au 11 septembre, se déroule la visite en RFA du chef du parti et de l'Etat est-allemand, M. Erich Honecker. L'annonce faite à Washington, le 18 septembre, que les Soviétiques et les Américains étaient parvenus à un accord de principe sur les missiles intermédiaires venait couronner le tout. Ces événements ont fait se déplacer les lignes de fracture anciennes entre les partis. Des zones de consensus apparaissent. De nouveaux enjeux se dessinent.

Première constatation : une sorte d'union de fait s'est établie pour estimer positive l'action du chancelier Kohl dans l'affaire des Pershing-1 A. Et pour souligner la manière dont il avait accueilli le numéro un est-allemand.

La grogne du Bavarois Franz Josef Strauss sur les Pershing portait plus sur la forme que sur le fond : M. Strauss était avant tout vexé de ne pas avoir été consulté au préalable. Aucune voix, sinon marginale, ne s'est, en revanche, élevée pour dénoncer le tapis rouge déroulé pour M. Honecker. La conclusion prochaine d'un accord à Genève est, pour sa part, acclamée sans réticence par l'ensemble des commentateurs et des hommes politiques.

En toute logique, M. Kohl et sa formation politique, le Parti chrétien-démocrate, auraient dû profiter de cette situation et s'assurer pour une longue période, sinon pour le reste de la législature, un exercice aisé du pouvoir.

Or il n'en est rien. Les dernières élections régionales au Schleswig-Holstein et à Brême se sont soldées

par des pertes cuisantes pour la CDU et par une nette remontée des sociaux-démocrates et du Parti libéral. De plus, M. Kohl doit faire face au sein de son propre parti à la contestation des éléments les plus conservateurs.

On s'agitait surtout à droite du grignotage de l'électorat traditionnel de la CDU par le Parti libéral de M. Genscher, vice-chancelier et ministre des affaires étrangères, qui apparaît de plus en plus comme l'homme-clé du gouvernement. Les arbitrages du chancelier, ces derniers mois, ont été rendus en faveur des thèses défendues par M. Genscher et ses amis sur le désarmement, la réforme fiscale, la sécurité publique.

### Relance de l'union

Libéré pour deux ans au moins d'une échéance électorale décisive, assuré d'une majorité parlementaire qui grogne mais qui vote, le chancelier devra pourtant se méfier des pièges que recèle la situation nouvelle. Une fois réglée la question des missiles à moyenne portée, se posera celle des armes nucléaires à courte portée, dont le mouvement pacifiste et le Parti social-démocrate ont d'ores et déjà fait leur cheval de bataille : « Plus courte est la portée des armes, plus alarmants en sont les effets », a déclaré M. Egon Bahr (SPD), lançant par cette formule le nouveau débat.

Une partie de l'opinion politique de RFA considère que la suppression des missiles à moyenne portée n'est que la première étape d'une souhaitable dénucléarisation de l'Europe et voit dans le prochain accord de Genève la justification a posteriori du grand mouvement pacifiste de 1983.

Le chancelier Kohl et M. Genscher doivent rassurer leurs alliés européens, qui s'interrogent sur la ligne qui va maintenant être suivie à Bonn. Le ministre des affaires étrangères, dans un article publié le

samedi 19 septembre par le journal *Nordseezeitung*, s'est prononcé en faveur d'une relance de l'union européenne, qui doit se doter, selon lui, d'une nouvelle pensée. « L'ouverture et la volonté de coopération de l'Union soviétique doivent être comprises comme un défi par la Communauté européenne et inciter celle-ci à aller plus avant dans la voie de l'union », écrit-il.

M. Genscher se prononce, en outre, pour la réalisation, à terme, d'une union monétaire, pour le développement de la coopération technologique et monétaire et pour le renforcement de l'Europe spatiale.

Cette prise de position, qui devrait être accueillie avec satisfaction à Paris, est intervenue à la veille d'une importante série de manifestations franco-allemandes : rencontres Kohl-Chirac à Ludwigsburg, manœuvres militaires communes en Bavière, visite d'Etat le 19 octobre prochain du président François Mitterrand en RFA. Elle souligne la persistance d'un débat intérieur ouest-allemand, entre partisans d'une relance européenne et ceux qui pensent que les problèmes allemands doivent être résolus sans elle. La frontière entre « européens » convaincus et « nationalistes » engagés ne recoupe pas celle qui sépare les grandes formations politiques.

On trouve à la CDU des « intégristes » de la question allemande, pour qui toute avancée de l'Europe occidentale est un obstacle à la réunification du pays. Dans les rangs du SPD s'exprime une sensibilité qui voit dans la Mitteleuropa, cette « Europe centrale » dont l'Allemagne est le pivot, une réalité à construire.

Le chancelier Kohl et le chef de l'opposition social-démocrate, M. Hans Jochen Vogel, ont tous deux des convictions européennes bien affirmées. Leur marge de manœuvre est cependant limitée par la vigilance des gardiens du dogme, dont ils sont tous deux flanqués.

LUC ROSENZWEIG.



# Diplomatie

coopération militaire entre Paris et Bonn

## M. Chevènement : il faut une volonté politique franco-allemande

« Est-ce que les préoccupations de politique étrangère ont joué un rôle décisif dans votre décision de poser votre candidature ? »

— Quand on prend ce genre de décision, c'est forcément avec des convictions fortes quant à l'avenir de son pays. Et comment distinguer l'intérieur de l'étranger dans les défis qui pointent à l'horizon ?

— Si vous failliez résumer ces défis, dans quel ordre les classeriez-vous ?

— Il y a tout d'abord le déclin industriel de l'Europe dans le monde et celui de la France en Europe, et cette lente submersion par un chômage de masse qui remet en cause tous les équilibres sociaux et induit dans notre pays, un racisme qui s'exprime à nouveau à visage découvert. A quelles conditions le marché unique permettra-t-il de renverser et non pas d'accroître cette évolution ?

De tous les continents, l'Europe est la plus touchée par le chômage ; la mesure, comme ancien ministre de l'Industrie, le retard pris dans toute une série d'industries de pointe ou de technologies d'avenir, sur les États-Unis, le Japon, ou même dans un certain domaine comme l'espace, sur l'URSS.

Naturellement, il y a aussi la fracture humaine que l'on voit s'approfondir entre les deux rives de la Méditerranée ; à terme elle est explosive : intégrisme à-bas, racisme chez nous, terrorisme entre les deux... La stabilisation de la démographie en Afrique n'interviendra pas avant le milieu du prochain siècle. Ce continent jadis vide aura alors plus d'un milliard d'habitants. L'Europe plafonnera à 300 millions. Mais en sens inverse, l'écart économique sera devenu énorme entre une Europe bouffie et une Afrique misérable.

Pest-on relever ces défis ? Il ne suffit pas pour cela d'une invocation rituelle à l'« Europe ». La clé de la solution est une volonté politique commune de la France et de l'Allemagne. Malheureusement les opinions publiques française et allemande ne sont pas sur la même longueur d'ondes...

Vous allez souvent en Allemagne ?

— Assez souvent. Les rapports franco-allemands, de par une formation même, ont été pour moi depuis trente ans un sujet de préoccupations constant. Voilà un siècle que ce problème a déchiré

l'Europe dans les termes posés par Jaurès : comment faire cohabiter en Europe la « Grande Nation » avec une autre « grande nation » ? Trois guerres devraient nous l'avoir appris : nous ne nous sauverons qu'ensemble !

C'est seulement ainsi que nous pourrions répondre aux autres grands défis de notre temps : tantôt la rivalité, tantôt le condominium des Superpuissances sur l'Europe. Comment enfin pourrions-nous maîtriser les technologies les plus avancées et reconquérir l'emploi sans une réponse coordonnée des Européens, et d'abord de la France et de l'Allemagne ?

Dans quelle mesure l'attitude à l'égard de l'Allemagne constitue-t-elle une forme de partage à l'intérieur du PS ?

Ce n'est pas une ligne de partage, au PS pas plus qu'ailleurs. Pour se partager il faudrait avoir une idée de la question qui est au cœur de la problématique européenne : la question allemande. L'annexion collective n'est rassurante qu'à première vue. On ne peut pas fonder l'avenir de nos deux peuples sur le manque de culture historique et sur la méconnaissance constante de ce qui se passe chez l'autre.

A propos du désarmement, du pacifisme, de l'environnement, du nucléaire, les opinions publiques française et allemande publient différemment. Comme toute amitié, l'amitié franco-allemande implique la vigilance. Or de part et d'autre, les clichés d'autan sont prêts à resurgir. L'amitié est une œuvre qui, si elle n'avance pas, recule.

Justement, comment pouvez-vous concilier cette nécessaire coopération franco-allemande avec le syndrome « Mittel Europa » de l'Allemagne ?

Soyons clairs : il est tout à fait normal et même légitime que les Allemands de l'Ouest s'intéressent au sort de leurs frères séparés de l'Est. Même s'ils prétendent le contraire, ils aspirent à retrouver, un jour, le droit à l'autodétermination. Le problème est seulement de savoir quand, dans quelles conditions et à quel prix cela se fera. L'Allemagne est naturellement une puissance de l'Europe centrale. Dans tous les pays de l'Est, l'industrie allemande entretient déjà un vaste réseau de sous-traitants à bon marché, alors que la France ignore trop souvent cette partie du monde.

### Le peuple allemand a droit à l'autodétermination

Comment concilier cette attraction vers l'Est avec le renforcement des liens entre la France et l'Allemagne ?

Tout d'abord en ne les opposant pas : le peuple allemand, comme tout peuple, a droit à l'autodétermination, à condition que cela ne menace pas la paix en Europe. Et pourquoi ne pas imaginer que la France et l'Allemagne fédérale puissent avoir un jour une politique commune d'ouverture à l'Est ?

De toute façon, l'attraction de l'Allemagne vers l'Est rencontrera des limites, d'abord sur le plan économique, car le commerce avec l'Est ne représente quand même qu'un pourcentage relativement faible du commerce extérieur allemand, et aussi pour des raisons de sécurité. Enfin, même si la clé d'une éventuelle réunification est à Moscou, celle-ci poserait sans doute aux Soviétiques et à leurs alliés plus de problèmes qu'elle n'en résoudrait. Même au prix d'une neutralisation de l'Allemagne. Si les Soviétiques proposaient

à la RFA un statut analogue à celui de l'Autriche, il y aurait une majorité d'Allemands pour l'accepter.

Mais ce serait une impasse historique : une telle évolution maintiendrait l'Allemagne sans défense et créerait en Europe centrale une zone de fragilité et de déstabilisation. Par ailleurs, tout essai de construire une Europe européenne, c'est-à-dire indépendante aussi bien des États-Unis que de l'URSS, serait reporté aux calendes grecques. Non, ce n'est pas la bonne démarche : l'Allemagne ne peut pas raisonnablement fonder sa sécurité sur la bienveillance à perpétuité de l'URSS, fût-elle celle de M. Gorbatchev. Pas plus d'ailleurs que sur la protection américaine.

L'option « double zéro », qui ne laisse subsister en Europe que les fusions à très courte portée, a mieux fait comprendre aux dirigeants allemands que leur pays était destiné en cas de conflit en Europe à servir de champ de bataille aux deux Grands. J'ai encore dans l'oreille cette confi-

dence d'un homme politique allemand : « Si une seule fusée atomique venait à exploser sur le territoire de l'Allemagne, nous ne serions pas plus courageux que les Japonais en 1945 : le drapeau blanc monterait immédiatement. »

Que pensez-vous à cet égard de l'accord intervenu à Washington entre MM. Shultz et Chevardnadze ?

Je m'en réjouis : l'avenir de l'humanité est dans le développement et non dans la course aux armements. Mais il est temps que



L'Europe pense à assurer elle-même sa propre défense. Et je m'inquiète des propos de M. Chevardnadze rangeant au nombre des « concessions » soviétiques le fait que les forces nucléaires française et britannique aient « pour le moment » été laissées à l'écart de la négociation...

### Il faut transformer le SME

Ils n'ont pas besoin de promettre la réunification, il suffit de ne pas l'exclure.

En effet, il leur suffit de la faire miroiter. Mais quand on fait miroiter longtemps quelque chose qu'on ne donne pas, à la fin on lasse. Quelles que soient aujourd'hui les incertitudes allemandes, la France doit donc « tenir bon », comme le fait le président de la République pour ce qui concerne la modernisation de notre dissuasion et le renforcement de la coopération franco-allemande dans le domaine conventionnel.

Mais il faut aussi éviter un déséquilibre économique croissant entre la France et l'Allemagne. Depuis neuf ans, le SME tel qu'il a fonctionné nous a contraints à la rigueur libérale ; mais la France n'est pas l'Allemagne et la désindustrialisation a pris chez nous des proportions catastrophiques. Tout comme le chômage d'ailleurs. Il n'y aura pas plus d'Europe européenne avec une France défaite et malade qu'avec une Allemagne neutralisée. Nous ne pouvons pas accepter à perpétuité que le SME ne soit que le camouflage d'une zone marquée. Ce n'est ni l'intérêt de la France ni celui de l'Europe.

Quand vous avez constaté cela, vous n'avez pas résolu le problème. Vous dites qu'on aurait dû sortir du SME en 1983, ce n'est que le mark qui fait la loi. Mais est-ce qu'il y a vraiment une solution de rechange ?

Nous ne sommes plus en 1983. Aujourd'hui, il s'agit d'amer l'Allemagne, en raison de ses énormes excédents commerciaux, à participer à une initiative européenne de croissance, dont un des volets pourrait être la reconnais-

sance de l'ECU comme monnaie de réserve internationale. Bref, il faut transformer le SME. Sans une croissance d'au moins 3 % par an, je ne crois guère aux chances du marché unique. Au total il s'agit d'élaborer une stratégie globale sur le plan économique comme sur le plan militaire pour permettre aux Européens de devenir acteurs de leur destin et à l'Europe de s'arracher à la colonisation et au chômage.

La France ne peut pas accepter, sous prétexte d'alignement des politiques économiques, de voir éternellement plafonner sa croissance par celle de l'Allemagne. Nos structures démographiques ne sont pas les mêmes. Si nous n'obtenons pas que l'Allemagne s'investisse davantage dans les prochaines années dans la croissance européenne, il faut que la France se donne, provisoirement au moins, des marges de liberté supplémentaires. On ne fera pas plus longtemps l'impasse sur une politique industrielle digne de ce nom.

Il faut que les Allemands sachent que la France n'est pas acculée à une seule et unique politique possible. Pour faire progresser le SME, il faut faire comprendre qu'on est capable, le cas échéant, d'en sortir...

Vous ne craignez pas que le remède soit pire que le mal ?

Le mal est en route. Depuis quinze ans la désindustrialisation et la gangrène du chômage progressent. Notre déclin relatif s'accroît. Il n'y a pas, en politique, que des pentes à dévaler : il y a des choix à faire : regardez la Suède. Grâce à la solidarité, par l'effort, par la modernisation et aussi du fait d'une dévaluation opportune en

1984, elle ne connaît pratiquement pas le chômage.

Mais cette autre politique suppose une baisse du pouvoir d'achat. Vous êtes prêts à demander cela aux Français ?

Le chômage est une tumeur. On ne le dira jamais assez. Nous sommes en train de pourrir notre jeunesse. De gâcher l'avenir de notre pays. Par une sorte de laisser-aller qui est à mi-chemin de la négligence et de la malhonnêteté. La meilleure solution pour

faire reculer le chômage, ce serait une relance de la croissance en Europe.

Bien sûr, il faut demander des efforts à ce pays et d'abord en termes de productivité ; si on demande des sacrifices, il faut demander plus à ceux qui ont plus et moins à ceux qui ont moins. La gauche peut susciter et faire accepter l'effort mieux que la droite, par la justice sociale et par la mobilisation de toutes les capacités. Le « libéralisme » fait eau de toute part.

### Oui à une Europe confédérale

Revenons à l'Europe. Qu'est-ce qui vous sépare de vos amis qui prônent l'« union politique » ?

L'Europe est sans doute un cadre approprié pour relever les défis des temps futurs, mais il n'y a pas de légitimité, en dehors de la démocratie et il n'y a pas aujourd'hui de démocratie qui fonctionne autrement que dans le cadre de la nation. Autrement dit, oui à une Europe confédérale, non à une « Europe machin », aux illusions de la supranationalité. Bref, l'indépendance nationale est la clé de l'indépendance européenne. On a d'ailleurs fait des choses de plus intéressantes, Ariane, Airbus en dehors du cadre des Communautés.

Eurêka aussi est en dehors de ce cadre.

Eurêka aussi, grâce à l'initiative de François Mitterrand en 1985 ! Il faut avoir une vision extrêmement pragmatique de l'Europe. L'Europe crée d'un certain dogmatisme et d'une vision libérale qui a aujourd'hui épuisé sa force propulsive. Ce qui manque à l'Europe, c'est une volonté politique. Et d'abord en Allemagne.

On en revient toujours là.

C'est le cœur de la question. Mais la France, à condition de mettre le temps avec elle, et de réussir sa modernisation, peut faire pencher la balance dans le bon sens et arrimer l'Allemagne à la construction d'une Europe européenne. Prenez les problèmes du Sud : il faudrait qu'ensemble les pays d'Europe, au premier rang desquels l'Espagne et l'Italie, lancent un immense « plan Marshall » en Afrique pour aider ces pays à faire leur révolution agricole, pour leur donner des moyens modernes de communication, et surtout de formation, pour qu'ils s'arrachent enfin à leur sous-développement.

Le sous-développement fait le lit de l'intégrisme. Qu'il s'installe demain à nos portes, en Egypte ou au Maghreb, vous allez voir les « boat people » ! Je vous laisse imaginer la réaction en France ! Il est temps de prendre la mesure de ce défi. Et c'est l'affaire de l'Europe tout entière de lancer une grande initiative associant les deux rives de la Méditerranée dans un immense effort de codéveloppement.

Que pensez-vous de M. Gorbatchev ? Est-ce que vous croyez qu'il a les moyens politiques de faire évoluer l'Union soviétique ?

C'est à coup sûr un homme intelligent et courageux. Dans un monde où il y a une vraie crise de « leadership », cela mérite d'être observé. Naturellement, M. Gorbatchev vise la modernisation de l'Union soviétique. Mais il est quand même très important qu'un homme comme Gorbatchev ait prononcé la phrase : « C'est la démocratie ou bien c'est l'immobilisme. »

Mon pronostic : M. Gorbatchev se heurtera à des facteurs de résistance très puissants, moins dans l'appareil que dans la masse même de la population. Celle-ci a été habituée depuis trop longtemps à ce que les responsabilités lui soient confiées en échange d'une certaine sécurité. Croire que le régime soviétique n'a pas une base de masse serait une erreur profonde.

Il y a en Union soviétique un puissant « ouvrierisme ». A partir du moment où l'on voudra différer les salaires, où l'on va dégrader une « élite » de managers, d'ingénieurs, de techniciens, de cadres ; à partir du moment où il y aura des licenciements et, par conséquent, du chômage, où l'on va demander un effort de productivité à des gens qui n'en ont pas forcément l'envie ou la capacité, des contradictions apparaîtront...

C'est pour cela qu'on peut vous trouver optimiste. M. Gorbatchev, finalement, a besoin d'une génération pour essayer d'extirper cette notion d'assistance médiocre. Il a cinquante-six ans. En politique, et surtout en Union soviétique, c'est le bel âge. Il faut qu'il remette en cause le modèle de l'« homme soviétique ». Cela prendra du temps ! Mais c'est pour l'Union soviétique un défi vital.

Et pour nous ?

Pour nous aussi. Mais il est toujours préférable d'avoir en face de soi des gens plus ouverts, plus intelligents, plus responsables. A condition de ne pas être idiot soi-même !

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC et JEAN-LOUIS ANDRÉANI.



YVES BONNEFOY

Goncourt de la poésie 1987

Poèmes

Anti-Platon. Du mouvement et de l'immobilité de Douve. Hier régnait le désert. Devotion. Pierre écrite. Dans le labyrinthe du sens.

Ce qui fut sans lumière (1987)

essais et récits

Le Nuage rouge. L'improbable. Récits en rêve (1987).

MERCURE DE FRANCE

### Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 05  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Téléx MONDOPAR 650 572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81



Reproduction interdite de tous les articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437  
ISSN : 0395-2037

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969) Jacques Favet (1969-1982) André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 620.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wolsky

Rédacteur en chef : Daniel Verneil  
Correspondant en chef : Claude Salas.

### ABONNEMENTS

BP 507 09  
75442 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandats)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

### Le Monde

TÉLÉMATIQUE  
Composées 3615 - Tapez LEMONDE

### Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 Paris  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Téléx MONDOPUB 206 136 F

Le Monde US\$ 785-910 is published daily, except Sundays, for \$460 per year by Le Monde c/o Speedpost, 45-45 39th Street, LD, NY 11104. Second class postage paid at LC and additional offices. NY postmaster: send address changes to Le Monde c/o Speedpost USA, PWC, 45-45 39th Street, LD, NY 11104.



## Diplomatie

A Vienne

## La conférence sur la sécurité et la coopération en Europe a repris ses travaux dans un climat optimiste

VIENNE  
de notre correspondante

La troisième conférence-bilan sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) a repris mardi 22 septembre ses travaux à Vienne après une pause d'été de sept semaines. Les délégations des trente-cinq pays membres (toute l'Europe sans l'Albanie, plus les États-Unis et le Canada), qui n'ont pas réussi à terminer leurs travaux comme prévu le 31 juillet dernier, doivent, en principe, d'ici à la fin de l'année, rédiger un document final sur la base de quelque cent cinquante propositions soumises à la conférence au sujet des trois « corbeilles » de la CSCE (sécurité militaire, coopération économique, droits de l'homme).

La majorité des délégués qui sont intervenus dans la première réunion plénière de mardi — ouverte au public selon le nouveau règlement de la CSCE — se sont montrés optimistes et on estime, comme l'avait dit le chef de la délégation sovié-

que, M. Iouri Kachiev, que « toutes les conditions nécessaires sont réunies pour terminer la conférence de Vienne sur un résultat satisfaisant d'ici à la fin de l'année ».

La volonté politique pour y parvenir ne semble pas faire défaut, dans le climat favorable créé par l'accord de principe américano-soviétique sur l'élimination des missiles intermédiaires.

## Le domaine des droits de l'homme

Les principales difficultés se situent dans le domaine des droits de l'homme. Selon les vœux de l'Occident, le document final doit avoir à ce sujet un « contenu substantiel ». Les pays occidentaux souhaitent en effet « institutionnaliser » sous une forme ou sous une autre le contrôle du respect des engagements pris par les pays membres de la CSCE. En signe de bonne volonté, M. Kachiev a annoncé que les autorités soviétiques avaient répondu favorablement à une demande d'une délégation de

la Fédération internationale pour les droits de l'homme d'Helsinki de visiter l'URSS.

Sur le plan de la sécurité militaire, les positions de l'Ouest et de l'Est ne semblent pas inconciliables. L'Est souhaite poursuivre la conférence de désarmement de Stockholm par une « phase deux » avec la participation des trente-cinq pays de la CSCE. L'Ouest a accepté le principe de la négociation à trente-cinq sur les mesures de confiance, mais insiste pour limiter les négociations sur la « stabilité conventionnelle de l'Atlantique à l'Oural » aux vingt-trois membres de l'OTAN et du pacte de Varsovie. Les deux négociations doivent cependant se tenir au même endroit et à la même date.

Pour ce qui est de la coopération économique, la protection de l'environnement est un des sujets principaux des propositions, qui portent également sur le renforcement de la coopération scientifique et technologique et la relance du commerce Est-Ouest.

WALTRAUD BARYLL

Le discours de M. Jean-Bernard Raimond à l'ONU

## Les négociations sur le désarmement ne doivent pas se faire au détriment de la sécurité de l'Europe

NEW-YORK  
(Nations unies)  
de notre correspondant

Trois caractéristiques de la situation internationale, trois questions, trois défis : manifestement peu impressionné par le brouhaha fait autour de l'Iran, le ministre français des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, a choisi de parler, dans son premier discours devant l'Assemblée générale des Nations unies, le mercredi 23 septembre, des relations Est-Ouest, des réserves qu'inspire à la France l'excessive célébration de l'accord américano-soviétique sur l'élimination des missiles à courte et à moyenne portée et des « grands problèmes économiques et financiers ».

D'emblée, M. Raimond a affirmé la position en retrait adoptée par la France : « Pour positive qu'elle soit, l'amélioration des rapports entre Washington et Moscou s'inscrit toutefois, pour l'instant, dans des limites précises : les négociations américano-soviétiques sur le désarmement n'ont pas encore porté sur la réduction des énormes arsenaux

stratégiques de l'Union soviétique et des États-Unis », a-t-il dit. Il a ajouté : « Nous ne souhaitons pas que la normalisation en cours des relations soviéto-américaines ait pour résultat une moindre sécurité pour d'autres pays, en particulier en Europe. » Constatant que davantage de désarmement ne signifie pas automatiquement plus de sécurité, M. Raimond a insisté sur le déséquilibre persistant dans le domaine des armes conventionnelles et chimiques, et sur l'importance des processus engagés tant à Stockholm, concernant les armes conventionnelles, qu'à Genève, à propos d'armes chimiques.

L'essentiel reste à faire, à savoir la réduction des arsenaux centraux, ceux des systèmes stratégiques des deux super-puissances. Avec un zeste de malice, M. Raimond observe que la réduction proposée de 50 % du nombre de missiles stratégiques « ne ferait, après tout, que ramener Américains et Soviétiques au niveau qui était le leur à la fin de la précédente décennie », réalité qui, pense-t-il, devrait modérer l'enthousiasme de ceux qui soutiennent, à tort, qu'une élimination complète de l'arme nucléaire reste possible. Certes, la France n'accepte ni la prise en compte des missiles stratégiques français et britanniques dans la négociation directe entre Washington et Moscou, ni un quelconque processus d'obsolescence planifiée pour ses propres forces, mais elle « ne s'interdit pas de participer, le cas échéant, à des négociations multilatérales », à condition que le déséquilibre conventionnel soit éliminé et que les fondements défensifs de la dissuasion ne soient pas déstabilisés.

Abordant un autre aspect des relations Est-Ouest, M. Raimond a réaffirmé devant l'Assemblée que l'amélioration des rapports américano-soviétiques n'a pas encore produit d'effets positifs sur les nombreux conflits régionaux existants, dont la fin ne semble ni proche ni véritablement facilitée par le changement de méthodes des dirigeants du Kremlin. Exemple immé-

diat : l'Afghanistan — « Certaines déclarations soviétiques pouvaient donner à penser que la nouvelle équipe dirigeante de Moscou avait peut-être compris que l'invasion puis l'occupation de ce pays étaient une erreur grave. Or il demeure que les négociations de Genève sur le calendrier du retrait soviétique n'ont toujours pas abouti », a-t-il affirmé.

## Le Golfe à la quinzième page...

Passant en revue, comme il est de tradition pour les orateurs devant l'Assemblée générale, l'ensemble des grands conflits, le ministre des affaires étrangères a exprimé le soutien de la France au Tchad, plus précisément à propos de la bande d'Azouq, réclame par la Libye. Déplorant la suspension des efforts en faveur d'une conférence internationale sur la paix au Proche-Orient, il a souligné l'intérêt que la France continue de porter à ce projet des Nations unies. Et ce n'est qu'à la quinzième page de son texte qu'il a abordé le problème qui agite tant les Nations unies, celui du Golfe. Refusant le glissement vers un affrontement Est-Ouest, M. Raimond a assuré que la France « entend manifester concrètement son attachement à la liberté de navigation ». A propos de la résolution 598, qui « doit être appliquée dans sa totalité », « une grande fermeté s'impose, alors que l'un des belligérants cherche à imposer sa lecture du texte et ses conditions ».

Malgré cette apparence retenue, M. Raimond évoque la situation dans le Golfe lors de tous ses entretiens à New-York, où la présence de nombreux responsables permet des consultations extrêmement variées. Après avoir déjeuné avec M. George Shultz, il devait rencontrer, le mercredi 23 septembre, M. Chevardnadze et, avant la fin de la semaine, M. Amine Gemayel, sans, bien sûr, déroger à la grande tradition du discours devant le célèbre Council on Foreign Relations.

Ch. L.

## A Moscou, forum franco-soviétique

L'Union soviétique de la « glorieuse » veut se faire des amis en France. A l'approche de la signature, à l'automne prochain, de l'accord américano-soviétique sur les missiles de moyenne portée, plus de trois cent cinquante personnalités françaises ont en effet été invitées à venir passer une semaine à Moscou pour y débattre avec de hauts responsables soviétiques d'un peu près tous les thèmes politiques possibles.

Longtemps sujet tabou, les droits de l'homme eux-mêmes ne seront pas absents des discussions puisqu'un après-midi entier leur sera consacré, avec la participation de MM. Soukhov, ministre de la justice, et Kouznetsov, patron de l'OVR, le très célèbre service des visas. Tout au long de la semaine, huit « caravans » réuniront Français et Soviétiques pour parler,

entre autres, de l'économie, des « nouveaux aspects de la culture en URSS », des religions ou de « la presse à l'heure de la transparence ».

Possible final en fanfare : on compte, sans certitude mais avec « espoir », sur la présence de M. Gorbatchev à la réception que le Soviet suprême donnera, vendredi 2 octobre, en l'honneur des hôtes français — qui payent leur voyage, précise-t-on au siège de l'association France-URSS, organisatrice de cette « Initiative 87 ».

Parmi les hommes politiques qui devaient partir pour Moscou dimanche prochain, figurent notamment MM. Claude Cheysson, Pierre Mauroy, Maurice Faure, Jean Sauvaigues, Edgar Faure et Louis Mer-maz.

(Publicité)  
**SCIENCES-PO**  
CLASSE PRÉPARATOIRE  
d'octobre à juin. Depuis 1967, la première préparation à tous les examens d'entrée à Sc. po. Doc. contre 3 timbres.  
**CEPES** 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly  
47.45.09.19 ou 47.22.94.84.

**Isth** INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES Depuis 1963  
\* Pour vous aider à réussir à  
CPECF : Rentrée en novembre - Cours du jour et stages intensifs  
DECS : Nouveaux cursus  
Stage intensif AOÛT et rentrée en NOVEMBRE  
BTS : Comptabilité et Gestion de l'entreprise : 2 ans  
Enseignements complets - Toutes U.C. Contrôles hebdomadaires

CHOSE PROMISE,  
CHOSE DUE.

## MOINS D'IMPOTS

- 1 La bonne gestion de l'Etat permet de réduire les impôts de 69 milliards de francs\*.
- 2 La moitié de cette baisse profite aux entreprises. Celles-ci auront ainsi accru leurs investissements de 10% en 1986 et 1987, soit plus en 2 ans que pendant les 8 années précédentes.
- 3 L'impôt sur le revenu des Français est allégé de près de 22,5 milliards de francs en 2 ans soit 10% du montant total de l'impôt sur le revenu payé en 1986\*

Revenu mensuel 1987 d'un couple avec 2 enfants	Impôt payé en 1986	Impôt payé en 1988	Baisse de la pression fiscale (en %)
7.500 F	1.358	0	- 100,0%
9.000 F	3.048	2.077	- 31,8%
30.000 F	52.978	52.189	- 1,5%

(\*) Projet de loi de finances pour 1988. Documentation à demander à : B.P. 36 - 93152 LE BLANC-MESNIL.

- 3 Préparant 1992, le gouvernement réduit la TVA sur :
  - les automobiles et les motos de plus de 240 cm<sup>3</sup> : de 33,3% à 28%,
  - les disques : de 33,33% à 18,6%,
  - les médicaments de 7% à 5,5%.

*La France tient le bon cap!*

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PRIVATISATION

مكتبة من الكتب



## Proche-Orient

### Le conflit du Golfe et la session de l'assemblée générale des Nations unies

Les Etats-Unis ont entamé, mardi 22 septembre, des consultations avec d'autres gouvernements pour faire adopter par le Conseil de sécurité un embargo sur les livraisons d'armes à destination de l'Iran. Cette démarche fait suite au discours prononcé le même jour devant l'Assemblée générale de l'ONU par le président iranien Ali Khamenei et au cours duquel le chef de l'Etat iranien a de facto rejeté l'appel au cessez-le-feu avec l'Irak contenu dans la résolution 598 du Conseil de sécurité.

Prenant la parole mercredi, M. Jean-Bernard Raimond, ministre français des affaires étrangères, s'est prononcé « avec une grande fermeté » pour l'application du cessez-le-feu. Sans citer nommément l'Iran, il n'en a pas moins rejeté les conditions dilatoires posées par Téhéran et a fait allusion à des sanctions éventuelles en demandant que la résolution 598 soit appliquée « dans sa totalité », c'est-à-dire jusqu'à sa référence

au chapitre VII de la Charte des Nations unies qui prévoit des sanctions.

Parlant au nom des Douze de la CEE, le ministre danois des affaires étrangères, M. Ellemann-Jensen, a déclaré mardi que la Communauté européenne demandait un cessez-le-feu « immédiat » et la « totale application » de la résolution 598. Le chef de la diplomatie britannique, Sir Geoffrey Howe, s'est prononcé de son côté en faveur de sanctions, estimant que le président Khamenei avait fait preuve dans son discours « de provocation et de mépris » à l'égard du Conseil de sécurité. M. Joe Clark, le ministre canadien des affaires étrangères, a lui aussi pris position en faveur de sanctions.

Le secrétaire américain à la défense, M. Weinberger — qui entreprend à partir de mercredi une tournée de cinq jours dans le Golfe, — a annoncé d'autre part que les vingt-six marins iraniens blessés lors de l'attaque, lundi dernier, d'un

navire iranien par un hélicoptère américain seront rapidement remis au Croissant rouge d'Oman pour être rapatriés à Téhéran. Ces marins sont actuellement à bord de plusieurs navires américains et, selon M. Weinberger, ils auraient reconnu avoir posé des mines. Un groupe de journalistes a d'autre part été conduit à bord du navire iranien attaqué et a constaté la présence sur le pont de l'Iran-Ajr d'une dizaine de mines. L'Iran-Ajr est actuellement remorqué par un bâtiment américain et va être mis au mouillage au large de Barheïn.

Mardi, un incident a opposé la frégate remorquant le navire iranien à un aéroglisseur iranien qui s'en approchait rapidement. Ce n'est qu'après plusieurs tirs de semence que l'embarcation iranienne a fait demi-tour. On sait que les flottes occidentales craignent des opérations « kamikazes » dans le Golfe. Mardi, d'ailleurs, le département d'Etat américain a mis en garde les mis-

sions diplomatiques et le personnel militaire des Etats-Unis dans le monde entier contre d'éventuels attentats.

La Semaine de la guerre s'est d'autre part ouverte mardi en Iran, à la date anniversaire de l'entrée des troupes irakiennes en territoire iranien, qui marque le début du conflit pour la République islamique. Selon Radio-Téhéran captée à Paris, des défilés militaires ont eu lieu à cette occasion dans toutes les villes du pays.

A Téhéran, la manifestation a eu lieu sur la place Azadi, en présence notamment de l'homme d'Etat Hachemi Rafsandjani, président du Parlement et représentant de l'imam Khomeiny auprès du Conseil supérieur de défense. M. Rafsandjani a pris la parole pour dénoncer l'attaque américaine contre le cargo iranien dans le Golfe et affirmer que « tant que les agresseurs n'auront pas été châtiés, la paix ne sera pas restaurée dans la région ».

### Le président Khamenei refuse le cessez-le-feu

NEW-YORK  
(Nations unies)  
de notre correspondant

L'événement public le plus attendu de la quarante-deuxième Assemblée générale des Nations unies a eu lieu le mardi 22 septembre. Alors qu'aux alentours du palais de verre la police montait des barrages de manifestants de tous bords venus appuyer les uns la République islamique, les autres les Moudjahidines du peuple, d'autre encore des opposants kurdes, syriens, libyens ou saoudiens, la volubilité limousine du président iranien, M. Ali Khamenei, logé très luxueusement au Waldorf Astoria, fendait la foule, précédée de motards fournis par le département d'Etat. Du haut de la tribune de l'ONU, s'exprimant lentement en farsi, M. Khamenei allait, pendant une heure et vingt minutes, fasciner cent cinquante-neuf délégations et plusieurs centaines de partisans dans les gradins réservés au public.

Suivant le discours en anglais à partir d'une édition relisée distribuée par la délégation iranienne, les observateurs n'ont pu qu'être surpris par la suite de certitudes religieuses et philosophiques, de défis tous azimuts et de mépris à l'égard de la terre entière que M. Khamenei a présentée comme étant le fondement des relations entre l'Iran et le reste du monde. Les explications floues de la « sagesse du Coran » et les prophéties concernant l'avenir de l'Islam ont précédé la justification de la révolution islamique.

Mais plusieurs aspects plus temporels du discours méritent la plus grande attention, car ils déterminent

la manière dont Téhéran entend faire face aux pressions croissantes de la communauté internationale. Soulignant l'opportune coïncidence de dates, M. Ali Khamenei a voulu démontrer que l'intervention de l'armée irakienne, le 22 septembre 1980, était « destinée à ouvrir la révolution islamique et à permettre à l'Irak d'établir une position dominante dans le monde arabe ».

Il a admis qu'à l'époque l'Iran avait « été pris par surprise ». « Néanmoins, a-t-il poursuivi, nous avons digéré l'amère leçon et sommes parvenus à la reconnaissance de nos torts et à la recherche de compensations. » Pour le président Khamenei, « la punition de l'agresseur demeure essentielle, car le peuple iranien ne saurait être privé d'une juste réparation ».

Déplorant l'absence de condamnation de l'Irak par le Conseil de sécurité, M. Khamenei a paru révolté par la volonté de l'ONU de « rester neutre entre les belligérants », alors que, selon lui, « il faut d'abord désigner le coupable du doigt et obtenir, but suprême, la disparition du régime de Saddam Hussein ».

« Pourquoi donc le Conseil de sécurité n'a-t-il pas usé de ses pouvoirs afin d'obliger l'Irak (en 1980) à se retirer des territoires iraniens ? » a-t-il demandé.

De l'avis du président Khamenei : « Une fois acceptée, la paix proposée actuellement par le régime irakien disparaîtrait en un clin d'œil et une nouvelle guerre embraserait la région. Certes, la paix est un joli mot, mais la justice est encore plus belle », a-t-il écrit, avant de lancer une virulente attaque contre les Nations unies, « usine à papier, complice des puissances qui tentent de dominer le monde ».

Déplorant les pressions exercées par « l'armée de l'archi-satan dans le golfe Persique », M. Khamenei a particulièrement insisté sur le mépris que, selon lui, la révolution islamique nourrit à l'égard de « tous les courants dominateurs ». « Nous parlerons à ces courants le seul langage qu'ils comprennent, celui de la force », a-t-il conclu, au milieu d'applaudissements qui venaient surmonter des gradins du public, remplis de militants islamiques.

Le sang-froid  
de M. Shultz

Dans la salle de l'Assemblée, plusieurs bancs étaient déjà vides, à

commencer par celui des Etats-Unis, dont la délégation — « surprise » par la virulence d'un passage ajouté au dernier moment — n'a pas résisté au petit jeu, passablement ridicule, des « départs en signe de protestation ». Evocant la récente attaque d'un navire iranien par des hélicoptères américains, M. Khamenei a promis aux Etats-Unis « une réponse appropriée à leur acte abominable ». « Les amères conséquences de cette attaque seront ressenties dans d'autres régions du monde », a-t-il menacé. Dans une mise au point visiblement préparée à l'avance, le représentant adjoint américain, M. Herbert Okun, a estimé que « les accusations ira-

niennes déforment la politique des Etats-Unis, insultent leur président et escamotent la vérité ». Plusieurs délégations de pays arabes modérés ont également quitté la salle.

Curieusement, le secrétaire d'Etat George Shultz a gardé un sang-froid remarquable. S'exprimant lors d'une conférence de presse improvisée, il a constaté, certes, le refus de l'Iran d'accepter la résolution 598, mais il a également affirmé que la porte n'était pas tout à fait fermée : « Nous demandons à l'Iran de réviser sa position et de le faire savoir lors des entretiens que le président Khamenei conduira à New-York avec différents respon-

Manifestement, des négociations discrètes se déroulent à plusieurs niveaux, malgré la virulence des propos publics. Selon le président du Conseil de sécurité, M. James Gbabo (Ghana), « il serait erroné de comprendre le discours iranien au premier degré ». Bien que personne ne sache au juste où se situe le terrain d'un très improbable compromis, tout le monde l'espère encore, surtout avant l'ultime rencontre des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, prévue pour vendredi prochain.

CHARLES LESCAUT.

### Livres rares et précieux

réservés aux seuls souscripteurs amateurs de beaux livres comme autrefois

Pour le 700<sup>e</sup> anniversaire de la vocation poétique de Dante Alighieri auteur de la Divine Comédie — le plus grand chef-d'œuvre de toutes les littératures — Jean de Bonnot, artiste du livre, a réalisé pour quelques amateurs et avec les soins

extrêmes que vous savez, un très ancien projet de Lorenzo Pierfrancesco de Médicis. Voici donc la Divine Comédie illustrée par le maître florentin Sandro Botticelli à la demande des Médicis.

Édition monumentale dans les deux langues, italienne et française. Texte italien établi par Marina Zorzi K. de K. Docteur ès lettres de l'Université de Rome. Traduction poétique d'André Pérat, Agrégé de Lettres, ancien Conservateur du Musée de Versailles. Trois volumes in-octavo (14 x 21), 150 dessins à la pointe d'argent et de plomb par

LA DIVINE  
COMEDIE  
de  
DANTE ALIGHIERI  
avec  
pour la première fois  
la suite intégrale  
des dessins retrouvés  
de  
SANDRO BOTTICELLI

Sandro Botticelli, 1536 pages. Texte en Garamond deux corps imprimé sur un très beau vergé teinté et filigrané. Reliure ébène en cuir de mouton tanné à l'ancienne, décorée « à chaud et à froid » avec des fers du Quattrocento. Titres et tranche de tête dorés à la feuille d'or 22 carats. Plats frappés en bronze antique.



vente exclusive par courtier chez le seul

Jean de Bonnot

Editeur de livres rares, 7, rue du faubourg St-Honoré - Paris 8<sup>e</sup>. Il vaut mieux avoir moins de livres mais les choisir avec goût. Les beaux livres ne peuvent pas être vendus à vil prix, mais il donne à l'acheteur le plaisir de posséder des œuvres irremplaçables. Jean de Bonnot ne publie que des ouvrages de qualité, signés dans les plus beaux ateliers. C'est pourquoi il s'engage à racheter ses ouvrages au même prix, à n'importe quel moment.

La Divine Comédie est ici magistralement traduite par Pérat dans une langue vigoureuse, pleine de verve et de poésie. L'Enfer, qui aurait pu être imaginé par un marquis de Sade ayant la tête épique, le Purgatoire et le Paradis sont magnifiquement évoqués par Botticelli. Ses illustrations furent un destin tragique. Poursuivies de 1490 à 1498, elles ne furent pourtant jamais achevées. Exécutées à la pointe de plomb et d'argent, elles devaient être aquarellées. Seul le dessin fut en partie mené à bien. Mais quel dessin ! La dernière guerre leur fut presque fatale. Dispersées, perdues, il n'en subsista que quelques feuillets originaux qui, ajoutés aux planches retrouvées au Vatican, constituent cependant une suite admirable reproduite intégralement et pour la première fois dans cette édition : trois très beaux volumes d'art réalisés avec grande conscience par Jean de Bonnot.

### Bon d'examen gratuit

(à adresser à : Jean de Bonnot, 7, rue du faubourg St-Honoré - 75382 Paris Cedex 08)

Sans engagement de ma part, envoyez-moi le premier des trois volumes de la Divine Comédie de Dante, illustrée par Botticelli. Livre en mains, j'examinerai la qualité de cette édition et, si je ne suis pas convaincu de sa valeur et de son intérêt exceptionnel, je vous le retournerai dans les 10 jours suivant sa réception. Si, par contre, il me plaît, je vous en réglerai le montant soit 193 francs (+ 14,60 francs de frais de port). Je recevrai les tomes 2 et 3 par la suite à la cadence d'un par mois, au même prix, et sans avoir à les réclamer.

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
Signature nécessaire \_\_\_\_\_

## Asie

### BIRMANIE

#### La démonétisation a débouché sur une situation chaotique

BANGKOK  
correspondance

Le marché aux billets de banque « d'occasion » est en train de se tarir à Rangoun. En effet, les spéculateurs birmanais qui avaient misé sur un éventuel remboursement des billets de banque démonétisés le 5 septembre (le Monde du 9 septembre) et s'étaient précipités pour les racheter à bas prix, risquent fort d'en être pour leurs frais : il est de plus en plus improbable que le gouvernement rembourse quoi que ce soit. En remplacement des billets rapelés, dont le plus courant, celui de 75 kyats, les autorités vont mettre bientôt en circulation de nouvelles dénominations, 45 et 90 kyats (au taux officiel, le kyat vaut environ 0,90 F).

Seuls les fonctionnaires ont été dédommés d'un montant équivalant au mois de salaire qu'ils venaient de percevoir en coupures périmées. Pour les autres citoyens, en particulier les commerçants, le coup a été très dur. Au total, ce sont près des trois quarts des liquidités du pays qui ont été annulées du jour au lendemain. Conséquence immédiate, les gens étant à court d'argent, les prix des denrées alimentaires ont chuté sur les marchés de Rangoun.

Car l'épargne bancaire en Birmanie est restée très modeste, malgré les efforts déployés par les autorités depuis quelques années. Le public demeure très méfiant envers les banques, souvent mal gérées. De plus, toutes les transactions importantes sur le marché noir se font, bien sûr, en liquide.

Les industries, la plupart de type artisanal, souffrent d'une pénurie chronique de pièces de rechange et fabriquent des produits dont la qualité médiocre explique au moins en partie le succès d'un marché noir triomphant, alimenté à partir de

Bangkok, voire même de la Chine. Comptant pour à peine 10 % du PNB, ces industries ne sont guère plus nombreuses qu'en 1962, lorsque le général Ne Win prit le pouvoir.

Les difficultés économiques auxquelles le régime tente de faire face résultent principalement de la chute des cours de ses exportations agricoles. Le riz, base de l'alimentation locale et pilier des exportations (plus de 1 million de tonnes vendues par an, dont un cinquième, en 1986, à l'Union soviétique), a perdu, selon un rapport récent de l'Economist, 700 % de sa valeur en cinq ans. Le teck est, lui aussi, en chute. De ce fait, malgré des exportations en hausse, le déficit de la balance commerciale birmane a atteint 44 millions de kyats en 1986.

Dernier coup dur pour le pouvoir : la sécheresse qui vient de frapper toute l'Asie du Sud-Est. Les récoltes ont souffert, l'approvisionnement des villes a été menacé. Cela a entraîné les prudentes mesures de libération prises en janvier dernier concernant la distribution du riz et complétées à la fin du mois d'août par la levée du contrôle de l'Etat sur le prix du riz, du maïs et des légumineuses.

Les réserves en devises du pays sont tombées à moins de 33 millions de dollars et ne couvrent même plus un mois d'importations. La production pétrolière qui, il y a deux ans encore, satisfaisait les besoins du pays, a chuté de moitié. Elle n'est plus que de quinze mille barils par jour.

La prochaine Assemblée générale des Nations unies accèdera sans doute à la demande de la Birmanie d'être classée parmi les pays les moins développés. Cela lui permettra d'obtenir tous azimuts des prêts à des taux avantageux comme celui de 48,5 milliards de dollars que viendrait de lui accorder la Banque mondiale.

JACQUES BEKAERT.

PROMISE,  
E DUE.

D'IMPOTS

Le marché aux billets de banque

Le marché aux billets de banque

Le marché aux billets de banque

Le marché aux billets de banque

Le marché aux billets de banque

Le marché aux billets de banque

Le marché aux billets de banque

Le marché aux billets de banque

Le marché aux billets de banque

Le marché aux billets de banque

Le marché aux billets de banque

Le marché aux billets de banque

Le marché aux billets de banque

Le marché aux billets de banque

Le marché aux billets de banque



(Publicité)

## PARIS EGALITE

Les Droits de l'homme et du citoyen ne se divisent pas.  
Ils sont les droits de tous les hommes et de tous les citoyens ou ils ne sont pas.  
C'est ce que la jeunesse de ce pays n'a cessé d'affirmer avec force ces dernières années.  
Cette volonté se heurte à ceux qui prônent le racisme, l'exclusion et l'expulsion "des autres" comme toute politique pour demain.

Parce que le racisme n'est pas une fatalité.  
Parce que nous refusons la logique du ghetto, de la violence et de la haine.  
Parce que nous refusons une réforme du Code de la nationalité qui exclurait des jeunes de la société française.  
Parce que nous refusons que l'on prive une partie des hommes et des femmes des droits qui sont communs à tous les hommes et à toutes les femmes.  
Parce que l'espoir est du côté d'une France tolérante et fidèle aux Droits de l'homme.

Notre choix c'est l'intégration comme valeur essentielle de la vie commune, notre combat c'est l'égalité des droits.  
Parce qu'aujourd'hui, nous pensons qu'il faut non seulement défendre ces valeurs, mais aussi, affirmer toute leur force, nous appelons tous et toutes à *manifestar dans la rue* :

— CONTRE LE RACISME ET LA XENOPHOBIE —

— POUR L'INTEGRATION ET L'EGALITE DES DROITS —

## DIMANCHE 29 NOVEMBRE, 11 HEURES A PARIS

Harlem DESIR, Président de SOS Racisme; Philippe DARRIULAT, Président de l'UNEF ID; Farid AICHOUNE, Journaliste; Marie-Josée ALIE, Chanteuse; Fernando ARRABAL, Ecrivain; Féodor ATKINE, Comédien; Stéphane AUDRAN, Comédienne; François AUVIGNE, Inspecteur des finances; Jean-Pierre BACRI, Comédien; Alain BAUER, Vice-président d'Université; Marie-Paule BELLE, Chanteuse; Jean-Jacques BEINEIX, Cinéaste; Georges-Marc BENAMOU, Journaliste; Kader BENDOUMLA, SOS Racisme Toulon; Jean BENGUIGUI, Comédien; Michel BERGER, Chanteur-compositeur; Professeur Jean-François BERNAUDIN; Antoine BESSE, Psychiatre; Marc BITTON, Président de l'UEIF; M. BOISSOUX, Médecin; Herbé BOKOBZA, Psychiatre; Jacques BONNAFE, Comédien; Christophe BORGEL, Bureau National de l'UNEF ID; Hayette BOUDJEMA, Vice présidente de SOS Racisme; William BOURDON, Avocat; Breyten BREYTENBACH, Ecrivain; Michel BROUE, Mathématicien; Gilles BRUCKER, Assistant des hôpitaux; Marcel BLUWAL, Cinéaste; Michel BUTEL, Ecrivain; CABU, Dessinateur; Jean-Christophe CAMBADELIS, Président d'honneur de l'UNEF ID; Philippe CAMPINCHI, Président de Plus Jamais Ça; Michel CANTAL-DUPART, Urbaniste; Professeur M. CARBON; Marie CARDINAL, Ecrivain; François CAROLI, Psychiatre; M. CARPENTIER, Médecin; Pierre CARTIER, Directeur de recherche, Ecole Polytechnique; Jacky CHAGNEAU, Informaticien; Abdou CHAOU, SOS Racisme Bordeaux; Jean-François CORBIN, Psychiatre; Patrice CROSSAY, Psychiatre; Jean-Luc DALLEMAGNE, Professeur université; Yvan DAUTIN, Chanteur; Claude DAVID, Psychanalyste; Joël DAYDE, Compositeur; Gilles DELEUZE, Philosophe; Alain DELOCHE, Président de Médecins du Monde; Jacques DEMY, Cinéaste; Professeur M. DERENNE; Paul DEROME, Psychiatre; Jacques DERRIDA, Philosophe; Manu DI BANGO, Chanteur; Daniel DHOMBRES, Etudiant; Julien DRAY, Vice-Président SOS Racisme; Jean-Claude DREYFUS, Professeur université; Roger Pol DROIT, Professeur de philosophie; Claire DUFOUR, Secrétaire générale de l'UNEF ID; Marguerite DURAS, Ecrivain; Antoine DUCRET, Psychiatre; David ELIA, Gynécologue; Eugène ENRIQUEZ, Professeur université; Jean-Paul ESCOMBEY, Psychiatre; Kathleen EVIN, Journaliste; Sylvie FENNEC, Comédienne; Luis FERNANDEZ, International de football; Anouk FERJAC, Comédienne; Claude FORZY, Psychiatre; Yves FREMION, Ecrivain; Monseigneur GAILLOT, Evêque d'Evreux; France GALL, Chanteuse; Jérôme GARCIN, Journaliste; Eric GHEBALI, Secrétaire général SOS Racisme; Franz-Olivier GIESBERT, Journaliste; Romain GOUPIL, Cinéaste; Olivier GRISONI, Avocat; Professeur François GUERIN; Didier GUILLEMOT, Médecin; Marek HALTER, Ecrivain; Professeur M. HENRARD; Julie JEZEQUEL, Comédienne; Marlène JOBERT, Comédienne; Daphnée JUSTER, Avocate à la cour; Christine KATLAMA, Assistante des hôpitaux; Joëlle KAUFFMAN-BRUNERIE, Médecin; Nacer KETTANE, Médecin, écrivain; Catherine KINZLER, Ecrivain; Serge KLARSFELD, Avocat; Beate KLARSFELD; Bernard KOUCHNER, Président d'honneur de Médecin du Monde; David KOVEN, Chanteur; Jean LACOUTURE, Ecrivain; Simone LACOUTURE, LAVILLE, Dessinateur; Ecrivain; Hervé LE BRAS, Démographe; Danièle LEBRUN, Comédienne; Jacques LE GOFF, Historien; Jacques LAGROIS, Professeur Sciences politiques; Jean-Luc LAHAYE, Chanteur; Bernard LANGLOIS, Journaliste; Marc LECLERC, Psychiatre; Pascal LEGITIMUS, Comédien; Emmanuel MAHEU, Médecin; Patrick MAISONNEUVE, Avocat; Laurent MALET, Comédien; Denis MANUEL, Comédien; Didier MARUANI, Avocat au barreau de Paris; François MARTHOURET, Comédien; Isabelle MARTIN, Vice-Présidente de l'UNEF ID; Claude MAURIAC, Ecrivain; Elli MEDEROS, Chanteuse; Rebat MEHENTEL, SOS Racisme Lyon; Khaled MELHAA, Secrétaire général de Radio Beur; Samia MESSAOUDI, Journaliste à Radio Beur; Jean-Pierre MIGNARD, Avocat; Professeur Paul MILLIEZ; Roger MIRMONT, Comédien; Frédéric MITTERRAND, Journaliste; Ariane MNOUCHKINE, Metteur en scène; H. Abdallah MOGNIS, Journaliste, agence Im' Média; Sami NAIR, Professeur université; Gérard NAMER, Professeur université; Yves NAVARRE, Ecrivain; Marine N'DIAYE, Ecrivain; Mohamed NEMICHE, Journaliste; NIAGARA, Musiciens; Gérard OBADIA, Manifeste des 122; Claude OLLIVENSTEIN, Médecin; Mohamed OUSSEKINE, Gérant de société; Alain PAGE, Cinéaste; Isabelle PASCO, Comédienne; M. PEIGNE, Médecin; Gilles PERRAULT, Ecrivain; Jean-François PERRIER, Comédien; Anne-Marie PHILIPPE, Comédienne; Jacques POSTEL, Chef de Service hospitalier, Frédéric POTTECHER, Journaliste; François PREVOTEAU DU CLARY, Médecin; Hugues QUESTER, Comédien; Lili REKA, Journaliste; Professeur M. REULIER; Serge RIQUIER, Avocat au barreau de Paris; Martine ROCQUENCOURT, SOS Racisme Draguignan; Willy ROSEMBAUM, Médecin; Anne ROZENBERG, Psychiatre; Jean RUMEAU, Psychiatre; Professeur Bernard RUESS Sonia RYKIEL, Styliste; Eric SCHONHOFFER, Bureau National de l'UNEF ID; Laurent SCHWARTZ, Mathématicien; Yves SIMON, Chanteur; Serge SIMONI, Psychiatre; Remi SKOUTELSKY, Bureau National de l'UNEF ID; SINE, Dessinateur; Jean SOLE, Dessinateur, SMAIN, Comédien; Benjamin STORA, Historien; Francis TERQUEM, Avocat; Isabelle THOMAS, Etudiante; Gilbert URSULET, Psychiatre; Jean-Pierre VERNANT, Historien; M. VIANNEY-GALLERNE, Médecin; Cyril de VIGNEMONT, Entrepreneur; Jean-François VILAR, Ecrivain; Nora ZAIDI, SOS Racisme Montbéliard. B. MURAT, Metteur en scène; M. ROSENBLAT, ancien Président de l'UNEF-ID.

Pour toute correspondance Boite Postale 234 - 75624 Paris cédex 13 Chèques de soutien à l'ordre de "Paris Egalité"

سنة ١٤٠٨ هـ







## Afrique

La fin de la visite du président angolais à Paris

### M. Chirac préconise « la négociation et le dialogue » en Afrique australe

Commencée lundi, la troisième visite officielle de M. José Eduardo Dos Santos en France s'achève le mercredi 23 septembre. La coopération bilatérale et la situation en Afrique australe ont été au centre des entretiens du chef de l'Etat français avec M. François Mitterrand et Jacques Chirac. En recevant son hôte pour un dîner officiel mardi, le premier ministre a préconisé « la négociation et le dialogue » dans la région.

Avant de quitter Paris pour Bruxelles, M. Dos Santos devait tenir une conférence de presse mercredi en fin de matinée, puis offrir un déjeuner à l'ambassade d'Angola. Il devait rencontrer des responsables de l'Aérospatiale et d'Elf-Aquitaine, deuxième compagnie pétrolière installée en Angola, après le groupe américain Gulf-Chevron. Les conversations avec les milieux d'affaires devaient aussi porter sur l'approvisionnement en eau de Luanda et sur la fourniture de deux Airbus, en concurrence avec Boeing.

La journée de mardi a été consacrée à des entretiens politiques avec

MM. Mitterrand et Chirac. M. Dos Santos a invité le président de la République à se rendre en Angola, qui n'a jamais reçu la visite d'un chef d'Etat français. M. Mitterrand a affirmé à son hôte que Paris soutiendrait les démarches de l'Angola pour adhérer au Fonds monétaire international. On précise à l'Elysée que la question des contrats militaires n'a pas été abordée au cours du déjeuner offert mardi par M. Mitterrand, en présence de M. Chirac.

M. Dos Santos a indiqué qu'il ne demandait pas une aide militaire française, mais qu'il était « ouvert à tous les gestes provenant de tous les pays ». En fait, des négociations sont en cours pour l'achat de nouveaux hélicoptères à l'Aérospatiale. Un contrat, signé en 1985, portait sur la fourniture de vingt-cinq appareils. Une dizaine seulement ont été livrés en raison des difficultés financières du pays.

Certaines demandes financières de l'Angola, notamment le rétablissement des lignes de crédit de la COFACE — qui a retiré sa garantie aux exportateurs dans ce pays — paraissent devoir être déçues. En revanche, sur le plan diplomatique, M. Dos Santos a entendu des discours aimables, notamment lors du toast de M. Chirac, mardi soir.

Le premier ministre a réaffirmé la condamnation « sans réserve » de l'apartheid en Afrique du Sud, qui, « malgré quelques évolutions », demeure « le fondement de l'organisation sociale de ce pays ».

« La région où se trouve votre pays est en proie à de multiples tensions qui résultent de problèmes internes, des ingérences sud-africaines et aussi de la présence d'éléments extérieurs qui apportent un facteur supplémentaire de complication », a souligné M. Chirac, sans citer explicitement la présence de trente-cinq mille Cubains civils et militaires en Angola. « Le gouvernement français, pour sa part, est convaincu que le recours à la force ou à la violence ne pourra rien résoudre. L'expérience passée l'a démontré amplement. Il faudra donc que la négociation et le dialogue finissent par l'emporter. (...) Négociation pour l'application rapide et sans condition du plan d'indépendance de la Namibie, dialogue pour restaurer la paix civile, notamment dans votre pays, dialogue entre les diverses communautés d'Afrique du Sud pour l'instauration d'une société multiraciale et démocratique. »

#### Un progrès avec les Etats-Unis

Le président Dos Santos a mis, de son côté, l'accent sur les efforts d'assainissement de l'économie entreprise par son pays, en proie à la guerre.

Il a indiqué que les derniers contacts de Luanda avec les Etats-Unis avaient « permis quelques progrès », notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU sur la Namibie et les délais pour le retrait du contingent des troupes cubaines stationnées au sud du 13<sup>e</sup> parallèle, en deux ans.

M. Dos Santos souhaite que le Conseil de sécurité de l'ONU soit garant d'un accord sur l'indépendance de la Namibie qui, selon lui, permettrait le retrait des Cubains présents dans son pays. Il a lié toute négociation avec l'UNITA à l'arrêt préalable des « agressions extérieures » contre Luanda, c'est-à-dire à la cessation de l'aide sud-africaine au mouvement de M. Savimbi.

Le représentant de l'UNITA en Europe, M. Lukamba Paulo Gato, s'est adressé mardi à un groupe d'une soixantaine de personnes qui manifestaient contre la présence de M. Dos Santos à Paris, notamment en présence de M. Philippe Malaud, président du Centre national des indépendants et paysans. Sans intervenir, la manifestation elle-même, la préfecture de police a interdit à ses organisateurs de défiler en cortège de la place Victor-Hugo au Trocadéro.

#### EN BREF

● CAMBODGE : un Américain détenu. — Un Américain âgé de 35 ans, M. Sterling Brian Bono, est détenu par les autorités de Phnom-Penh depuis le mois de mai pour s'être illégalement introduit au Cambodge, a annoncé, mardi 22 septembre, l'agence de presse cambodgienne SPK. En juin, des responsables thaïlandais avaient déjà annoncé le passage au Cambodge d'un ancien combattant américain du Vietnam décidé à se mettre à la recherche de soldats américains disparus dans la péninsule indochinoise au cours de la guerre. Selon les autorités thaïlandaises, M. Bono serait « détenu par l'armée vietnamienne » dans la province de Battambang, dans le nord-ouest du Cambodge. — (AFP.)

● EGYPTES : accord commercial avec l'URSS. — Un protocole commercial d'une durée de trois ans sera signé à la fin du mois d'octobre entre l'Egypte et l'Union soviétique, a indiqué mardi 22 septembre M. Guennadi Jouravlev, ambassadeur de l'Union soviétique au Caire. L'Egypte et l'URSS souhaitent augmenter leurs échanges et déterminer les projets du plan quinquennal égyptien 1987-1992 avec la contribution de Moscou ; de plus, l'URSS vise à « restaurer » ses relations avec l'Egypte, sur la base « du respect et des intérêts réciproques », a ajouté le diplomate. — (AFP.)

● ETATS-UNIS : arrestation d'un terroriste de l'ASALA. — Vicken Satrag Fehkharhoun, un Irakien accusé d'avoir commis des attentats en 1981 et 1982 aux Etats-Unis pour le compte de l'ASALA (Armée secrète arabe libanaise pour la libération de l'Arménie), a été arrêté le 17 septembre à Los Angeles par le FBI. Son

proche est fixé au 10 novembre. S'il est reconnu coupable, il risque soixante-cinq ans de prison. — (AFP.)

ATHÈNES  
de notre correspondant

Le premier ministre grec, M. Andreas Papandréou, a procédé, mardi soir 22 septembre à Athènes, à un large remaniement ministériel, réintégrant dans son gouvernement trois hommes-clés de la vieille garde du Parti socialiste (PASOK) qui en avaient été écartés en février dernier. Ce remaniement fait suite aux dissensions apparues ces dernières semaines au sein du PASOK, notamment sur la poursuite de la politique d'austérité budgétaire. Les titulaires des trois principaux portefeuilles — défense, affaires étrangères et économie — n'ont cependant pas été touchés.

Depuis son arrivée au pouvoir en 1981, M. Papandréou a déjà remanié treize fois son gouvernement. La dernière fois, en février, il en avait évincé les responsables de sa propre formation pour lui donner une image plus moderne, moins liée à une politique de parti. Initialement, ce gouvernement devait, selon les déclarations faites à l'époque par le premier ministre lui-même, mener à bien son programme jusqu'au terme

## Europe

GRÈCE : remaniement ministériel

### M. Papandréou réintègre dans son gouvernement la vieille garde du PASOK

de la législature, prévue officiellement pour le mois de juin 1989.

Trois membres influents du bureau exécutif du PASOK font leur rentrée à l'occasion du remaniement de mardi soir, MM. Akis Tsohatopoulos à l'Intérieur, Yorgos Yonniatas au Travail et enfin Aggelos Koutsoyorgas. Ce dernier devient vice-premier ministre et reçoit en plus le portefeuille de la justice, qui lui avait échappé dans les premiers gouvernements socialistes en raison de l'opposition du président de la République de l'époque, M. Konstantin Caramanlis.

#### Paralyse

M. Andreas Papandréou essaye apparemment d'apaiser le mouvement de mécontentement contre son gouvernement, tombé depuis plusieurs mois dans une quasi-paralyse politique et tenu pour responsable de plusieurs scandales économiques. On se pose aussi à Athènes des questions sur l'avenir de la politique économique.

Les principaux ministres économiques ne sont pas, pour le moment, touchés, mais on a adjoint au minis-

tre des finances un ministre délégué, M. Georges Petsois, qui s'est distingué en tant que secrétaire d'Etat à l'Industrie pour avoir autorisé la création de nouvelles industries en plein centre d'Athènes et comme promoteur de la privatisation sans condition des entreprises surendettées mises sous le contrôle de l'Etat et assainies à coups de milliards.

Quant aux ministres sortants, deux ont été signalés : celui du ministre de la santé, M. Georges Alexandre Mangakis, et celui du ministre de la marine marchande, M. Stathis Alexandris. Le deuxième paie sans doute pour la bête colossale concernant la découverte du prétendu Colosse de Rhodes cet été. La chute du premier est peut-être liée au sort du système national de la santé, l'un des derniers éléments du programme électoral du Pasok à ne pas être révisé.

Ce nouveau remaniement ministériel s'est également accompagné d'une restructuration du bureau exécutif du PASOK et d'une réduction importante du nombre des conseillers du premier ministre.

THÉODORE MARANGOS.

TURQUIE : victime de la bureaucratie judiciaire

### Le guide français Michel Caraminot est menacé de cinq à dix ans de prison

La Cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir a reporté au 5 octobre prochain l'ouverture du procès de M. Michel Caraminot, un guide de tourisme français de trente ans arrêté le 18 juin dernier alors qu'il accompagnait un groupe de touristes français pour le compte de l'agence Clio. Prévue pour le mardi 22 septembre, la première audience n'a pas eu lieu faute d'un

juge militaire « excusé pour raison médicale ». Accusé par un accompagnateur turc d'avoir un peu trop flâté la culture arménienne dans ses commentaires sur les monuments du Sud-Est turc, M. Michel Caraminot a été inculpé de « propagande visant à affaiblir les sentiments nationaux » et risque de cinq à dix ans de prison.

DIYARBAKIR  
de notre correspondant

Dès le départ, il y a eu d'atomes crochus entre, d'un côté, l'étudiant français féru d'archéologie au point d'en faire un sacerdoce et, de l'autre, l'accompagnateur turc, inquiet de toute allusion au passé disputé des régions ouvertes à des touristes français qui avaient, selon sa déposition, « des sympathies pour les Arméniens ». L'opposition du guide français à tout écoulement des visites historiques controversées au profit de séjours prolongés chez des marchands de tapis, au dementi général pour les accompagnateurs, a probablement hâté le drame.

Les accusations du guide turc se résument à peu de chose : M. Michel Caraminot aurait donné

des explications sur la région à partir du livre des Editions Maspéro sur les Kurdes et le Kurdistan, plus tard saisi dans ses bagages. S'inspirant du Guide bleu, des brochures touristiques officielles turques, et, pour ne citer qu'eux, des deux suppléments récents du quotidien Cumhuriyet, il aurait attribué les églises de la région, chefs-d'œuvre universellement connus de l'architecture arménienne, comme Ani et Akhtamar... à des architectes arméniens. Il en aurait tiré des arguments en faveur du séparatisme arménien et kurde.

Dans l'atmosphère exacerbée qui a suivi la déclaration du Parlement européen sur le « génocide arménien », un procureur zélé inculpe M. Caraminot sur la seule base des dépositions de son accusateur. Le jour du massacre de trente civils à Pinarci par des terroristes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), est annoncé dans la presse l'arrestation d'un « séparatiste français d'origine arménienne » (sic). L'engrenage de la bureaucratie judiciaire se met alors en marche publiquement, rendant délicates les interventions, nombreuses, des autorités françaises. L'affaire est du ressort de la Cour de sûreté de l'Etat, une juridiction prévue par la Constitu-

tion de 1982, mais souvent dans l'incapacité de se réunir, surtout dans le Sud-Est, faute de juges militaires de première classe acceptant de se déplacer.

#### Un étouffant décalage

Après le premier report d'audience, le 28 juillet, le tribunal a entendu le 25 août le témoignage de membres du groupe : ils ont infirmé l'accusation de propos séparatistes.

De nombreuses personnalités, soucieuses du renom de la Turquie qui vient de demander son adhésion à la CEE, dénoncent l'absurdité de la situation.

Cette affaire, comme quantités d'autres en instance et concernant des Turcs, illustre le décalage entre les textes juridiques et le processus de démocratisation en cours. Elle est d'autant plus incompréhensible que tout lecteur peut trouver dans la presse turque depuis un an, sur le problème kurde, voire la question arménienne, des éléments de réflexion infiniment plus subversifs que les propos attribués au jeune Français.

MICHEL FARRÈRE.

#### URSS

### M. Gorbatchev est, officiellement, en « excellente santé »

Moscou (APF). — M. Mikhaïl Gorbatchev, « poursuit ses vacances » et est « en excellente santé », a déclaré, mardi 22 septembre, un porte-parole officiel soviétique, démentant ainsi des rumeurs sur l'état de santé du chef du Kremlin qui n'a pas été vu en public depuis le 7 août.

« M. Gorbatchev est en vacances et celles-ci dureront aussi longtemps que prévu », a affirmé M. Boris Piatychev, porte-parole du ministère des affaires étrangères, interrogé à plusieurs reprises sur cette question au cours d'une conférence de presse.

M. Piatychev, se retranchant derrière « les usages » observés en URSS, a refusé d'indiquer quand M. Gorbatchev sera de retour à Moscou. Il a laissé entendre que le numéro 1 soviétique ne ferait pas, à court terme, de déclaration sur l'accord soviéto-américain intervenu à Washington en matière de désarmement : « L'opinion du dirigeant soviétique est très claire et il s'agit seulement d'un accord

de principe », a noté M. Piatychev.

Cette mise au point soviétique sur l'état de santé et les activités de M. Gorbatchev fait suite aux affirmations de l'hebdomadaire ouest-allemand Bild selon lesquelles le chef du Kremlin aurait été victime, sur son lieu de villégiature, d'une grave intoxication alimentaire (le Monde du 22 août).

Contrairement aux deux années précédentes, le départ en vacances de M. Gorbatchev, vers la mi-août, n'avait pas été annoncé. En 1985, le numéro 1 soviétique avait pris cinq semaines de vacances et un peu plus d'un mois l'an dernier.

Le secrétaire général du PCUS, a, en tout cas, maintenu une certaine activité officielle : le 8 septembre, il envoyait un message pour l'ouverture de la Foire du livre de Moscou ; il a fait publier, jeudi dernier, dans la Pravda, un grand article sur la situation internationale, et a adressé lundi un message de bienvenue à la première session de l'Académie internationale de l'architecture.

#### AFRIQUE DU SUD

### Pretoria « espère signer bientôt » le traité de non-prolifération nucléaire

M. John S. Herrington, secrétaire américain à l'énergie, s'est félicité, mardi 22 septembre, à Vienne, de l'annonce faite la veille à Pretoria que l'Afrique du Sud « espère pouvoir signer bientôt » le traité de non-prolifération nucléaire (TNP).

M. Herrington, qui participe à la conférence annuelle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), a qualifié de « progrès réel » cette intention de l'Afrique du Sud et a estimé qu'il « fallait encourager ce pays dans sa coopération avec l'AIEA ».

L'exclusion de l'Afrique du Sud de cette organisation — réclamée par l'URSS et un groupe de pays du tiers-monde — serait « une grande erreur », a estimé le ministre, ajoutant que la « politisation » d'une organisation à vocation technique universelle était sa « crédibilité » à l'AIEA.

La signature par l'Afrique du Sud du traité de non-prolifération nucléaire pourrait permettre de savoir si Pretoria possède ou non l'arme nucléaire, a déclaré, mardi à Johannesburg, un scientifique spécialisé dans le nucléaire. — (AFP.)

#### Le conflit tchadien

### Le colonel Kadhafi n'assistera pas à la conférence de l'OUA

Le chef de l'Etat tchadien, M. Hissène Habré, a quitté N'Djamena, mardi 22 septembre, pour Luanda, où il doit prendre part à la réunion du comité ad-hoc de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) sur le différend tchado-libyen à propos de la bande d'Aozou. En revanche, selon l'agence libyenne JANA, le colonel Kadhafi a contacté le président Zambien, M. Kaunda, président en exercice de l'OUA, pour lui annoncer qu'il ne se rendrait pas à la réunion. Le dirigeant libyen devait déléguer son

ministre des affaires étrangères, M. Jadalab Azzouz Al Tahli.

D'autre part, l'URSS a été informée du « décès » au cours de combats dans le sud de la Libye, de deux experts militaires soviétiques, a annoncé mardi un porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Boris Piatychev (le Monde du 17 septembre). Les deux conseillers « se trouvaient en Libye pour aider à l'utilisation du matériel militaire soviétique », a précisé M. Piatychev. — (AFP.)

مكتبة من الكتب



# MAIRIES DE FRANCE

N° 5 MAIRIES DE FRANCE est réalisé sous la responsabilité de MAIRIE-EXPO 87 sur quatre pages achetées au quotidien LE MONDE. JEUDI 24 SEPT 1987

## L'INVITÉ

**FRANÇOIS DUBANCHET**

**IL CONSTRUIT  
LE SAINT-ETIENNE  
DU 21<sup>e</sup> SIECLE**

Monsieur le Maire de SAINT-ETIENNE est un homme chaleureux, efficace et pragmatique.

Depuis 1983 à la tête de la Ville qui compte 215 000 habitants et un budget de plus de 2 400 millions de francs, il veut donner aujourd'hui à la capitale du Forez l'image d'une ville dynamique et faire ainsi oublier l'affaire Manufrance ou le scandale des Verts.

Il vient de confier à la SARI, que préside Christian PELLERIN, la mission d'élever sur l'ancienne usine et entrepôts de Manufrance un grand complexe qui fera, selon le vœu de François DUBANCHET, oublier l'image de "honte".

**QUELS SONT VOS PROJETS SUR LES ANCIENS ENTREPOTS DE MANUFRANCE ?**

Nous allons créer là, avec le concours de la SARI, sur 150 000 m<sup>2</sup> de plancher un grand centre d'affaires avec Palais des Congrès, Hôtel, Bureaux, Galerie Commercante, Cité Artisanale et un ensemble de logements. Viendront prendre place dans cet ensemble la tête du réseau câblé, la maison de l'image numérique, mais aussi un planétarium et, pour ne pas oublier le passé, un Musée Manufrance. Il y aura là aussi une véritable pépinière d'entreprises.



François DUBANCHET

**QUELS SONT LES AUTRES PROJETS DE LA VILLE ?**

Un nouvel abattoir remplacera l'ancien beaucoup trop vétuste. Ce sera un véritable pôle de la viande. Nous encouragerons également le programme de développement du veau de lait.

**ETES-VOUS UN MAIRE ENTREPRENEUR ?**

Une ville et son Maire doivent accompagner les efforts en matière économique et aider les entreprises nouvelles. Personnellement, je me réjouis que la Caisse des Dépôts qui nous aide énormément nous ait fait confiance.

Parmi les projets qui me tiennent à cœur, celui de compléter le réseau de tramways avec treize voitures doubles et ultra modernes. Ce tramway, véritable métro de surface de 7 km de long, c'est un cas... Il rapporte de l'argent.



Le futur centre d'affaires au cœur de Saint-Etienne.

## EDITORIAL

**MAIRIE-EXPO 87 :**

**UN RENDEZ-VOUS PROFESSIONNEL ET  
REPUBLICAIN**

Pour les Maires, leurs Adjoints, les Conseillers Municipaux et les Personnels Communaux, visiter MAIRIE-EXPO est devenu désormais un déplacement indispensable.

En donnant une dimension nationale au marché des Collectivités Locales nous avons introduit compétitivité et innovation dans ce secteur économique important. Les 300 exposants qui participent depuis 4 ans à cette entreprise ne s'y sont pas trompés.

MAIRIE-EXPO n'est ni une kermesse ni une foire encore moins une exposition liée à un Congrès mais un vrai Salon Professionnel. Les milliers de décideurs municipaux qui visiteront MAIRIE-EXPO à TOULOUSE, du 18 au 22 octobre, feront en quelques heures le point sur les différents aspects de la vie communale en matière de gestion, d'équipement et d'animation.

Les entreprises exposantes, grands institutionnels ou P.M.E./P.M.I. ont longuement préparé ce Salon car, travailler pour une ville, être

fournisseur d'une ou plusieurs collectivités locales représente pour elles des parts de marché non négligeables. C'est aussi un honneur, une responsabilité et une référence.

Aux Maires aménageurs des années 60/70 succède aujourd'hui la génération des Maires Gestionnaires. La chasse aux dépenses de fonctionnement est ouverte dans la plupart des communes et la notion de gestion et d'esprit d'entreprise a fait son entrée en quelques années dans la majorité des communes.

A deux ans des échéances municipales, MAIRIE-EXPO 87 saura répondre à l'attente des Elus Locaux. Les entreprises exposantes ont préparé ce rendez-vous avec la plus grande attention.

Un Français sur cent est concerné par ce Salon. Ils seront plusieurs milliers à faire le déplacement à TOULOUSE, c'est un signe !

Alain TRAMPOGLIERI  
Commissaire Général de MAIRIE-EXPO

photo James Audouin

## Pour votre commune, la protection globale UAP.

Qu'il s'agisse de départements, de municipalités ou d'hôpitaux, plus d'un millier de collectivités locales bénéficient déjà du savoir-faire et de l'expérience de l'UAP.

L'UAP apporte ainsi son concours dans les domaines :

- de l'assurance des personnes (couverture du décès, de l'incapacité de travail, de l'invalidité, de la maladie des agents permanents affiliés à la CNRACL),
- de l'assurance des biens (bâtiments, mobilier, matériel informatique),
- des responsabilités.

Mais l'UAP intervient également pour aider, par exemple, les collectivités locales à résoudre leurs problèmes juridiques ou encore pour assister les personnes âgées à leur domicile.



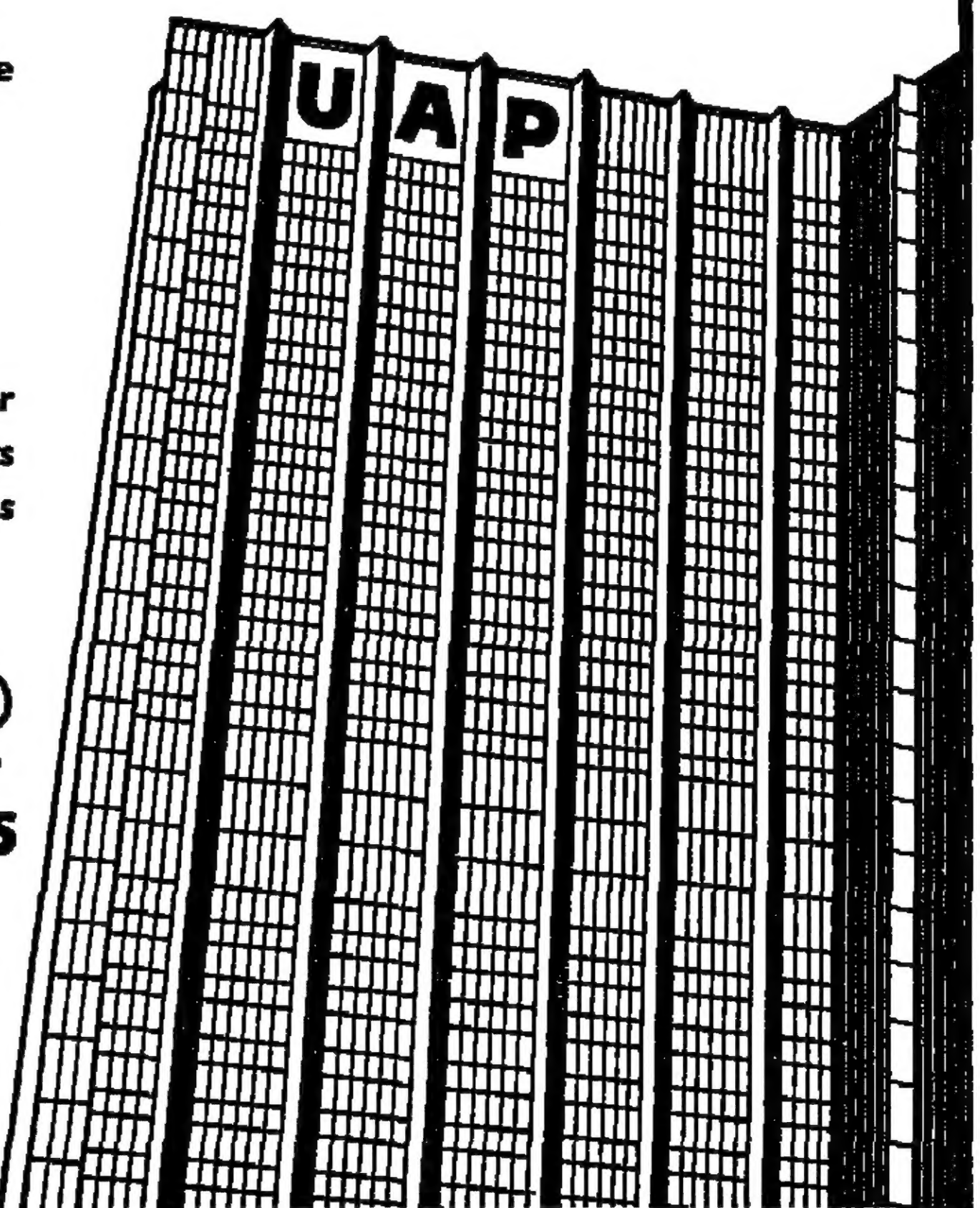
UAP ASSISTANCE



**PLUS DE 30 000 PERSONNES  
A VOTRE SERVICE**

**UAP**  
N°1 OBLIGE

Partout en France, les conseillers UAP font bénéficier chaque collectivité de leurs conseils et de leur technicité. Ils sont à votre disposition pour vous guider à chaque instant.





## MAIRIES DE FRANCE

## ÉVÉNEMENT

## LE PREMIER SALON DES INNOVATIONS ET DES TECHNOLOGIES DU TOURISME

Marc GIACARDY, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de TARBES et des HAUTES PYRENEES va, à l'occasion de MAIRIE-EXPO 87 à TOULOUSE, sensibiliser les Maires de France à une manifestation qu'il organise à TARBES du 22 au 25 Septembre 1988 et qui est d'ores et déjà considérée comme un événement par les professionnels du tourisme européen.

Il s'agira du premier Salon des Innovations et des Technologies du Tourisme, manifestation qui prendra appui sur les stations du Grand Sud Ouest et de l'Espagne.

Pour MAIRIES DE FRANCE, Marc GIACARDY évoque les temps forts de cette manifestation.



Marc GIACARDY, 20 ans de présence consulaire

## QUELS SONT LES OBJECTIFS DE CE SALON ?

Ce sera un Salon de professionnels. La première originalité sera de présenter aux acheteurs du tourisme international un produit franco-espagnol. Il n'y avait jamais eu, jusqu'à présent, de présentation de produits franco-espagnols. Depuis l'adhésion de l'Espagne au Marché Commun, ce rendez-vous est devenu indispensable. Deux pays qui exposent ensemble avec une même stratégie cela ne s'est jamais vu.

## QUELS SERONT LES TEMPS FORTS DU SALON ?

Il y aura tout d'abord une bourse touristique classique que nous présenterons aux tours operators et aux agences de voyage non seulement d'Europe mais aussi Internationales.

Ce Salon sera également une vitrine technologique. Le monde touristique récupère depuis 20 ans, avec beaucoup de retard, les inventions et innovations qui sont réalisées dans les autres secteurs. Hélas, les professionnels du touris-

me ne les appliquent dans leur contexte que dans des filières très spécialisées. Le secteur du tourisme a besoin de beaucoup de transferts de technologies pour avoir à la fois de l'imagination, du tonus et du dynamisme.

Enfin, notre événement devancera la Conférence Mondiale sur le Tourisme qui aura lieu en 1988 en AUSTRALIE et dont le thème sera "Les transferts de technologies dans le tourisme, à l'échelle mondiale".

Nous attachons aussi une grande importance aux ateliers extrêmement pointus, de haut niveau, qui seront organisés.

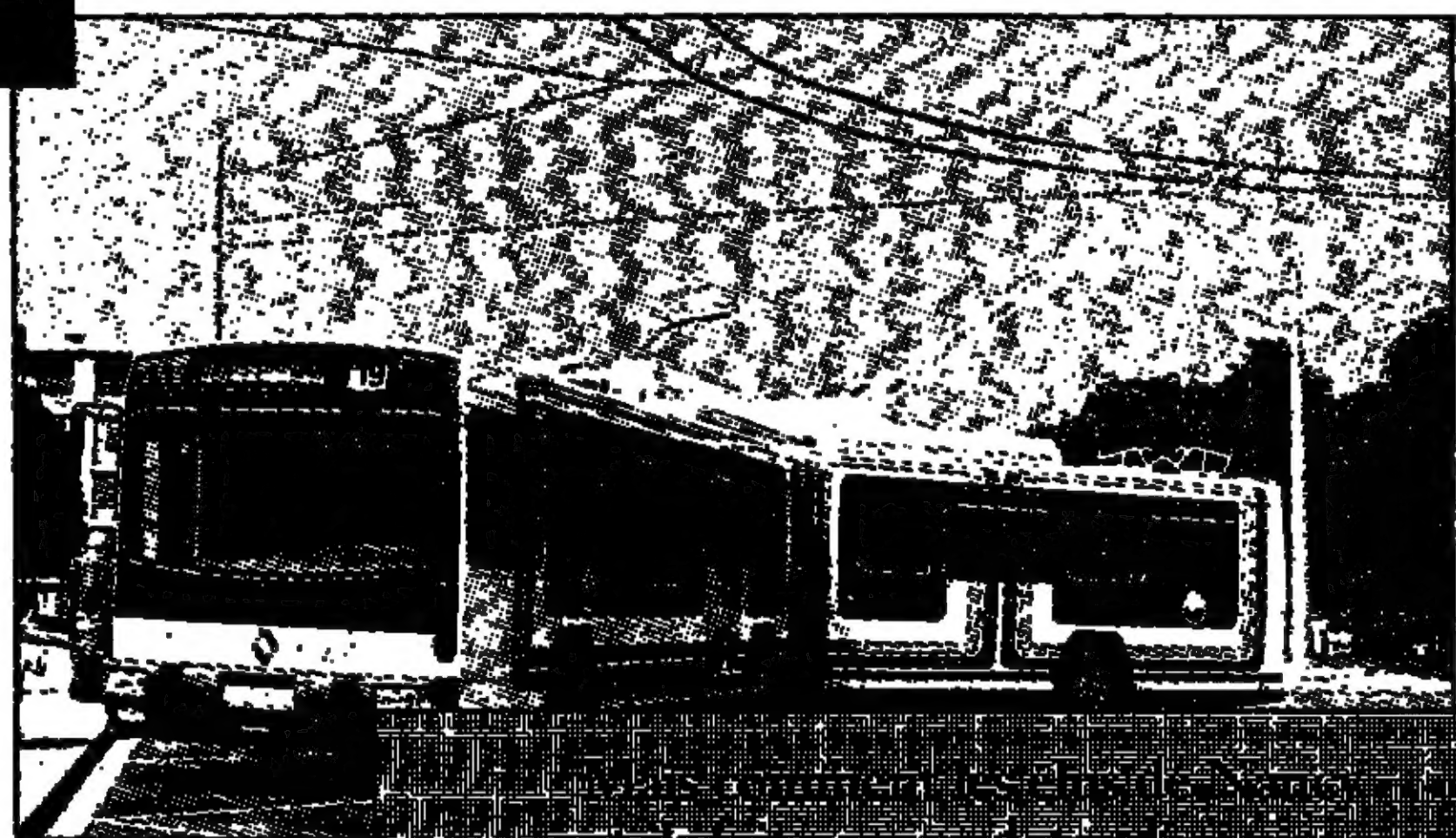
## COMMENT VOUS EST VENUE L'IDEE D'ORGANISER A TARBES UN SALON AUSSI IMPORTANT ?

Il y a 25 ans que j'avais cette idée en tête. Il y a dans notre département beaucoup de potentialités touristiques. Ne sommes-nous pas, avec LOURDES, le deuxième aéroport français de trafic charters ?

J'ai motivé la plupart des socio-professionnels et des politiques à cette manifestation. La Région MIDI-PYRENEES fait une vraie politique de développement touristique. Elle a les hommes et l'espace, il lui manque l'outil.

Nous voulons faire visiter notre "usine tourisme" aux acheteurs potentiels qui viendront à notre Salon, donc aux professionnels du monde entier. A la veille du grand marché de 1992 nous devons nous organiser. Il faut que nous apprenions à accueillir : l'accueil c'est aussi de la technique. En MIDI-PYRENEES nous réussissons !

Renseignements : Chambre de Commerce et d'Industrie de Tarbes 3, Cours Gambetta - 65000 TARBES - Tél. 62.34.20.03.

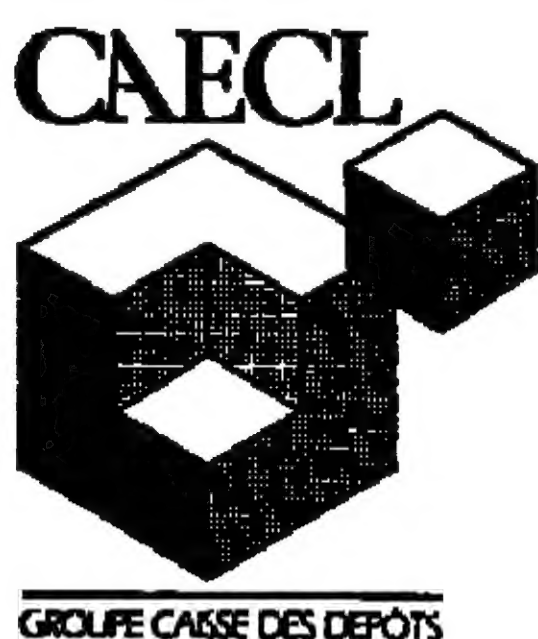


En 1980, le District Urbain de Nancy se lance dans la modernisation de son réseau et choisit la traction bimode, qui associe moteur électrique et moteur diesel. Elle permet de desservir le centre grâce à des lignes électriques aériennes, sans pollution et de prolonger les lignes vers les banlieues en passant à la traction diesel. Un système de récupération de l'énergie "le hacheur" offre de plus des économies énergétiques considérables (plus de 30 %). Le District choisit également des trolleybus articulés à grande capacité (165 places). Pour que ces nouveaux bus soient utilisés au mieux de leurs possibilités, un ordinateur de trafic et un ordinateur de suivi des véhicules sont installés et contrôlent la circulation à 300 carrefours, les feux passent au vert lorsqu'un trolley s'approche... Cette innovation facilite ainsi la vie des voyageurs (28 millions de voyages annuels) et de tous les Nancéiens, c'est aussi un investissement lourd : 350 millions de francs.

La solution CAECL. C'est au titre des autorisations de programme ouvertes par le Fonds de Développement Economique et Social que la CAECL est intervenue de 1980 à 1983. Depuis 1984, le District et son interlocuteur privilégié, le Directeur Régional de Lorraine, ont défini ensemble les modalités du financement par la CAECL de la poursuite du projet de modernisation des transports de l'agglomération nancéienne, dans le cadre du crédit global d'équipement. 145 millions de francs ont ainsi été attribués au District de 1980 à 1985 pour le financement de ce projet.

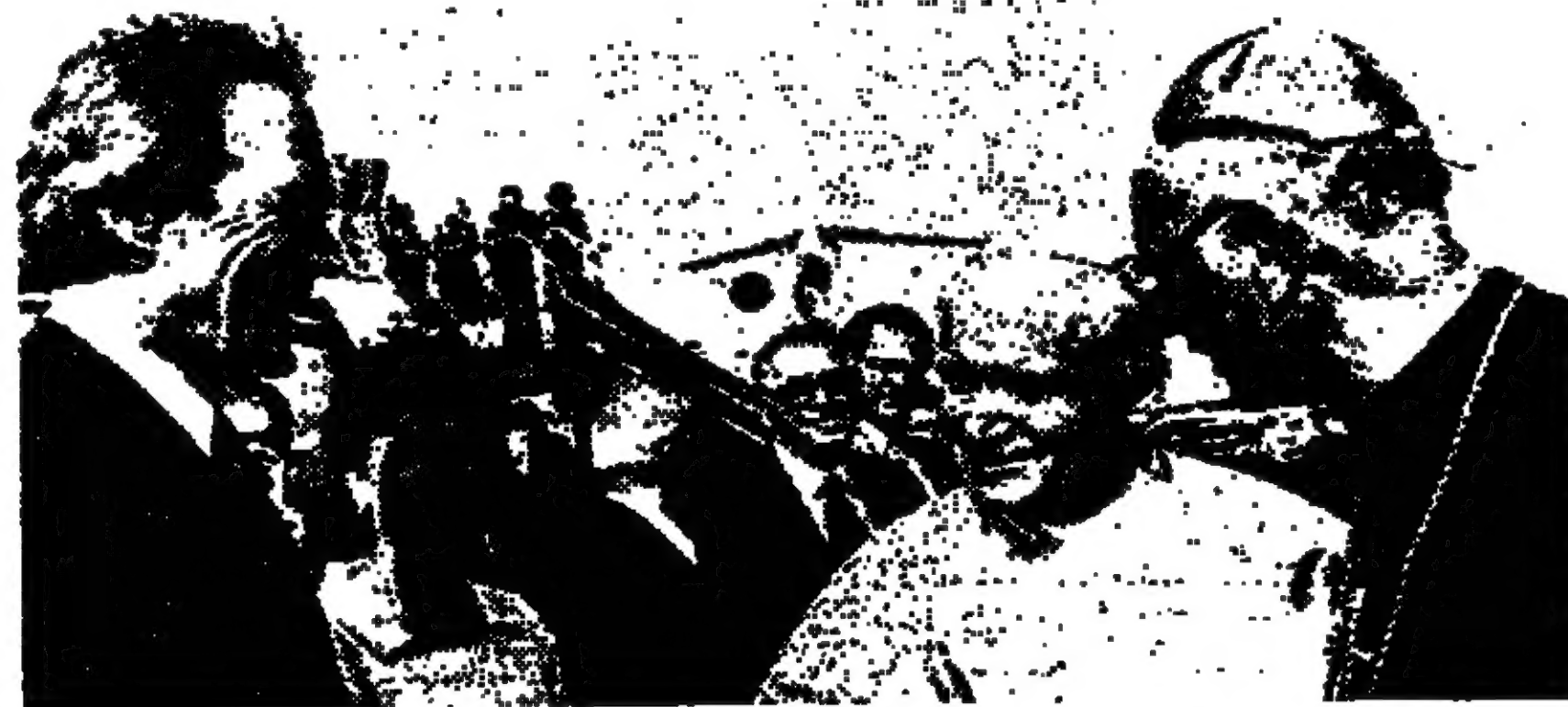
Depuis plus de 20 ans, la CAECL apporte aux collectivités locales son appui dans toutes les étapes de réalisation de leurs projets. Aujourd'hui, pour répondre aux nouveaux besoins exprimés par ses clients, la CAECL leur offre une gamme complète de produits et services : produits de financement court terme, prêt en devises, prêts renouvelables, crédit bail, ingénierie financière pour les grands projets locaux ou l'aménagement de la dette, accès à des logiciels d'aide à la gestion et à la décision.

La CAECL est représentée sur l'ensemble du territoire par le réseau des 24 Directions Régionales de la Caisse des Dépôts. Elles sont à la disposition permanente des collectivités locales pour trouver une solution sur mesure aux problèmes de financement de leurs investissements.



La CAECL finance les collectivités locales.

## FÊTES ET CÉRÉMONIES



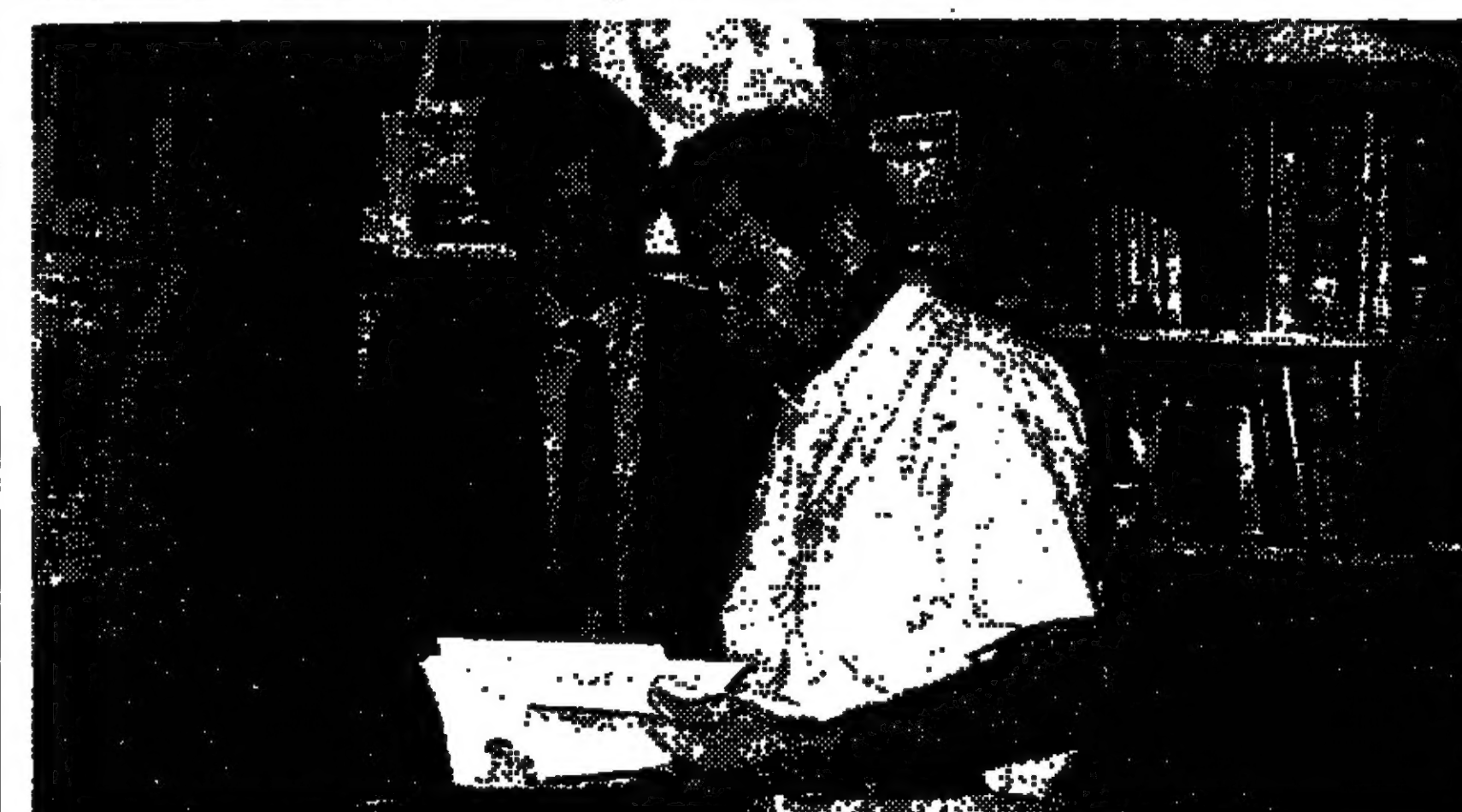
Le Pape Jean-Paul II en voyage aux Etats-Unis n'a pas manqué, lors de son passage en Californie, de saluer le Maire de Carmel, Clint EASTWOOD. Ce célèbre acteur américain confie volontiers à ses amis "qu'en choisissant d'être Maire il avait accepté de ne plus avoir de vie privée et d'être au service de la Commune". Nombreux sont les Maires de France qui se reconnaîtront. A quand une Marianne d'Or pour Clint EASTWOOD ?



Cette année encore, c'est le Joaillier CARTIER qui signera les 15 "MARIANNE D'OR" 1987. La Fondation CARTIER de Joux-en-Josas, véritable lieu d'échanges et de rencontres culturelles servira de cadre à la réunion des membres du Jury des "MARIANNE D'OR". Le sculpteur CESAR membre du Jury et invité permanent de la Fondation, a réalisé pour l'occasion le menu du dîner qu'il a présenté à son ami Alain Dominique PERRIN, P.D.G. de CARTIER.



MAIRIE-EXPO organisera en 1989, à l'occasion du bi-centenaire de la Révolution Française, un grand Banquet des Maires. La nouvelle fait déjà grand bruit chez les Elus Locaux qui ne veulent pas rater l'événement du siècle. Alain TRAMPOGLIERI a déjà commencé à prendre les inscriptions et certains traitants ont même déjà fait des offres de services.



Jacques CHAPUIS, Rédacteur en Chef à R.T.L. et Animateur du premier grand journal du soir, R.T.L. 18 Heures, est un collectionneur de MARIANNE. Les invités de son journal peuvent observer sa légendaire générosité d'esprit : cohabitant sur la même étagère de son bureau, MARIANNE DE NEUVE, MARIANNE BARDOT, MARIANNE MATHIEU.



Jacques PUIG, Maire de BLAGNAC et Marianne d'Or 1984, est un homme de communication. Il inaugurera en Janvier 1988 ODYSSEUS-BLAGNAC, un grand complexe multi-media. Cet espace pour la culture et la communication sera aussi un lieu privilégié de rencontre des cultures artistiques et scientifiques. Outre une salle de Congrès et de Spectacles de 950 places, ce complexe comprendra une médiathèque, une ludothèque et six salles câblées multi-fonctions.

MAIRIES DE FRANCE  
Rédaction, réalisation : Christian HOYOS  
RELATIONS PUBLIQUES DE FRANCE  
Place Beauvau - 94, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS  
Tél. (1) 42.66.26.16  
Photocomposition : Atelier Allartville  
Prochaine parution : 8 octobre 1987

سكنا من الحاصل



## MAIRIES DE FRANCE

### HÔTELS DE VILLE

Robert-André VIVIEN, Député Maire de SAINT-MANDE, fête cette année ses 40 ans de mandat municipal.

Paul ONORATINI, Maire de LA ROQUE D'ANTHERON, vient de créer l'Association "EXPANSION 1992" destinée à accueillir les Communes de moins de 10 000 habitants. Cette Association offrira à ses membres une structure de réflexion cohérente et les moyens de mettre en œuvre une véritable stratégie de communication pour attirer les investisseurs et gagner, demain, les défis économiques et sociaux générés par les marchés uniques européens.

André MOREL, Maire d'ABJAT sur BANDIAT, veut organiser dans sa commune le premier Rassemblement des Maires "MARIANNE D'OR" en milieu rural.

Jean-Pierre CHEVENEMENT, Député Maire de BELFORT, vient de mettre la dernière main au plan de développement urbain à l'horizon 2015.

Dominique BAUDIS, Maire de TOULOUSE qui accueille cette année MAIRIE-EXPO, a tenu à ce que la cérémonie de remise des "MARIANNE D'OR" ait lieu dans le cadre prestigieux du Capitole, Salle des Illustres. De nombreuses personnalités assisteront le Mardi 20 octobre à 18 h 30 à cette manifestation.

1988 : ANNEE EUROPEENNE JEAN MONNET

A l'occasion du centenaire de celui qui fut "l'inspirateur" de la Communauté Européenne, un grand nombre d'initiatives seront prises par les Gouvernements Européens.

En France, Jean MONNET et Robert SCHUMAN seront placés au PANTHEON.

Mais déjà beaucoup de communes, de départements et de régions préparent des manifestations centrées sur l'Europe et sur le rôle déterminant de Jean MONNET, pour célébrer son centenaire : inaugurations de rues, places, monuments, expositions... L'Association des Amis de Jean MONNET est à la disposition des élus pour les aider à mettre en place ces initiatives européennes. Vous pouvez la contacter : 61, rue des Belles Feuilles, 75116 PARIS. Tél. : (1) 45.01.58.85.

Le Conseil National de Prévention de la Délinquance que Préside Marc BEGAM, Député Maire de QUIMPER, sera présent pour la 4<sup>e</sup> année consécutive à MAIRIE-EXPO. Outre un important stand d'information destiné aux élus, un colloque sera organisé le mercredi 21 octobre.

Christian ROLLOU, P.D.G. de PROMOGIM (voir Maires de France n° 4) est très sollicité par les Maires de France. 22, rue de Bellevue, 92100 BOULOGNE. Tél. : (1) 48.25.46.25.



Jacques CHARAN-DELMAS, Député-Maire de BORDEAUX et Président de l'Assemblée Nationale, avait convié à l'Hôtel de la Ville ses collègues "MARIANNE D'OR". Plusieurs Membres du Gouvernement, Maires de Grandes Villes ont l'intention de lui rendre cette invitation.

Monsieur Léopold RITONDALE, Maire d'HYERES, est le héros d'une bande dessinée qui explique le fonctionnement de sa Commune aux enfants. L'initiateur de l'idée n'est pas l'Adjoint aux Affaires Culturelles mais l'Adjoint Délégué aux Travaux Jean-Louis BANES.

Jean-Pierre GRAND, Maire de CASTELNAU LE LEZ, fait affranchir tout le courrier communal avec une flamme MARIANNE D'OR 1986.

Le Quotidien du Maire sera cette année le Quotidien de MAIRIE-EXPO 87.

Edgar FAURE, Président du Jury des "MARIANNE D'OR", a adressé à l'ensemble des Maires nommés son dernier livre dédié "Le Messager de l'Arc en Ciel" un ouvrage qui doit désormais faire partie de toute bonne bibliothèque municipale.

#### LE GRAND SUD A MAIRIE-EXPO

Ce sont les Présidents des cinq Grandes Régions du Sud de la France : BORDEAUX-AQUITAINE, MIDI-PYRENEES, LANGUEDOC-ROUSSILLON, PROVENCE-COTE D'AZUR et CORSE qui inaugureront, le lundi 19 avril à 11 heures, la quatrième édition de MAIRIE-EXPO 87 à TOULOUSE.

"Hôtels de Ville" tel est le titre d'un ouvrage rassemblant les témoignages des Maires ayant reçu une MARIANNE D'OR. Ils feront partager à leurs collègues leurs expériences municipales.

Jean-Paul BREHANT, Maire de GRIMAUD, accueillera Jacques CHIRAC en voyage officiel dans le Var. Le 16 octobre le Premier Ministre inaugurera le nouvel Hôtel de Ville.

### SUCCÈS

## SAR et LANGEVINE se sont dit oui ! Pour vous, Monsieur le Maire

SAR + LANGEVINE = SAR LANGEVINE. Quand le n° 1 des produits d'applications routières épouse le créateur de mobilier urbain à la mode de chaque région, il faut s'attendre à un peu plus qu'un mariage blanc. Les jeunes mariés, unis dans la passion du bien-être et de la propreté, se sont promis de faire beaucoup de petits bancs, toilettes, et abris partout dans l'hexagone. Et pour ne pas enliser leur union dans la routine et la monotonie, ils ne veulent pas que leurs rejets se ressemblent trop... Les deux partenaires se proposent donc d'offrir aux municipalités citadines ou rurales un choix complet de mobilier urbain, pose, entretien, maintenance compris, adapté au caractère de chaque région. Un programme somme tout ambitieux, mais sera-t-il suivi d'effet ? SAR et LANGEVINE n'en doutent pas : "Nous sommes déjà à l'heure des technopoles", déclare le directeur Général de la SAR, Jean-Luc PETITHUGUENIN, (300 millions de chiffre d'affaires). "Avec des capacités d'invention et d'ingéniosité tous azimuts, impliquant le recours à la sociologie comme à la C.A.O.-D.A.O., tout ce qui peut alimenter notre efficacité nous intéresse... Pour offrir un service sans failles, nous mettons tous nos moyens et nos expériences en commun : nos usines (mobilier urbain et mécanique), notre atelier d'électronique, notre unité pose et maintenance et ses 300 camions, nos 17 agences commerciales régionales..."

Point Rendez-vous.  
Rendez-vous à Toulouse !...

De la création au S.A.V., nous couvrons tous les besoins des municipalités en mobilier urbain. Plus pragmatique que théoricien, Jean LANGEVINE poursuit : "Notre démarche est avant tout rationnelle. Offrir un choix différencié parce que nous sommes à l'écoute, nous travaillons avec les gens de la région. Et un choix financièrement intéressant parce que fondé sur une base industrielle solide. Nous partons d'une idée simple. Un module de base, toit, murs, sol. Et nous le démultiplions au gré des sites et des fonctions". Et pour montrer qu'elle sait s'adapter aux attentes les plus diverses, SAR LANGEVINE montrera à Toulouse quelques nouveautés dont on devrait entendre parler : une campasienne mixte (mi-

roir et toilette), un abri baptisé Rendez-vous, qui mise sur la télématique pour améliorer la communication (il comporte un téléphone et un point vidéo qui informera les utilisateurs (et enfin un produit qui devrait remplir d'aise tous les citoyens, à condition que les maires veuillent bien se pencher sérieusement sur la question : une toilette pour chiens qui à l'avantage d'être préventive et auto-nettoyante... Voilà déjà un bon programme... Il est vrai que les municipalités, côté mobilier urbain, sont un peu lasses du standard et du manque de solutions personnalisées...

A SAR LANGEVINE de nous les proposer.

## L'eau sans frontières

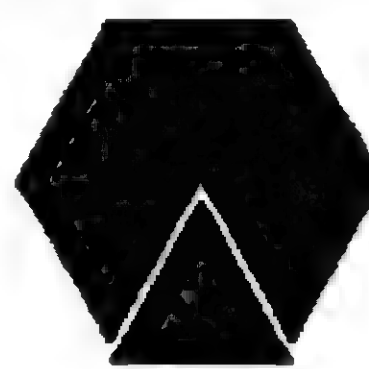
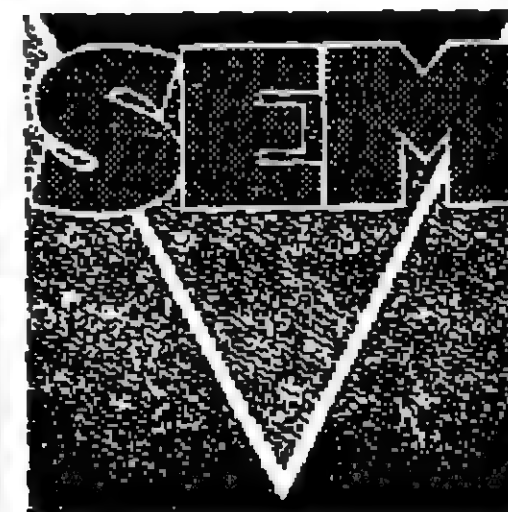
A la pointe de la qualité et de la sécurité dans l'alimentation en eau des villes en France, la S.E.M. exporte en liaison avec la Ville de Marseille son savoir-faire et sa technicité de gestionnaire et de distributeur d'eau dans les villes ou les pays qui le souhaitent. Hier en Ethiopie ou au Venezuela, aujourd'hui à Panama, demain à Ciudad de Guatemala ou ailleurs : cette eau "confiance" de tous les jours c'est l'eau pure de votre ville.



L'eau pure de votre Ville

Société des Eaux de Marseille

25, rue Edouard-Delangle - 13006 Marseille - Tél. : 91.57.60.60



## HEXAGONE

Partenaire des élus locaux pour la conception, le financement, la réalisation clé en main et la gestion des restaurants de collectivités. Présent à MAIRIE-EXPO 87

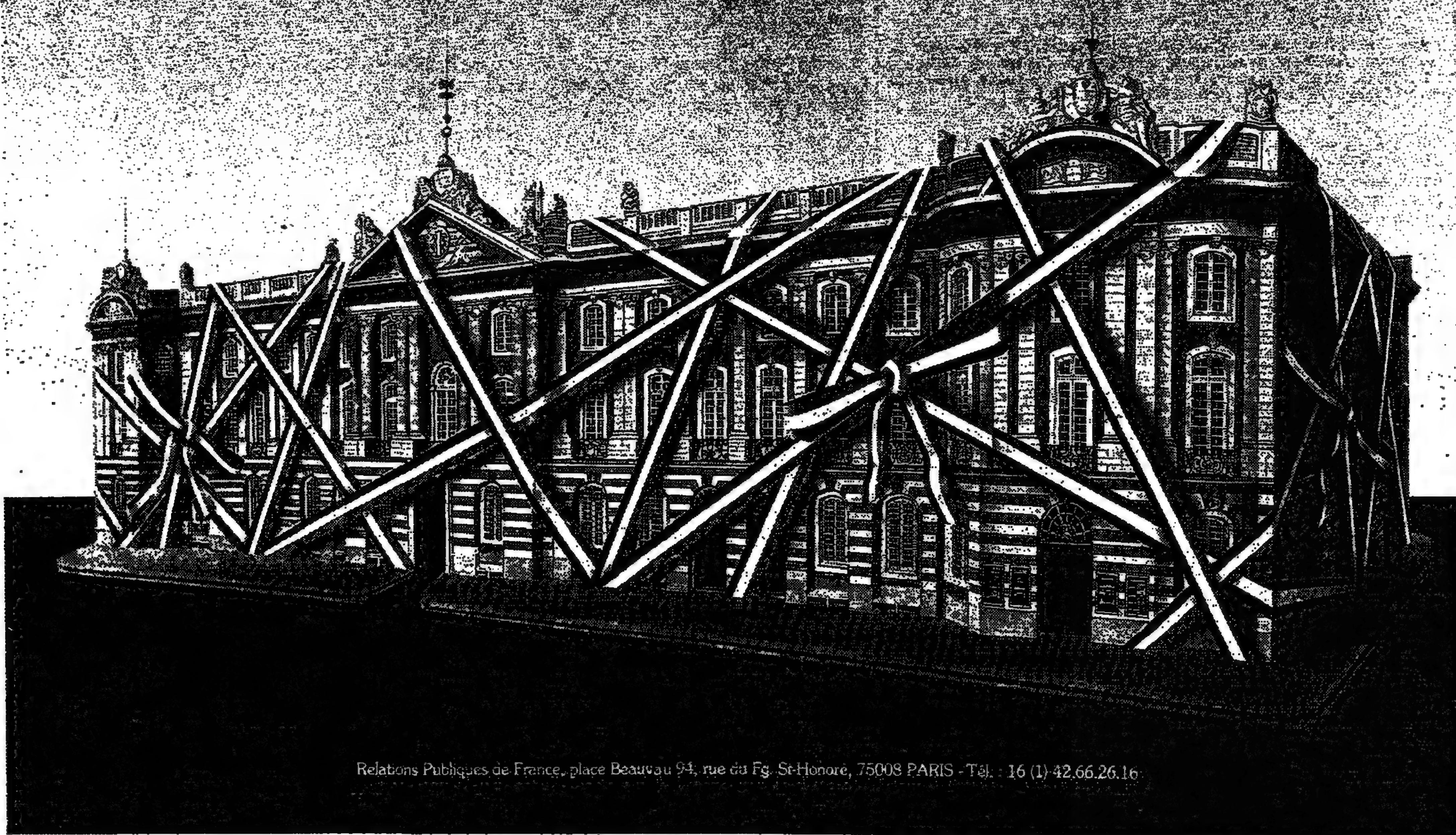
Tél. : (1) 45 84 15 25



# MAIRIE EXPO

Le rendez-vous annuel des élus et décideurs des collectivités locales

PARC DES EXPOSITIONS DE TOULOUSE  
18-22 OCTOBRE 1987



Relations Publiques de France, place Beauvau 94, rue du Fg. St-Honoré, 75003 PARIS - Tél. : 16 (1) 42.66.26.16

AVEC LA PARTICIPATION DU *Quotidien du Maire*

Allez à Toulouse avec: **AIR INTER**

هكذا في الأصل



Les Journées parlementaires de l'UDF à Nice

M. Raymond Barre, candidat idéal, mais...

M. Jacques Chirac devait s'adresser, le mercredi 23 septembre, aux parlementaires de l'UDF réunis à Nice depuis la veille. Le premier ministre trouvera devant lui des élus et des responsables affichant désormais clairement leur barrière et de plus en plus amers devant ce qu'ils considèrent comme la « chiraquisation » de l'Etat.

M. Raymond Barre participe à la totalité de ces journées parlementaires ; il devait y prendre la parole mercredi soir après le passage de M. François Léotard à « L'heure de vérité » sur l'Antenne 2. Le ministre de la culture a été particulièrement aimable avec l'ancien premier ministre lorsqu'il a reçu, mardi soir, dans sa propriété de Fréjus, les députés et les sénateurs de l'UDF.

Les travaux de mardi ont été marqués par le souci des dirigeants de la confédération de proclamer leur volonté d'union de la majorité, mais aussi leur soit de se démarquer du RPR. Ils préparent ainsi l'élection présidentielle dont M. Jean-Claude Gaudin a dit, en opposition aux fidèles du chef du gouvernement, qu'elle « n'est pas un simple test de contrôle, mais l'occasion d'un nouveau contrat ».

La précampagne dans laquelle l'UDF est engagée a amené aussi les orateurs à s'en prendre, mais pas plus que de coutume, aux socialistes et à M. François Mitterrand. En revanche, le Front national continue à être pour eux un sujet de préoccupation, mais aussi de division.

NICE de notre envoyé spécial

Il est assis au premier rang. Sage, dodelinant de la tête comme à son habitude, approuvant parfois les propos tenus à la tribune, mais toujours avec discrétion. M. Raymond Barre n'a pas besoin d'en faire plus. Il est déjà la vedette des Journées parlementaires de l'UDF qui se sont ouvertes le mardi 22 septembre à Nice. Les partisans de toujours, les nouveaux convertis, les futurs ralliés à sa candidature sont tous là. Pour eux, elle est une réalité. Maintenant, ils parlent ouvertement de la meilleure façon d'affronter le RPR au premier tour de la prochaine élection présidentielle.

La tribune est tout un symbole de l'unité retrouvée de l'UDF. Entourant les présidents de ses groupes au Sénat et à l'Assemblée nationale, les patrons de ces composantes sont tous présents : M. François Léotard pour le PR, M. Pierre Méhaignerie pour le CDS, M. André Rossinot pour le Parti radical, M. André Santini pour les socialistes-démocrates et même M. Alain Lamassoure pour les très giscardiens clubs Perspectives et Réalités.

La salle est à l'image de la table d'honneur. Les parlementaires se sont dérangés en grand nombre, comme pour la dernière réunion - toutefois modeste - avant la bataille. Pourtant, au cours du débat de politique générale, la base n'a jamais de question à poser, comme si l'essentiel était dit, à moins que cela ne soit parce que les réponses aux vraies difficultés ne peuvent être données publiquement !

Satisfaction et éternement doivent se succéder dans la tête du député de Lyon. Satisfaction quand il reçoit la confirmation que le mouvement - auquel il n'est qu'apparenté - lui apportera son soutien. Eternement quand il entend les uns et les autres lui donner des conseils et dresser le cadre dans lequel il devra mener sa campagne.

M. Barre, candidat idéal de l'UDF : M. Daniel Hoellfel, président du groupe de l'Union centriste et de l'intergroupe UDF au Sénat, fut le premier à le proclamer ouvertement. Il le fit après avoir énuméré les principes qui devraient guider la campagne de la confédération : « La vérité. Nous devons dire aux Français que le chemin sera rude : le respect de l'intégrité du pays qui suppose que les critères de compétence et d'intérêt général l'emportent sur l'esprit partisan et les faiblesses ; une vision à long terme de la vie politique, qui implique la capacité à résister à certaines facilités immédiates ; la tolérance (...), le courage de défendre certaines valeurs même si elles peuvent parfois donner le sentiment d'être à contre-courant (...), la loyauté... » Ce n'est pas un hasard si beaucoup d'entre nous estiment que M. Raymond Barre incarne ces principes et est à même, se fondant sur eux, de donner à notre pays l'élan et la base qui doivent être les siens. C'est dans cet esprit qu'ils souhaitent pouvoir lui apporter le plus tôt possible un soutien actif.

Le bilan du gouvernement

Plus prudent, M. Marcel Lucotte, président du groupe des républicains et indépendants au Sénat, ne procède que par allusions - mais suffisamment claires pour que personne ne puisse s'y tromper : notre candidat, « et nous savons bien lequel... » M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée, procède de même en expliquant qu'il devait y avoir un candidat de l'UDF, et un seul, et que son nom figure « déjà en incrustation sur tous les écrans de la campagne ».

A entendre ces dirigeants de l'UDF, leur combat devra respecter certaines règles qui ne sont pas forcément du goût du député de Lyon. Il devra défendre le bilan de la majorité, a expliqué M. Lucotte, en déclarant : « Nous pouvons être sûrs que nous perdrons si nous ne sommes pas capa-

bles de montrer tout ce qui a été fait de positif... ». La majorité, a confirmé M. Gaudin, pourra faire valoir un bilan honnête et sérieux. Ce bilan, il faudra le défendre, et le défendre tous ensemble, car personne ne sera fondé à prendre ses distances vis-à-vis d'une action qui aura été celle de toute la majorité.

La défense de l'action passée ne sera pas suffisante. Il faudra aussi présenter des perspectives d'avenir. Or, pour M. Gaudin, « nous les avons déjà, et nous sommes les seuls à en avoir ». Mais s'il a expliqué en quoi les

socialistes n'en disposaient pas (« A gauche, c'est le vide sidéral. Le seul programme du Parti socialiste tient en deux mots : François Mitterrand... »), il a oublié le RPR.



tout dérapage, le député des Bouches-du-Rhône a souhaité que les candidats de la droite témoignent « séparément et parfois même ensemble qu'il avancent sur la même route (...) car, en matière de bonne conduite comme en matière de religion, il ne suffit pas d'être croyant, il faut surtout être pratiquant, car, cela doit être clair, il y a obligation de loyauté au premier tour, obligation de soutien actif en faveur du candidat arrivé en tête pour le deuxième tour ».

L'UDF piaffe de se lancer, en attendant, dans la bataille du premier tour. Certes, M. André Rossinot ne souhaite pas que la campagne com-

mence avant la fin de la session parlementaire, mais M. Gaudin reconnaît : « C'est évident, il faut se hâter avec lenteur. Mais il faut quand même commencer à se bouger. Pas trop tôt, d'accord, mais pas trop tard non plus. » Car, précise-t-il, « prenons garde de ne pas prendre de retard » sur le RPR.

L'UDF se dit prête. Elle n'a pourtant pas encore réglé tous ses différends. Ainsi de son attitude face au Front national. C'est encore M. Pelletier qui a été le plus dur : « Il est temps de couper les ponts, tous les ponts avec cette formation qui est à la totale dévotion de son président... ». M. Rossinot a été tout aussi net : « Nous avons chacun droit à avoir notre heure de vérité dans le domaine des alliances. Pour rassurer ses amis, il leur a rappelé que, lors des élections municipales, la prime accordée à la liste arrivée en tête évitait de devoir s'allier avec les amis de M. Le Pen, même dans une ville où ils sont très implantés. Et comme sa menace - « La compromission d'aujourd'hui, c'est la défaite de demain aux présidentielles » - ne recevait guère d'écho, il a lancé à la salle : « Vous n'êtes pas obligés d'applaudir, mais sachez bien com-

puter ! » Les règles mathématiques ne doivent pas être les mêmes pour tous. Ainsi M. Maurice Arreckx, sénateur du Var, a expliqué : « Ce n'est pas parce qu'il y a un mauvais berger qu'il faut condamner ses éleveurs. Et M. Gaudin de confirmer son attitude : « On ne peut pas effacer d'un trait de plume des élus qui ont accédé aux conseils régionaux d'abord grâce aux socialistes, ensuite par la volonté des électeurs. » L'UDF est peut-être prête à se ranger sous la bannière d'un seul candidat, en l'occurrence M. Barre. Mais elle reste un regroupement d'hommes politiques aux idées parfois différentes et, en tout cas, divergentes sur ce point essentiel des relations avec l'extrême droite.

THIERRY BRÉHER.

En attendant le signal

C'est pas nouveau : députés et sénateurs ont toujours constitué le noyau dur de l'UDF, la force motrice unitaire d'une confédération souvent empêtrée dans ses jalousies partisans.

Les Journées parlementaires à Nice permettent de le vérifier. Alors que les dirigeants de l'UDF en sont encore à s'interroger sur les modalités de leur engagement officiel derrière le candidat à l'élection présidentielle, M. Raymond Barre, les partenaires précèdent l'intendance. M. Barre est leur candidat. Cela ne souffre pas l'ombre d'un doute. Parce qu'ils peuvent actuellement vérifier sur place les dégâts d'une machine RPR qui se met en branle, parce qu'ils veulent aussi préparer les prochaines échéances qui les concerneront directement, ces députés et sénateurs ont visiblement hâte de mettre un terme à ce faux suspense.

La dynamique Barre les emporte et paraît donc, au demeurant, emporter petit à petit tout le monde à l'UDF, y compris M. Léotard et le PR. A vrai dire, tant à l'Assemblée nationale qu'au Sénat, une candidature du secrétaire général du PR n'a jamais été prise au sérieux. Comme prévu, depuis six mois, M. Léotard devient donc annonceur, et se présente à « L'heure de vérité » sur l'Antenne 2, qu'il retire sa mise du tapis élyséen.

Sans autres précisions ? Qu'importe ! A la tête d'un parti qui risque soudainement de se trouver en panne d'énergie médiatique et, surtout, qui s'est fait dangereusement dépouiller, depuis le 18 mars par M. Edouard Balladur, de l'essentiel de sa spécificité libérale, M. Léotard va, dans les mois à venir, devoir avant tout se soucier

d'être un très bon secrétaire général du PR...

Qu'importe, enfin, si le Parti radical et le PSD, ne serait-ce que pour prouver qu'ils existent, traînent encore les pieds et préfèrent regarder vers Matignon. Au royaume des sondages, voilà qui peut être rangé dans l'armoire aux accessoires.

La locomotive parlementaire UDF est donc sur les rails baristes. Elle n'attend plus du chef de gare qu'un signal. Viendra-t-il ? On connaît la réticence quasi viscérale de M. Barre à mettre le doigt dans un engrenage partisan. « J'ai besoin de vous », avait-il lancé, devant les jeunes centristes à Hourtin. L'ancien premier ministre ne semblait apparemment pas décidé à s'aventurer, cette fois, dans l'inconnu. Tout au plus, selon l'expression de son entourage, pourra-t-on discerner « quelques clins d'œil » encourageants.

Quelques frustrations

Si tel est effectivement son propos, les parlementaires UDF connaîtront, sans nul doute, quelques frustrations. Au moment où, solidarité gouvernementale oblige, ils doivent se préparer à voter le budget comme un seul homme, beaucoup attendent de M. Barre qu'il pousse les feux et fasse valoir la « mieux-disance » UDF face à un RPR qui n'a de cesse de tirer la couverture à lui. Education, Europe, solidarité, économie de marché, défense : sur tous ces thèmes, ils attendent que M. Barre « teste » sa différence et celle de l'UDF.

Au CNL, la guerre de succession a commencé

La scène se passe à Lille, le mardi 15 septembre, au cours d'une réunion extraordinaire du comité départemental du Centre national des indépendants et paysans (CNI) à laquelle participent une centaine d'élus et de délégués des six arrondissements du Nord. A l'ordre du jour : les conséquences d'un conflit interne opposant depuis le début de l'année la grande majorité des militants nordistes du CNI à l'ancien président de la section de Lille, Pierre Berton.

Celui-ci, démis de ses fonctions, en janvier dernier, sous la pression de sa « base », qui lui reprochait un certain manque de dynamisme et diverses prises de position trop personnelles, a sollicité l'arbitrage de son président national, M. Philippe Malaud, qui est donc présent.

Mais les responsables de la section de Lille et de la fédération

Au risque de le décevoir, M. Barre ne paraît guère, pour l'instant, décidé à en faire plus. En premier lieu parce que ce serait rendre particulièrement incomfortable la position des ministres UDF dans ce gouvernement : en second lieu parce qu'il est toujours risqué de solliciter prématurément la résistance d'un électeur de la majorité, profondément unitaire. Enfin, et surtout, parce qu'il y a en face M. Mitterrand, qui, mine de rien, vient de réduire un peu plus la marge de manœuvre de M. Barre.

Les socialistes ont engagé une campagne contre les privatisations. M. Mitterrand ne s'en est pas encore directement mêlé mais il vient d'attacher sur la communication. Deux sujets qui - coïncidence - sont aussi pour les baristes deux pièces à conviction essentielles dans le procès qu'ils instruisent - de moins en moins discrètement - contre la résurrection de l'Etat RPR. En attendant M. Chirac, M. Mitterrand gêne donc M. Barre parce qu'il le rend du même coup un peu plus suspect aux yeux de ses partenaires RPR.

M. Barre se consolera facilement de voir M. Mitterrand « faire le boulot » à sa place et préférera sans doute interpréter ces attaques de M. Mitterrand comme la preuve ultime de la faillite du ménage cohabitationniste. « Ils ont voulu vivre ensemble », répète-t-il en privé.

DANIEL CARTON.

M. Léotard : « piloter » la France

NICE de notre envoyé spécial

M. François Léotard, ministre de la culture, a accueilli, le mardi 22 septembre dans sa maison de Fréjus, les parlementaires UDF parmi lesquels M. Raymond Barre. Il a chaleureusement souhaité à l'ancien premier ministre « la bienvenue dans cette terre de Provence ». Au cours d'une brève allocution, il a estimé qu'il y avait « probablement des élections législatives » dans les mois qui viennent. Il a fait remarquer que l'UDF était « encadrée par deux formations de militants : le RPR et le PS », et que ce serait « une erreur » pour l'UDF de ne « se miser que sur ses notables ». Pour soutenir la comparaison, l'UDF pourrait être une formation de militants « à-t-il proclamé devant M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, M. Alain Madelin, M. Santini et M. André Rossinot.

Le président du Parti républicain, seul ministre de cette région Provence-Côte d'Azur, a en outre félicité chaleureusement M. Gaudin pour son action à la tête du conseil régional. Ce rappel, comme l'« exhortation » au militantisme de l'UDF, est apparu, à vingt-quatre heures de l'émission « L'heure de vérité », dont il est l'invité, mercredi soir, comme le souci de M. Léotard de bien marquer l'apport spécifique de sa formation. « Je ne vais pas à la télévision dans une logique de demande mais dans une logique d'offre, j'y vais parce que j'ai quelque chose à dire », confiait-il peu avant cette réception à Fréjus.

Après avoir insisté sur la vocation de la France « à être pilotée par l'UDF », M. Léotard a conclu par trois remarques : les prochaines élections locales devraient enregistrer un rééquilibrage des forces politiques qui ne se fera pas nécessairement en faveur de la droite - « Nous avons dans ce domaine mangé notre pain blanc » ; nous ne réussirons rien si nous ne proposons pas aux jeunes des valeurs : l'UDF doit « s'engager à avoir une démarche sociale (...) ». Cela n'est pas un monopole de la gauche, d'autres peuvent l'oublier, soyons-en les dépositaires ».

P. S.

Le maire de Nîmes soutient M. Barre. - M. Jean Bousquet, a pris, le mardi matin 22 septembre, la tête du comité départemental du Gard de soutien à la candidature de M. Raymond Barre. Maire de Nîmes depuis 1983, le « patron » de Casteret a justifié cette décision en expliquant que le député du Rhône « est un homme qui possède trois atouts fondamentaux : il est le meilleur rassembleur, le meilleur décideur - notamment sur le plan économique - et le meilleur ambassadeur ».

L'« Etat-RPR » mis en cause

NICE de notre envoyé spécial

« Ce n'est pas convenable ! » La formule est d'une politesse toute sénatoriale mais elle ne doit pas tromper. M. Jacques Pelletier a, en effet, mardi, au cours du débat d'ouverture, condamné en termes vifs la mise en place d'un « Etat-RPR » dans l'économie et la communication. L'installation des « nouveaux élus » des entreprises privatisées « cache à peine la malice du RPR dans nos grandes entreprises », a protesté publiquement le président du groupe de la Gauche démocratique. « La mainmise du même parti sur la communication n'est guère plus convenable, a-t-il poursuivi, avant de planter son ultime banderille : « Une fois de plus, une minorité assaie de garder pour l'avenir les leviers de commande au détriment du pluralisme. »

La sortie du sénateur Pelletier n'a pas suscité un grand étonnement dans les rangs de l'UDF. Certains font simplement remarquer que sa qualité de sénateur de la Gauche démocratique lui donne une liberté de ton qu'il ne possède pas. Pour M. Lecanuet, le constat fait par son collègue du Sénat est frappé au coin de la vérité. Tout le monde semblait d'ailleurs convaincu de la justesse du propos, même si certains en regrettaient les termes un peu vifs, tandis que d'autres rappelaient les impératifs d'union. « Il vaut mieux formuler les choses d'une façon positive plutôt que négative. Et il faut faire preuve de discipline », insistait M. Pierre Méhaignerie, président du CDS. « Il ne faut pas tenter de procès sommaire », enchaînait M. Jacques Barrot en ajoutant : « Il faudrait éviter que certains électeurs de la majorité soient choqués par certaines pratiques. » L'ancien ministre n'en dira pas plus, convaincu que, dans ce domaine, il faut à tout prix éviter de permettre à M. François Mitterrand de jouer la « boule Barre » pour tenter de déséquilibrer la « boule Chirac » : « Ne tombons pas dans ce piège et rappelons sans cesse que, pour nous, l'idéal c'est la séparation du politique et de l'économie. Quant aux socialistes, ils seraient mal venus de donner des leçons de vertu dans ce domaine. »

Certains parlementaires UDF soutiennent, comme M. Barrot, que l'important est de rappeler à leurs partenaires RPR que le libéralisme condamne les pratiques de nuyage politique. Mais d'autres semblent regretter sur-

tout qu'un « royaume UDF » n'ait pu se bâtir à côté de la « Chiraquie ». « Face au RPR il faut être aussi forts qu'eux », explique ce député. « Nous pouvons battre notre coupe », affirme M. Alain Lamassoure (UDF-PR). Le ministre de l'Industrie n'est-il pas un UDF ? Mais si, pour le député UDF, les abus RPR sont évidents dans la communication (notamment Havas), la pratique des nouveaux élus lui semble en revanche inacceptable. M. Edmond Alphandery (UDF-CDS) n'est pas loin de le penser, mais il regrette que le gouvernement n'ait pas chargé une commission d'adjudication de la constitution de ces nouveaux. « M. Balladur aurait été ainsi lavé de tout soupçon. » Peut-être, précise cet autre député bariste mais, en attendant, on assiste au retour d'un certain nombre de patrons d'entreprises qui ne se sont pas manifestés dans le passé par leur dynamisme. « Le libéralisme, c'est jouer systématiquement la carte du professionnel », rappelle-t-il.

Séparation de l'électricité et du papier journal

Quant à la propension qu'aurait le RPR à installer des hommes sûrs à des postes-clés, elle fait partie de « la mentalité gauloise », note M. Roland Blum (UDF-bariste). Après « l'Etat-UDF », c'est « la Chiraquie ». « Cet Etat chiraquien existait déjà au plan électoral de 1983 à 1986 », fait remarquer quant à elle M. Christine Boutin (UDF-bariste). « Il y a au RPR biologiquement et historiquement le sentiment que le combat politique ne se limite pas au débat électoral mais passe également par la mise en place de réseaux. C'est ce qui entraîne la situation actuelle dont certains s'inquiètent », relève M. François Bayrou (UDF-CDS). « Le libéralisme consiste à séparer l'économie du politique. Mais le libéralisme administré autoritairement par le ministre des finances fait entrer par la fenêtre la politique que l'on avait fait sortir par la porte, commente M. François d'Aubert (UDF-PR). Mais pour autant nous ne revendiquons rien. Ce n'est pas du tout dans le style de la maison bariste de faire acheter par une compagnie d'électricité un grand hebdomadaire. Nous sommes plutôt pour la séparation de l'électricité et du papier journal. » M. François Léotard se contente, pour sa part, de constater : « C'est une vraie question... »

PIERRE SERVANT.

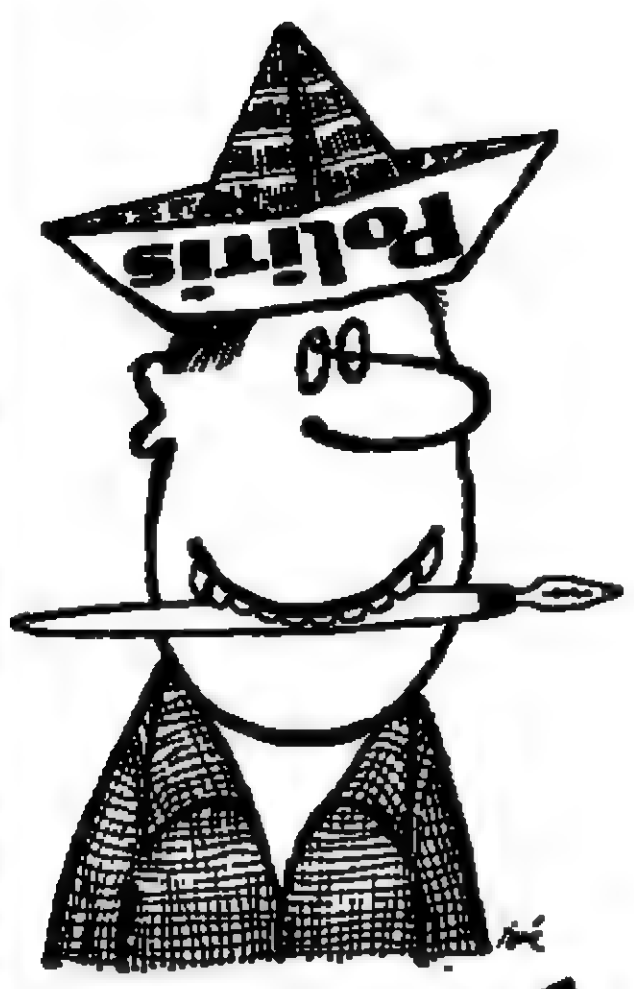


Un nouvel hebdo en janvier...

# Politis

LE CITOYEN

... cela dépend de vous



Politis  
Tél. 43 57 71 04

# Politis

LE CITOYEN

Jean-Pierre Beauvais, Jacques Bidou, Claude Bourdet, Michel Cardoze, Jacques De Bonis, Rémy Galland, Pierre Ganz, Didier Gilles, Edouard Guibert, Bernard Langlois, Evelyne Le Garrec, Yves Loiseau, Noël Monier, Michel Naudy, Raja Nasrallah, Gilles Perrault, Sampiero Sanguinetti, Gilles de Staal, Isabelle Stengers, Claude-Marie Vadrot, Patrick Viveret.

VISA DE LA COMMISSION DES OPÉRATIONS EN BOURSE  
n° 87323 du 4 septembre 1987

**Avertissement de la Commission des Opérations en Bourse :**  
1 - Les possibilités pratiques de cession sont limitées ; il n'est pas envisagé d'organiser un marché des titres.  
2 - Il n'est pas prévu de distribuer des dividendes au cours des deux premiers exercices.  
3 - Tout actionnaire nouveau doit être agréé par le Conseil de surveillance.  
4 - S'agissant d'une constitution de société, les éléments financiers contenus dans la note d'information sont entièrement prévisionnels.

La notice d'information mise à la disposition du public et les statuts sont disponibles à  
POLITIS, 5 boulevard Voltaire, 75011 Paris

500 F !  
le prix d'une bonne action pour

# Politis

LE CITOYEN

## MANDAT POUR EFFECTUER UNE SOUSCRIPTION

Article L.190 de la loi du 24 juillet 1966  
Je, soussigné

Article D.61 du décret du 23 mars 1967

Nom :

Prénom :

Profession :

Date et lieu de naissance :

Domicile :

Après avoir pris connaissance

des statuts de la société anonyme en formation dénommée Société Anonyme d'Édition du Nouvel Hebdomadaire ayant pour objet principal l'édition du journal « Politis » avec siège social à Paris (75011) 5, rue du Calvaire au capital de 4 000 000 francs divisé en 8 000 actions de 500 francs à souscrire en espèces et à libérer intégralement ;

avoir que la convention publiée au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires le 14 septembre 1987 ;

déclare donner mandat à la Banque Française de Crédit Coopératif (B.F.C.C.), 191, avenue Daumesnil, 75012 Paris de pour moi et en mon nom y adhérer et souscrire (nombre en lettres) ..... actions de cinq cents francs chacune de ladite société.

A l'issue de ce mandat de souscription, je verse à la B.F.C.C., mon mandataire, la somme de francs ..... représentant mon apport.

Fait à Paris le .....

La signature doit être précédée de la mention manuscrite « Bon pour pouvoir ».

Les chèques sont à libeller à l'ordre de la B.F.C.C. et à retourner avec le bon ci-joint à POLITIS, 5 boulevard Voltaire, 75011 Paris, téléphone 43 57 71 04.

## Politique

### Rompre avec l'extrême droite serait « une absurdité » affirme M. Jean Lecanuet

M. Jean Lecanuet a affirmé, le mercredi 23 septembre sur RMC, qu'il serait « absurde » pour la majorité de rompre avec l'extrême droite. La veille, devant les parlementaires de l'UDF réunis à Nice, M. André Rossini, président du Parti radical, avait au contraire soutenu qu'il était temps de rompre avec l'extrême droite, avait-il indiqué, de prendre le risque de perdre l'élection présidentielle.

« L'hypocrisie qui consiste à tracer une frontière arbitraire entre la politique nationale et la gestion locale n'est plus de mise », estime M. François Gaspard, député socialiste d'Eure-et-Loir, dans la lettre qu'il a adressée à M. Jean Hureau (RPR), son successeur à la mairie de Dreux, où le conseil municipal qui compte plusieurs adjoints du FN, dont le secrétaire général, M. Jean-Marie Stiebois.

M. Gaspard demande à M. Hureau de démissionner afin de « restaurer l'image » de la ville et la « laver de la honte ».

Comme il était prévisible, la distinction géographique qu'avaient faite certains dirigeants de la majorité dans un premier temps entre national et local n'a guère tenu. Ici, c'est le président du groupe socialiste du conseil régional des Pays de la Loire, M. Charles Gautier, qui a écrit à M. Olivier Guichard (RPR), président du conseil régional (qui est majoritaire sans les voix du Front national) pour lui demander de retirer sa délégation de représentant au conseil d'administration du Centre régional d'information jeunesse à M. Azno de Perier (FN). Là, c'est M. Michel Pezet, président du groupe socialiste du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui presse M. Jean-Claude Gaudin (UDF-PR), président du conseil régional, de rompre avec les amis de M. Jean-Marie Le Pen. M. Pezet s'est même engagé, dimanche 20 septembre, à ne pas remettre en cause « la direction politique de l'institution par la majorité RPR-UDF, majoritaires à eux seuls face à la gauche », si M. Gaudin « contrainait les cinq présidents de commission » appartenant au FN « à quitter leurs responsabilités ».

Enfin, en Ile-de-France, c'est le Front national qui a rendu public, le mardi 21 septembre, sa décision de ne pas voter les orientations budgétaires pour 1988 proposées par M. Michel Girard (RPR) et qui accuse ce dernier de « détournement de fonds ».

M. Jean-Yves Le Gallou a annoncé, le mardi 22 septembre, que les vingt-trois conseillers régionaux d'Ile-de-France membres du groupe du Front national, dont il est le président, ne voteront pas, le 29 septembre prochain, les orientations budgétaires de la région pour 1988. M. Le Gallou a observé que l'accord acquis en juin dernier entre RPR, UDF et FN reposait sur les choix budgétaires et les lycées et avait fait l'objet de nombreuses discussions. Y ont pris part, a-t-il précisé, M. Michel Girard, M. François Bideau, son directeur de cabinet, et M. Paul Violet, vice-président RPR. M. Le Gallou a ensuite insisté sur les pressions exercées sur le FN par le RPR et l'UDF, qui mettaient l'accent « sur l'intérêt de rentrer dans les lycées ». Cette insistance a été, selon lui, particulièrement manifeste lors du cocktail annuel du préfet de région le 17 juin. C'est à ce moment-là qu'il a été convenu l'entrée de conseillers du FN dans les conseils d'administration des lycées.

A la fin du mois d'août, M. Le Gallou a rencontré M. Bideau pour mettre au point la répartition proportionnelle des lycées dans lesquels le FN pourrait être représenté : 83 sur 403. « C'était un accord politique », a estimé le président du groupe FN, qui a affirmé que, le 15 septembre, deux jours donc après « Le grand jury RTL-Le Monde », il avait eu un entretien avec M. Girard, au cours duquel il n'avait été question que des prochaines

orientations budgétaires. Le lendemain, toujours selon M. Le Gallou, le président du conseil régional lui a téléphoné pour le prévenir de son souhait de « différer l'entrée du FN dans les lycées ». Vendredi, M. Girard lui a précisé qu'avant pris connaissance de la mise au point de M. Le Pen il maintenait l'accord.

« Tout a changé dimanche », a estimé M. Le Gallou en rappelant que M. Girard avait ce jour-là au Forum RMC-FR 3 soumis les amis de M. Le Pen de se désolidariser des propos de leur chef de file. Il a ajouté : « entre vendredi et dimanche, M. Girard a reçu les instructions de son parti. [Il] est sous influence, sous contrainte politique et sous contrainte financière ». M. Le Gallou a alors déclaré : « Le RPR bénéficie de certaines faveurs du contribuable régional ». « Il y a eu, a-t-il poursuivi, des détournements de fonds sous forme de détournement de matériel (...) dans des proportions inférieures à l'affaire du Carrefour du développement ». Il a assuré que ces détournements sont antérieurs à mars 1986. De son côté, M. Girard a affirmé que ces « allégations » sont « dénuées de tout fondement ».

Pour la situation dans les autres régions où existent des accords entre le Front national et la majorité, M. Le Gallou a considéré que « les accords perdurent », notamment en Haute-Normandie, en Picardie et en Provence-Alpes-Côte d'Azur, dont les présidents sont respectivement MM. Roger Fosé (RPR), Charles Baur (UDF) et Jean-Claude Gaudin (UDF). Selon lui, « les inconvénients que va supporter M. Girard vont servir d'exemple pédagogique ».

### Dénouant « l'hystérie de la presse »

### M. Le Pen renonce à se rendre au congrès du Parti conservateur britannique

Le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, a décliné une invitation à se rendre le mois prochain en Angleterre, en raison de « l'hystérie de la presse », a indiqué mercredi 23 septembre Sir Alfred Sherman, ancien conseiller du premier ministre britannique.

Commentant la décision de M. Le Pen de renoncer à se rendre à la réunion qu'il organise début octobre, en marge du congrès annuel du Parti conservateur à Blackpool, Sir Alfred n'a pas caché sa déception.

#### LONDRES

de notre correspondant

Sir Alfred Sherman « ne regrette pas ce qu'il a fait ». L'ancien conseiller personnel de M. Thatcher a maintenu jusqu'au dernier moment l'invitation qu'il a lancée à M. Jean-Marie Le Pen de venir s'exprimer le mois prochain devant un auditoire britannique « en marge » du congrès conservateur de Blackpool. Le président du Parti conservateur, M. Norman Tebbit, a pourtant été très net : « M. Le Pen n'est pas invité au congrès. Je n'ai pas le pouvoir de l'empêcher de venir à Blackpool, mais il ne pourra pas entrer dans la salle, il n'a pas le statut d'observateur, et je suis sûr qu'aucun député conservateur n'assistera à cette réunion. » M. Thatcher elle-même aurait manifesté sa mauvaise humeur face à l'initiative de Sir Alfred.

Sir Alfred Sherman est sans doute un original, mais il n'est pas n'importe qui. Il a rédigé bon nombre de discours que M. Thatcher a prononcés avant son arrivée au pouvoir et pendant ses premières années au 10 Downing Street. Il a été un de ses conseillers économiques et politiques les plus écoutés de 1974 à 1983. Sir Alfred dirige aujourd'hui un institut de recherches sociopolitiques qui se situe dans la mouvance de la « droite intellectuelle » britannique, sans lien direct avec le Parti conservateur. Il n'a plus désormais aucune fonction officielle.

« J'ai rencontré M. Le Pen une demi-douzaine de fois cet été. Je suis allé chez lui à Saint-Cloud. Il m'a assuré qu'il n'était pas antisémite. Je le crois. Je pense qu'il est bon de le laisser parler. Il faut dialoguer avec lui et non pas le marginaliser », affirme-t-il d'emblée. Le mariage de Sir Alfred, qui est juif et qui a connu la seconde guerre mondiale, est le suivant : M. Le Pen représente une force politique en France. Il vaut mieux le ramener au sein de la droite civilisée que de le pousser vers le racisme ou l'antisémitisme.

Le président du Parti conservateur, M. Norman Tebbit, hostile à la venue de M. Le Pen, avait souligné mardi que le président du Front national « n'était pas conservateur », et « n'était pas l'invité du Parti conservateur ».

De nombreux députés travaillistes et conservateurs demandaient depuis plusieurs jours l'interdiction de la venue sur le territoire britannique du député français, à la suite de ses déclarations sur les chambres à gaz « point de détail » dans l'histoire de la seconde guerre mondiale.

Sir Alfred est très critique à ce sujet à l'égard des juifs français qui ont, selon lui, « sous l'influence des socialistes et des communistes », jeté l'anathème sur le leader du Front national. « Le CRIF n'est pas représentatif des juifs de France. Il est trop à gauche », déclare-t-il. Pour lui, M. Le Pen a bâti sa carrière politique sur le problème de l'immigration qui est « réel et important en France comme il l'est en Grande-Bretagne ». Viscéralement anticommuniste, Sir Alfred n'est pas loin de croire M. Le Pen victime d'un « complot socialo-communiste » visant à le présenter comme antisémite afin de mieux le « détruire » politiquement. Les propos du dirigeant du Front national devant « Le grand jury RTL-Le Monde » selon lesquels l'existence des chambres à gaz n'est qu'un « point de détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale » constituent, selon lui, une « gaffe », une « expression malheureuse » exploitée par la gauche française.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

### Les limites de la libre parole

### Racisme et antisémitisme sur une antenne parisienne

Les explorateurs de la bande FM parisienne ainsi que les fidèles des radios Algérie et Ici et Maintenant regroupés sur la fréquence 93.1 MHz ont eu, ces derniers jours, une surprise qui ressemblait à de l'effroi. Des propos racistes d'une violence inouïe ont en effet été proférés pendant plusieurs heures sur l'antenne, lors d'interventions d'auditeurs agissant visiblement de façon concertée.

Un procédé visant à occuper l'espace « de la libre parole » ouvert par Radio-Ici et Maintenant dans un programme désormais traditionnel « Ici Radio-Village » — qui permet aux auditeurs de disposer de quatre minutes d'antenne pour y déverser chacun à leur tour, sans filtre et sans censure, le message qui leur plaît : le système, tout simple, du répondeur téléphonique.

La gravité des propos tenus, mercredi et jeudi (diffusion à la haine raciale, à l'antisémitisme et à la propagande nazie), ont dépassé l'acceptable et soulevé une vive émotion à la fois chez les auditeurs et à Radio-Algérie, partenaire de Radio-Ici et Maintenant, « indignée », « dégoûtée » et stupéfaite que l'antenne n'ait pas été plus rapidement coupée.

Dans un communiqué, elle rappelle que « son projet radiophonique est fondé sur une éthique qui ne peut tolérer de tels actes et de tels propos et que sa gestion d'antenne ne saurait en aucun cas être impliquée dans les faits mentionnés ». Une lettre a été envoyée à la CNCL et des associations contre le racisme pourraient saisir la justice.

M. Didier de Plaige, directeur de Radio-Ici et Maintenant a décidé de suspendre l'émission pendant deux mois. « C'est décevant, concède-t-il. Les auditeurs abusent de notre tolérance et profitent de l'anonymat du système ». Un système qui existe depuis près de sept ans sur la radio et qui avait d'ailleurs, dès l'été 1981, fait

l'objet d'un court-circuitage par des sympathisants du nazisme. M. de Plaige se refuse toutefois à condamner la formule ou à couper certaines interventions dangereuses. « On ne situe la limite entre ce qui peut être dit et ce qui est inacceptable ? Après tout, Radio-Village est un miroir de la société, la liberté de parole doit y être maximale ».

Une position qui risque de rendre délicate la cohabitation des deux radios sur la même fréquence. Un tract signé du Ku Klux Klan donne en effet rendez-vous sur l'antenne du 93.1 MHz. « Certaines émissions permettent d'exprimer nos positions ainsi que d'indiquer notre présence, y lie-on notamment. Des recommandations, des mots d'ordre peuvent aussi transiter par ces canaux. Les appels ne sont pas filtrés dans la mesure où vous restez courtisés et savez choisir vos synonymes... »

ANNICK COJEAN.

سكنا من لاجل



# Communication

## La procédure de licenciement engagée contre Michel Polac

Seize ans après avoir été privé de son émission « Post-scriptum », Michel Polac, producteur et animateur de l'émission « Droit de réponse », est à nouveau licencié par un PDG de chaîne. M. Francis Bouygues l'accuse d'« avoir tenu des propos portant gravement atteinte à la société qui l'emploie ». La décision, rendue publique le mardi 22 septembre, intervient trois jours à peine après une émission houleuse consacrée au pont de l'île de Ré, — dont le constructeur n'est autre que M. Francis Bouygues, propriétaire de TF1 — et surtout dix jours après un « Droit de réponse » au cours duquel la CNCL avait été directement mise en cause.

M. Gabriel de Broglie, président de la commission, avait alors envoyé une lettre d'une

grande sévérité au président de la Une, condamnant l'émission dans laquelle Michel Polac avait tour à tour évoqué les visées expansionnistes de M. Robert Hersant pour le développement de la Cinq et la plainte déposée par une radio parisienne pour corruption, forfaiture et trafic d'influence au sein de la CNCL. « Des accusations extrêmement vagues, estimait M. de Broglie, mais particulièrement graves contre l'autorité publique chargée précisément de veiller au fonctionnement du secteur audiovisuel. » (Le Monde du 22 septembre.)

M. Bouygues s'était aussitôt excusé auprès de la CNCL, estimant que les limites avaient effectivement été dépassées et que le producteur

de l'émission ferait publiquement amende honorable, ce qui n'a pas été le cas, l'émission de la semaine suivante allant au contraire apporter la goutte d'eau faisant déborder le vase.

Abordant un dossier sensible pour le patron de la Une, Michel Polac considérait l'émission sur son nouveau patron comme le test suprême de son indépendance et de sa liberté de parole. Une caricature de M. Bouygues signée du dessinateur Wiaz et légendée de la phrase « Une maison de maçon, un pont de maçon, une tête de m... » a particulièrement déplu au PDG de la chaîne dit-on à TF1.

Tout récemment, Michel Polac s'était déjà senti menacé par un projet d'émission théâtrale qui différerait le début de son émission, mais un

compromis avait finalement été conclu. Il avait également accepté que « Droit de réponse » soit interrompu par deux coupures publicitaires. L'émission n'en demeurait pas moins fragile, et les attaques des milieux politiques de la majorité restaient incessantes.

Après le conseil des ministres du 23 septembre, M. Alain Juppé, porte-parole du gouvernement, a déclaré que cette affaire n'est pas « un problème de gouvernement » mais met en cause « les dirigeants d'une entreprise privée et en de leurs collaborateurs ». A titre personnel, il a estimé : « A en juger par son comportement, M. Polac a toujours dû rêver du martyre et aujourd'hui cela doit être pour lui un jour de gloire ».

### TF1 : « inadmissible »

Voici le communiqué intégral de la direction de TF1, publié le mardi 22 septembre :

« Des incidents graves se sont produits lors des émissions « Droit de réponse », dont Michel Polac est producteur, les 12 et 19 septembre 1987. Lors de l'émission du 12 septembre, Michel Polac a verbalement mis en cause la Commission nationale de la communication et des libertés et certains de ses membres, le tout appuyé par des caricatures injurieuses diffusées à l'antenne.

Le lundi 14 septembre, Patrick Le Lay, vice-président-directeur général de TF1, a convoqué Michel Polac pour lui faire savoir que ce comportement n'était pas admissible sur l'antenne de TF1. Lors de cet entretien, Michel Polac a reconnu que les paroles et les dessins critiqués avaient dépassé les limites admissibles et s'était engagé à s'excuser en avant-propos de l'émission « Droit de réponse » du 19 septembre 1987.

« Il n'en a rien fait. De plus, au cours de cette émission, M. Polac a fait diffuser une série de caricatures sans rapport avec l'émission et dont l'une en particulier faisait dire à Francis Bouygues, président-directeur général de TF1, que la chaîne qu'il dirige était une « tête de m... ».

« Les propos tenus par M. Polac portent gravement atteinte à la société qui l'emploie, alors que depuis plusieurs mois l'ensemble des collaborateurs de TF1 accomplissent un immense travail et maintiennent TF1 largement en tête devant ses concurrents. Il est inadmissible qu'un producteur comme Michel Polac, au demeurant rémunéré à raison de 100 000 francs par mois, se permette de critiquer et d'insulter gravement à l'antenne la société qui l'emploie.

« Dans ces conditions, la direction générale de TF1 a décidé d'engager une procédure de licenciement contre M. Polac et de suspendre l'émission « Droit de réponse ». Le principe de ce type d'émission n'est pas remis en cause. »

### Michel Polac : la chaîne « use d'un double langage envers moi »

Michel Polac est ébahi. « L'attitude de la direction de TF1 est étrange : après l'émission « Droit de réponse » du samedi 12 septembre, au cours de laquelle Jean Plautu avait fait plusieurs dessins en direct sur la CNCL, dont deux étaient jugés injurieux, il était question de lui demander de refaire au moins l'un d'eux. Plautu a refusé. M. Patrick Le Lay, vice-PDG de TF1 m'a demandé — par téléphone — de « trouver quelque chose ». Mais il n'était pas question d'une quelconque obligation. Samedi 19 septembre, M. Alain Schmidt, conseiller de M. Bouygues, était sur le plateau de « Droit de réponse » et ne m'a rien dit. Il n'y avait selon moi pas urgence, et je comptais aborder cela lors de la prochaine revue de presse de l'émission.

« Le contenu de la lettre envoyée le 17 septembre par M. Bouygues à la CNCL, dans laquelle il lui présente ses excuses (Le Monde du 22 septembre), ne m'a pas été transmis, indique encore Michel Polac. Je l'ai découverte grâce à un journaliste qui me l'a lue, dimanche 20 septembre. Si la direction de TF1 me l'avait communiqué dès le 19, j'en aurais parlé à l'émission. Le communiqué de TF1 procède donc

d'un double langage à mon égard. Je ne comprends pas ce qui s'est passé, ni les enjeux. »

Les dessins réalisés par Plautu et Wiaz, le 12 septembre, et qui constituent l'une des pommes de discorde entre Michel Polac d'une part et la CNCL et TF1 d'autre part, appellent de la part du producteur de « Droit de réponse » une mise au point : « Ces dessins sont faits en direct, ce n'est pas toujours facile. En disant « tête de m... », Wiaz ne voulait pas dire qu'il craignait la soupe ; il voulait simplement indiquer qu'en nous regardant M. Bouygues devait s'ennuyer. Je me refuse à le considérer comme le fait la direction. »

Concernant son salaire, indiqué dans le communiqué de TF1 (100 000 francs mensuels), Michel Polac précise : « Il est indécent d'évoquer un salaire que la direction m'a elle-même proposé. De surcroît, ce salaire devait m'être versé au terme d'un contrat débutant le 12 septembre : je ne le toucherais donc pas puisque la direction de TF1 veut me licencier sans indemnités. Mais je vais en parler avec mon avocat. Enfin, il reste le problème de la douzaine de collaborateurs de mon émission : ils sont dans l'attente et ce n'est pas plaisant pour eux. TF1 n'en a rien dit. »

### M. Jacques Duquesne : « On ne peut pas dire n'importe quoi »

M. Jacques Duquesne, PDG de l'hebdomadaire le Point et membre du conseil d'administration de TF1, juge que « c'est toujours un problème grave de licencier un journaliste ». Malgré les invitations de Michel Polac, aucun journaliste du Point ne s'est cependant rendu sur le plateau de « Droit de réponse », note M. Duquesne, car « c'était une émission biaisée, où le droit de réponse n'était pas donné à tous mais réservé à certains ».

Le PDG du Point estime que, « au nom de la liberté de la presse, on ne peut accuser n'importe qui ni dire n'importe quoi, même dans une émission il est vrai très vivante et parfois amusante ». « Je me demande, indique M. Duquesne, quel directeur de journal laisserait dire dans ses colonnes, par l'un de ses collaborateurs les plus importants, que ce journal est un journal de merde. »

« Je ne regrette pas horriblement le départ de Michel Polac, conclut le directeur du Point, mais c'est embêtant pour TF1. Juste après la mise en cause de la CNCL, même si les deux choses sont indépendantes et s'il n'y a pas eu, malgré ce que certains prétendent, de pression politique sur la direction de la chaîne. »

Propos recueillis par YVES-MARIE LABÉ.

### Sulfureux « Droit de réponse »

Le samedi soir sera plus triste. Une fenêtre est murée, et l'air est plus filtré. Les réfractaires aux courants d'air ont eu raison de l'osses jugé trop rafraîchissant.

« Droit de réponse » était une bouffée d'air frais dans un univers de programmes en conserve, calibrés, empaquetés, stérilisés. Un souffle de vie, parfois un alizé, et parfois une tempête qui toujours défilait, chatouillait, dérangeait, dérangeait. Un luttin il est vrai s'amusait à souffler sur les têtes et les braves et faire de cette fenêtre, bientôt, va la restriction borraire, une lucarne — un espace de liberté où tout était possible, où rien n'était fœdité, un espace où la langue de bois sonnait étrangement faux, soudain inconvenante.

Un espace de rencontres, de débats, d'explications, de polémiques, de chamaillages, où l'on débattait tout (rancœurs, accusations, injustices, scandales) où l'on réglait des comptes. Un espace sulfureux sans doute, à l'image de son maître — Michel Polac — hôte tour à tour débouanné et machiavélique, auto-

écarquillaient leurs yeux devant ce « jamais vu ». Une poignée de ministres défilait dans l'arène, des paysans, des étudiants, des notaires — pourtant fort mal traités — des écrivains et des médecins, M. Hersant dont on fit le procès, Michel Leclerc, Mr Vergès, Francis Doumeng, Fratoni et Coluche, des journalistes de tous pays et de tous bords.

Cheveux blancs frisonnants, l'œil rieur derrière ses lunettes en demi-lune, la moustache coquaine et la pipe apaisante, Polac veillait toujours à rallumer le feu, jubilait de la moindre polémique, ravi de traquer l'injustice, de confondre le notable et de conspuer les administrations.

Kamikaze Polac ? Sans doute non, et certains n'hésitent pas à brocarder son goût du martyre. N'aurait-il pas toujours connu des démentis avec ses employeurs, son émission « Post-Scriptum » se voyant brusquement interrompue, en 1971, pour avoir parlé de l'inceste.

« Je ne sais pas vivre sans déranger », écrivait-il un jour. A prendre

### La tête et le fantôme

LUNDI matin, le chef de l'Etat, dans la foulée de son interview à TF1, critique dans le Point, la CNCL. Elle n'a « rien fait jusqu'ici qui puisse inspirer ce sentiment qu'on appelle le respect ». Lundi à midi, ladite commission — en tout cas onze membres sur treize — gravit l'Himalaya des grands principes : « La CNCL souhaite être située à l'écart des polémiques et entend continuer dans la sérénité à remplir ses missions dont elle a à répondre devant la volonté nationale. » Mardi, Michel Polac, à force de provoquer tout le monde et son père (adoptif), est licencié par M. Francis Bouygues comme pourrait l'être un chef de chantier indiscipliné ou un cadre insolent.

Répliquant à M. Mitterrand, M. François Léotard avait fait, lundi, un rappel très utile qui, le lendemain, gardait sa valeur et dont on pouvait espérer qu'il le développerait et... l'actualiserait mercredi à

tion du procès qu'ils faisaient à la privatisation de TF1 et des effets de la logique du « qui paie commande ». C'est la logique du patron privé dont la seule nouveauté est qu'elle s'applique désormais aux chaînes de télévision.

Si les amis de Polac sont en droit d'escompter un profit politique de ce licenciement, c'est qu'ils peuvent s'appuyer sur sa popularité attestée par un sondage du Parisien, qui, en janvier, montrait que 82 % des Français estimaient que TF1 privatisée « devrait garder Michel Polac ».

A contrario, la droite se trouve, pour l'instant, piégée par les méandres de son ennemi intime, dont il n'est pas exagéré de dire que le martyre actuel a été longuement mûri. Il y a neuf mois, lors des manifestations d'étudiants, le producteur-procureur de « Droit de réponse » avait été la cible d'une partie du RPR qui voyait en lui quelque chose comme le « Grand Satan » des ondes. Curieusement, ceux qui, alors, réclamaient sa tête paraissent aujourd'hui, au moment où ils l'obtiennent enfin, pris à contrepied ! Le moment leur paraît mal choisi parce qu'il risque d'accréditer dans l'opinion l'idée que M. Mitterrand n'avait pas tort, que la CNCL est une institution « molle » et que la privatisation était lourde de ce qui se produit.

L'opinion ne s'embarrassera pas de l'explication la plus simple, à savoir que M. Bouygues pourrait avoir agi en totale indépendance, qu'il est maître chez lui, qu'il fait ce qu'il veut quand il veut et ne se soucie ni de l'embaras des uns ni de la colère des autres. Le soupçon sera général.

Un gros nuage obscurcit le ciel du paysage audiovisuel français. La gauche perd « Droit de réponse » mais gagne l'affaire Polac. La droite a eu sa tête mais son fantôme la hantera. On verra qui a le plus gagné et qui le plus perdu. Quant au téléspéctateur, le samedi soir, il dormira plus tôt mais frustré.

BRUNO FRAPPAT.

### Une nouvelle victime

Michel Polac n'est pas la première victime de la vindicte des PDG de chaîne ou du pouvoir. Il prend place dans une liste de confrères qui, à des époques diverses, ont été notamment chassés de la télévision.

Jean-Pierre Elkabbach (1981), Patrice Duhamel (1981), Jean-Marie Cavada (1982), Claude Sérillon (1987), Bernard Langlois (1987), Philippe Alloué (1987).



Nous publions les deux caricatures dessinées le samedi 12 septembre au vidéographe par notre collaborateur Plautu, qui ont suscité l'ire de la CNCL.

crate, anarchiste, qui maniait la provocation comme un art suprême et qui possédait très loin, et toujours un peu plus, les limites du profitable.

Il tenait tous les coups, en essaya beaucoup, déclina les haines, frisa plusieurs fois les catastrophes. Il a laissé à des scandales et l'émission consacrée, début 1982, à une « Charlie Hebdo » faillit mettre prématurément un terme au rendez-vous Polac, alors à 20 h 30. « Une entreprise délibérée de destruction des valeurs », s'enflamma Max Clos. Or, détruire les valeurs, c'est faire œuvre de mort. « L'Humanité » n'était d'ailleurs pas en reste qui dénonçait « cette exhibition érudite d'un pot de chambre sur fond de cloaque », tandis que Philippe Tesson dans le Quotidien de Paris réclamait la suppression de l'émission, la télévision ayant atteint selon lui « le fond de l'objection ».

Il réagit à l'insupportable à son émission. Il y eut du désordre, on en vint même aux coups et les correspondants de la presse étrangère

on à laisser.

A prendre, tout tour à tour choisi — bon gré, mal gré — les quatre PDG de chaîne qui, depuis 1981, se sont déjà succédé. A prendre ! avait crié le public, en gratifiant Polac d'une belle audience (1). A laisser ! viennent de clamer ensemble M. de Broglie et Francis Bouygues, alliés temporaires dans une affaire qui ne les grandit guère, et Pol, le symbole, a surtout l'air d'un gage. Le Figaro applaudit, la droite se réjouit, la gauche se récrie — l'occasion est trop belle ! — et M. Léotard blémit. Les attaques du président, le limogeage de Polac... sabotage ! A la veille de son passage à « l'heure de vérité ».

ANNICK COJEAN.

(1) Avec un taux d'audience autour de 12 % (Audimat), l'émission atteignait parfois quelques records pour cette heure tardive de production. Le « Droit de réponse » consacré aux dystopies fit 15 % d'audience, celui intitulé « Bouygues rachète Hersant » obtint 14 %.

### LES RÉACTIONS

« Une pétition des professionnels : qu'on ne se débarrasse pas de Polac ! — Plusieurs grands noms de la presse aussi variés que Pierre Charpy (Le Lettre de la Nation, RPR) ou Jean-François Kahn (l'Événement du jeudi), ont signé, mardi soir, une pétition en faveur de Michel Polac. Cette pétition publiée mercredi par l'hebdomadaire l'Événement du jeudi déclare « l'indispensable » de la présence de « Droit de réponse » et estime que, au lieu de s'en débarrasser, il serait préférable de créer d'autres « espaces de liberté » à la télévision. La pétition est notamment signée par : Albert Du Roy (l'Épaveur), Philippe Alloué (Europe 1), Philippe Alexandre (RTL), Noël Copin (la Croix), Ivan Lévy, Dominique Jamet (le Quotidien de Paris), Gérard Carreyrou (Europe 1), Dominique Pouchin (Libération), Claude Sérillon (Antenne 2) et Manuel Lucbert (président de la société des rédacteurs du Monde).

« SOS-RACISME : « C'est inadmissible. » — « Grâce à « Droit de réponse », estime SOS-Racisme dans un communiqué, des milliers d'anonymes ont pu accéder à la télévision, s'y exprimer en toute liberté et révéler au grand public des docu-

siers brûlants et passionnants. Nous n'oublions pas que Michel Polac nous a donné la première occasion de présenter la « première main » de SOS-Racisme à des millions de Français. C'est un espace de liberté et de pluralisme qui disparaît. »

« M. JACK LANG (PS) : « Bravo Chirac, vous pouvez excuser ! » — « Après Claude Sérillon, Geneviève Guicheneux, Yvan Lévy, Philippe Alloué, Noël Mamère, une nouvelle tête tombe, une oasis de liberté disparaît, estime l'ancien ministre de la culture. M. Chirac, poursuivit-il, ne manquez surtout pas d'adresser un télégramme de félicitations à vos copains de la CNCL. Ils font du bon boulot. »

« M. JEAN-JACK QUEYRANNE (PS) : « Michel Polac était un espace de liberté. » — « Je constate que sur la pression de M. de Broglie (NDLR : le président de la CNCL) et par irritation probablement de M. Bouygues (PDG de TF1), cette liberté de parole est mise en cause. C'est grave pour TF1 qui est la première chaîne en France. »

« M. JEAN LECANUET (UDF) : « Une surprise. » — Le licenciement de Michel Polac par TF1 « est pour moi une surprise », a déclaré sur RMC le président de l'UDF qualifiant l'émission de « vivante et intéressante ». Mais, a-t-il ajouté, « on conçoit un peu la réaction de la maison qui l'employait après les propos et caricatures sur Francis Bouygues diffusés dans les récentes émissions. »

« M. MICHEL PÉRICARD (RPR) : « Qui accepterait d'être traité de merde ? » — « Quel est l'employeur, quel est le travailleur qui accepterait qu'on puisse à la fois toucher 100 000 F par mois d'un employeur et le traiter de merde ? »

« M. ALAIN PEYREFITTE (RPR) : « La télévision n'est pas orientée à droite. » — « Michel Polac est accusé d'avoir diffusé une institution vouée par la représentation nationale, la CNCL, alors qu'à ma connaissance les hommes de télévision tels que Jean-Marie Cavada, Paul Lefèvre, Patrice et Alain Duhamel, Jean-Pierre Elkabbach et tous les autres n'avaient commis aucune faute. »

### M. Le Lay : « Pas politique »

M. Patrick Le Lay, vice-président de TF1, nous a notamment déclaré mercredi 23 septembre : « Ce licenciement est une sanction disciplinaire, prise à l'encontre d'un producteur qui avait franchi les limites acceptables. Michel Polac l'avait lui-même admis, et devait le dire à l'antenne. Non seulement il ne l'a pas fait, mais l'émission suivante a été pour lui l'occasion d'injurier la société qui l'emploie. »

« TF1 est une société indépendante qui n'a pas d'ordre à recevoir. La CNCL avait émis un souhait d'excuses de Michel Polac au journal de 20 heures, après son émission du 12 septembre. J'avais estimé qu'une explication de Michel Polac au cours de « Droit de réponse »

ruffait. Mais à condition qu'il le fasse. Or, non seulement, il n'a pas tenu parole, mais il a laissé passer une caricature qualifiant TF1 de « télévision de merde ». Il y a ici 1500 collaborateurs qui bossent et se défendent. Je ne pouvais accepter qu'ils soient ainsi insultés. »

« L'affaire Polac n'est pas politique. « Droit de réponse » est un magazine qui dépend de l'unité documentaire de Pascale Bregnot. C'est peut-être un espace de liberté, selon l'expression aujourd'hui consacrée, mais cela ne remet pas en cause l'information de notre chaîne. TF1 est, je le rappelle, la seule télévision à avoir signé dans sa rédaction une charte garantissant l'indépendance des journalistes. »

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

## Le Monde

### DES LIVRES





*Paul Amar*  
- LA POLITIQUE -



*Brigitte Simonetta*  
- LES SCIENCES -



*Hervé Claude*  
- LES JOURNAUX -



*Aubrey Edler* *Roger Zabel*  
- 24 H SUR LA 2 - - TÉLÉMATIN -



*Elie Vannier*  
- DIRECTEUR DE L'INFORMATION -



*Jean-Marie Cavada*  
- LA MARCHÉ DU SIÈCLE -



*Daniel Bilalian*  
- LES JOURNAUX DU WEEK-END -



*Henri Sannier*  
- LE JOURNAL DE 20 H -



*François-Henri de Virieu*  
- L'HEURE DE VÉRITÉ -



*Bernard Rapp*  
- ÉDITION SPÉCIALE - L'ASSIETTE ANGLAISE -

Ogilvy & Mather

Le co

هكذا من الأصل





Philippe Sassier  
- L'ÉCONOMIE -

Georges Bortoli  
- LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE -

Patricia Charnelet  
- LE JOURNAL DE 13 H -

William Leymergie  
- LE JOURNAL DE 13 H -

Pierrette Bres  
- LE SPORT HIPPIQUE -

# ANTENNE 2. Le cœur de l'information

Le matin, le soleil, le monde et vous, avec Télématin vous vous levez au cœur de l'information. Ensuite, vous regardez les Flashs, le Journal de 13 H, toujours au cœur de l'information. Plus tard, c'est le Journal de 20H, et celui de 23H30. encore au cœur de l'information. Et les magazines: Assiette Anglaise, l'Heure de Vérité, la Marche du siècle, Édition Spéciale, Résistances.

Sur A2, vous vivez, vous sentez battre le cœur de l'information. Avec passion.

Ogilvy & Mather



ANTENNE 2. PROFESSION PASSION.



## JUSTICE

## L'affaire du Carrefour du développement

## M. Yves Chalié est placé sous un strict contrôle judiciaire

Principal inculpé dans l'affaire du Carrefour du développement, M. Yves Chalié a quitté Libreville, le mardi soir 22 septembre, peu avant 22 heures, la prison de Fresnes. Détenue depuis le 16 novembre 1986, faisant la grève de la faim depuis le 24 août dernier après le refus de sa quatrième demande de mise en liberté, M. Yves Chalié a été placé sous contrôle

M. Michon est un pince-sous-rire, qui sait habilement manier le second degré. L'ordonnance de mise en liberté qu'il a rendue pour M. Yves Chalié est un exercice de style qui confirme, outre mesure, sa réputation au Palais de justice de Paris. « Attendu que l'état de santé de l'inculpé Chalié Yves, écroué, n'est pas incompatible avec la détention provisoire ainsi que l'atteste le rapport du 21 septembre du docteur Depoigne, expert par nous commis; attendu que la procédure d'instruction est pratiquement terminée, seule l'attitude de Chalié Yves empêchant l'accomplissement des derniers actes; le maintien en détention provisoire n'apparaît plus nécessaire à la manifestation de la vérité ».

Il ne sera donc pas dit que M. Michon a cédé à la pression de la chancellerie et des avocats d'Yves Chalié. Son ordonnance conteste la dégradation de l'état de santé de celui-ci, qui ne semble pourtant pas malsain — il a perdu 13 kilos en quatre semaines — et que la chancellerie assure avoir constatée à la lecture des rapports quotidiens de l'hôpital des prisons de Fresnes. Pour M. Michon, la libération tardive de M. Chalié n'est que la conséquence de la mauvaise volonté de celui-ci qui a paralysé l'instruction

dans sa phase ultime. La décision du juge est assortie d'un contrôle judiciaire très strict. M. Yves Chalié devra se présenter tous les jours à la gendarmerie de Rambouillet (Yvelines), où réside sa compagne, Maggy Baquian.

Ses avocats, M<sup>rs</sup> Xavier de Roux et Grégoire Triet, ont réussi, mardi soir, à éviter à leur client une rencontre avec les journalistes, massés devant l'entrée principale de la prison de Fresnes. Selon M<sup>rs</sup> de Roux, Chalié « est très, très malade. Il m'a beaucoup impressionné, il bégaye, il est presque comme un petit vieillard. Il est très affaibli ». La décision cesse de principal accusé et accusateur dans l'affaire du Carrefour du développement est tenue secrète par ses défenseurs.

## Heure de vérité à l'Assemblée nationale

Cette libération intervient alors que l'Assemblée nationale s'apprête à discuter, à partir du 2 octobre, de la mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre de la coopération et député (PS) de l'Isère, devant la Haute Cour de justice. Ce débat sera une heure de vérité pour les députés. Le vote se fait, en effet, selon un scrutin public à la tribune, les députés ne

E.P.

## A Lyon

## L'homme qui voulait tuer Barbie est condamné à un an de prison dont huit mois avec sursis

LYON  
de notre correspondant régional

Christian Didier aime faire parler de lui. C'est sans aucun déplaisir qu'il a vu les objectifs des caméras le fixer plein cadre avant l'audience de la sixième chambre correctionnelle du tribunal d'instance de Lyon... Poursuivi pour « port d'arme prohibée », cet homme de quarante-sept ans avait, le 19 mai dernier, réussi un « coup médiatique ». « Un coup de trop », a estimé, dans des réquisitions modérées, M<sup>rs</sup> Marie-Christine Depoit, substitut. Il est vrai qu'en s'introduisant dans la prison Saint-Paul à l'aide d'un faux document le présentant, sous sa véritable identité, comme un « urologue spécialiste », Christian Didier avait tenté de s'approcher — un revolver de collection armé de six balles dissimulé dans un cartable — de l'illustre prisonnier Klaus Barbie.

« Je voulais le tuer, j'avais été bouleversé par le témoignage télévisé de M<sup>rs</sup> Lisa Lesca », a-t-il déclaré. Le « justicier » était prolix sur sa motivation initiale, mais aussi sur les variations de ses intentions, affirmant qu'il avait finalement « décidé de lui tirer dans les jambes ».

En revanche, l'appât de publicité de Christian Didier n'a fait

aucun doute aux yeux du tribunal. Le prévenu est, dans ce domaine, un multirécidiviste. Ecrivain inconnu, il n'en est pas à son coup d'essai : il a réussi à brandir une banderole sur le thème « Achetez mon livre, la Ballade d'Early Bird » dans les lieux les plus divers : un meeting de M. Jean-Marie Le Pen, au stade Roland-Garros — « où il n'a même pas fait un set », a indiqué plaisamment son défenseur M<sup>rs</sup> François La Pluongue — à l'arrivée du Tour de France, dans la cour de l'Élysée et, surtout, dans plusieurs émissions de télévision : de « Droit de réponse » à « Jeu de la vérité ».

Plus sérieusement, les magistrats avaient à décider d'une peine pour interrompre cette espèce de médiatocratie et empêcher la formule de l'accusation, qu'on ne le retrouve un jour décidé à « s'immoler par le feu sur la tombe du soldat inconnu ».

L'écritain frustré a paru très reconnaissant au tribunal de sa condamnation : douze mois de prison, dont huit assortis du sursis. Une peine accompagnée de trois ans de contrôle judiciaire et d'une « obligation de soins ». La peine d'emprisonnement étant couverte par la prévention, Christian Didier devait retrouver la liberté dès la levée d'écrou. Dans la salle d'audience, il a pris rendez-vous, pour le lendemain, avec... un journaliste.

CLAUDE RÉGENT.

## L'affaire Chaumet

## M. Bonnemaison (PS) demande à M. Chalandon de démissionner ou d'« informer l'opinion »

Dans un communiqué, M. Gilbert Bonnemaison, député (PS) de Seine-Saint-Denis, délégué national du Parti socialiste chargé des questions de sécurité, s'est exprimé au nom de la garde des sceaux, M. Albin Chalandon, notamment à propos de l'affaire Chaumet. « Au lieu de prétendre enseigner au président de la République le devoir de réserve, écrit M. Bonnemaison, M. Chalandon

donnerait mieux inspiré de donner sa démission de ministre de la justice ou, puisqu'il prétend n'avoir rien à se reprocher, d'informer exactement l'opinion publique sur ses tractations financières avec les frères Chaumet, notamment sur l'origine, objet de doute, de bijoux d'une valeur de 9 millions de francs (...). Même lorsqu'elle se fonde sur le toupet, l'indécence a ses limites ».

« Une pétition pour la libération de Pierre Verdier. — La famille de Pierre Verdier, trente-six ans, le polytechnicien impliqué dans l'affaire d'espionnage des moteurs d'Artina (le Monde du 28 mars 1987), demande sa libération. Incarcéré depuis le 18 mars dernier, Pierre Verdier est inculpé de « rassemblement de délinquants de nature à nuire à la défense nationale » et « d'intelligence avec une puissance étrangère ». Il avait épousé une Soviétique, M<sup>rs</sup> Ludmila Vargova qui avait été, elle aussi, inculpée et incarcérée avant de faire l'objet d'un non-lieu. Le père de Pierre Verdier, qui a réuni une pétition signée d'un millier de personnes, estime qu'« on ne trouve rien dans le dossier pour étayer le roman noir imaginé par la DST ».

« Une pétition pour la libération de Pierre Verdier. — La famille de Pierre Verdier, trente-six ans, le polytechnicien impliqué dans l'affaire d'espionnage des moteurs d'Artina (le Monde du 28 mars 1987), demande sa libération. Incarcéré depuis le 18 mars dernier, Pierre Verdier est inculpé de « rassemblement de délinquants de nature à nuire à la défense nationale » et « d'intelligence avec une puissance étrangère ». Il avait épousé une Soviétique, M<sup>rs</sup> Ludmila Vargova qui avait été, elle aussi, inculpée et incarcérée avant de faire l'objet d'un non-lieu. Le père de Pierre Verdier, qui a réuni une pétition signée d'un millier de personnes, estime qu'« on ne trouve rien dans le dossier pour étayer le roman noir imaginé par la DST ».

## ENVIRONNEMENT

## Le retraitement des produits dangereux en milieu urbain

## 20 000 litres de pyralène stockés dans le centre de Grenoble

GRENOBLE  
de notre correspondant

Cerné par des barrages hydro-électriques installés en montagne, cotés entre un complexe pétrochimique construit au sud de la ville et quatre réacteurs nucléaires de recherche édifés dans sa partie nord, Grenoble est une cité « à risque ». Ses habitants n'ont pourtant que très rarement manifesté de craintes vis-à-vis de ce danger potentiel. Le projet de construction à proximité du centre de la ville, derrière la gare SNCF, à quelques centaines de mètres du futur quartier d'affaires Europe, d'un centre de décontamination d'appareils électriques fonctionnant au pyralène et le stockage de ce produit dangereux suscitent l'inquiétude de la population. Elle craint de voir s'accumuler « chez elle » des quantités importantes de pyralène provenant non seulement des communes de l'agglomération, mais de tout le département.

L'autorisation provisoire de stockage accordée il y a quelques semaines à la Générale d'extraction du pyralène, filiale de Grenoble électricité gaz (GEG) — cette dernière société étant contrôlée majoritairement par la ville, — a permis ainsi de réunir déjà 20 000 litres de ce produit. Il provient notamment d'une centaine de transformateurs au pyralène, propriété de GEG, qui en exploite environ 400 du même type dans la ville.

Toutefois, la Générale d'extraction du pyralène n'a pas encore pro-

cedé à la décontamination et au démontage des transformateurs réformés. Elle attend que l'enquête publique ouverte le 1<sup>er</sup> septembre soit achevée et que l'ensemble de la procédure administrative soit clos.

Silencieux sur ce projet qui ne fut évoqué publiquement qu'au cours des questions diverses au conseil municipal du 29 juin 1987, le maire de Grenoble, M. Alain Carignon, également ministre de l'environnement, a indiqué, mardi 22 septembre, pour rassurer les habitants de sa ville, que celle-ci n'accueillera qu'un « centre de transit » du pyralène du même type que ceux existant déjà dans une douzaine d'autres agglomérations. Il voudrait voir très rapidement ce chiffre porté à cinquante dans les trois prochains mois. Après un court séjour dans ces centres, le pyralène prend alors la direction de la seule usine française équipée pour le brûler, à Saint-Vulbas, dans l'Ain.

## « Un crénneau juteux »

« Le risque nul n'existe pas. Les centres de transit sont cependant préférables à la situation actuelle où des particuliers, des industriels ou des commerçants cherchent à se débarrasser du pyralène en l'entreposant dans des cours ou dans des champs, voire en le libérant dans des égouts. Le risque alors est de retrouver ce produit toxique dans la chaîne alimentaire », précise le ministre de l'environnement.

L'inquiétude des habitants les plus proches de l'entrepôt GEG a

été suscitée principalement par la lecture des statuts de la Générale d'extraction du pyralène qui indiquent parmi ses missions, « éventuellement et sous réserve d'autorisation administrative et de rentabilité financière, le brûlage du pyralène liquide et des métaux contaminés pour leur réemploi ». M. Pierre Gascon, premier adjoint au maire de Grenoble, indique qu'« il est impensable de traiter du pyralène à Grenoble », une telle entreprise nécessitant des investissements d'un montant évalué à 10 millions de francs. Et pour justifier la rédaction des statuts, il ajoute : « Lorsqu'une société se crée, on s'efforce toujours d'atteindre au maximum son objet social ».

Favorable à la création de centres de décontamination des transformateurs au pyralène, l'opposition municipale regrette qu'« une telle installation soit implantée dans un site aussi habité et dont la vocation est sûrement davantage tournée vers la recherche et ses applications industrielles ». Quant aux écologistes de la fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (FRAPNA), ils demandent que « le maire de Grenoble rencontre plus souvent le ministre de l'environnement ». Ils constatent que le GEG, propriétaire des lieux de stockage et qui contrôle à hauteur de 66 % le capital de la Générale d'extraction du pyralène, a « flairé dans cette affaire un crénneau juteux », dont l'exploitation pourrait s'étendre sur une dizaine ou une quinzaine d'années.

CLAUDE FRANCILLON.

## SCIENCES

## Les souvenirs du « Titanic » remontent à la surface

« T'es pas un levrier ? » Non, ce n'est pas un « casse » mais simplement l'ouverture du conteneur où étaient enfermés les quelques huit cents objets remontés du Titanic et dont les portes ne voulaient pas s'ouvrir...

Les journalistes, fort nombreux, qui s'étaient rendus le 22 septembre à Saint-Denis dans les laboratoires d'Electricité de France spécialisés dans le traitement des objets « archéologiques », ont été un peu frustrés. Lorsque les portes du conteneur ont été ouvertes, à 11 h 07, les objets, basés de plastique soûlement armés. Garantis comme des chirurgiens et munis d'un bassin plat et rouge à demi rempli d'eau douce, MM. Jacques Montupion (EDF) et John Joselyn (Westgate-Hollywood, la société qui organise la « promotion » de l'opération Titanic) ont choisi quelques objets pour les montrer à la presse.

Sont d'abord apparus une bouteille de verre soufflé portant une fêlure et quelques craquelures, puis deux paquets enveloppés de chiffons sales. Du premier a été défilé un démonteur d'argent doré (un manche bien décoré et oxydé sans doute par contact prolongé avec un objet de fer); du second une coupe à fruits rectangulaire. Faute proba-

blement de cuivre argenté, cette coupe a souffert de son séjour de soixante-quinze ans sous 3 800 mètres d'eau : elle présente un gros trou.

Le quatrième objet est plus personnel : un étui de cuir très bien conservé, contenant son pinces-nez et portant la mention encore à demi lisible : « C. Car, opticien, ... bis rue de Rivoli ».

Enfin a été extraite pour quelques minutes de son bain protecteur une lourde grille ou plaque décorative (40 x 30 centimètres environ) de bronze (ou de fonte) moulée dessin des rinceaux.

Et ce fut tout. Ni bijoux. Ni billes de banque. Ces trésors sont restés dans leur coffre.

EDF se donne un mois pour évaluer les techniques, le temps nécessaire et le coût des traitements. Elle s'est engagée à traiter gratuitement deux cents objets et se fera payer pour les autres, de façon à ne pas « y être de sa poche ».

La présentation de certains objets aura lieu à La Villette le 28 octobre. Le jour où de nombreuses télévisions montreront deux heures de la vidéo tournée pendant l'opération. L'exposition itinérante des objets du Titanic pourrait commencer son tour du monde en juin 1988.

YVONNE REBEYROL.

## REPÈRES

## Catholiques

## Synode ukrainien au Vatican

Seize évêques catholiques sont réunis, du 22 au 30 septembre, en synode extraordinaire à Rome, ils représentent les 3 millions de catholiques immigrés aux États-Unis, au Canada, en Australie, en Amérique du Sud, en France ou en Grande-Bretagne. Les 4,5 millions de catholiques demeurés en Ukraine (les « uniates ») ont été officiellement absorbés dans l'Eglise russe orthodoxe en 1946. L'objectif premier de ce synode extraordinaire est de préparer la célébration, en 1988, du millénaire du christianisme en Ukraine, à propos de laquelle reste suspendue l'hypothèse d'un voyage de Jean-Paul II. Cette réunion sera notamment marquée par une initiative sans précédent, prise en août dernier par un groupe de catholiques ukrainiens dont deux évêques, des prêtres et des religieux : sortant de leur clandestinité, ils avaient demandé au président catholique Jozef Terejka.

libéré par M. Gorbatchev, de remettre au Kremlin un document réclamant la libération et la légalisation de l'Eglise catholique en Ukraine. Ce qui avait été fait (le Monde du 27 août).

## Intoxication

## Fuite de phosgène à Nancy

A la suite d'un erreur de manipulation, mardi 22 septembre, à l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS) de Nancy-Vandœuvre, quatre milliers de chlorure d'oxyde de phosphore, très toxique — se sont répandus dans un laboratoire, provoquant l'évacuation et l'hospitalisation préventive des trente-cinq personnes qui se trouvaient à l'époque. Tous ont regagné le lendemain leur domicile, sauf le manipulateur et un technicien. L'INRS, qui compte 350 chercheurs et techniciens, avait reçu mardi 23 septembre la visite de M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, qui devait poser la première pierre d'une extension de l'Institut. — (Corresp.)

## FAITS DIVERS

## A Viry-Châtillon (Essonne)

## Un garçonnet est tué par sa mère

Ahmed-Sekou Gomba, un garçonnet de neuf ans, dont le corps mutilé a été découvert lundi soir par son père dans une cave de Viry-Châtillon (Essonne), a été tué et décapité par sa propre mère, Bizouila Zebango, trente-quatre ans. Celle-ci devait être présentée dans la soirée du mercredi 23 septembre au parquet d'Evry. Il n'était pas certain que la jeune femme serait écrouée, son état dépressif relevant plus, semble-t-il, de l'intermède dans un établissement psychiatrique. Depuis plus de deux ans, elle avait quitté son mari et ses enfants pour rentrer au Burkina-Faso afin d'y suivre un traitement « de médecine traditionnelle africaine » et n'était revenue à Viry-Châtillon qu'un mois de juin dernier.

Le petit garçon avait disparu lundi après-midi. Revenu de l'école, il avait déposé son cartable dans l'appartement familial, au deuxième étage d'un immeuble récemment rénové de la cité du Buisson-aux-Borgnes à Viry-Châtillon. Il était ensuite ressorti pour comme d'habitude avec ses camarades. Après avoir alerté la police en fin de soirée, le père devait découvrir, vers 23 heures, dans un des bâtiments de la cité où il réside, le corps décapité de son fils. Quelques instants plus tard, il retrouvait la tête de celui-ci enveloppée dans un sac de plastique. L'arme qui avait servi à la décollation, un grand couteau de cuisine, était découvert, mardi matin, près de l'endroit où gisait le cadavre.

Trois heures après la découverte du corps, Bizouila Zebango, ainsi que son mari Ousmane Gomba et la seconde épouse de ce dernier, Mélanie Bossin, avaient été conduits par

la police, d'abord au commissariat de Juvisy, puis au SRPJ de Versailles pour y être entendus « à titre de témoins ». Dès mardi, M. Gomba était mis hors de cause et pouvait regagner son domicile, ainsi que Mélanie Bossin.

Dès le début de leurs investigations, les enquêteurs du SRPJ de Versailles ont recueilli le témoignage d'un voisin de palier d'Ousmane Gomba : « J'étais descendu vider mes poubelles, explique M. Lahcem Elachoufi. Je me trouvais dans les sous-sol, la lumière était allumée. J'ai vu une femme de race noire près de la porte de cette cave où l'on a retrouvé le corps : elle me tournait le dos mais elle portait un vêtement très coloré. C'est à ce moment, M. Elachoufi l'a reconnu quand les policiers lui ont présenté un page multicolore fraîchement lavé qui se baignait dans la salle de bains de l'appartement des Gomba ».

Ousmane Gomba, un agent hospitalier et Bizouila, sa première épouse, originaire comme lui du Burkina-Faso, s'étaient installés en 1976. Le couple avait eu quatre enfants, aujourd'hui âgés de quatre à douze ans, dont Ahmed, né en 1978. Mélanie Bossin, venant de sa Côte-d'Ivoire natale, avait rejoint l'appartement en 1985 et accouchait de son premier bébé il y a trois mois. « Il n'y avait pas de querelles, pas de cris chez eux, assure M. Elachoufi. Les enfants semblaient heureux ». Le voisin s'était seulement étonné de l'absence, pendant deux ans et demi, de la première épouse.

PATRICK DESAVIE.

## Au Havre

## Huit personnes agressées et blessées par un groupe de skinheads

Huit personnes ont été blessées, dont deux grièvement, après avoir été agressées par un groupe de skinheads, dimanche matin, 20 septembre, au Havre. Cette agression, révé- lée seulement mardi, pour les besoins de l'enquête policière, s'est produite dimanche 20 septembre à 1 heure dans le centre du Havre.

Un groupe de huit personnes comprenant un enseignant et sept étudiants et lycéens, dont quatre jeunes filles, ont été pris à partie violemment par une quinzaine de jeunes gens au crâne rasé qu'ils croisaient. Des insultes, les agresseurs en sont très vite venus aux violences et aux coups.

Deux de leurs victimes ont été grièvement blessées et restent hospitalisées : un étudiant âgé de vingt-huit ans atteint d'une fracture du

crâne et de blessures multiples et un lycéen de dix-huit ans chez lequel les médecins ont diagnostiqué un traumatisme important à la mâchoire, consécutif à un coup de pied porté avec une chaussure dotée d'une coquille d'acier. L'enseignant en mathématiques qui accompagnait le groupe, agressé avec des tasses de bouteille, a lui-même été sérieusement blessé, victime d'une fracture du nez et d'un sectionnement des tendons d'une main. Les autres étudiants et étudiants souffrent de contusions multiples.

L'enquête, actuellement menée dans la plus grande discrétion par les policiers du Havre, a abouti lundi, à l'interpellation d'un des agresseurs présumés, qui a été placé en garde à vue. D'autres arrestations pourraient avoir lieu dans les jours prochains.







## Le Monde

# EDUCATION

### Une journée chez les « surdoués »

« Je ne veux pas que mon enfant fasse la pub du recteur ! » Huit jours après la rentrée, les parents sont encore furieux du rush télévisuel qui fut tourné à l'école pilote des « intellectuellement précoces », dans un établissement primaire de Las Plamas, une banlieue populaire de Nice, le jour de son ouverture, le mardi 8 septembre. Un sketch sur-tout, mis en scène contre l'avis de l'institutrice, a indigné. Un enfant trappe à la porte de la classe. Il entre. Un de ses camarades lui dit : « Tu es cinq minutes de retard ». Et l'autre lui répond : « Mais j'ai un an d'avance ». Faut-il d'un franc succès, la scène doit être répétée plusieurs fois et certains enfants fondent en larmes. De quoi émouvoir les parents de ces petits - six filles et six garçons - entre cinq ans et six ans et demi. « Ce ne sont pas des singes. Ils ont simplement sauté une classe. Qu'on les laisse tranquilles ! »

Ce lundi, c'est l'heure du premier bilan. Les parents sont tous présents : pâtissier, pasteur, carrossier, architecte, employé de banque, éducateur... Il y a aussi l'institutrice, Mme Michèle Brignone, l'inspecteur adjoint d'académie, M. Bellini, les deux psychologues qui vont assurer le suivi de l'expérience et la directrice qui accueille dans son établissement la classe pilote. Conclusions ? Plus de reportage filmé pendant les cours. Intendance améliorée. Assurances confirmées : si demain l'expérience s'arrête, l'enfant réintégrera à son niveau son établissement d'origine.

Pour l'académie, « ce sont des élèves intellectuellement précoces ». Peut-être réussissent-ils leur cycle primaire en trois ans au lieu de cinq. Pas de bourrage de crâne. Mais une classe à vitesse variable, où chaque enfant suit son propre rythme. L'enjeu ? Des retombées pédagogiques qui pourraient « ouvrir l'enseignement primaire traditionnel, dont le rythme est uniforme pour tous depuis quarante ans ».

Telle est la vocation de cette classe - une première en France. Ce n'est pas une section de maternelle, mais le début du cours préparatoire.



**Décollez en espagnol allemand anglais italien.**

Stages jeunes, adultes, F.P. et perfectionnement pour professeurs de langues.

**EUROCENTRES**  
19 D PASSAGE DAUPHINE 75006 PARIS  
TELEPHONE 325.81.42

#### INSTITUT D'ETUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES (IERI)

ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR LIBRE FONDE EN 1949  
12, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS  
Tél. 42-96-51-48

donne aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux

#### CARRIÈRES INTERNATIONALES

un enseignement de caractère juridique, diplomatique, économique, commercial et linguistique, ainsi qu'une formation aux applications de l'informatique.

Les cours sont assurés par des professeurs d'Université, des hauts fonctionnaires et des praticiens des affaires internationales. Les études se répartissent sur 4 années. La diplomé donne accès aux études de 3<sup>e</sup> cycle des universités (DEA et DESS) et aux MBA des universités américaines.

Recrutement exigé - Recrutement sur dossier après entretien  
Statut étudiant

SECRÉTARIAT OUVERT DU LUNDI AU VENDREDI DE 9 H A 12 H ET DE 14 H A 18 H

Pour la première fois, des élèves « intellectuellement précoces » sont réunis dans une classe d'une école publique, à Nice. Une expérience qui pourrait avoir des répercussions sur l'enseignement traditionnel.

pour des élèves en âge de maternelle. Si tout va bien, l'an prochain ces pionniers poursuivront leur cursus original, tandis que d'autres classes du même type seront créées pour accueillir les générations suivantes. Au bout du cycle, l'entrée en sixième se fera à l'âge mental - et non pas civil - qui convient à chacun. L'idée de cette expérience vient d'un psychologue, spécialiste de l'enfance handicapée. L'institutrice elle-même a dirigé, pendant seize ans, une école pour handicapés. Ces deux personnes ont une longue pratique d'un enseignement à vitesse variable, où cohabitent des enfants à rythmes et niveaux différents.

comme Poil de carotte, est allé à Zigofolies, un parc d'attractions où Marie, potelée et placide, a elle aussi passé son dimanche.

Tout à tour chacun s'explique avec force détails. « J'ai pas fini, maîtresse ! », s'exclame Fabien, impatient et délégué. Il comprend vite. « Je suis pas bête ! », lance-t-il, provocateur. « Mais tu ne sais pas tout ! », lui rétorque l'institutrice. Ni les parents, ni la maîtresse ne savent tout. Il ne faut pas avoir peur de se tromper. Fabien, un instant interloqué, écoute, comprend : « D'acc ! »

On passe à l'exercice suivant. Les enfants doivent entourer, parmi les



Les « surdoués » de Las Plamas et leur institutrice.

La classe pilote suscite curiosité, méfiance parfois des autres instituteurs, qui aimeraient réduire les effectifs de leurs propres classes... Les douze enfants - on en prévoit vingt - ont été choisis parmi les cent quarante candidats de l'académie dont les parents souhaitaient qu'ils « sautent » la grande section de maternelle pour entrer directement en classe préparatoire. Des tests ont suivi, dont celui du Q.I. L'avis de leurs institutrices précédentes a été prépondérant. L'affaire a été vite menée, en deux mois. N'est-ce pas un peu rapide ? Certains parents ont refusé, rejetant l'« élitisme ». D'autres n'ont pas aimé le quartier : « trop éloigné » ou « trop mal famé ».

Une semaine après la rentrée, à Las Plamas, sans caméra, sans fard, vue du fond de la classe, voici une journée ordinaire de ces douze « surdoués » - pardon, « intellectuellement précoces ».

Lundi, 8 h 30. La sonnerie retentit. Sous le préau, chaque classe se met en rang par deux. Derrière leur institutrice, les douze pionniers - les plus petits de tous - se tiennent par la main. Juliette est en larmes : de matin en matin son chagrin reste entier, sa mère lui manque. Les voici en classe : une première salle sans estrade, mini-tables et petites chaises, une seconde aménagée en atelier et recouverte de moquette. Assis en rond, on raconte son dernier week-end. Frédéric, énergique

prénoms de leurs camarades inscrits sur une feuille, ceux des garçons. « Tu as mis tous les garçons ensemble », demande l'un d'entre eux. « Non... » Alors, maîtresse, tu rends l'exercice plus difficile. En quelques minutes de concentration, le devoir est fait, avec peu d'erreurs. Sans savoir lire, en huit jours de classe, les élèves visualisent déjà tous ces prénoms. Ainsi ont-ils rapidement franchi le premier pas vers la lecture incise dans tous les cours préparatoires. Sauront-ils lire tout autant lire dans trois mois ? « A voir », répond prudemment l'institutrice.

10 h 15 : sonnerie et récréation. Dans la cour, on sort ses jouets - c'est autorisé - et on retrouve les grands. Ceux de la classe « SES » surtout fascinent : « Ils peignent des fenêtres pour de vrai, eux ».

Le retour en classe, bruyant, suscite un rappel à la discipline. Huit enfants très turbulents et quatre autres trop posés, cela fait un étrange mélange. Etienne lève le doigt et attend, impassible et déterminé, qu'on lui réponde. Cécile, elle, est prête à se rouler par terre pour mieux faire remarquer qu'elle lève le doigt. Mais aucun ne joue la grosse tête. « Je redoutais d'affronter des élèves prétentieux ; ce sont

des petits comme les autres », avoue l'institutrice. Après huit jours d'échanges, elle connaît mieux ces enfants, « plus vifs, plus rapides, et parfois plus fragiles. Ils ne doivent en aucun cas faire les frais de cette expérience. Il faut être vigilant ».

11 heures : on passe à l'étude des plantes, une des activités « d'éveil et d'observation » prévues au cours préparatoire. Chacun a apporté des graines, pour faire son jardin, qu'il cultivera en cours d'année. Pépins de melon, noyaux d'abricots, semences de liason... L'enfant décrit sa cueillette à ses camarades.

La sonnerie retentit à nouveau : c'est l'heure du repas à la cantine, sans la maîtresse. Juliette se remet à pleurer, bientôt suivie d'Anaïs. Communicatif... « On n'aime pas la cantine, parce que la surveillante crie, parce qu'il faut manger deux ou trois cuillerées même si ça ne plaît pas, parce que les bancs sont durs », etc.

13 h 30 : retour en classe et à la lecture. On doit colorier des personnages déjà identifiés - le visage de Belo, en première ligne, puis celui de Ratus, en deuxième, celui de Mina, en troisième (1). C'est le repérage du « déjà vu » et l'apprentissage de la lecture, de gauche à droite, d'une ligne à celle qui est en dessous. Lucie, de père martiniquais, décroche un instant. Anaïs, à demi maghrébine, répond juste et vite. Angélique, la plus grande et la plus réservée, arrive première au but. Puis on corrige en commun : les trainards rattrapent les autres. On travaille l'attention et la stabilité dans l'effort.

#### Bien espace

Enfin on étudie la taille de chacun et son évolution. La main va grandir en cours d'année. Comment mesurer la différence ? On va prendre une empreinte dès aujourd'hui, que l'on comparera à celle relevée en fin d'année. Mais comment faire ? « On pourrait tremper notre main dans la plâtre », propose Fabien. Mais on ne dispose pas de plâtre. « On n'a qu'à dessiner le contour sur une feuille de papier », renchérit Marie. Si tôt dit, si tôt fait. Puis on change de jeu : on se met à peindre. Entre ceux qui écrasent le pinceau, « partissent » toutes les couleurs en une infâme mixture, et les autres, aux gestes légers et sûrs, la différence est certaine. Fabien est fier de son « bleu espace », « comme l'espace du ciel », dit-il. Marie chante « c'est un amour » et danse, son dessin terminé.

C'est de nouveau le moment de la récréation et le retour pour le dernier cours. Dans l'atelier, on joue à reconnaître la voix de celui qui parle et qu'on ne voit pas. Les enfants orientent, rient et s'émerveillent.

16 h 30 : la journée se termine. Chacun se précipite dans la cour, vers les grilles où les parents attendent. Frédéric et Pierre-David chantent à tue-tête : « Elle voulait revoir sa Normandie, elle voulait revoir caca-bourrique ». Ils ont cinq ans...

DANIELLE ROUARD.

(1) Méthode de lecture, J. et J. Guion, éditions Hatier.

### Les historiens s'auscultent

La crise de l'histoire et des historiens fait l'objet d'un large débat dans la revue « Vingtième siècle ».

L'HISTOIRE serait-elle une discipline en crise ? La question n'est pas neuve. En revanche, les termes dans lesquels Daniel Roche, professeur à l'université Paris-I, a engagé le débat, le sont. Un article de lui, paru dans le numéro d'octobre-décembre 1986 de la revue *Vingtième siècle*, a suscité de multiples contributions, publiées dans le numéro de l'été 1987. Le texte de Daniel Roche visait à sensibiliser les lecteurs sur « la disproportion réelle entre les exigences modernes de la recherche et les possibilités de son développement nécessaires ». Plus largement, il engageait une réflexion sur la crise de l'Université et de la recherche en France et sur l'évolution de la discipline.

Le premier problème soulevé concerne la crise du recrutement dans les centres de recherche. « Beaucoup d'appelés et peu d'élus » : la formule résume bien l'état actuel de renouvellement des historiens, conséquence à la fois de l'embauche massive d'enseignants dans les années 60, qui fait que la quasi-totalité des postes sont aujourd'hui bloqués, et des contraintes budgétaires. « Les études d'histoire mènent à tout, sauf à l'histoire, et de surcroît l'histoire sous la forme de l'enseignement et de la recherche », souligne Daniel Roche, relayé par de jeunes diplômés.

Parallèlement, nombreux sont les enseignants du second degré qui, comme Jean Peyrot, membre de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie, dénoncent le manque de passerelles entre l'enseignement dans les lycées et la recherche (1). D'où le décalage constant entre les enseignements et les nouvelles orientations de la discipline, ainsi que l'absence de mobilité entre les lycées et l'Université. Tout le monde s'accorde sur la nécessité de renforcer les liens entre

le secondaire et le supérieur, dont dépend « la vie des centres de recherche, leur dynamisme et, en dernier ressort, le développement des savoirs ».

Autre condition de ce développement : mettre fin à la détérioration des conditions de travail. Daniel Roche, Pierre Miquel et Jacques Le Goff s'inquiètent de « la situation des bibliothèques publiques et universitaires, comme des dépôts documentaires, qui traversent une crise sans précédent », résultant de l'accroissement de la fréquentation et de la demande et de la stagnation des moyens. « Priorité politique (...), c'est de la place de l'appareil documentaire dans une société démocratique dont il est question ».

Ce débat engage une réflexion sur le statut de l'historien et de l'histoire dans notre société (2). On ne s'étonnera donc pas que cette discussion intervienne à un moment où l'irruption triomphale de l'histoire sur la scène médiatique et éditoriale et le renouvellement des thèmes, rendu nécessaire par la volonté actuelle de dépasser l'histoire des *Annales*, incite la communauté historique dans son ensemble à se remettre en question.

SANDRINE TREINER.

(1) *Historiens et géographes*, la revue de l'Association, publie dans son numéro de juillet-août un important dossier sur l'année 1977. Signalons, à la Fondation Mosa-Bismarck (34, avenue de New York, 75016 Paris), une exposition sur le même thème organisée par le secrétariat d'Etat aux anciens combattants. Jusqu'au 31 octobre.

La BDIC et le Monde d'histoire contemporaine présentent une exposition « Images de 1917 », à l'hôtel national des Invalides. Jusqu'au 31 décembre.

(2) Un débat sur ce thème est organisé au Centre Beaubourg jeudi 24 septembre à 21 heures, avec Jean-Pierre Rioux, Daniel Roche, Pierre Nora, Patrick Fridenson et Jean-Noël Jeanneney.

### INSCRIPTIONS IMMÉDIATES RENTÉE OCTOBRE COMMUNICATION PUBLICITE MARKETING

Création publicitaire, marketing, stratégie...  
Les nouveaux médias appellent de nouveaux responsables de la communication moderne de demain.

EN DEUX ANS

PREPARATION  
AU DIPLOME D'ETAT  
BTS  
communication et action publicitaire

**IECP**

INSTITUT EUROPEEN DE  
COMMUNICATION ET PUBLICITE

3<sup>e</sup> ANNÉE

Parcours Européen et International  
Stages et missions pour la  
préparation du

P.E.M.C.I.

Projet Européen de Management  
en communication internationale

**DIPLOME INTERNATIONAL  
DE COMMUNICATION**

en association avec le centre de  
management en communication de GENEVE

Admission : bac ou niveau bac.

Financement à 100 % du montant des  
études.

IECP INSTITUT EUROPEEN DE  
COMMUNICATION ET PUBLICITE

Etablissement privé d'enseignement  
supérieur du Groupe IPSA.

71, RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORE - 75006 PARIS (1) 42 66 66 82

Documentation gratuite

NOM

PRENOM

ADRESSE

CODE POSTAL

LOCALITE

TELEPHONE

DATE

NIVEAU D'ETUDES

**ANGLAIS COVENT GARDEN LONDRES**  
Diplôme à 400 heures. Cours intensifs et courts.  
Nouveaux centres de l'enseignement.  
Sole College  
London  
Appliqué par le British Council  
64-65 Long Acre, London WC2E 9LH (Angleterre)  
Tél. : (44) 1-340 2561, Tél. : 288312 (Windsor School)

### LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir  
**assistant-réalisateur  
scripte  
monteur-monteuse**

Cours directs (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années)  
Cours par correspondance (1<sup>re</sup> année théorique seulement)

**CLCF**  
18, rue du Delta, 75009 Paris  
Tél. (1) 48.74.65.94  
Documentation M sur demande

مكتبة من الكتب







## CINÉMA

## Les diaboliques

Il paraît que voyantes et médiums n'ont jamais été autant sollicités. On voit que les chets spirituels règnent sur les esprits et profèrent des directives. Syndrome millénariste ? En tout cas, le cinéma suit le mouvement. Les déviations

sexuelles ne faisant plus rire, il s'attaque aux déviations religieuses.

Marco Bellocchio a fait raser — haute coiffure — le crâne de Béatrice Dalle, il est en train de la faire brûler sur un bûcher de sorcière...

Mais, déjà, les diables sont sur nos écrans. Cette semaine seulement, trois films de genres différents. Le suspense avec *Envoûtés*, la poésie avec *Le Moine et la Sorcière*, le burlesque avec les *Sorcières d'Eastwick*.

## « Envoûtés », de John Schlesinger



Au centre, Malik Bowens

## « Les Sorcières d'Eastwick », de George Miller



Jack Nicholson

PARCE que, à Minneapolis, sa femme s'est électrocutée en éteignant la cafetière qui débordait, Martin Sheen, psychologue pour flics à problèmes, s'en retourne avec son fils de dix ans à New-York où il avait fait ses études. Qu'il se sente coupable n'a rien d'étonnant : s'il n'avait pas laissé sa femme essayer pieds nus le lait qu'il avait lui-même renversé, rien ne serait arrivé. Cela dit, il n'est pas du genre veuf inconsolable. Dès le premier échange de regards, il s'intéresse à sa propriétaire, belle femme mûre juste au bord de s'abîmer, l'épouvante Helen Shaver.

Coup de foudre provoqué, mais il ne le sait pas, par les manigances de sa femme de ménage hispanique, adepte d'une secte qui pratique la magie bienfaisante. A côté, d'autres détournent les forces spirituelles au profit du mal, et vont jusqu'à sacrifier leurs propres fils pour obtenir les réusites matérielles, professionnelles, etc. Tout psy qu'il soit, Martin Sheen met du temps à comprendre, à admettre, à démêler, à distinguer ceux qui veulent le bien de ceux qui font le mal — il faut dire à sa décharge qu'il est, toujours sans le savoir, extrêmement impliqué dans l'affaire.

John Schlesinger définit son film *Envoûtés* — *The Believers* — comme un « suspense psychologique sur fond d'occultisme, qui évoque des rites mystiques d'origine africaine, implantés en Amérique du Sud et aux Caraïbes ».

l'époque de l'esclavage, un thriller, un divertissement émaillé de scènes choes. Il a étudié ces religions, auxquelles, dit-il, adhèrent des millions d'Américains (*le Monde* du 6/9), et bâtit son histoire avec le sérieux sans faille d'un sociologue néo-baba, qui aurait abandonné sa mauvaise conscience d'homme blanc matérialiste, en même temps que sa fascination pour l'irrationnel, les connaissances révélées, les chamanes et autres gourous.

## Fantasmes exotiques

Les cultures primitives n'étant plus synonymes d'innocence, John Schlesinger s'en méfie, et comme la subtilité n'est pas sa principale qualité, il frôle les fantasmes exotiques des temps anciens — danses de mort des cruels Indiens, tam-tam obsédants des Nègres cannibales... Entre les poursuites traditionnelles des thrillers et le vaudou de pacotille, la magie noire à Central Park, les cadavres de poulets et de chèvres bourdonnant de mouches parmi les bougies et les statues de la Vierge, les insectes et couleuvres grouillant à l'intérieur des corps, nous avons droit à quelques séances de transe menées par Malik Bowens — qui se tort le bras, les yeux révulsés, ou bien, silencieux et imperturbable, de son regard voilé par des lentilles claires, hypnotise et envoûte. Lui qui travaille habituellement avec Peter Brook a dû se trouver déconcerté.



## « Comédie ! » de Jacques Doillon

## La rivale de pierre

C'EST le point d'exclamation le plus significatif de la rentrée. Aussi joli que le point sur le i du verbe aimer. Aussi précis, aussi porteur d'intentions, aussi ferme qu'une déclaration. Moi, Jacques Doillon, à la quarante-troisième année de mon âge, déclare, sans trahir en rien la bienheureuse angiosse qui féconde mon œuvre, me sentir capable de donner au cinéma français une comédie. Que dis-je une comédie, une comédie !

Le pari était périlleux, la fougue introspective de Doillon, peintre inspiré des détresses intimes, son talent exalté, sa capacité tenace à dénouer d'un scalpel compatissant les conflits de famille, depuis la *Femme qui pleure* jusqu'à la *Puritaine* en passant par la *Fille prodigue* et la *Pierre*, ne le prédisposaient pas à traiter sur le mode badin un des drames les plus ravageurs de la vie à deux : la jalousie.

Et pourtant, dans *Comédie !* il s'agit bien de cela. Rien que de cela, en fait. Trois personnages seulement, le triangle éternel, pour ce vaudeville irrésistible. Elle (Jane Birkin), Lui (Alain Souchon), et... l'Autre. En l'occurrence — c'est l'idée épatante du film — l'Autre n'a pas les yeux bleus, ou les cheveux blonds, ou un corps de reine. Non, l'Autre a deux corps de bâtiment, des murs crépis et un jardin méritant sous le dur soleil de Haute-Provence. L'Autre est une maison.

Une maison hantée par toutes celles qui l'ont précédée. Elle. Alors, Lui, bon type plutôt pleide, parti pour un joli week-end d'amoureux sans histoire faisant poliment son office d'hôte prévenant : « Voilà, je te présente ma maison, elle est sympa, n'est-ce pas ? », ne sait pas à quoi il s'expose.

Pour exorciser les tendresses passées qu'elle soupçonne incrustées partout, dans le creux du lit comme dans la poêle à frire, elle va multiplier les pleurs, les bouderies, les caprices, les interrogatoires de police et les scènes de carnage. Elle va cisail-

ber du charme. Et parvient presque par son rythme, sa nervosité (ne pas oublier que Doillon est un très grand monteur), à surmonter le handicap d'une forme éminemment théâtrale. Il doit bien sûr beaucoup à ses interprètes qui ne haussent pas



Jane Birkin et Alain Souchon

ler les arbustes, simuler un suicide dans la piscine, haïr de toute la force de son encombrant amour cette rivale de pierre qui a accueilli, abrité, bercé, toutes ses rivales de chair.

Et Lui, hein, que peut-il faire ? Préparer une consolante ratouille ? Inopérant. Tentir un câlin apaisant ? Insuffisant. Il doit seulement — mais comme il tarde — prononcer la formule magique : « Je t'aime ». Alors tous les gracieux fantômes à l'instant même s'évanouissent, alors un nouveau couple, un vrai, habitera la maison...

Ce conte orageux, quasi romesrien (tendance Masoch) a

le film au-dessus de son ambition, qui s'amuse en catimini, mettant d'un sourire furtif, d'un regard gentil, des bémols bien-venus aux deux d'hystérie.

Souchon est enfin à l'aise, enfin lui-même, bien dans ses baskets de séducteur frileux, un peu tendre et un peu muile, contemporain. Et la Birkin, délicieuse enquinquiseuse, joue comme il se doit lorsqu'on veut faire rire avec ce qui n'est pas drôle : sincèrement, sérieusement. Ainsi elle séduit, elle émeut, frôle le pathétique, biffure brusquement vers le burlesque, un bonheur. Pardon, un bonheur !

DANIELE HEYMANN.

qui a rencontré quelqu'un qui l'a vu, mais personne ne se souvient de son nom. Puis quelqu'un le nomme et le voilà avec une identité. Enfin, on l'entend : au cours d'un concert, un roulement léonin, qui résonne comme dans une cathédrale. Le choc d'une chute. Jack Nicholson qui dormait à grand bruit est tombé. Se réveille. Applaudit à tout rompre, adresse des sourires pesamment enjôleurs à Susan Sarandon qui joue du violoncelle.

Ainsi donc, le diable, le Malin dans toutes sa puissance mâle, c'est lui, bedonnant, dégaré, les traits mous, le menton plissé, et il n'a pas besoin de lentilles pour que son regard flou hypnotise ses victimes affolées. En un rien de temps, elles succombent, car il leur dit ce qu'elles ont envie d'entendre et ce ne sont pas de romantiques paroles... Il est trivial franchement vulgaire, mais il faut croire que ces bourgeois coïncées de la Nouvelle-Angleterre n'attendaient que ça.

C'est en tout cas ce qu'imagine George Miller. Il s'inspire d'un roman de John Updike, et va plus loin dans l'ironie sauvage. Après un début un peu plus lent, il fonce dans le burlesque, pastiche allégrement les lois du genre, ou plutôt des genres — de *Exorciste* à la comédie sentimentale. George Miller frappe à grands coups dans les hypocrisies morales et la banalité des imaginations érotiques.

Après avoir oublié tout sentiment de jalousie, et vécu ensemble des délices de Capote façon Disneyland, les trois amies commencent à en avoir assez de leur macho diabolique. Elles s'aperçoivent qu'il leur a donné un peu de ses pouvoirs, les utilisent pour se venger, tout au moins se débarrasser de lui (c'est une fable). Et voilà le pauvre Nicholson, tout seul dans sa belle demeure magique, face à son mur d'images, tout rabougri de ne plus servir à rien. En amant éconduit, il vient par une nuit d'orage quémander un peu d'amour, se comporte en mari attentionné, mais c'est bien entendu à ce moment-là que les trois harpies prennent leur revanche, ayant obtenu de lui le mieux qu'elles pouvaient en tirer : un enfant chacune.

George Miller ne respecte rien ni personne, se moque de ses personnages tout en leur manifestant une sympathie complice, comme si, à travers eux, il se mettait en scène sans amertume ni complaisance... A ses comédiens, il laisse une grande liberté de fantaisie. Plus Jack Nicholson en fait, mieux c'est, donc il est formidable et aussi Susan Sarandon — la plus coïncée des trois et la plus virulente — Veronica Cartwright, la mégère puritaine...

Le tableau de la bourgeoisie américaine n'est pas profondément original, mais plein de détails justes, de jubilation, de méchanceté, de virtuosité. Alors on rit, on se délecte.

COLETTE GODARD.

## « Le Moine et la Sorcière » de Suzanne Schiffman

AVEC un peu de folie, un brin de fantaisie, Schlesinger aurait pu s'en sortir. Mais là, c'est dur. D'ailleurs, traiter des croyances passées n'est pas simple, si on veut en garder la force. Pour son premier film, *Le Moine et la Sorcière*, Suzanne Schiffman, qui a été assistante de François Truffaut, plonge carrément dans le Moyen Âge, cite, bien entendu, Michelet et Barthès, et choisit, en bonne cartésienne, de montrer les raisons et les effets des superstitions.

Elle n'est pas crédible pour autant. Elle a beau faire briller des bûches dotées dans des berceaux d'époque, faire aboyer des chiens au pied d'authentiques murailles, soigner les éclairages dorés des ciels campagnards sur la terre brune qui colle aux sabots, on ne s'intéresse pas outre mesure aux doutes de ce moine — Tcheky Karyo — chasseur de sorcières, qui arrive dans un village où la tombe d'un chien est un

autel, où les femmes ont recours à une guérisseuse solitaire — Christine Boisson — qui connaît tous les secrets de la nature. Il ne succombera pas à ses charmes, mais c'est tout juste, elle ne sera pas brûlée mais c'est également tout juste. La raison et la sagesse du bon vieux curé — Jean Carmet — triompheront des fanatismes, des obscurantismes et des manœuvres du cynique seigneur — Fiodor Atkine.

On n'arrive pas à s'intéresser, encore moins à y croire, parce que les comédiens, aux prises avec un texte à tendances archaïques et des personnages complètement littéraires, sont raides et malsadroits, à l'exception de Jean Carmet. Mais lui, il a un tel métier et un tel poids d'humanité que rien ne semble pouvoir le gêner. Suzanne Schiffman a parié sur une alternance d'imagerie et de naturalisme. Le résultat fait penser à une émission régionaliste sur le monde paysan au treizième siècle.

هكذا من اجل



## EXPOSITIONS

## Un entretien avec Francis Bacon

### « Je suis un peintre réaliste »

Le 30 septembre prochain s'ouvre à la Galerie Lelong à Paris (13, rue de Téhéran) une exposition des œuvres récentes de Francis Bacon. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le peintre anglais parle de son œuvre, de ses maîtres et de ses contemporains.

— Vous êtes un peintre réaliste...  
— Oui, je suis un réaliste.  
— Qui peint des portraits...  
— De temps en temps...

— Des autoportraits et des autres, dans une époque où les artistes ne peignent plus ni portraits, ni autoportraits, ni autres. Que pensez-vous de cette situation ?

— Je pense que les œuvres les plus intéressantes de notre époque sont les œuvres réalistes, simplement. Picasso se considérait toujours comme un peintre réaliste. Le reste, pour moi, ça ne compte pas — et je n'ai jamais aimé cet expressionnisme contemporain. Il est fon et flou à la fois. Je préfère encore l'expressionnisme allemand du début du siècle, Kirchner, tous ces peintres-là... Au fond, voyez-vous, ce que j'aime essentiellement, c'est l'art égyptien. C'est le plus grand art que l'on ait jamais fait. Vous n'avez qu'à regarder les merveilleuses têtes sculptées...

— Il est curieux qu'un peintre comme vous se réfère d'abord à cela. On s'attendrait à des références picturales.

— Pourquoi ? Vous savez, il y a de très, très grands peintres, comme Vélasquez ou Rembrandt, comme Goya de temps en temps, mais il y a peu d'œuvres merveilleuses dans la peinture, au total. Elles sont très rares.

— Rembrandt, Vélasquez, Goya. Ingres peut-être ?

— Rembrandt est sans doute le plus grand, dans ses portraits et dans ses autoportraits. Il n'y a pas de mauvais Rembrandt... Ingres ? Pourquoi Ingres ?

— Vous avez exécuté une toile d'après (Edipe et le Sphinx). Était-ce un hommage ?

— Un hommage ? Non. Pourquoi ? C'est ridicule les hommages. Mais j'aime bien quelques portraits d'Ingres. Voilà tout. Je n'aime pas l'idée que l'on peigne d'après les peintures des autres.

— Mais vous avez peint d'après un des lambeaux de Vélasquez, cependant. Et d'après Van Gogh.

— Oui. Mais parce qu'à ce moment-là je n'avais plus d'idée, je ne savais pas quoi peindre. Van Gogh, c'est parce qu'il me fallait des œuvres pour une exposition, et que j'avais peu de temps.

— Qui s'occuperiez-vous des peintures du vingtième siècle ?

— Picasso, justement. Mais peut-être moins pour sa peinture que pour ses idées. C'était un homme plein d'inventions, plein d'idées nouvelles. Mais, est-ce que

cela en fait un très grand peintre ? Je ne sais pas. Souvent, je préfère sa sculpture à sa peinture. Mais enfin... C'est le plus grand de ce siècle, bien sûr... Mais c'est difficile, si difficile, la peinture. C'est un mensonge, un mensonge à travers lequel il faut essayer d'attraper une vérité, ou de dire une vérité.

— C'est ce à quoi vous parvenez dans vos toiles.

— Pas souvent... De temps en temps, quelque chose marche, pas toujours. Il y a si peu de toiles dont on puisse être sûr. Et tant

et des débuts du cubisme, vers 1909-1910. C'est une période qui n'a pas duré bien longtemps. Après 1914, c'est devenu décoratif.

— Vous avez dit que les œuvres de dernier Picasso vous intéressaient moins.

— Oui, pour moi, elles sont moins intéressantes. A mon goût, elles manquent trop de rigueur.

— De rigueur ?

— J'aime la rigueur dans la peinture. Pas dans la vie, mais dans la peinture, oui.

— En dehors de Picasso, qui

trait, et moi je n'ai rien de commun avec cela. L'art abstrait ne me touche pas, parce que ça reste de la décoration. Je ne peux pas vivre avec de la peinture abstraite, elle me lasse.

— Toute la peinture abstraite ?

— Mais oui.

— Vous avez pourtant acquis une encre d'Henri Michaux.

— Elle ne me semblait pas tout à fait abstraite. J'y voyais des hommes dans un champ, suivant des sillons. Mais, de toute façon, j'ai fini par la donner à un ami, j'en avais assez.

— Oui, en un sens, puisqu'il s'agit presque toujours de représentations du corps humain... Voyez-vous, une des toiles de moi que je préfère, c'est *le Torse* qui est au Centre Pompidou, parce que, là, j'ai su réduire à l'essentiel un corps humain, en ne passant de la tête. Je vais recommencer dans cette manière, j'espère. Cet essentiel, c'est ce que je recherche en peinture. Je crois qu'au fond c'est un goût très classique. C'est le mien en tout cas.

— Dans la plupart de vos toiles, les références à la réalité abondent : on trouve des lavabos, des bicyclettes, du mobilier, des ampoules pendues à leur fil... Pensez-vous que, de ce point de vue, vous soyez proche de l'esthétique du pop art ?

— Je n'y ai jamais pensé, pas de cette manière, mais je ne sais pas... Nous appartenons tous à une époque, on est ici, maintenant, on peint ce que l'on voit. Giacometti, dans ses dessins, montrait lui aussi des chaises, des objets de cuisine, parce qu'il ne pouvait pas faire autrement.

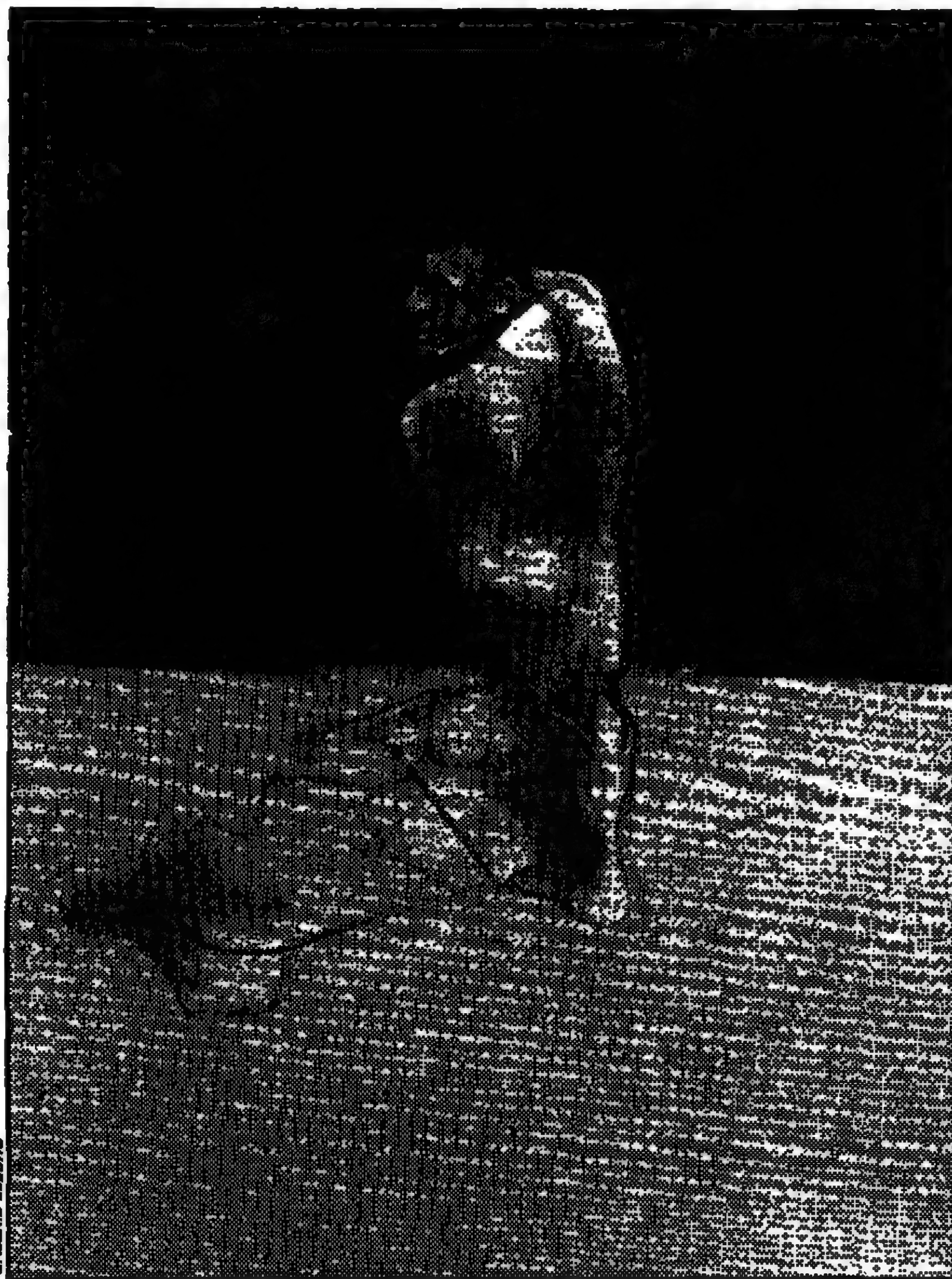


Francis Bacon.

— Ce réalisme est lié à des images presque toujours tragiques. Les corps portent des blessures, des plaies, des mutilations. Etes-vous, à votre manière, un peintre tragique ?

— Je ne crois pas. C'est la vie de tous les jours, cela... Il suffit de regarder ce qui arrive. Vous ne trouvez pas ?

Propos recueillis par PHILIPPE DAGEN.



Francis Bacon : Étude pour le portrait de John Edwards, 1986.

dont on est sûr qu'elles ne sont pas bonnes, pas comme on avait pu le croire. Il y a des toiles que je n'aime plus. Il m'arrive de penser que j'aurais dû détruire beaucoup plus que je ne l'ai fait.

— Les louanges ne vous rassurent-elles pas ?

— Les louanges... Mais qu'est-ce qu'elles prouvent ? On ne sait pas, voilà tout. Pour savoir, il faut des années et des années. Je serai mort et bien mort avant que l'on sache vraiment. Comment savoir ce qui va durer, ce qui en vaut la peine ? Même avec Picasso, on ne sait pas. Je crois qu'on se souviendra des années 30

retenez-vous encore ?

— Giacometti, je pense. J'aime beaucoup ses dessins. Plus que ses sculptures ou que ses peintures. Ce qu'il avait à dire, il l'a dit dans ses dessins. Je crois que Giacometti est le plus grand dessinateur du vingtième siècle.

— Avant Matisse ?

— Je n'aime pas Matisse, je déteste sa ligne. C'est toujours très décoratif, quoi qu'il fasse. Il y a de beaux tableaux, bien sûr, mais très peu : ceux où il s'approche du cubisme, essentiellement. On parle toujours beaucoup de ses découpages...

— Les gouaches découpées.

— C'est ça. Il y a en peut-être deux ou trois qui marchent, tout au plus. Matisse manque de force. D'instinct, je ne l'aime que très peu.

— Pour en revenir à votre propre œuvre, vous avez dit au moins un point commun avec Matisse, celui d'avoir commencé tard votre œuvre. Pourquoi si tard ?

— Je suis né en Irlande, où l'on n'apprend rien, si ce n'est à dessiner des chevaux. Les Irlandais, comme les Anglais, sont au fond des écrivains. D'ailleurs, la plupart des peintres intéressants de ce pays ne sont pas anglais : Lucian Freud est allemand, Frank Auerbach est allemand... Les arts plastiques viennent vraiment de la Méditerranée, du sud de l'Europe, de la Grèce, de l'Égypte. Les Anglais sont trop loin.

— Vous avez dit que vos compatriotes n'aimaient pas votre peinture. Serait-ce à cause de cet éloignement ?

— Je ne sais pas. Les Anglais n'aiment pas ma peinture, ils ne l'achètent pas. Et les Américains font de même. Ce n'est pas la même chose sur le continent... De la part des Américains, ce n'est pas surprenant : ils veulent leur propre art, l'expressionnisme ab-

— Donc, après l'Irlande, vous avez vécu à Berlin, vous avez été designer, et vous avez appris la peinture en autodidacte.

— En autodidacte, heureusement. On malheureusement, je ne sais pas. Je n'ai jamais étudié la peinture. J'ai simplement pensé : pourquoi ne ferais-je pas de la peinture moi-même, plutôt que de regarder celle des autres ?

— De la peinture ou des dessins ?

— Pas de dessin. Je n'en fais jamais, je ne l'aime pas. Je travaille tout de suite sur la toile avec les couleurs. De temps en temps, je fais un dessin sur la toile, au pinceau, pas plus. Je crois que je ne suis pas très doué pour dessiner, et d'ailleurs je n'aime guère les dessins des autres.

— Comment se déroule l'exécution d'une de vos toiles ?

— Avec la couleur, directement.

— Mais encore ?

— C'est tout. On ne peut pas en dire plus, c'est mystérieux, il y a le hasard. Et puis les mots ne servent à rien, il faut voir et sentir. Tout ce qu'on peut dire est inutile, c'est très extérieur, superficiel. Voyez avec Rembrandt, les autoportraits, qu'est-ce qu'on peut dire de la manière dont c'est fait ? Rien, presque rien. On les voit, cela suffit. Les mots et la peinture sont deux langages différents.

— Vous avez cependant publié deux volumes d'entretiens avec David Sylvester.

— Je ne le ferais plus. Qu'est-ce que nous avons dit de sérieux sur la peinture elle-même ?

— A propos de la genèse de vos tableaux, permettez-moi d'insister : vous dites que vous attaquez avec la couleur. Mais pas dans le désordre. Avec un principe de composition.

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE  
28, bd Raspail (7<sup>e</sup>) - 45-49-16-26

« AVEC DES FLEURS  
TU PEINS LE MONDE »

Art populaire du Mexique

Bijoux, tissages, céramiques,  
bois, laques, métaux, masques,  
tableaux huicholes

Du 25 septembre au 24 octobre

PREMIÈRE : 2 OCTOBRE

THÉÂTRE DES ARTS-HÉBERTOT

CLAUDE RICH

ANNE ALVARO

UNE CHAMBRE

SUR

LA DORDOGNE

de Claude RICH

M. en S. JORGE LAVELLI

avec

MAX VIALLE

ANDRÉ WEBER

et

MAURICE BARRIER

43.87.23.23 et 43.87.23.24

LA MOUS BOUGNY PRÉSENTE AU  
Théâtre de la Bastille  
43.57.42.16

L'HYPOTHESE

DE ROBERT PINGET

avec

DAVID WARRILOW

MISE EN SCÈNE

JOEL JOUANNEAU

DU 15 SEPT

AU 25 OCT

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

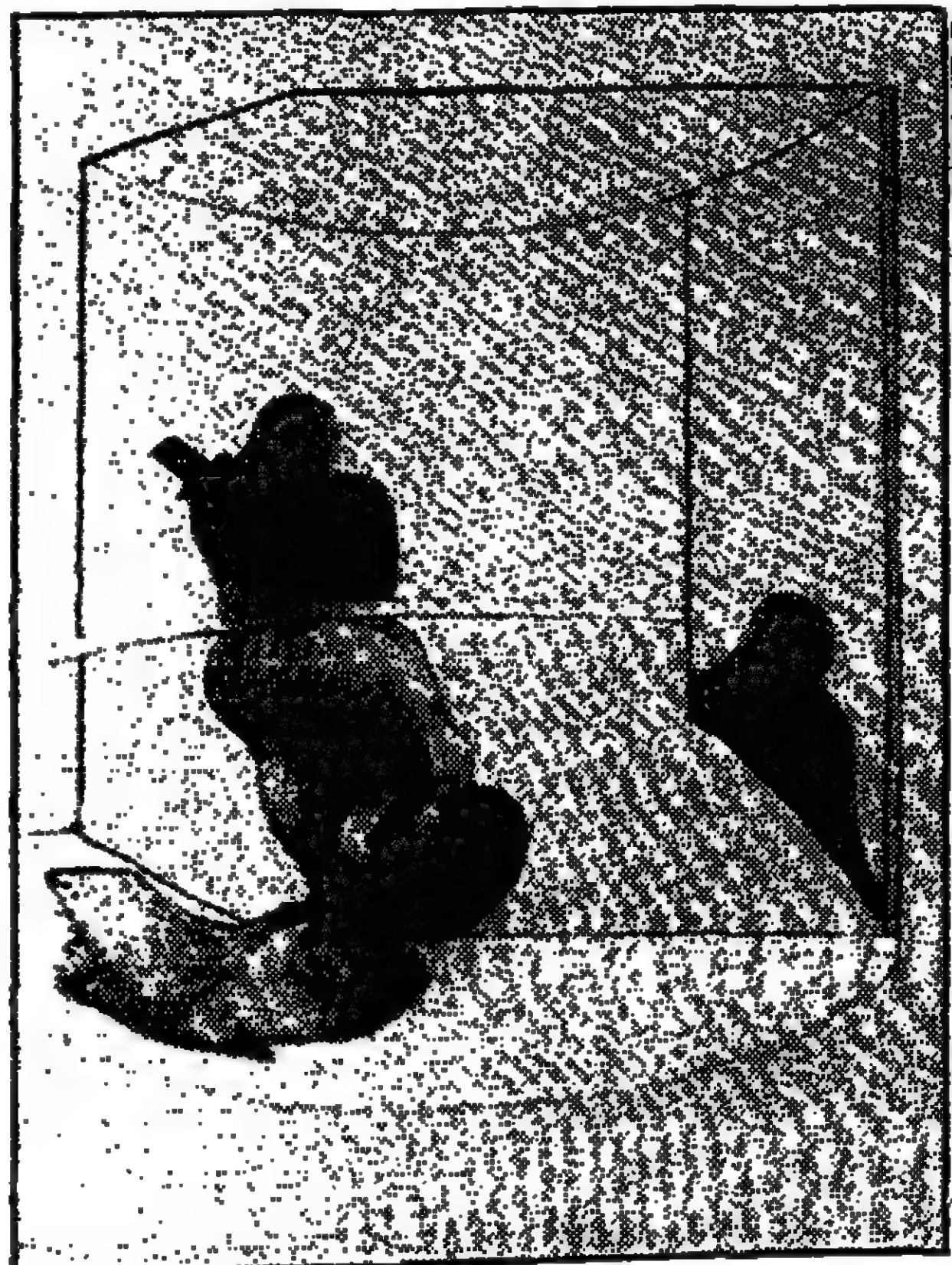
43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16

43.57.42.16



Francis Bacon : Étude du corps humain, 1986.

Infos MINITEL  
3615 Taper CLUBA Code utilisateur CANNES  
3615 Taper MDF

Pour tous renseignements : Direction des affaires culturelles  
de la ville de Cannes  
La Malmaison, 47, la Croisette, 06400 Cannes - Tél. : 93-38-78-14.

(\*) Programme sous réserve de changement.



## EXPOSITIONS

## Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-71-13-33).

ANTONIN ARTAUD. Salle d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage. Jusqu'au 11 octobre.

VINCENT CORPET, MARC DESGRANDCHAMPS, PIERRE MOIGNARD, FRANÇOIS PERRODIN, MARIE-FRANÇOISE POUTAYS, MICHEL VERJUX. Galeries contemporaines (rez-de-cl. Mezzanine). Jusqu'au 22 novembre.

DEUX ANS D'ACQUISITIONS DU CABINET DE LA PHOTOGRAPHIE AU MUSÉE NATIONAL D'ART MODERNE. Galerie du Forum (rez-de-cl.). Jusqu'au 26 octobre.

LE COURRIER DE L'UNESCO. Salle d'actualité de la Bibliothèque publique d'information. Jusqu'au 10 octobre.

LIBERTÉS ET LIMITES: PORSCHÉ-DESIGN. Galerie des Brèves du CCL. Du 16 septembre au 26 octobre.

RICHARD ROGERS MAGASINS D'USINES, SAINT-HERBAIN, FRANCE. Centre d'information du CCI (rez-de-cl.). Jusqu'au 5 octobre.

IL COSMO DEL COLLETTA. Chac. Orléans: Centre d'information du CCI. O. Gehry. Galeries contemporaines. Jusqu'au 5 octobre.

## Musées

FRAGONARD. Galeries nationales du Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower (42-56-09-24). Jusqu'au 4 janvier 1988.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HEINRI LARTIGUE. Photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 3 janvier 1988.

LES PRIMITIFS ITALIENS DU MUSÉE FRESCHI D'AJACCIO. Jusqu'au 5 octobre. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée principale (au-dessus des Tuileries, face au pont Royal (42-60-39-26)). De 9 h à 17 h.

PISSARO VU PAR BRASSAL. Musée Pissarro (42-71-25-21). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15, le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 28 septembre.

KALITEK EN CHINE. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, Musée des enfants (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 novembre.

LUCIANO FABRO. Etat: JOHN ARMSTRONG. ARC. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 27 septembre.

L'ESTAMPE EN FRANCE DU XVI<sup>e</sup> AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE. Bibliothèque Nationale, galerie Marmottin et salle Mon-

treuil, 58, rue de Richelieu. Jusqu'au 2 novembre.

IAN HAMILTON FINLAY. Galerie de l'estampe contemporaine. Bibliothèque nationale, Rotonde Colbert, 4, rue Vivienne, 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-13). Sauf le dimanche de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 31 octobre.

IMAGES DE JARDINS. Musée national des monuments français, place du Trocadéro. Sauf mardi, de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre.

RARIS AFFICHES 1980 des collections de musée. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). Sauf le mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 9 novembre.

TRÉSORS DU TIBET, région autonome du Tibet-Chine. Muséum national d'histoire naturelle. Galerie de botanique, 18, rue de Buffon (43-36-14-41). Entrée: 25 F. De 11 h à 18 h 30. Samedi jusqu'à 20 h. Jusqu'au 31 octobre.

NATALIA DUMITRESCU-ALEXANDRE ISTRATI. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli. Entrée: 18 F. Jusqu'au 18 octobre, de 12 h 30 à 18 h. (Fermé lundi et mardi).

ANCIEN PÉROU: vie, pouvoir et mort. Musée de l'homme, palais de Chaillot (45-33-70-60). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1988.

HOMMAGE A CHRISTIAN DIOR, 1947-1957. Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h; le dimanche, de 11 h à 18 h. Entrée: 25 F. Tarif réduit: 18 F. Jusqu'au 4 octobre.

ARCHITECTURE A DECOUPER. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-32). Jusqu'au 31 octobre.

LE SACRÉ: A PROPOS D'UN MILLÉNAIRE, 967-1987. Hôtel de Soubise, Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois. Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Jusqu'au 12 octobre.

ESPACE FRANÇAIS. Vision et Aménagement, X<sup>VI</sup>e, début XIX<sup>e</sup> siècle. Hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple. Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Le mercredi de 12 h à 18 h. Jusqu'au 5 octobre.

FIGURES D'UN TEMPS: LA III<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE. Musée de la Ville de Paris, rue de la Harpe-Midi (42-22-23-82). Sauf mardi, de 14 h à 18 h; le mercredi de 12 h à 18 h. Jusqu'au 5 octobre.

ÉLÉPHANTILLAGES. Musée en herbe. Jardin d'acclimatation. Bois de Boulogne (47-47-47-66). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée: 12 F. Jusqu'au 30 octobre.

LA LUMIÈRE DÉMASQUÉE. Jusqu'au 2 novembre: gravure et impression: du bois au laser. Jusqu'au 25 octobre. Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Carlier (40-05-72-72). Mardi, jeudi et vendredi, de 10 h à 18 h; mercredi, de 12 h à 21 h; Samedi, dimanche et jours fériés, de 12 h à 21 h.

MARC ALLEGRET: CARNETS DU CONGO. Musée des Arts africains et océ-

**Le Monde Informations Spectacles**  
**42-81-26-20**  
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)  
Réservation à prix préférentiels avec le Carte Club

nies, 293, avenue Daumesnil (45-33-16-00) et ALGERIE. EXPRESSIONS MULTIPLES. Jusqu'au 4 janvier 1988.

PROJETS DE DUFFY POUR LA FÉE ÉLECTRICITÉ. Musée de l'Énergie, place de la Concorde (42-45-99-48). Sauf le mardi, de 9 h à 17 h 15. Jusqu'au 28 septembre.

DEUX ET DÉSSÉS. Musée Bourdelle, 16, rue A-Bourdelle (45-48-67-27). Jusqu'au 27 septembre.

ADALBERTO MECARELLI: Entre ombre et lumière. Galerie expérimentale, Cité sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Carlier (42-41-33-88). Jusqu'au 24 octobre.

## Centres culturels

CORBU VU PAR. Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon. Sauf dimanche et lundi, de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 7 novembre.

LE CORBUSIER ET PARIS. Années de la maîtrise du XIV<sup>e</sup> arrondissement, 12, rue Duroc. Tous les jours de 11 h 30 à 18 h. Jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre.

RETROSPECTIVE DE L'ARCHITECTE HELMUT JAHN. Paris Art Center, 36, rue Falguière (43-22-39-47). Jusqu'au 5 décembre.

RAYMOND QUENEAU, REGARDS SUR PARIS. Salons d'accueil de l'Hôtel de Ville, 29, rue de Rivoli. Tous les jours, sauf dimanche et fêtes, de 9 h à 18 h. Entrée gratuite. Jusqu'au 30 septembre.

PRÉVERT, POÈTE POUR TOUS LES ÂGES. Maisons de la poésie (42-36-27-53), 101, rue Rambuteau. Entrée libre tous les jours, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 27 décembre.

JEUNE SCULPTURE 87/2. Port d'Austerlitz (45-42-99-15). Tous les jours sauf le mardi de 12 h à 18 h. Jusqu'au 11 octobre.

ATHIOPIA, VESTIGES DE GLOIRE. Fondation Depper, 50, avenue Victor-Hugo (45-00-01-50). Jusqu'au 10 octobre.

SCÉNOGRAPHIES AU BAUHAUS. Goethe-Institut, 31, rue de Condé (42-26-09-21). Jusqu'au 16 octobre.

LE VENT DU NORD IV. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). Jusqu'au 18 octobre.

ANDRÉ MASSON, AUTOMATISMES. Du dessin à la peinture. Cécile de la Sorbonne, place de la Sorbonne. Jusqu'au 18 octobre.

« ARBORESCENCE ». Hôtel de Ville (Salle Saint-Jean). Jusqu'au 8 octobre.

LE DÉCOR DES BOUTIQUES PARISIENNES. Musée de la Ville de Paris, 31, rue Péclet (42-72-93-41). Jusqu'au 28 octobre.

LOUIS XVII. Mairie de V<sup>e</sup> arrondissement, 21, place du Panthéon. Ouverte tous les jours de 10 h à 17 h 45. Entrée libre (42-72-93-41). Jusqu'au 25 octobre.

GÉOMÉTRIES: BOZZOLINI, PIERRE, FAZZA, DI TEANA. Orangerie de Bagatelle, Bois de Boulogne. Tous les jours, de 11 h à 18 h (42-76-41-35). Jusqu'au 11 octobre.

CHEMIKIN. Trianon de Bagatelle, Bois de Boulogne. Tous les jours de 11 h à 18 h (42-76-49-61). Jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre.

BIENNALE DU BIJOU PRÉCIEUX/SEMI-PRÉCIEUX. Bibliothèque Forney, Hôtel de Sully, 1, rue de Figner (42-76-14-60). De 13 h 30 à 20 h, de mardi au samedi. Jusqu'au 12 novembre.

COLUB. Galerie Darthea S. Peyer, 6, rue J.-Calot (43-54-78-41). Jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre.

JEAN-PIERRE JOUFFROY: La figure du corps. Galerie Michèle Brouta, 31, rue des Bergers (45-77-93-71). Jusqu'au 12 novembre.

LOUIS LATAPÉ: Grande synthèse 1950-1970. Galerie Bernard Davignon, 76, rue Vieille-du-Temple (48-04-52-50). Jusqu'au 20 octobre.

JOSEPH BEUYS (Multiples, documents). Papiers. Galerie Antoine Candau, 15, rue de Keller (43-38-75-51). Jusqu'au 9 octobre.

TRAVAUX SUR PAPIER 1947-1967. Galerie Alain OUDIN, 28 bis, boulevard Sébastopol (42-71-83-65). Jusqu'au 17 octobre.

JOHN ARMSTRONG, OLIVIER MOSSET, GERWALD ROCKENSCHAUB, ALLAN McCOLLUM. Galerie Sylvana Lorenz, 13, rue Chapon (48-04-53-02). Jusqu'au 31 octobre.

NICOLAS FEDORENKO, MICHEL HAAS, CLAUDE HENRY. Galerie Regard, 11, rue des Blancs-Manteaux (42-77-19-61). Jusqu'au 10 octobre.

HUNG RANNOU, ALAIN LEONISI. Galerie de la Vierge, 119, rue Vieille-du-Temple (48-04-86-40). Jusqu'au 14 octobre.

LA BELLE ÉPOQUE DE LA FEMME. (Gravures et lithographies). Artforum, 9, avenue Matignon (42-99-16-16). Jusqu'au 10 octobre.

MASAO HAJIUMA, LAURENT HOUS, BERNARD MARTELET. Galerie Jacqueline Feldman, 8, rue Popincourt (47-00-87-71). Jusqu'au 31 octobre.

ABRAHAM DAVID CHRISTIAN. Galerie Philippe Cami, 13, rue Chapon (48-04-00-34). Jusqu'au 24 octobre.

JEAN-MICHEL ALBEROLA. Galerie Daniel Templeton, 30, rue Beaumont (42-72-14-10). Jusqu'au 17 octobre.

SHAH ARMAJANI. Galerie Ghislaine Hassenot, 5 bis, rue des Handicriettes (48-76-00-81). Jusqu'au 22 octobre.

MARTIN BARRE. Galerie Lago-Salomon, 51, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 20 octobre.

GLENN BAXTER. Samia Saouma, 2, impasse des Bourdonnais (42-36-44-56). Jusqu'au 18 octobre.

REMI BLANCHARD. Galerie Krief, 50, rue Mazard (43-29-32-37). Jusqu'au 6 octobre.

MEL BOCHNER. Galerie Montecary, 31, rue Mazard (43-54-85-30). Jusqu'au 4 octobre.

PETER BRIGGS. Galerie Zabrickie, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 31 octobre.

DANIEL BUREN. Galerie Daniel Templeton, 1, impasse Beaumont (42-72-14-10). Jusqu'au 17 octobre.

JAMES COGNARD. Librairie-Galerie Biffure, 44, rue Vieille-du-Temple (42-71-73-32). Jusqu'au 18 octobre.

ALAN DAVIE. Galerie Louis Carré, 10, avenue de Messine (45-62-57-07). Du 17 septembre au 17 octobre.

JEAN EDELMANN. Galerie d'Art International, 12, rue Jean-Perrand (45-48-84-28). Jusqu'au 31 octobre.

IAN HAMILTON FINLAY. Pastels, aquarelles, gouaches. Galerie Claire Burrus, 30-32, rue de Lappe (43-55-36-00). Du 19 septembre au 19 novembre.

GUNTHER FORG. Galerie Crouzet-Robelin, 40, rue Quincampoix (42-77-38-77). Jusqu'au 13 octobre.

ASPECTS DE FRAGONARD. Peintures, dessins, estampes. Galerie Caillet, 136, rue Saint-Honoré (43-59-25-24). Jusqu'au 7 novembre.

GÉRARD GAROUSTE. « Hors de cadre ». Galerie Liliane & Michel Durand-Dessert, 3, rue des Handicriettes (42-77-63-60). Jusqu'au 24 octobre.

COLUB. Galerie Darthea S. Peyer, 6, rue J.-Calot (43-54-78-41). Jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre.

JEAN-PIERRE JOUFFROY: La figure du corps. Galerie Michèle Brouta, 31, rue des Bergers (45-77-93-71). Jusqu'au 12 novembre.

LOUIS LATAPÉ: Grande synthèse 1950-1970. Galerie Bernard Davignon, 76, rue Vieille-du-Temple (48-04-52-50). Jusqu'au 20 octobre.

JOEL KERMARREC. Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 10 octobre.

MOSHE KUPFFERMAN. Galerie Jaquet, 85, rue Rambuteau (45-08-51-25). Jusqu'au 18 octobre.

ARNAUD LABELLE ROJOUX: « Le Retour du comédien à la scène ». Galerie Lara Vincy, 47, rue de Seine (43-26-72-51). Jusqu'au 10 octobre.

SOL LEWITT. « Wall drawing ». Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 24 octobre.

FRANCIS LIMERAT. « Papiers ». Galerie Blum, 52-54, rue du Temple (42-72-39-84). Jusqu'au 31 octobre.

HOMMAGE A MARFAING: Grande fresque. Galerie Artel, 140, bd Beaumartin (45-62-13-09). Jusqu'au 23 octobre. Gravures: Galerie Biren, 31, rue Jacob (42-60-25-30). Jusqu'au 31 octobre. Peintures: Galerie Clivage, 46, rue de l'Université (42-06-06-37). Jusqu'au 31 octobre. Lavis: Galerie Erval, 16, rue de Seine, 1, rue des Beaux-Arts (43-54-73-49). Jusqu'au 24 octobre.

MAURIGE. Galerie Michel Vidal, 56, rue du Fig-Saint-Antoine (43-42-22-71). Jusqu'au 5 octobre.

MIRO: « Œuvre grave 1938-1981 ». Maeght éditeur, 36, avenue Matignon (45-62-28-18). Jusqu'au 10 octobre.

NEJAD (Œuvres abstraites de 1948 à 1953). Galerie Callu Mérit, 17, rue des Beaux-Arts (46-33-04-18). Jusqu'au 7 octobre.

OLIVIER O. OLIVIER. (Pastels). Galerie Jean-Christophe, 23-25, rue Guénégaud (43-26-85-51). Du 18 septembre au 31 octobre.

LOULOU PICASSO. Galerie du Jour - Apollo B, 6, rue du Jour (42-33-43-40). Jusqu'au 17 octobre.

ROTELLA 1965-1987. Galerie La Fayette, 27, rue de Charonne (47-00-88-18).

GEORGES ROUSSE. Galerie Farid-Chah, 77, rue des Archives (42-78-08-36). Jusqu'au 17 octobre.

CLAUDE RUTAU: A.M.Z. Partie 2. Galerie Art & C, 33, quai de Bourbon (42-35-35-34). Jusqu'au 30 septembre.

ROBERT STANLEY. Galerie Georges Lavry, 42, rue Beaumont (42-72-71-19). Jusqu'au 15 novembre.

RICHARD TUTTLE. Galerie Yvon Lambert, 5, rue du Grenier-Saint-Lazare (42-71-04-25). Jusqu'au 24 octobre.

PAVEL TERNKA. Galerie Scrimini, 39, rue de Charonne (43-55-65-56). Jusqu'au 3 octobre.

ANNE VIDAL: « L'InControl-Lestre ». 2<sup>e</sup> Galerie de Paris, 6, rue du Port-de-Lodi (43-25-42-63). Jusqu'au 3 octobre.

BETTY WEISS PEREZ. Galerie Lef Schale, Cour Delapine, 37, rue de Charonne (48-07-34-78). Jusqu'au 17 octobre.

LEON ZACK: « Œuvres de 1925-1979 ». Galerie Prodiges, 58, rue de Seine (43-25-21-95). Jusqu'au 21 octobre.

En région parisienne

BRETAGNE-SUR-ORGE. Dedans, dehors, propositions VI, Centre culturel Gérard-Philipe, rue Henri-Dunant (60-84-38-68). Jusqu'au 3 octobre.

IVRY. « Dates de réimpression ». ZAWADSKY. Centre d'art contemporain, 93, avenue Georges-Gonzi (46-70-15-71). Jusqu'au 11 octobre.

JOUY-EN-JOSAS, IAN HAMILTON FINLAY. « Pourrait révolutionnaire ». EMMANUEL PÉREIRE. « Peintures 1963-1987 ». DANIEL BOUDINET, « Un paysage ». Fondation Cartier pour l'art contemporain, 3, rue de la Manufacture (39-56-46-46). Jusqu'au 13 décembre.

MONTROUGE. Danquigne LARAVIE (Sculptures). Maeght-Montroge, 11, place Jules-Ferry (45-48-45-15). Jusqu'au 10 octobre.

NEUILLY-SUR-MARNE. Les Méditerranéens. Musée de l'Aracine, château Guéris, 39, avenue du général-de-Gaulle (43-09-67-73). Du 26 septembre 1987 au 14 février 1988.

PONTOISE. GEORGES MANZANA-FERRARO. Musée Ferraro, 17, rue du Château (30-32-06-75). Jusqu'au 22 novembre.

ÉMILE GILLOU (sculptures & dessins). Musée de Fontaine (Taver Delacour), 4, rue Lamoignon (30-36-42-40). Jusqu'au 22 novembre.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. « La Genèse », un village de potiers gallo-romains. Musée des Antiquités nationales (34-51-53-65). Jusqu'au 14 décembre.

## En province

ARRAS. « Du construit à la lecture ». Galerie 30 (1975-1987): Arthur Assolant, Charles, Marcel Abaco, Corneille Assolant, Claude Bédier, Ode Bédier, Charles Bédier, Pierrette Bédier, René Bédier, etc., etc. Centre culturel Nécrot, 9, rue des Capucins (21-71-30-12). Jusqu'au 8 novembre.

BELLEME. La pièce populaire dans le Perche, de sainte Apolline à saint Sébastien. Musée départemental des arts et traditions populaires du Perche. Saint-Germain-en-Laye. Centre d'art contemporain, Hôtel de Ville. Jusqu'au 26 octobre.

BESANCON. Dessins de sculptures anglaise depuis Henry Moore. Musée des Beaux-Arts et d'archéologie, 1, place de la Révolution. Jusqu'au 15 novembre. Œuvres de: H. Bédier, Centre d'Art contemporain, Hôtel de Ville. Jusqu'au 26 octobre.

BORDEAUX. José Marie Stella (Peintures de 1967). Cécile Iglesias, Jean Minier, Susan Salama. Sculptures de 1967. CAPC, Musée d'art contemporain, Europôle Lisc, rue Fey (56-44-16-35). Jusqu'au 22 novembre.

CAEN. Synthétique et technique: le sens caché des tableaux de Henri Matisse. Musée des Beaux-Arts, rue de la Révolution. Jusqu'au 26 octobre. Œuvres de: Georges Bédier, « estampes ». Abbaye aux Dames de Caen. Jusqu'au 26 octobre.

CHAGNY. Gilberte ZORRO. Galerie Piero Sparta, 6, rue de Beaune.

CHARTRES. Vianelli: La peinture et la sculpture. Musée des Beaux-Arts, 29, Cloître-Notre-Dame. (37-36-41-39). Jusqu'au 28 octobre.

FONTENEAUD. « Ateliers internationaux des Pays de la Loire 1987 ». Fonds régional d'art contemporain des Pays de la Loire, Abbaye royale de Fontenay (41-51-79-30). Jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre.

LARÈGE INNOVATION. Collection Agnès & Fris Bédier. Centre régional d'art contemporain Midi-Pyrénées (61-80-18-21). Jusqu'au 8 novembre.

LA ROCHE-SUR-YON. 1945-1987 de l'Art Povera dans les collections publiques françaises. Musée, rue Georges-Clemenceau (51-05-54-23). Jusqu'au 10 novembre.

MARC-EN-BARCEL. « Oxford Artists Group ». Galerie Septentrion, chemin de Gland (20-46-35-80). Jusqu'au 4 octobre.

MARSEILLE. Tami. FoF de Pharaon. Centre de la Vieillesse, 2, rue de la Charité (91-90-81-92). Jusqu'au 30 novembre.

MARSEILLE LYNA PROXIMA. Photographies de Henry Lenz. Centre de la Vieillesse, 2, rue de la Charité.

MEYMAC. Les années 78. Les années 80. Abbaye Saint-Amand. Centre d'art contemporain (55-95-23-30). Jusqu'au 26 octobre.

MONTBELLARD. Cécile: Les chapelles. Centre d'art contemporain (81-51-37-11). Jusqu'au 8 novembre.

MORLAIX. Jean Deyrolle. 1911-1967: Peintures Paul Sérusier, 1864-1927. Retrospective. Musée des Jacobins, rue des Vignes (98-89-38-96). Jusqu'au 6 octobre.

MULHOUSE. « Otto Tschumi 1904-1985 ». Musée des Beaux-Arts, 4, place Guillaume-Tell (89-32-58-46). Jusqu'au 15 novembre.

NICE. Marc Chagall. Œuvre grand, Musée national Message biblique Marc Chagall, avenue du Docteur-Ménard (93-81-75-75). Jusqu'au 5 octobre.

NIMES. Susan Salama. Galerie des Arènes, bd des Arènes (66-21-88-12). Jusqu'au 25 octobre.

SAINT-BRIEUC. La Lumière dans la peinture des paysans. Nouveau Musée, rue des Lycéens-Martyrs (96-33-39-12). Jusqu'au 18 octobre.

SAINT-PAUL-DE-VENCE. A la rencontre de Jacques Prévert. Fondation Maeght (93-32-61-63). Jusqu'au 4 octobre.

SAINT-RÉMY-DE-PROVENCE. Marie Perle: « arbres et forêts ». Fondation Marie-Praxinos. Hôtel de Sade (92-92-35-13). Jusqu'au 2 novembre.

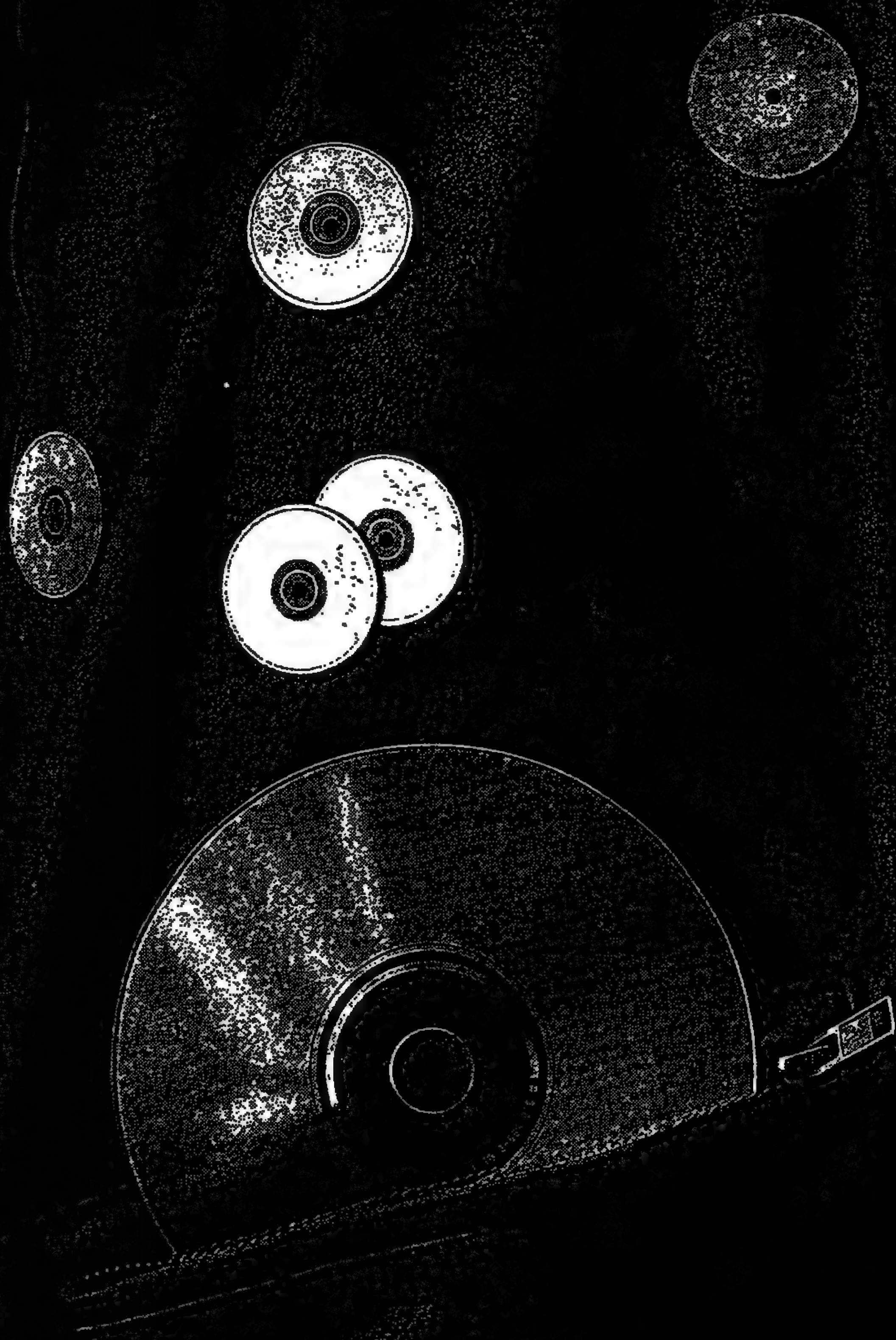
TOURCOING. Antoine Bommier 1976-1987. Musée des Beaux-Arts, 2, rue Paul-Doumer. Jusqu'au 16 novembre.

VILLEURBANNE. « Lucienne Favre ». Le Nouveau Musée, 11, rue du Docteur Dolard (78-84-55-10). Du 19 septembre au 30 novembre.

**Dimanche 11 octobre, 21 h - SALLE PLEYEL**  
**PRESTIGE DE LA MUSIQUE - CONCERT EXCEPTIONNEL**  
**RÉCITAL DIETRICH FISCHER-DIESKAU**  
**HARTMUT HOLL, piano**  
**SCHUMANN**  
LOCATION OUVERTE: RADIO FRANCE. Tél.: 42-30-18-18. SALLE PLEYEL. Tél.: 46-65-88-73. Radio France.  
En co-production avec le Nouveau Théâtre Manufacture



# la Fnac démocratise le laser, tout de suite.



La TVA à 18,60% en janvier 88 : une belle victoire pour la Fnac qui se bat depuis longtemps contre la musique surtaxée. Mais pourquoi attendre janvier ? D'ores et déjà, la Fnac pratique la TVA à 7% sur tous les nouveaux enregistrements, pendant 2 mois après leur sortie. Avec une large collection de disques compacts à moins de 100 francs, la Fnac rend la musique laser accessible à tous, tout de suite.

## la Fnac fait baisser le prix du disque.

AMERICAN  
CENTER



















## Enquête



## Célibataires entre eux

**H**ERVÉ, vingt-cinq ans, cadre commercial. Originaire de Metz, où il retourne chaque week-end, il travaille au centre de Paris. Il cherche un logement « abordable, moderne, pas loin du métro ». Depuis un an, et au moins encore pour un an, il habite la résidence « Célibataires 10 » à Courbevoie (Hauts-de-Seine). Son loyer est de 2 900 F par mois, charges et parking compris. Le gros inconvénient à ses yeux : 22 mètres carrés de superficie. Mais il n'est là que pour dormir.

Josiane, vingt-sept ans, vendeuse, soupire : « Ici, c'est claustrophobe. Elle vit en couple. Quand elle a deux jours de repos, elle va chez une copine. Pourtant, même solitaire, elle choisit ce type de logement, car « lorsqu'on est toute seule et qu'on voit des gens en famille, c'est encore plus dur ».

Hervé, lui aussi, s'accommode : « La solitude pèse moins à cause du confort. Le côté ghetto ? C'est un habitat utilitaire, pas un camp retranché. Les locataires sont jeunes, en majorité : « A la limite, c'est mieux : on baratine plus facilement une fille à la buanderie, sachant qu'elle est seule... » Sans cris d'enfants, la résidence est livrée dans un silence épais, comme une clinique pour cures de sommeil.

Pierre de Villard est à l'origine, en France, de cet habitat pour personnes seules. Echoué

en province, loin de chez lui, il avait « atterri à l'hôtel », puis dans une chambre d'étudiant. Il s'est souvent des « bachelors » qui, au Canada et aux États-Unis, offrent aux célibataires toit, meubles et draps. Il a construit « Célibataires 1 » en 1985 : cent quarante-quatre logements à Saint-Martin-d'Hères, aux portes de Grenoble. D'autres ont suivi. Grenoble, Lyon, Paris (Vanves), Clermont-Ferrand, et la dixième à Courbevoie. Mille deux cents logements au total. Pierre de Villard souligne que, à la différence des résidences du troisième âge, les siennes abritent des âges variés : 20 % de jeunes en fin d'études, 60 % de vrais célibataires — mais qui vivent parfois en couple — et 20 % de personnes âgées. « Marché difficile, confie-t-il, car la célibataire bouge. Papiers peints et tringles à rideau doivent être solides. »

Marché difficile mais que Pierre de Villard a su conquérir. Acheter un logement dans une résidence pour les célibataires devient un placement. Prix du mètre carré : 15 000 F à Courbevoie, 11 à 12 000 F à Vanves, 9 000 F à Clermont.

La construction de résidences est projetée à Strasbourg, Marseille, « dans toutes les villes de plus de cent dix mille habitants ».

CH. V.

(Suite de la première page.)

A Paris, presque un ménage sur deux (528 000 sur 1 097 500) n'est composé que d'une seule personne. La proportion (48,2 %) était de 35 % en 1962.

Autrement dit, 524 000 Français sont, en 1985, des personnes seules. Ils seront 6 629 000 en l'an 2000. Deux sur trois sont des femmes sur l'ensemble, mais selon les âges la proportion change : moitié-moitié (un peu plus d'hommes) chez les quinquante-neuf ans, tandis qu'à partir de soixante ans le rapport s'inverse (3), les femmes seules devenant presque quatre à cinq fois plus nombreuses que les hommes seuls. Car l'espérance de vie est nettement plus longue chez les femmes que chez les hommes (4), et les hommes divorcés se remarient plus. Le nombre de divorces ayant doublé en dix ans (51 840 en 1974 et 102 432 en 1984), les femmes viennent grossir les rangs des personnes seules.

Il faudrait encore évoquer l'augmentation du nombre de familles monoparentales, celles où un seul parent élève l'enfant : 897 000 en 1985. Dans 86,5 % des cas, l'adulte est la femme. Citer les « groupes à haut risque de solitude », selon l'expression de Jean-François Six, tels que les immigrés et les handicapés. Rappelons le vieillissement de la population : un Français sur cinq a plus de soixante ans; les plus de quatre-vingt-cinq ans sont 700 000 aujourd'hui; ils seront plus de 1 million en l'an 2000. Souligner que le nombre des jeunes occupant un emploi neuf mois après avoir quitté l'école est passé de 540 000 en 1973 à 290 000 dix ans plus tard. Que si, en 1975, sur cinq hommes âgés de soixante-cinq à soixante-neuf ans, un était actif, il n'y en a plus qu'un sur dix actuellement. Qu'un actif sur deux quitte sa commune de résidence pour travailler, et que son trajet s'allonge d'année en année. Voilà comment se fabrique la solitude.

## « Je vous en prie, parlez-moi ! »

Avec quelques coups de pouce en prime. Ce jeune de vingt-huit ans assis dans la salle d'attente de Médecins du monde est effondré : « Moi, c'est le gouffre. » Il avoue rechercher sa mère désespérément. Elle l'hébergeait jusqu'à l'an dernier. Elle est partie sans laisser d'adresse. Il vit dans une cave. Il n'a pas un centime. Médecins du monde a mis huit mois pour lui obtenir une carte d'identité. En juillet, il a trouvé un travail sur des manèges de fête foraine.

Il s'est fait voler les 4 000 francs qu'il avait touchés au bout d'un mois. Il est au bord des larmes : « C'est pas tout le monde qui est baraqué pour la société actuelle. »

Il est dur à supporter en effet ce modèle du *winner*, le « gagnant » propre et toutes canines dehors, bien à l'aise dans son vêtement de jeune chef d'entreprise. La pub et la télé matraquent. Impossible d'y échapper, même quand on est déjà marginalisé. Malheur à ceux qui n'ont pas le moyen d'en sourire.

La télévision soulage parfois les plaies de solitude. Cécile, treize ans, élève de quatrième

## « Je ne me plains pas »

**L**a solitude « choisie » cache parfois, sous ses guenilles, de quoi dérouter les bonnes gens. Paul, trente-huit ans, fait la manche dans le métro. Depuis que sa femme est morte, il y a deux ans, il a tout laissé tomber : « Plus envie de vivre avec les autres ». D'ailleurs, les copains, à quoi bon ? « C'est comme les femmes, ça rappelle des qu'on a de l'argent. »

De l'argent, il en a, pourtant Monsieur Paul. Quinze ans de Légion lui valent, assure-t-il, une pension de 7 000 francs. La manche, ça marche plutôt bien. Voiture par voiture, il explique qu'il est chômeur et recueille ainsi 250 à 300 francs par jour. Le compte est bon : « Je ne me plains pas. Je suis un clochard riche. »

Un jour, peut-être, il s'en ira en Suisse retrouver son fils, ingénieur. Mais reprendre le travail d'ébéniste appris à l'armée, certes non : « Courir, avoir des obligations huit heures par jour ? Terminé ! »

Parfois, la tristesse l'étreint en pensant à sa femme. Il va sur sa tombe, au cimetière de Bagneux, « une fois par mois ». Quand la solitude se fait trop lourde, il rejoint quelques marginaux comme lui. Mais pas d'amis, répète-t-il : « Demain, ils seront à droite ou à gauche, en vendanges ou à Nice. »

dans un collège de Seine-Saint-Denis, rentre à 14 h 30 certains jours : « Je fais mes devoirs devant la télé, et si c'est pas intéressant j'écoute NRJ. » Sa petite sœur est seule, elle, le mercredi matin. Elle aussi regarde la télé. De préférence avec une copine, « parce qu'on peut rigoler ensemble ». Mais Cécile se souvient qu'à huit-neuf

ans, avec ou sans télévision, quand ses parents étaient chez des amis ou en réunion le soir, l'angoisse la tenait. Elle bondissait sur le téléphone pour les appeler.

Car la télévision ne sait pas écouter, ni répondre. Le téléphone sait. SOS-Amitié a reçu plus de six cent mille appels en 1987 (5). Une « écouteuse » n'a pas oublié cet enfant de dix ans qui avait accepté de rester seul le week-end dans la maison familiale : au milieu de l'après-midi du dimanche, il a craqué.

Les appels de femmes seules dominent, surtout en fin de semaine. Elles disent que leur mari est ailleurs, qu'il les a « plaquées », que leurs enfants les abandonnent, qu'elles viennent de terminer une liaison ou qu'elles n'en ont jamais eu. Parfois, un cri : « Je n'ai parlé à personne depuis hier matin et je ne parlerai à personne avant demain. au bureau. » Ou encore : « Je vous en prie, parlez-moi. De ce que vous voulez, mais parlez-moi. »

A la porte ouverte, où l'on reçoit (près de trois mille personnes en 1986 à Paris), les responsables évaluent à 45 % la proportion de cas dont la source (formulée) du désarroi est la solitude. Mais d'autres raisons peuvent s'y ajouter, sentimentales, sexuelles, ou le chômage ou la toxicomanie.

## Comme si c'était un virus

Tout s'enchaîne. L'âge, les deuils, la mauvaise santé. Simone, quatre-vingt-un ans, rencontrée à Clermont-Ferrand Accueil, vit avec la demi-pension de réversion de son mari, 1 000 francs par mois. Elle a vendu sa maison, et elle « la mange petit à petit ». Elle est la dernière vivante de dix enfants. Son fils est mort accidentellement à quarante-cinq ans : « Je ne vis plus que de souvenirs. »

Elle paie 40 francs de taxi pour se rendre à ce local de Clermont-Ferrand Accueil et grappiller un après-midi de compagnie. Elle dépense 800 francs par mois de taxi, au total, pour faire ses courses. La télé lui fait mal aux yeux. Elle dort mal. « Quand j'ai trop envie de pleurer, j'attends d'être chez moi. »

Cas extrême ? Et celui-ci parmi mille autres recueillis par le Secours catholique et RTL à l'approche de Noël l'an dernier : elle a cinquante-six ans, sa fille dix-neuf. Le chômage depuis dix mois. Quarante francs par jour pour la nourriture. De multiples interventions chirurgicales : cata-

ctes, les hanches. Dans le bloc HLM, c'est bonjour, bonsoir. « Alors, quand ma fille est au lycée l'après-midi, je me couche et j'écoute, en pleurant, la radio. »

Enchaînement des causes, enchaînement des symptômes. A Médecins du monde, Véronique Ponchet, responsable, et Sibel Bilal, assistante sociale, démontrent le mécanisme avec l'exemple d'André, cinquante ans. Il perd sa femme. Premier choc, qu'il surmonte en apparence. Il a un accident du travail, deuxième choc. Son emploi dans le bâtiment le transportait de chantier en chantier; il avait changé de ville sans le signaler à la Sécurité sociale. La voilà privée de droits. Donc sans ressources. Il a tous les frais d'hospitalisation à sa charge et ne peut plus payer son loyer. Il se retrouve à la rue. Comment rester propre, laver son linge ? Comme il a honte de cette situation, il n'ose plus reprendre contact avec son fils. Il échoue à Médecins du monde en pleine déprime. Seul.

« Nos six mille dossiers — dont trois sur quatre concernent des moins de quarante ans, c'est de la solitude », dit Sibel. Pourtant, l'on vient à Médecins du monde pour raison de santé. Comme s'il se produisait une somatisation de la solitude. Marie en est persuadée : « Quand ma solitude est plus pesante, le week-end par exemple, je me sens plus vulnérable physiquement. La souffrance de la solitude, c'est un choc sur mon corps autant que sur mon cœur. »

Récemment, après la disparition brutale d'un ami, elle a dû subir deux mois de traitement aux antibiotiques contre un virus affectant les poumons : « Comme si c'était un virus de la solitude. »

## « Tout va bien, c'est une habitude »

La souffrance de la solitude. Marie, elle connaît. A soixante-cinq ans, elle dit « se retrouver seule par amour ». Enfant, elle avait été placée par ses parents à l'établissement d'éducation de la Légion d'honneur. Ses camarades lui offraient des bonbons qu'elle refusait : « Je ne pourrais jamais leur en offrir à mon tour », pensait-elle. Jamais de courrier. « Je m'inventais des lettres en imitant l'écriture de mes deux petites sœurs pour montrer qu'on m'aimait. » Et puis l'amour fait irruption. Sa liaison avec un homme marié ensouffla sa vie. La voilà aussi d'une amertume qu'elle

## Un bon marché...

« **C**ÉLIBATAIRES », « Les Individuels », « Vidéo-rencontres », ces produits, nouveaux ou récents, illustrent, parmi beaucoup d'autres, le développement d'un marché de la solitude.

« Bien dans leur assiette : *Findus* a présenté au 1<sup>er</sup> Salon des célibataires à Paris, en 1986, des plats surgelés de moins de 300 calories, en portions individuelles. La cible ne se limite pas aux solitaires. D'ailleurs, dit un responsable, « le concept de solitude n'est pas gai, il est négatif ». On s'adresse aussi à chacun des membres d'une famille où chacun dine à son heure. Les ventes ont doublé en un an. Le chiffre d'affaires, tenu secret, pourrait approcher 100 millions de francs.

« Les Individuels » de *Vivagel* ne cachent pas leur « cible ». Chiffre d'affaires : près de 40 millions de francs.

« Seule mais pas casaniers » : Un dossier d'inscription sur cinq dans les agences de voyages est celui d'un voyageur solitaire, révèle le Syndicat national des agents de voyages. Les 430 000 Français qui partent seuls chaque année représentent un marché d'un milliard et demi de francs. Pour beaucoup, ce sont des jeunes ou des personnes âgées, qui se déplacent en autocar et

choisissent les clubs. Les séjours avec animation le soir et activités dans la journée ont leurs préférences.

Le Club Med a toujours eu la faveur des célibataires. L'an dernier, la moitié de ses 944 800 clients étaient des personnes seules. De plus en plus, des hommes viennent seuls avec un enfant.

Depuis quatre ans, le parc des chambres single (au lieu de chambres pour 2) est développé. Désormais, quatre villages offrent en permanence des single, et dans les autres des single sont offertes à certaines dates, moyennant un supplément de prix de 12 % à 20 % selon les périodes, parfois sans supplément. Même tendance chez *Jet Tours* : 40 chambres sur 150 à l'Eldorado Arc-2000, qui ouvrira à Noël prochain, seront des single.

« Marions-les »

Célibatour, en revanche, créé en 1986 pour les célibataires par l'agence *Kidéo-Voyages* spécialisée dans les voyages culturels, n'a pas bonne fortune. L'agence ne voit la formule. Elle s'interroge sur l'existence d'un marché de personnes seules ne voulant partir qu'avec d'autres personnes seules, et elle mettra les points sur les i dans ses brochures en

présentant qu'elle n'est pas une agence matrimoniale.

Janine Crepet, PDG d'*Uni-Inter*, tient, elle aussi, à se démarquer des clubs de drague. Avec un chiffre d'affaires de 70 millions de francs, près de 80 cabinets et un ordinateur de très gros calibre, *Uni-Inter* considère que le temps des « trente fiches dans une boîte à chaussures » est révolu. Janine Crepet vient d'ailleurs de créer la Fédération française matrimoniale qu'elle préside et qui regroupe *Uni-Centre*, *Union Conseil* et *Unicis*, soit 250 millions de chiffre d'affaires, le tiers du marché des 700 agences matrimoniales françaises.

Ce sont des hommes (53 %) qui, depuis trois ans, s'adressent en majorité à *Uni-Inter*. 41 % des clients ont de 34 à 54 ans, presque autant (40 %) moins de 34 ans et 16 % plus de 55 ans. Ils versent à l'inscription 6 900 francs et s'il y a « conclusion » 2 400 francs au conseiller. En moyenne, le but est atteint entre le 5<sup>e</sup> et le 7<sup>e</sup> mois après l'adhésion. « Ni dernier recours ni panacée, nous sommes un moyen parmi d'autres, dit Janine Crepet, dans un monde où les gens se rencontrent beaucoup, mais de manière superficielle et éphémère. »

Nathalie Budet estime que la solitude intérieure ou l'isolement « durent jusqu'à quatre-vingt-cinq ans si l'on ne compte que sur les relations naturelles ». Elle a créé *Atout communication* pour ceux qui « cherchent des amis aussi bien qu'un amour ». *Atout communication* procède d'abord à une consultation-dialogue (100 francs) puis à un profil de personnalité par ordinateur (570 francs) suivi de l'enregistrement d'une vidéo.

Le client se découvre en train de parler, de bouger, d'écouter. « Il s'aperçoit qu'il a des tics ou un beau sourire. » Beaucoup décident de changer de « look », et *Atout communication* les y aide. Ils paient 3 000 francs pour trois vidéos et trois entretiens. Puis choisissent ensuite entre une formule globale (4 000 F) ou à la carte, pour recevoir des vidéos de partenaires correspondant à leur personnalité et à leur souhait.

Nathalie Budet, qui ne promet jamais de résultat, observe l'efficacité de sa méthode : 100 % des femmes de moins de 30 ans, 80 % des hommes de plus de 50 ans trouvent la personne qu'ils espéraient. Pour les femmes de plus de 50 ans, c'est plus difficile. Mais « il vaut mieux parfois être seule que mal accompagnée ».

(Publicité)

L'association pour la formation permanente des personnels d'imprimerie annonce la parution pour le 15 octobre 1986 du premier tome d'un ouvrage technique qui regroupera trois volumes \* sous le titre général : « La photoproduction et l'impression offset sur rotatives ».

Après un chapitre portant sur l'historique et l'avenir des métiers graphiques, du papier et des ouvriers du livre, ce premier volume de 248 pages abondamment illustrées propose des développements très simples et didactiques sur la physique, la chimie, l'électricité, le comportement de la lumière, le fonctionnement des ordinateurs et le rôle des salariés dans la modernisation des entreprises. A plus d'un titre il dépasse largement le seul cadre des préoccupations graphiques et est susceptible d'intéresser un large public.

En souscription jusqu'au 15 octobre 1987 au prix de 100 F (tires de port en sus) le livre sera disponible et mis en vente 150 F à compter de la même date. Vous pouvez adresser votre souscription ou votre commande aux adresses suivantes :

1) AFPII, 31, rue Paul-Lafargue, 93200 Saint-Denis.

2) Editions François Robert, 18, rue Théodore-Deck, 75015 Paris.

A partir du 15 octobre, vous pouvez également commander l'ouvrage chez votre libraire en précisant l'éditeur.

\* Le second volume traitant des matériels d'impression et de leurs équipements paraîtra en janvier 1988 et le troisième portant sur les matières d'impression et les méthodes de travail, en janvier 1989.



## Enquête

### au quotidien personne ne m'attend... »

n'aime pas évoquer : « *Toute ma vie, j'ai attendu... Mais j'ai eu de grandes joies aussi.* » Aujourd'hui, Marie - se force à aller vers les autres ». Solitude active : elle participe à l'organisation de repas pour les personnes seules.

La complicité entre le corps et le cœur, les médecins de SOS-médecins en sont témoins chaque jour. Chaque nuit surtout. Vers 3 heures, une femme de quarante-deux ans appelle. Troisième nuit d'insomnie : « *J'ai peur que mon cœur ne s'arrête.* » Elle vivait avec sa mère, qu'elle a quittée il y a quelques jours. Elle ne veut pas de sommeil. Mais être rassurée, voir



après deux ans de maths en fac à Toulouse, son pays, elle a réussi un concours aux PTT. Paris-solitude est trop inhumain et Toulouse trop loin. L'évasion...

La solitude a l'art de se masquer. L'isolement, phénomène que dénoient les chiffres, se moque parfois du sentiment de solitude, de cette fissure radicale, au plus intime de l'être, de cette défection sans fond. A quarante-cinq ans Roger a tout pour s'abîmer dans la solitude. Licencié, il a touché une prime : elle a été avalée par le remboursement des chèques sans provision tirés par la femme avec laquelle il avait vécu. Pas de travail, pas de toit, pas d'argent, pas de copains. La Maison des chômeurs à Paris le secourt. Elle l'a installé gardien. Tout va bien : « *La solitude, c'est une habitude.* »

A l'inverse, Patricia a connu la solitude, entourée de parents, d'amis. Cette belle femme de trente-sept ans a vécu son enfance au sein d'une famille aristocratique, comme « *dans une cage de verre : je devrais montrer une image de moi acceptable, et je me sentais un zéro.* » Dix ans de mariage avec un homme du même milieu, mais odieux, trois enfants et la séparation : « *J'ai été comme délogée par le sentiment d'être seule.* » Puis la rencontre avec un homme sensible, intelligent, généreux. Et la grande découverte : « *J'ai compris avec lui que j'existais dans la tête de quelqu'un.* » Ils se quittent, mais Patricia reste avec sa certitude. « *J'existe pour lui, pour quelqu'un, donc j'existe même quand l'on n'est pas ensemble. C'en a été fini de ma solitude.* »

#### « Plusieurs vies très courtes »

Une étape manque à ce voyage à travers quelques paysages de solitude : solitude-panique, solitude-chagrin, solitude-chance. Et la solitude-bienfait ? En octobre 1984, il se trouvait une majorité de Français (55 %) pour estimer que connaître la solitude quelque temps est « *positif, car cela permet de se retrouver, de faire le point* » ; 38 % considéraient, en revanche, que c'est « *négligé, car on se coupe des autres, de la vie* ». Ce sondage de la SOFRES pour l'hebdomadaire *le Pèlerin* révélait que les réponses évoluent cependant avec l'âge : de moins en moins positives. Elles s'inversent après soixante-quatre ans. Les jeunes penchent pour le côté positif de la solitude à 66 % contre 30 %. Mais les cinquante-soixante-quatre ans ne sont plus que 41 % de cet avis, contre 30 % qui en soulignent le caractère négatif.

La question précisait bien qu'elle concernait une solitude

provisoire, qui ne dure que « *quelque temps* ». Un jeune a plus de raisons de considérer que la solitude ne s'éternisera pas. Tout est là, en vérité. L'expérience intérieure qui peut être traversée comme un exil, y compris au sein d'une foule, parmi des amis ou des proches, cette solitude, cet isolement physique sont des moments privilégiés.

sonnes passent au cours de leur vie, et parfois à plusieurs reprises, par cette situation de « *ménage d'une seule personne* ». La vie des individus des pays industrialisés serait ainsi de plus en plus constituée de solidarités successives, coupées de temps plus ou moins longs de solitude. « *Tout se passe comme s'ils disposaient en quelque*

#### Plus de 3 milliards de francs...

VIES saccagées par la solitude : les dégâts humains, psychologiques et physiques sont évidents. La solitude a aussi un coût financier.

Difficile à évaluer. Le numéro spécial de la revue *Informations sociales*, publiée par la Caisse nationale des allocations familiales, consacré en juillet-août-septembre 1986 aux solitudes, analyse l'aide aux familles monoparentales. En additionnant l'allocation dite d'orphelin (versée à des femmes ou à des hommes élevant seuls un enfant orphelin ou abandonné par l'ex-conjoint ou concubin), l'allocation de parent isolé et divers abattements consentis aux familles monoparentales, c'est plus de 6 % de son chiffre d'affaires que la branche prestations familiales a alloués en 1984 aux parents isolés. Soit plus de 3 milliards de francs. Le sociologue Didier Le Gall, auteur d'un ouvrage qui vient de paraître : *Les Familles monoparentales* (Editions ESF), rappelle

que la seule allocation d'orphelin a concerné 110 000 enfants en 1983 et atteint 2 milliards 335 millions de francs.

Les centres sociaux Recherche et rencontres ont une autre approche. Créés pour lutter contre l'isolement et prévenir le suicide, ces sept centres ont calculé l'économie qu'il leur a coûté, par leur action, à la collectivité nationale. Pour mesurer leurs réussites, ils n'ont tenu compte que des reprises d'activité professionnelle durables constatées parmi les 6 300 cas traités de 1979 à 1983. Le coût évité à la société en hospitalisations psychiatriques, réanimations et soins après tentatives de suicide, suppressions d'arrêt de maladie, de pensions d'invalidité et de versements ASSÉDIC, est ainsi évalué à 85 330 000 F, d'où il faut déduire les 19 millions de subventions reçues pendant cette période, soit 66 230 000 F d'économie.

A condition qu'ils ne soient, précisément, que des moments. L'artiste, les créateurs, ont un besoin vital de ces moments. Mais pas seulement eux. La psychanalyste Marie Supiot met au jour la dimension dynamique de la solitude. Non comme une méthode : « *On dit : ça lui fera du bien d'être seul, et ça n'a jamais fait du bien à personne.* » Plutôt dans la reconnaissance que la solitude est là, en soi, ce qui fonde chacun comme un être unique. Ce qui ne se partage pas, mais se respecte. Les couples aussi sont confrontés à la solitude. Quand les partenaires découvrent que les « *vieux rêves fusionnels* » sont inaccessibles, le couple, estime la psychiatre Geneviève Abiven, est à l'orée d'une crise : le mode de relation peut évoluer vers plus d'autonomie. Dans ces phases, solitude et désespoir peuvent surgir. Mais, écrit le docteur Abiven (6), « *le couple ne peut vivre dans la durée que grâce au vécu intérieur et solitaire de chacun des partenaires* ».

Dans une étude sur l'évolution des « *ménages d'une personne* », le démographe Louis Roussel établit (7) qu'un nombre de plus en plus important de per-

sorte de plusieurs vies très courtes au lieu d'une histoire unique. Dans ces conditions, si, comme le suggère Jean-François Six à la suite du psychologue anglais Winnicott, l'aptitude à être seul coïncide avec celle d'être pleinement en relation avec autrui, il est urgent d'apprendre la solitude.

CHARLES VIAL

(3) « *Le nombre de ménages croît plus vite que la population* », de Claude Louvet, in *Economie et statistiques*, n° 190, juillet-août 1986.

(4) En 1984, la durée moyenne de vie des Françaises atteint 79,3 années - c'est quasiment le record du monde - et celle des Français 71,2 ans. Cet écart important continue de se creuser, puisque la durée de vie des femmes s'accroît annuellement de 0,2 an et celle des hommes de 0,1 an.

(5) Le nombre d'appels à l'écrit à Paris (une diminution de l'ordre de 3 % à 5 %) après la réduction, début 1987, de vingt à six minutes de la cadence de tarification des communications. A l'association l'Amitié au bout du fil, qui soulignait la pénalisation par la nouvelle tarification des personnes seules, âgées ou handicapées, le ministre des P et T a fait valoir, en compensation, l'extension des périodes à tarif réduit. Mais les appels au secours n'ont pas d'heure...

(6) *Médecine de l'homme*, n° 163, mai-juin 1986.

(7) *Population*, 6, 1983.

#### Apprendre à vivre seul

CÉLIBATAIRE depuis huit ans, divorcée après vingt-cinq ans de mariage, Odile Lamourère publie un ouvrage tonique, plein d'idées et de conseils : *Nous, les célibataires, ou la Solitude n'est plus ce qu'elle était*. De l'utilisation du répondeur téléphonique, « *conservateur d'amitiés* » à la connaissance du Paris-rencontres, en passant par le taux de célibataires dans chaque arrondissement (record atteint par les V<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup>) : 245 pages pour apprendre à vivre seul et peut-être ne pas le rester. Odile Lamourère a créé le Salon des célibataires en 1986 : dix mille visiteurs en quatre jours. Elle en attend le double au prochain, qui aura lieu du 7 au 11 novembre, Espace Wagram, à Paris.

\* *Nous, les célibataires*, d'Odile Lamourère, Hachette, 245 p., 30 F, à paraître début octobre. Hachette vient aussi de publier un *Guide du célibat et des célibataires*, d'Evelyn Doucet, préface d'André Bercoff, 338 p., 39 F.

#### Animaux de compagnie

UNE idée reçue veut que ce soient les personnes seules qui recherchent la compagnie des animaux. Les personnes qui se sentent seules peuvent-elles, mais pas les isolées. Si plus d'un foyer sur deux possède un animal familial, le taux de possession augmente avec le nombre d'enfants au foyer.

La relation entre les personnes seules et un animal n'est pas moins importante. L'AFRAC (Association française d'information et de recherche sur l'animal de compagnie) vient de faire réaliser une enquête dans 164 maisons de retraite qui acceptent des animaux (chiens et chats principalement). La quasi-totalité (98,8 %) des directeurs de ces établissements affirment que la présence d'un animal domestique est « *importante affectivement* » pour la personne qui vit avec lui. Deux sur trois estiment qu'elle s'en trouve « *sécurisée et équilibrée* ». Enfin, 53,4 % constatent qu'il y a « *diminution*

du sentiment de handicap » chez le maître.

Aux Etats-Unis, quatre expériences tendent à introduire des animaux familiaux en milieu carcéral sont tentées. Dans des prisons de femmes, les détenues éduquent des chiens pour handicapés, aveugles, mais aussi pour mal-entendants. A Norton, près de Washington, depuis 1982, des détenus condamnés à des peines lourdes ont la charge d'animaux de compagnie : chats, perruches, cobayes. Le comportement des prisonniers devient moins agressif. Lors d'un congrès, l'an dernier à Boston, où ces expériences ont été commentées, un médecin a présenté une étude réalisée auprès de personnes âgées souffrant de solitude et à qui l'on a confié un poisson ou un oiseau. On s'est aperçu que les détenus d'un oiseau luttent davantage pour survivre, et meurent moins d'hypothermie...

#### SOLIDARITÉ-SANTÉ

6 numéros/an  
Abonnement 200 F - Le n° : 35 F

Dans chaque numéro un grand dossier :

- Les médecins en France
- La pauvreté
- Le système hospitalier
- L'approche locale de la protection sociale.

Et des enquêtes en profondeur : santé, action sociale, sécurité sociale, démographie...

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'EMPLOI

Diffusion  
MASSON / SPIFF  
B.P. 22 - 41353 VINEUIL

A ces tarifs  
vous pouvez maintenant  
vous offrir le style  
American Airlines.

NEW YORK 3950 F

CHICAGO 4605 F

DALLAS/FORT WORTH 4945 F

LOS ANGELES 5390 F

SAN FRANCISCO 5390 F

LAS VEGAS 5585 F

HOUSTON 4945 F

SAN DIEGO 5430 F

NEW ORLEANS 5285 F

PHOENIX 5430 F

DENVER 4985 F

DETROIT 4680 F

SEATTLE 5430 F

CINCINNATI 4985 F

RALEIGH/DURHAM 4530 F



American Airlines.  
The American Airline\*.

\* La compagnie typiquement américaine.

Tarifs aller-retour en classe économique. Validité du 1.10.87 au 14.05.88, dans la limite des places disponibles. Emission et règlement du billet dans les 24 H suivant la réservation, frais d'annulation avant le départ : 15 %. Durée minimale du séjour : 14 jours. Tarifs susceptibles de modifications sans préavis. Taxe de sécurité : 70 F.

Contactez votre agence de voyages ou appelez-nous au (1) 42.89.05.22











## Le Monde EMPLOI

### Des vigies pour les entreprises

A l'écoute des évolutions du marché, les yeux rivés sur la concurrence, les « meilleurs marketing » détectent, par leur entreprise, toutes innovations technologiques ou opportunités économiques. Un nouveau métier pour esprits curieux.

**F**INI l'époque où les entreprises pouvaient voguer librement, au mépris des aléas de la conjoncture. Aujourd'hui, elles se doivent de mettre tous leurs capteurs en alerte pour détecter les moindres changements technologiques ou innovations économiques, et choisir le bon cap.

Quelques entreprises précursseurs l'ont déjà bien compris et ont mis en place des « observatoires marketing ». A la différence des Etats-Unis et surtout du Japon, ces initiatives sont encore très peu répandues en France. Mais, comme le souligne Jacques Morin, ex-directeur d'Eurégis, aujourd'hui consultant spécialisé dans les problèmes de management des ressources technologiques : « On en compte certaines plusieurs centaines dans les années à venir ». Toutes les grandes entreprises devront avoir le leur. Et les sociétés petites ou moyennes feront appel à des cabinets spécialisés.

Ces observatoires auront à leur tête des spécialistes de l'information en entreprises, « meilleurs marketing » qui seront à la stratégie de l'entreprise ce que les meilleurs technologiques sont aujourd'hui à la stratégie nationale. Si ce nouveau métier ne concerne qu'un faible nombre d'emplois, son importance stratégique est en revanche cruciale : « Plus que jamais, l'adaptation signifie anticipation et information ; plus tôt sera faite la détection des signaux, plus grande sera la possibilité, donc la liberté pour l'entreprise de prendre en temps voulu les initiatives qui s'imposent, ou tout simplement de réagir avant les concurrents, c'est-à-dire avant que les signaux ne s'imposent à tous (1) ».

Pour ces nouveaux spécialistes de l'information dans les entreprises, les tâches sont variées. Ils doivent tout d'abord bien connaître les sources d'informations : qu'il s'agisse de documents externes à l'entreprise (journaux,

livres, banques de données, services télématiques), ou de documents internes (rapports de commerciaux, études). Des informations cruciales émergent parfois de l'utilisation originale de certaines sources. Ainsi, Dominique Doré, consultante, utilise les banques de données de brevets à des fins marketing : « Leur utilisation statistique permet de prévoir que telle société risque d'aborder un nouveau créneau, par exemple, ou que tel pays est encore très sous-développé dans la diffusion de tel produit. On aurait pu lire dans les brevets que SEB allait détrôner Moulinex », affirme-t-elle.

Ces nouveaux spécialistes doivent aussi bien connaître la stratégie de l'entreprise, ses marchés, ses concurrents, son environnement à un niveau international, pour être à même d'identifier les informations pertinentes. Or, comme le souligne Paul Dominique Pommar, directeur des ressources documentaires à Bayard Presse et président de l'ADBS (Association des documentalistes et bibliothécaires spécialisés), « ces informations sont de plus en plus émettées. Il en résulte un effet puzzle où les idées jaillissent souvent de la mise en rapport de faits apparemment très éloignés ».

#### Technicité et communication

Tirant parti de ce principe, certaines agences de publicité ont d'ailleurs nommé, en amont de leur service « créatif », des personnes chargées d'analyser les messages publicitaires conçus dans le monde entier, et quel que soit le produit à promouvoir, pour en dégager de nouvelles sources d'inspiration.

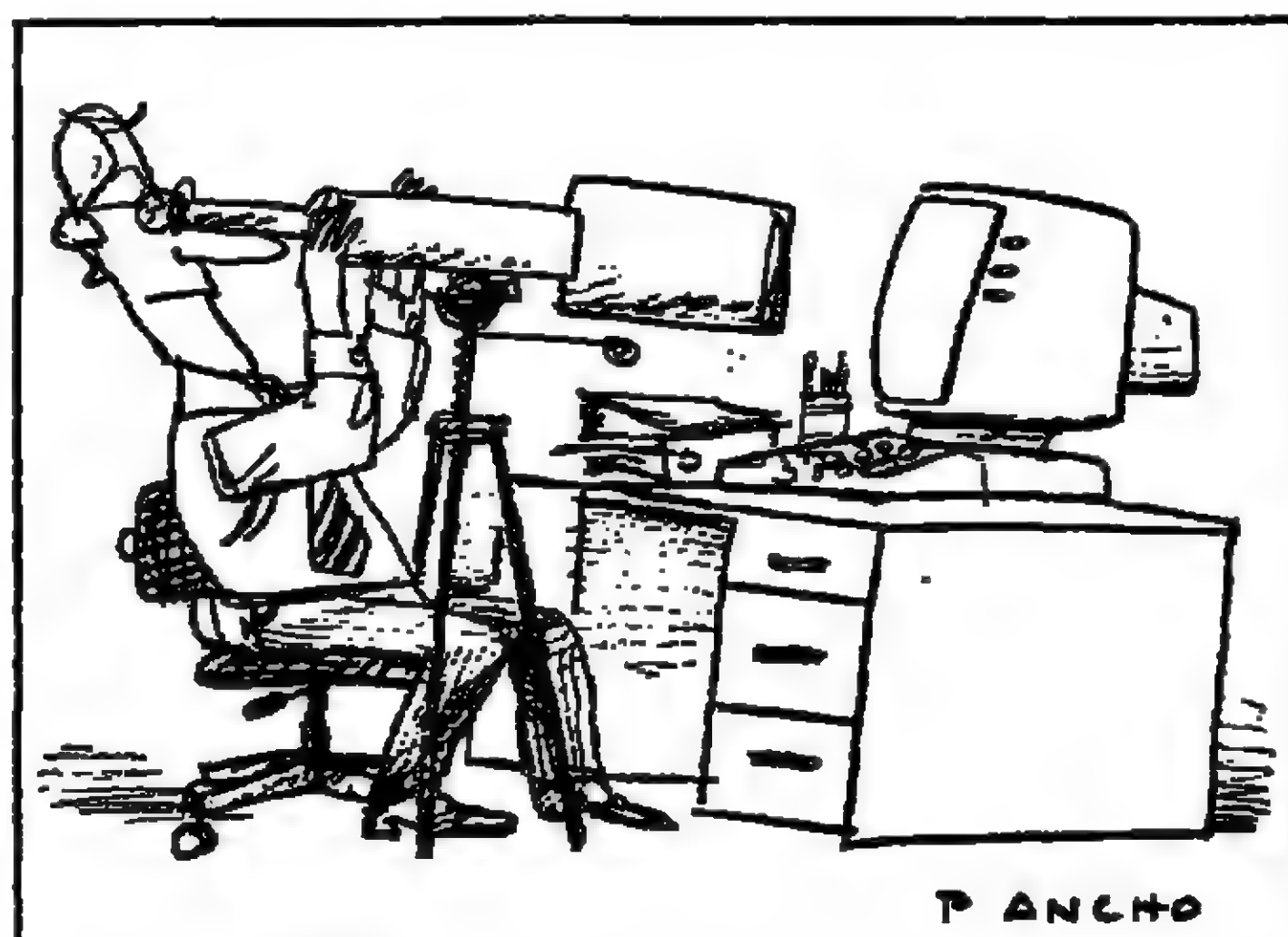
Ces nouveaux spécialistes doivent aussi concevoir les systèmes et les circuits d'information. Non seulement d'un point de vue technique (conception de système informatisé) mais aussi relationnel (mise au point et animation de réunions régulières d'échanges d'informations), pour devenir « un professionnel de l'interface, un médiateur technologique qui sert de pont entre une technicité fermée et une communication ouverte et intégrée », comme le définit Pierre Pelou, sous-directeur à la Documentation française, et pour tenter d'approcher le modèle japonais cité avec des tremolos d'admiration et de jalousie dans le monde entier.

En effet, « dans toutes les entreprises japonaises grandes ou moyennes, des réunions sont organisées systématiquement une fois par mois pour consolider les informations, entre les commerciaux, les responsables de la production et des études », raconte M. Kuroda, directeur de KSM, un cabinet d'études et de conseil spécialisé dans l'analyse des sociétés japonaises. « Parallèlement, un cadre du service Kikaku ou « planning » encadre une équipe de jeunes filles chargées de classer les informations documentaires classées, d'assurer la diffusion de l'information et la rédaction d'un rapport de synthèse remis aux participants lors de la réunion mensuelle. » Mais si ce type d'organisation est banal en Asie, il est en revanche extrêmement peu développé en France.

#### Des freins psychologiques

Deux freins ont considérablement ralenti l'implantation de ces observatoires sur l'Hexagone. Un frein d'ordre psychologique ; car le savoir, c'est aussi le pouvoir, et les détenteurs du second ont souvent du mal à partager le premier. Le second frein est d'ordre économique : ces observatoires sont des centres de coût dont la rentabilité est difficile à évaluer ; les gains qu'ils provoquent (contribution à l'amélioration d'un processus de production, par exemple, détection d'une affaire importante) sont en revanche difficiles à mesurer.

Ceux qui ont franchi le pas sont pourtant généralement fort satis-



faits de leur initiative et ne songent guère à revenir en arrière. Ainsi les dirigeants de la CIA-PEM, une filiale de Thomson électroménager : la cellule de veille, mise en place il y a quinze mois, est à l'origine de développements qui seront annoncés prochainement sur les appareils de la firme. C'est en suivant de près et de façon très systématique les évolutions des produits concurrents dans le monde et au Japon en particulier, que l'idée en a été mise en évidence.

Autre exemple : celui d'Antoine de Lavareille, directeur du marketing de Creusot Marrel, une division de Creusot-Loire industrie, spécialisée dans la fabrication de tôles fortes. Après avoir mis en place en 1982 un observatoire économique, il récidive aujourd'hui en créant un système d'observation marketing : « Nos huit chefs de produits connaissent certes leurs marchés, mais ils n'ont pas le temps de faire des recherches systématiques. Or les projets ne tombent pas du ciel ! L'observatoire marketing examinera donc tout ce qui se publie sur la production, la concurrence, les marchés, les grands projets et leurs sous-traitants, pour que nos chefs de produits commencent à prospecter avant d'avoir été questionnés ».

#### De multiples formations

Sur les traces de ces innovateurs, de plus en plus d'entreprises commencent à prendre la veille marketing au sérieux. Premier indice : des cours de « veille industrielle » font leur apparition dans les catalogues de stages des organismes de formation ; celui de la CEGOS en particulier (2) ; sa cible, « les directeurs industriels et directeur marketing », indique bien que les personnes auxquelles s'adresse le stage devront être fortement impliquées dans la définition de la stratégie de l'entreprise. A la différence des services actuels de documentation.

Conscientes de cette nécessaire évolution de leur métier, les écoles de documentalistes ont aussi depuis longtemps adapté leur formation pour mieux répondre à cette nouvelle demande des entreprises. Mais leur image dans le public n'a pas suivi ce mouvement ; leurs compétences sont ainsi souvent sous-estimées.

Les écoles de gestion et d'information ont en revanche pris le train en marche, ajoutant des cours ou des troisièmes cycles de traitement de l'information à leur cursus. Ainsi en est-il de l'université Dauphine, ou de l'Ecole supérieure de commerce de Marseille (3) qui vient de créer une chaire de management des ressources technologiques ; une autre pourrait être prochainement annoncée à l'Ecole centrale. Une mutation est déjà en cours aux Etats-Unis : « De nombreux diplômés issus d'universités d'informatique ou d'écoles d'ingénieurs remplissent des fonc-

de commerce pour mettre en place son observatoire marketing. Un cabinet spécialisé le formera aux techniques de la documentation ».

Même démarche à la CIA-PEM, où l'animatrice de la cellule de veille est une jeune femme ingénieur INSA. Monique Tosolini, consultante du cabinet MZI et coanimatrice du groupe économie de l'ADBS (Association des documentalistes et bibliothécaires spécialisés), qui a déjà mis en place plusieurs observatoires marketing dans différentes entreprises, estime quant à elle que « le plus important est de bien connaître le milieu de l'entreprise, sa culture. Le candidat idéal pourra donc tout aussi bien être un jeune issu d'une école de commerce, formé ensuite aux techniques de la documentation, qu'une documentaliste bien imprégnée de la culture de l'entreprise. L'important étant que le candidat soit débrouillard et curieux ».

Jean-Philippe Boissin, chargé de mission au département stratégie de la SGN (une filiale du CEA), va encore plus loin. Pour cet ancien élève de HEC, « peu importe le niveau intellectuel du candidat à ce type de fonction, pourvu qu'il soit très motivé. A la bibliothèque de HEC, d'anciens jardiniers et d'ex-femmes de ménage sont chargés d'aider professeurs et élèves dans leur recherche documentaire. J'ai rarement trouvé des gens aussi compétents ! ».

Cette hétérogénéité des formations apparaît encore plus clairement dans les petites annonces. Pour recruter les spécialistes d'un

métier tellement neuf qu'il n'a pas encore de nom, leur formulation est des plus variées. Hélène Socnen, enseignante au département information, communication, documentation de l'UTP Paris-V René-Descartes, en a fait l'analyse. Pour 305 offres d'emploi, elle a recensé 1 306 dénominations ! « Des métiers les plus anciens (archivistes et bibliothécaires) vers les métiers plus récents (documentalistes, spécialistes de l'information), des métiers complémentaires (consultants, chercheurs-enseignants) vers les métiers voisins de l'informatique-télématique et de la communication, apparaît l'éventail des profils professionnels reconnus et cités dans les écrits francophones. Leur diversité confirme l'hétérogénéité et la méconnaissance de ces professions. Un mot générique unique n'est pas suffisant pour les représenter globalement ».

Qu'ils soient « vigie », « monche du coche », « gardien de phare », « informaticien » ou « médiateur », les spécialistes d'un nouveau genre sont attendus au deuxième bureau... de l'entreprise !

ANNE KAHN.

(1) L'information, une ressource stratégique pour l'entreprise, Jacques Morin.  
(2) Le premier stage de « veille industrielle » organisé par la CEGOS aura lieu du 16 au 18 mars prochain. Coût : 6 000 F (hors taxes) par participant. Renseignements : tél. 46-20-62-28.  
(3) Renseignements : Ecole supérieure de commerce de Marseille, domaine de Luminy, case 911, 13288 Marseille Cedex 9. Tél. 91-41-01-60.

## L'OFFRE ALGÉRIENNE A L'EXPORT

sera présente

à la 4<sup>e</sup> foire de la production nationale  
du 14 au 25 octobre 1987

ALGER - PALAIS DES EXPOSITIONS

- Un événement économique en Algérie
- Un rôle prépondérant dans le choix des partenaires commerciaux

Pour tous renseignements ou pour préparer votre visite :

Office National des Foires et Exportations



O.N.A.F.E.X.

Palais des Expositions - Pins Maritimes El-Harrach - Alger  
Tél. : 76-31-00 à 04. Téléc. : 64.212

**USA**  
ICELANDAIR

**Septembre**  
**Promotion spéciale**  
**ORLANDO**

**3890 F\***

Ce prix comprend :  
• Vol aller/retour LUXEMBOURG/ORLANDO/LUXEMBOURG  
• Préacheminement de/vers Luxembourg  
• Transfert  
• 2 nuits d'hôtel à ORLANDO  
• 7 jours de location de voiture en kilométrage illimité

\*Par pers. Forfait base 2 pers. Du 1/10 au 14/12, supplément de 400 F.

Documentation gratuite sur demande à  
**ICELANDAIR**

9, Bd des Capucines  
75002 Paris ☎ (1) 47 42 52 26  
ou votre agent de voyages. M

Le Monde publie deux fois par mois une page consacrée aux problèmes de l'emploi.  
Coordination : Anne Kahn.

مكتبة من الكتب



## SOMMAIRE

■ La politique d'allégement des charges pesant sur les entreprises menées depuis plusieurs années par les pouvoirs publics est dans la bonne voie, estime le Conseil des Impôts. Mais les aides à l'investissement sont jugées globalement inefficaces. (Voir l'article d'Erik Izraelewicz.)

■ Le directeur général des télécommunications expose comment il entend, dans un contexte de déréglementation, resserrer les liens des P et T européennes face aux appétits étrangers, dont celui d'IBM. (Voir l'interview réalisée par Eric Le Boucher.)

■ L'endettement du Sud et l'accroissement du protectionnisme au Nord aggravent, selon le dernier rapport de la FAO, la crise du commerce mondial des produits agricoles. (Voir l'article d'Erik Fottorino.)

■ Le « groupe transport aérien 1992 » préconise une réduction des coûts de fonctionnement pour permettre aux compagnies françaises de mieux aborder le grand marché intérieur européen. (Voir l'article d'Alain Faujas.)

## Le directeur général des télécommunications expose sa stratégie à l'horizon 2000

### Une entente des P et T européennes face aux opérateurs internationaux

Aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, au Japon, les monopoles des télécommunications ont été abandonnés au profit d'une structure de concurrence. La RFA s'apprête à faire de même. Et la France ? M. Gérard Longuet, ministre délégué aux P et T, a préparé un texte de loi qui laisse à l'Etat le monopole de la propriété des réseaux, mais qui ouvre la concurrence sur les services, à l'exception de ceux dits « de base » (télé-

phone, téléx.). Parallèlement, le statut d'administration de la Direction générale des télécommunications (DGT) serait modifié en celui d'une entreprise (à capitaux d'Etat), afin, précisément, de lui donner plus de souplesse vis-à-vis de la nouvelle concurrence et plus d'indépendance sur ses investissements et ses tarifs à l'égard du ministère des finances. Ce projet soulève une vive opposi-

tion des syndicats, et il est désormais peu probable que M. Longuet puisse le faire adopter par l'Assemblée avant l'élection présidentielle.

M. Marcel Roulet, directeur général des télécommunications depuis décembre 1986, s'explique, pour la première fois, sur cette déréglementation, et il expose la stratégie de la DGT à l'horizon 2000.

« Vous considérez que la France n'a pas le choix : la concurrence dans les télécommunications est inévitable ?

— Ce sont des raisons technologiques et techniques qui la rendent inévitable à long terme. Les frontières traditionnelles entre l'information, l'audiovisuel et les télécommunications ont disparu. Tout s'interpénètre : prenez simplement l'exemple des satellites qui transmettent indifféremment des images de télévision, des données ou des voix téléphoniques et qui peuvent arroser plusieurs pays, court-circuitant ainsi les réseaux publics. Dès lors, il sera de plus en plus difficile de définir un monopole d'Etat et, a fortiori, de le contrôler.

— Mais il y a aussi cette concurrence des réseaux internationaux. La déréglementation américaine, du fait du poids des Etats-Unis, a des incidences sur tous les opérateurs mondiaux de télécommunications.

— Lesquelles ?

— Il se produit un effet domino : pour faire face à la concurrence, British Telecom, la compagnie britannique privatisée, a complètement refondu ses tarifs : hausse des appels locaux mais effondrement du coût des liaisons internationales et interurbaines. Comme pour les transports aériens, nous courrons le risque qu'il soit moins cher, pour téléphoner de Paris à New-York ou sur Tokyo, d'appeler Londres, et de demander à British Telecom de nous connecter sur New-York ou sur Tokyo. Pour nous, c'était une perte sèche de recettes : il a fallu que nous adaptions nos tarifs internationaux à la baisse. Malgré cela, sur vingt-cinq sociétés japonaises présentes en France qui ont des liaisons spécialisées avec le Japon, vingt-trois « passent » par Londres.

#### Le réseau européen

— La concurrence n'est donc pas une perspective lointaine : elle est là.

— J'ajoute que l'horizon du grand marché européen de 1992 constitue, après l'évolution technique et l'évolution internationale, une troisième raison, peut-être la plus importante, pour que nous bougeons. A cette date, il n'y aura plus de marché protégé. Déjà, la même British Telecom, en liaison avec la réforme de la Bourse de Londres, le « Big Bang », a installé une antenne commerciale à Paris pour vendre des terminaux et des services bancaires.

— Comment la DGT peut-elle réagir ?

— Pour répondre à cette question, examinons l'évolution du marché dans les domaines traditionnels, les services de base du téléphone, du téléx, etc. Les besoins devraient croître chaque année de 5 %. Dans les secteurs nouveaux, données informatiques et images, appelés encore services à valeur ajoutée, la croissance devrait être de 15 % à 20 %. D'ici à l'an 2000, les activités nouvelles représenteront donc 30 % de nos recettes contre à peine 10 % aujourd'hui.

— Face à cette évolution, notre stratégie se développe selon quatre axes. Premièrement, maintenir voire accroître notre part dans les domaines traditionnels ; numériser notre réseau, c'est-à-dire, aller vers le réseau numérique à intégration de services (RNIS) et abaisser nos coûts. Deuxièmement, saisir les opportunités dans les nouveaux domaines des télécommunications : les données et l'image.

— Le troisième axe de votre stratégie ?

— Il concerne le trafic international qui constitue 12 % de nos recettes mais près de 20 % de nos marges. Il faut que les opérateurs européens s'organisent pour offrir aux grandes entreprises « un guichet unique » : une entreprise française veut-elle établir des liaisons entre Paris et ses usines en Europe ? Il faut que la DGT puisse se charger de tout, des contrats avec les télécommunications européennes, des communications, de la facturation, etc. En outre, il faut que nous puissions nous engager à conclure avec elle un véritable contrat commercial prévoyant en particulier un engagement sur la qualité de service et sur les tarifs pendant au moins cinq ans.

— Encore faudrait-il que les P et T européennes s'entendent, harmonisent leurs normes, etc.

— Les choses avancent de ce côté. Les pays européens viennent de conclure un accord pour créer, en 1988, un institut européen de normalisation qui travaillera à définir et à unifier les normes à l'horizon 1992. Sur le radiotéléphone, treize pays européens se sont entendus pour adopter le même système : il sera possible d'utiliser un même téléphone de voiture dans ces pays à partir de 1991. Voilà le début de ce qui doit être un réseau européen.

— Quant à la concurrence, un consensus se dégage progressivement : les différents pays sont d'accord *grasso modo* sur la séparation juridique des fonctions de réglementation (l'Etat) et celle d'exploitation (la DGT) sur l'introduction d'une concurrence dans le domaine des terminaux et dans les services dits à valeur ajoutée. Dans ce domaine, il faut bien voir que la première des valeurs ajoutées est d'offrir le « guichet unique » à nos clients.

— Si nous ne parvenons pas à progresser rapidement dans cette voie, ce sera une brèche ouverte pour les concurrents privés étrangers. Dans le domaine postal, les courriers internationaux ont, dans le passé, bâti leur succès sur une restriction trop large des postes européennes.

— Tout de même, investissez-vous, vous-même, dans des services à plus grande valeur ajoutée informatique comme IBM se propose de le faire ?

— Oui, et de deux façons. Tout d'abord, notre premier objectif est de réaliser un réseau numérique à intégration de services — le RNIS — à l'échelle européenne. Les services offerts par ce réseau couvriront déjà une palette très large des besoins. Ensuite, pour aborder les marchés sectoriels plus spécifiques et plus complexes comme les services bancaires, la réservation aérienne, les concessionnaires automobiles, etc., la DGT cherchera à intervenir par ses filiales avec des partenaires nationaux ou étrangers.

— Qui seront-ils ?

— En priorité, nos homologues européens. C'est ce que nous sommes en train de faire dans la commutation de paquets avec British Telecom, la Bundespost et l'américain Infonet pour établir, à partir de Transpac, un réseau couvrant l'Europe et l'Amérique du Nord.

— Venez-en au quatrième axe de votre stratégie.

— Dans l'avenir, les opérateurs efficaces seront ceux qui auront réussi à susciter l'adhésion de leurs personnels à la stratégie et aux enjeux de leur entreprise. La DGT a un exceptionnel capital de richesses

humaines, et de ce point de vue je suis optimiste. Je suis néanmoins inquiet de voir les départs vers les entreprises privées s'accroître.

#### Intéresser le personnel

— Est-ce lié à votre statut d'administration ?

— Oui, il provoque de nombreuses rigidités. Nos salaires sont nettement inférieurs à ceux de nos concurrents, souvent de 50 %.

— Ne pourriez-vous pas avoir plus d'autonomie de gestion sans modification de ce statut ?

— Depuis vingt ans, nous avons cherché constamment à améliorer notre organisation. Je crois que cela a été réussi : le réseau français est moderne, la productivité est bonne, la recherche de haut niveau, les services offerts se sont diversifiés. C'est le mérite et l'honneur de tous ceux qui ont contribué à ce redressement. Mais aujourd'hui, avec l'évolution de la technologie et l'ouverture internationale, le changement de contexte est fondamental. Il faut pouvoir mettre à niveau notre réglementation, nos tarifs, notre situation financière, notre fiscalité, nos salaires, intéresser notre personnel aux résultats de l'entreprise, en un mot, disposer d'un cadre de gestion clair, stable, incitatif, proche de celui de nos collègues et concurrents européens. Ma conviction est claire : le statut de la DGT n'est plus adapté.

— La DGT resterait une société à capitaux publics ?

— C'est absolument indispensable. Il s'agit d'un domaine tellement essentiel que l'Etat doit non seulement rester le régulateur et le tuteur des télécommunications, mais aussi disposer d'un opérateur public fort assurant des missions de service public. Les télécommunications sont le système nerveux de la nation, elles sont donc un instrument de souveraineté.

— M. Longuet semble ne pas pouvoir faire voter une loi. A vous

entendre, la France va prendre du retard ?

— Il faut bien comprendre qu'il ne s'agit pas d'un enjeu politique mais d'un enjeu national. Il est naturel qu'il y ait débat sur le niveau de concurrence qu'il faut introduire et sur l'organisation de cette concurrence, mais une évolution est indispensable. Il faut en débattre avec les partenaires sociaux, rassurer nos agents en leur apportant des garanties sur les points qu'ils jugent essentiels. Mais 1992, c'est demain, il ne faut pas perdre de temps.

Propos recueillis par  
ERIC LE BOUCHER.

## Bravo, monsieur Balladur !

M. EDOUARD BALLADUR doit jubiler. Le rapport du Conseil des impôts, rendu public le mercredi 23 septembre, et consacré pour la première fois à la fiscalité des entreprises, dresse un véritable panégyrique — dans un style très administratif toutefois — de sa politique fiscale en ce domaine. Frappant à droite comme à gauche, mais aussi contre « le parti de l'entreprise » (le CNPF), les rapporteurs, des hauts fonctionnaires, approuvent totalement la ligne de la Rue de Rivoli, et ils le font savoir. Trois exemples sont significatifs : la taxe professionnelle, le régime des amortissements et l'aide fiscale à l'investissement.

« Un impôt imbécile, injuste et inefficace », avait dit à propos de la taxe professionnelle le président de la République, M. François Mitterrand. Une quasi-unanimité s'était formée autour de ces trois qualificatifs. Et pourtant, M. Edouard Balladur n'a pas procédé à la « refonte » totale de cette taxe prévue dans la plate-forme commune RPR-UDF. Le début de réhabilitation de cet impôt auquel procède le Conseil ne peut que conforter dans son assurance le ministre d'Etat. Après tout, il faut « relativiser » et l'importance de cette taxe, et celle de ses effets, expliquent les rapporteurs. Une réforme, sans doute nécessaire, est difficile dans l'immédiat. Quelques aménagements y suffiront.

Le régime des amortissements ? Le CNPF attend beaucoup de la commission Mantré chargée de revoir les durées d'amortissement. M. Balladur ne l'a mise en place que pour satisfaire aux désirs du ministre de l'Industrie et du patronat. Il

en attend peu. Le Conseil des impôts souligne que le régime d'amortissement français est d'ores et déjà l'un des plus avantageux parmi ceux pratiqués dans les pays de l'OCDE. Plus radical encore, il préconise de supprimer, à terme, l'amortissement dégressif. Le CNPF revendique, dans l'immédiat, un renforcement de la dégressivité.

Quant à l'aide fiscale à l'investissement, le Conseil n'y va pas par quatre chemins. Sans apporter sur ce sujet d'éléments d'analyse nouveaux, les rapporteurs affirment que ces aides, comme toutes les procédures incitatives (à la création d'entreprise, à l'embauche...), sont inefficaces. A l'intention de tous les partisans d'une aide fiscale à l'investissement : les barbares, les socialistes, le patronat...

Vive donc la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés, le « nouveau dur » de la politique fiscale de M. Balladur. Un atout : cette mesure de nature générale est « neutre » vis-à-vis des décisions des entreprises. Cette notion de neutralité de la fiscalité est en effet à nouveau, comme dans les rapports précédents, au centre des travaux du Conseil. L'impôt, personne n'en disconvient, ne doit pas être un biais par rapport à une « supposée » rationalité économique. Mais n'est-il pas aussi l'une des armes de la puissance publique pour exprimer les priorités de la collectivité nationale ? Il en est sans doute de la neutralité de l'impôt comme de l'objectivité de la presse. Un « vrai-faux » débat !

ERIK IZRAELEWICZ.

(Lire l'analyse du rapport page 37.)

## Le rapport annuel de la FAO

### Les pays en développement ne peuvent tirer parti de la surproduction agricole

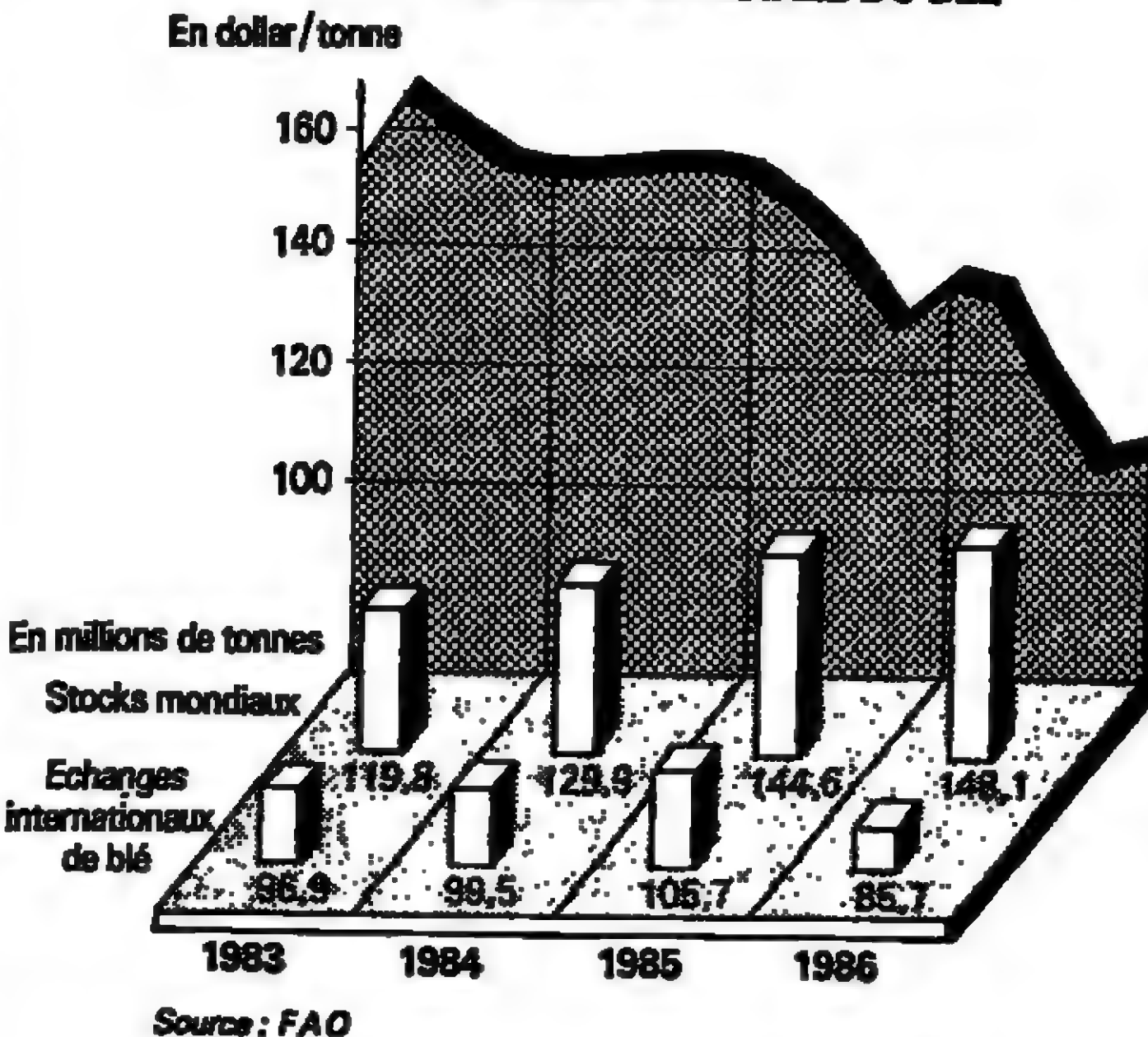
A la lecture du rapport annuel de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) consacré aux produits agricoles et à leurs perspectives, on a peine à imaginer qu'il n'y a pas si longtemps le monde craignait une pénurie alimentaire. La deuxième partie des années 80 est dominée par une surproduction quasi générale de denrées, rendue plus visible avec la relative stagnation de la demande. Ce déséquilibre provoque une baisse des cours mondiaux, que viennent accentuer la baisse des subventions entre pays développés et la contraction des échanges de produits agricoles. « Bien que 1986 ait été la quatrième année consécutive de croissance de l'économie mondiale, et malgré la dépréciation substantielle du dollar, les cours des produits de base ne se sont pas raffermis », observe la FAO.

Son directeur général, M. Edouard Saouma, précise que, en dollars constants, les recettes d'exportation tirées de produits agricoles forestiers et halieutiques ont accusé, l'an dernier, une baisse de 10 %, comparée à leur montant du

début de la décennie. En 1986, les prix des denrées alimentaires ont reculé en moyenne de 12 %. La dépréciation a même atteint 15 % pour les céréales et 15,5 % pour les huiles végétales. Seuls le café, le

trictions quantitatives qu'elles subissent. Surtout, la protection des agriculteurs du Nord, par le jeu de prix intérieurs très élevés, a favorisé l'apparition d'excédents énormes ; qui pèsent sur les cours mondiaux.

#### LA CRISE MONDIALE DU BLÉ



sucre et le poivre ont bénéficié d'un certain raffermissement qui, pour les deux premiers, ne s'est pas confirmé en 1987.

Si la FAO reconnaît que la crise du commerce international des produits agricoles n'épargne ni le Nord, ni le Sud, elle insiste sur les effets du « fardeau intolérable de la dette » et du protectionnisme qui pénalisent d'abord les pays en développement, dont le quart des recettes d'exportation sert à rembourser le service de la dette. Cette ponction limite d'autant leurs capacités à importer les denrées alimentaires qui leur font poartant défaut.

#### Un manque de solvabilité

Le manque de solvabilité de nombre d'Etats du tiers-monde les empêche d'apparaître comme des partenaires fiables dans les échanges mondiaux. Quant au protectionnisme qui a cours dans les pays industrialisés, il est à l'origine de distorsions préjudiciables aux productions du tiers-monde. Celles-ci n'accablent pas aux marchés occidentaux dans les meilleures conditions, en raison des taxes ou des res-

« Les dépenses publiques des Etats-Unis, de la CEE et du Japon pour le soutien de l'agriculture et les subventions à l'exportation dépasseront cette année 70 milliards de dollars, soit l'équivalent de la totalité de leurs exportations agricoles », constate M. Saouma. Il ajoute qu'en 1986, la dégradation des termes de l'échange de ces pays a représenté l'équivalent de 3 % de leur richesse nationale.

Imprimé avant la proposition américaine de supprimer toutes les subventions agricoles de part et d'autre de l'Atlantique dans les dix ans à venir, le rapport de la FAO montre l'urgence d'une réforme en profondeur des agricultures mondiales. C'est dans les pays riches, aux siles pleins à craquer, que les fermiers sont le plus encouragés à produire. En Afrique et en Amérique latine, là où les cultures sont un défi permanent aux conditions économiques et climatiques, les subventions tombent du ciel aussi rarement que les gouttes de pluie. Pour renverser la vapeur, M. Edouard Saouma en appelle à la « coopération internationale ». « Il n'y a pas de temps à perdre », conclut-il.

ERIK FOTTORINO.

**Le Monde**  
**L'EDUCATION**  
de l'EDUCATION

FRANÇAIS  
PHILO :  
LES  
SUJETS  
DU BAC 87

nouvelle  
présentation :  
par thèmes avec  
des commentaires  
pédagogiques  
et des  
exercices

NUMÉRO DE SEPTEMBRE 1987  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX





entidad binacional  
**yacyretá**

## APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

**DESSIN - FABRICATION - TRANSPORT  
MONTAGE ET MISE EN SERVICE DES GRUES  
POUR LA CENTRALE HYDRO-ÉLECTRIQUE DE YACYRETA**

L'Entité Binationale Yacyretá, construite selon l'article III du Traité de Yacyretá, approuvé entre la République Argentine et la République du Paraguay, le 3 décembre 1973, ouvre un appel d'offres international pour la fourniture du Dessin, Fabrication, Transport, Montage et Mise en service des grues de la centrale hydro-électrique de Yacyretá, d'accord avec les documents contractuels Y-E2.

Le détail de l'équipement à fournir est le suivant :

- A. Deux grues pont. Capacité 330 tonnes chacune. Lumière 27 m.
- B. Deux grues pont. Capacité 40 tonnes chacune. Lumière 25 m.
- C. Une grue portique. Capacité 480 tonnes. Voie 8,6 m. Hauteur 25 m. Longueur 13 m.
- D. Deux grues portiques. Capacité 160 tonnes chacune. Hauteur 25 m. Voie 8,6 - Longueur 13 m.
- E. Une grue portique. Capacité 25 tonnes.
- G. Une grue pont. Capacité 32 tonnes. Lumière 16,8 m.

Toutes les grues seront d'actionnement électrique.

Pourront participer à l'appel d'offres des entreprises locales et étrangères, ou des associations formées par des entreprises locales ou entreprises associées avec des entreprises étrangères, avec expérience et capacité technique prouvée par le dessin, fabrication, montage et mise en service des équipes comme ceux appelés.

Les offres, devront compter avec le financement à cent pour cent de toutes les monnaies de paiement. L'Entité Binationale Yacyretá réalisera une pré-sélection des offertes, moyennant le système de présentation en deux enveloppes.

Les intéressés pourront effectuer leur consultations et obtenir les Documents Contractuels Y-E2 cités au siège de l'Entité Binationale Yacyretá, avenue Madero 942 - 20<sup>e</sup> étage - Buenos-Aires République Argentine, et rue Humaitá 357 - 2<sup>e</sup> étage - Assomption du Paraguay - République du Paraguay, à partir du 26 août 1987, au prix de US \$ 400.- (dollars des États-Unis quatre cents), ou son équivalent en monnaie locale.

Les offres, seront reçues au Département technique de l'Entité Binationale Yacyretá, en Ituzingo, province de Corrientes, République Argentine jusqu'au 17 novembre 1987 à 15 heures, moment où l'on procédera à son ouverture en présence des intéressés qui participeront en écrivant l'acte correspondant.

HUMAITÁ 357 - ASUNCION - REP. DEL PARAGUAY.  
AV. MADERO 942 - CP. 1106 - CAPITAL FEDERAL - REP. ARGENTINA

Préparation en 1 an  
au **MBA** en France  
et aux USA  
Informations : ESG, 25, Rue Saint-Ambroise  
75011 PARIS. Téléphone : (1) 43.55.44.44

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

## Economie

### TRANSPORTS

#### Un rapport pour 1992

#### Les compagnies aériennes françaises survivront à la suppression des frontières européennes si...

M. Jacques Douffignies, ministre des transports, soumettra, le 29 septembre, au Conseil supérieur de l'aviation marchande, le rapport du groupe transport aérien 1992. Sous la présidence de M. Guy Malher, PDG de la Société Rhône-Mérivien, ce groupe s'est efforcé de déterminer comment le transport aérien français affronterait, dans les meilleures conditions, la concurrence au sein du grand marché intérieur européen, ouvert le 31 décembre 1992.

Un chapitre des « forces et faiblesses du transport aérien français », le rapport estime que « la large palette des compagnies aériennes » dont dispose la France, le renforcement attendu de leurs flottes et le réseau aéroportuaire « dense et bien équipé » constituent des atouts. En revanche, figurent au passif « le niveau de leurs coûts, notamment de personnel » et la dualité existant entre les aéroports parisiens d'Orly et de Roissy.

Au chapitre des « règles applicables au marché intra-communautaire », le groupe a multiplié les conseils. Il juge indispensable que les Douze s'entendent sur des critères communs à l'établissement des entreprises de transport aérien, comportant une clause de contrôle par des nationaux des États membres et une majorité de capital d'origine communautaire. Une immatriculation européenne des avions devrait être créée.

Écartant l'hypothèse, jugée « insupportable », d'un marché totalement libéralisé, le rapport préconise que soient définis des seuils de trafic qui permettraient d'abord à une seule compagnie, puis à deux, enfin à plusieurs, d'opérer sur les lignes domestiques de chaque pays. Il souhaite que l'entre-deux pays la part de trafic des transporteurs de chaque nationalité puisse évoluer jusqu'à 75 %-25 %, au lieu de la répartition 50 %-50 % actuelle.

Le chapitre « Compétitivité et harmonisation » propose une mise

à parité des règlements européens en matière de sécurité. Pour pallier la pénurie de personnel navigant en France, il est souhaité que les licences et brevets français soient simplifiés et alignés sur les normes de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et que soit définie, à l'échelon de la Communauté européenne, une validation des diplômes délivrés par les pays membres. L'administration et les transporteurs pourraient étudier « les mesures à prendre en matière de rémunérations et de conditions de travail pour rendre les entreprises françaises plus compétitives face à leurs partenaires européens ».

Le groupe voudrait faire de l'aéroport de Roissy un pôle d'entrée en Europe, grâce à un transfert d'Air Inter sur cette plate-forme aéroportuaire. Il réclame une amélioration des dessertes ferrées entre Roissy ou Orly et la capitale entre Roissy et Orly. En province, les aéroports de Nice, Lyon et Marseille développeraient des liaisons directes européennes ou internationales et les aéroports frontaliers élaboreraient des actions promotionnelles pour attirer les passagers des pays riverains.

Enfin, en matière de charters, le rapport conclut à la nécessité d'établir le bilan d'un an de libéralisation des vols à destination des départements et territoires d'outre-mer, ainsi qu'en métropole. Cette lacune en matière de chiffres donne la mesure de la précipitation qui a suivi aux travaux de la commission Malher, réunis neuf fois seulement. Elle n'a pu que juxtaposer les points de vue des directions des entreprises concernées, sans parvenir à dégager des solutions novatrices communes. Le rapport « 1992 » a pourtant le mérite d'exister et de permettre aux professions aériennes de réfléchir ensemble aux moyens de préparer les échéances européennes.

ALAIN FAUJAS.

#### Des chalutiers et un paquebot à voile

#### Les Ateliers et chantiers du Havre respirent

Le président des Ateliers et chantiers du Havre, M. Gilbert Fournier et ses mille associés respirent : M. Chirac n'est pas venu pour eux les mains vides le 21 septembre en Haute-Normandie. Le grand paquebot à voile que les Chantiers navals (qui sont devenus les spécialistes de ce « créneau » commercial) construisent d'ici à la fin de 1989 mesurera 186 mètres et pourra embarquer 420 croisiéristes. Coût du contrat : 578 millions de francs.

Le Club Méditerranée pour 50 % et la Société Havraise Services et Transports de M. Puylo pour 50 %, ont créé une compagnie qui exploitera le navire à partir de la Martinique. Au titre de la loi sur la détaxation des investissements dans les DOM-TOM, l'État accepte un important manque à gagner en recettes fiscales et, de plus, le ministre de l'Industrie accordera une aide substantielle aux Chantiers du Havre.

En contrepartie, plusieurs centaines d'emplois seront créés aux Antilles sans parler des retombées de devises, la clientèle visée étant essentiellement américaine.

Autre bonne nouvelle pour M. Fournier : la commande par la SNPL, de Bordeaux, de deux grands chalutiers de 50 mètres qui, basés à Saint-Pierre-et-Miquelon, pêcheront dans les eaux très poissonneuses du golfe du Saint-Laurent et des parages de Terre-Neuve. Là aussi les aides des pouvoirs publics ont pesé lourd dans la balance.

Et ce n'est pas fini. Les Chantiers du Havre, qui ont dû se résigner, au printemps dernier, à « lâcher » leur établissement de La Rochelle, négocient d'autres commandes de chalutiers et de navires océanographiques.

Bref, le paysage de la construction navale civile de demain (quand NORMED aura cessé d'exister) apparaît dans toute sa simplicité : un grand chantier à Saint-Nazaire, un chantier moyen au Havre et encore trois ou quatre petits établissements disséminés essentiellement dans l'Ouest.

F. G.

## Air France et 12 Compagnies Européennes lancent AirPlus.



Les voyages d'affaires sont l'affaire des compagnies aériennes. C'est pourquoi nous avons créé la carte AirPlus, la carte des voyageurs d'affaires.

Pour vous-même et votre Société, elle offre une meilleure gestion de vos déplacements. En effet, la carte AirPlus vous permet de régler tous vos frais de voyages, d'hôtels, de locations de voitures, de représentations, etc. Quant à votre Société, elle recevra une

facturation personnalisée, adaptée à ses besoins spécifiques.

AirPlus, c'est votre meilleure carte de visite. Celle que nos compagnies aériennes réservent au voyageur d'affaires en lui offrant partout et toujours dans le monde, l'assistance de leurs puissants réseaux internationaux.

Pour tout renseignement, contactez Air France ou votre Agent de Voyages.



La carte des voyageurs d'affaires.

• FRAIS DE VOYAGES • HOTELS • RESTAURANTS • LOCATIONS DE VOITURES •

Je tiens à...



# Economie

## FISCALITÉ

Le rapport du Conseil des impôts

### Les charges des entreprises françaises restent les plus élevées des pays industrialisés

M. André Chadenagor, premier président de la Cour des comptes, a remis, le vendredi 18 septembre, au président de la République, le neuvième rapport du Conseil des impôts, qui a été rendu public mercredi 23 septembre. Alors que les précédents rapports avaient été consacrés soit à des impôts particuliers, soit à la fiscalité applicable à une matière imposable donnée (bénéfices industriels et commerciaux, capital), celui de cette année étudie l'ensemble des charges fiscales et sociales qui pèsent sur les entreprises industrielles et commerciales.

S'il souligne que « c'est en France que le poids des prélèvements obligatoires à la charge des entreprises est le plus élevé (17,9 % du produit intérieur brut), juste devant la Suède et loin devant les autres pays occidentaux », à cause essentiellement des cotisations sociales, le Conseil des impôts s'efforce surtout d'étudier les conséquences de la fiscalité sur le compor-

tement des entreprises. « Il est essentiel, estime-t-il, que ces prélèvements n'entraînent pas [leur] capacité d'adaptation, n'orientent pas leurs décisions dans des directions non conformes à la rationalité économique et, plus généralement, ne soient pas préjudiciables à leur compétitivité. »

Or, au terme de son rapport (252 pages, plus 125 pages d'annexes) (1), le Conseil des impôts estime que « la fiscalité [française] n'est, dans plusieurs domaines, pas neutre vis-à-vis des décisions des entreprises ». Elle biaise ainsi les choix de structures juridiques par les créateurs d'entreprise. Elle modifie les coûts relatifs du capital et du travail, de l'investissement et de l'emploi. C'est le cas, en particulier, de la taxe professionnelle, qui renchérit beaucoup plus le coût global actualisé d'un investissement que celui d'une embauche. La fiscalité a enfin des conséquences, non justifiées économiquement, en matière

d'organisation des entreprises. Souvent, elle est aussi utilisée, à travers des procédures incitatives, comme une arme des pouvoirs publics pour orienter les décisions des entreprises (en matière de création, d'investissement, de recherche, d'embauche, etc.).

A ce sujet, le Conseil des impôts juge d'une « efficacité inégale » les procédures mises en œuvre par les gouvernements successifs en France. Ces mesures ont en outre été « facteur de complexité et de discriminations ». Aussi le Conseil approuve-t-il la politique fiscale des dernières années qui vise en particulier à alléger le poids des prélèvements obligatoires à la charge des entreprises. Mais cela ne suffit pas. « Des améliorations importantes restent à apporter à l'assiette de l'impôt, particulièrement en ce qui concerne les impôts locaux (comme la taxe professionnelle), le financement des entreprises et la prise en compte des groupes, dans le sens de la simplification et d'une plus grande neutralité. »

Dans ces conditions, le Conseil approuve la décision prise dans la loi de finances pour 1987 de ne pas reconduire le système d'exonération, totale ou partielle, des bénéfices accordés aux entreprises nouvelles sous des conditions qui ont varié avec le temps, estimant que ce « système souffrait de son caractère discriminatoire et de ses difficultés d'application ».

#### Le financement

La troisième partie du rapport traite des relations entre la fiscalité et les choix de financement des entreprises : l'autofinancement, l'augmentation de capital ou l'emprunt. Ceux-ci représentent, en 1985, respectivement 49,2 %, 14,2 % et 36,6 % des ressources des sociétés françaises. Dans ce domaine, « le législateur s'est montré particulièrement

choix des entreprises en matière d'investissement et d'emploi. Le régime d'amortissement basidical-t-il l'investissement des sociétés françaises ?

Le Conseil présente une comparaison entre les régimes français et étrangers, d'où il ressort que « le régime français d'amortissement est dans l'ensemble un peu plus avantageux que le régime japonais, équivalent au régime des États-Unis, et selon les cas, plus ou moins favorable que les régimes allemand et britannique ».

Dans le temps, l'impact du régime d'amortissement sur le coût du capital a été avantageux « dans l'ensemble jusqu'en 1974 ». Du fait de l'accélération de l'inflation et du ralentissement de l'investissement, le système est devenu ensuite moins favorable. « Depuis le récent ralentissement de l'inflation, le régime d'amortissement est devenu avantageux pour les investissements nouveaux », écrivent les rapporteurs qui n'estiment pas moins que « dans l'immédiat », il est difficilement envisageable de supprimer l'amortissement dégressif.

Le rapport aborde ensuite la taxe professionnelle. Constatant l'augmentation du poids de cette taxe dans les comptes des entreprises (elle est passée de 2,02 % de la valeur ajoutée en 1977 à 2,49 % en 1984), le Conseil souligne que la part de la taxe professionnelle dans les charges d'exploitation des entreprises nettes des achats est néanmoins revenue en 1984 à son niveau de 1978 (1,24 %) et juge nécessaire de « réviser » l'importance de cet impôt « par rapport à son rôle » dans les débats qu'il suscite.

Le Conseil des impôts n'estime pas moins que l'impact des impôts locaux (taxe professionnelle et taxe foncière sur les propriétés bâties) sur le coût du capital est « très important ». Ces impôts renchérisent le coût des équipements et des constructions, la taxe professionnelle en particulier pesant davantage sur l'investissement que sur l'emploi. Considérant comme « tout à fait justifiée dans son principe » l'existence d'impôts locaux payés par les entreprises, « ce qui n'est pas une spécificité française », le Conseil n'en juge pas moins nécessaire « une réforme éventuelle » de cette taxe, avec en particulier l'adoption de la

valeur ajoutée comme nouvelle assiette.

Pour l'instant, une telle réforme ne peut être réalisée « en raison des transferts de charge importants » qu'elle impliquerait. Mais, face aux disparités excessives de taux de cette taxe, le Conseil juge nécessaire « un encadrement plus strict des taux, au prix d'une certaine limitation de la liberté des collectivités locales et par un accroissement de la péréquation entre communes ».

A propos de l'effet des prélèvements à caractère fiscal sur le coût du facteur travail, le Conseil des impôts affirme qu'il est « finalement limité ». L'incidence de la taxe professionnelle sur le coût d'une embauche ne peut véritablement être considérée comme significative que sur le territoire des collectivités qui pratiquent les taux les plus élevés.

En revanche, le Conseil estime que « les cotisations sociales jouent fortement et de manière rapide et croissante depuis une dizaine d'années le rôle de la taxe » sur le coût du travail », soulignant néanmoins que « les effets des cotisations sur les entreprises et particulièrement sur le niveau de leurs effectifs ne doivent pas être exagérés ». Les cotisations sociales ont en fait permis en France le caractère d'un « substitut de salaire ».

#### Des aides inefficaces

Le Conseil porte ensuite une appréciation sur les différentes aides fiscales : à l'investissement, à la recherche et à la création d'emploi. Reconnaissant que l'appréciation des effets des aides fiscales à l'investissement est « difficile », le Conseil tire néanmoins de l'étude des sept systèmes d'aide fiscale à l'investissement qui se sont succédés en France entre 1966 et 1985 et de celle des expériences étrangères une conclusion sur leur efficacité. Elles ne peuvent avoir un effet significatif si elles sont massives, donc très coûteuses, et durables. Elles altèrent ensuite la neutralité et l'équité de l'impôt. « L'abaissement du taux de l'impôt sur les sociétés ne présente à l'évidence aucun de ces derniers inconvénients », estime le Conseil des impôts.

A propos du crédit d'impôt recherche, « plus favorable que les dispositifs mis en place à l'étranger », le Conseil estime que s'il favorise « une plus large diffusion de la recherche dans le tissu industriel », il ne doit cependant être qu'un mécanisme temporaire justifié par un « souci pédagogique ».

Les procédures incitatives en faveur de l'emploi ont deux défauts : le caractère temporaire de leurs effets et le risque que ce type de mesures ne bénéficie qu'à des demandeurs d'emploi qui auraient été embauchés de toute façon. Cela ne condamne pas totalement ces dispositifs, mais souligne la nécessité d'une grande sélectivité.

Les relations entre la fiscalité et l'organisation de l'entreprise font l'objet de la cinquième et dernière partie du rapport. Le souci d'une meilleure adaptation du système fiscal aux réalités économiques et celui de placer les entreprises françaises dans des conditions comparables à leurs concurrents étrangers deviennent conduits, pour le Conseil des impôts, à l'instauration d'un régime optionnel de groupe applicable aux filiales françaises et à l'extension des possibilités de compensation des pertes des implantations étrangères non immédiatement rentables avec les bénéfices réalisés en France. Avec la réforme de la fiscalité de groupe introduite dans le projet de loi de finances pour 1988, le Conseil a déjà partiellement été entendu.

## SOCIAL

La « rentrée » de la CGC

### M. Marchelli ne revendique plus d'aide directe à l'investissement

« Nous nous efforçons de ne pas mettre d'huile sur le feu et de ne pas pleurnicher sur les malheurs des femmes et des hommes que nous représentons », a assuré M. Paul Marchelli, président de la Confédération française de l'encadrement CFE-CGC, lors de sa conférence de presse de « rentrée » le mardi 22 septembre. S'il n'a pas mis d'huile sur le feu, M. Marchelli a pris, une nouvelle fois, le risque de surprendre en abandonnant sa revendication majeure — et teintée de barriquerie — d'aide fiscale à l'investissement qu'il avait renouvelée avec force en recevant M. Chirac devant son inter-congrès le 20 juin.

Pourquoi un tel revirement ? M. Marchelli ne se fonde pas sur le rapport du Conseil des impôts — circulaire sur les aides à l'investissement — mais sur « les analyses qu'on pouvait faire en juin 1987 à partir de la conjoncture internationale qui ne sont plus les mêmes en septembre 1987 ». Elles se sont améliorées.

Visiblement, même si M. Marchelli ne le reconnaît pas, la magie du verbe de M. Balladur a joué dans ce changement de position. La CFE-CGC estime que, avec le projet de budget 1988, « le gouvernement donne à notre pays de nouveaux atouts ».

« Nous sommes persuadés que l'ensemble des mesures alléguées les contraintes des entreprises est suffisant. Les entreprises françaises sont actuellement en capacité d'engager la bataille de la compétitivité et de la gagner. » Pour peu qu'il y ait « mobilisation », l'objectif d'une croissance de 2,5 % en 1988 est jugé accessible. Mais la CFE-CGC estime « urgent » que le gouvernement mette à bonne fin ses travaux sur la mise en place de nouvelles modalités d'amortissement.

En attendant cette éventuelle éclaircie, le constat de M. Marchelli est plutôt morose. Alignant des résultats qui « ne sont pas de bonne qualité » (inflation, croissance, investissements, solde négatif du commerce extérieur), il considère que « notre pays n'est pas encore sur la voie du redressement économique ». S'il donne un coup de chapeau à M. Séguin pour le coûteux traitement social du chômage, c'est pour ajouter aussitôt que « la France continue à perdre des emplois ».

#### Changer de politique salariale

Le redressement économique n'étant pas encore réalisé, on aurait pu attendre de M. Marchelli qu'il prêche de nouveau, comme en 1982, pour que les salariés consentent « efforts et sacrifices ». Mais le président de la CFE-CGC a jugé au contraire « urgent de changer de

politique salariale. Les salariés ont suffisamment participé à la lutte contre l'inflation. Il est maintenant impératif d'augmenter leur pouvoir d'achat. Si nous voulons gagner la bataille de la compétitivité et trouver de nouvelles solutions pour régler nos problèmes d'emploi, il faut investir au bon endroit. L'investissement dans les salaires est devenu une priorité. Il faut que les chefs d'entreprise comprennent que cet investissement-là est capital. »

En conséquence, M. Marchelli a estimé « indispensable que l'Etat prenne des dispositions pour assurer au moins le maintien du pouvoir d'achat des fonctionnaires ». Faute d'engagements précis, il a annoncé que d'ici huit jours les fonctionnaires CGC pourraient décider de se joindre à la grève de vingt-quatre heures dans la fonction publique le 15 octobre décidée déjà par cinq fédérations. Dans le secteur privé, il a pris acte des « ouvertures » de M. Perigot et Guillen (respectivement président et vice-président du CNPF) mais a demandé l'engagement immédiat de négociations dans les branches sur les salaires de l'encadrement qui aboutissent « très vite à des résultats ».

Plaidant pour une « politique contractuelle active et novatrice » dans les entreprises, M. Marchelli a lancé une mise en garde aux pouvoirs publics sur la Sécurité sociale : « Notre préoccupation est que le poisson ne soit pas noyé par cause d'élection présidentielle et que les décisions essentielles pour la réforme de la Sécurité sociale soient débattues et arrêtées dès le début de l'année 1988, et-t-il affirmé. Si tel n'était pas le cas, nous n'hésiterions pas à intervenir vivement au cours de la campagne électorale. »

Dans l'immédiat, la CFE-CGC aborde avec optimisme les élections professionnelles du 9 décembre prochain, où elle présentera des candidats dans toutes les sections. « Nous aurons des résultats largement meilleurs », a confié M. Marchelli, en paraphrasant ce que disent tous ses collègues syndicaux.

MICHEL NOBLECOURT.

● M. Hervé de Charette favorable à un « entassement » des fonctionnaires. — En visite à Angers, le mardi 22 septembre, M. de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique, s'est montré favorable à un « entassement » des fonctionnaires. « Il est légitime, a-t-il déclaré, que les personnels soient financièrement intéressés aux gains de productivité réalisés grâce à un engagement fort de leur part. Il a également confirmé « une amélioration des rémunérations avant la fin de l'année ». — (Corresp.)

### Le poids des prélèvements obligatoires supportés par les entreprises

(En % du produit intérieur brut)

PAYS	1975			1980			1984		
	Impôts	Cotisations sociales	Total	Impôts	Cotisations sociales	Total	Impôts	Cotisations sociales	Total
France	4,32	11,97	16,29	4,81	12,27	17,08	5,05	12,86	17,91
République fédérale d'Allemagne	3,64	6	9,64	3,97	7,91	11,88	3,71	7,22	10,93
Royaume-Uni	4,98	3,96	8,94	6,08	3,48	9,56	7,48	3,52	11
Italie	1,63	10,08	11,71	2,69	7,64	10,33	4,94	9,86	14,80
Suède	4,32	8,85	13,17	2,98	13,64	16,62	4,76	12,66	17,42
Japon	4,33	3,07	7,40	5,56	3,78	9,34	5,84	4,16	10
États-Unis	5,36	4,09	9,45	4,73	4,68	9,41	3,64	4,95	8,59

Source : rapport du Conseil des impôts. Direction de la prévision à partir des statistiques de l'OCDE.

sion des cotisations sociales effectives, de la taxe professionnelle et de la taxe intérieure sur les produits pétroliers, le poids de la charge fiscale et sociale pesant sur les entreprises a sensiblement augmenté : il est passé de 14,03 % du PIB en 1975 à 15,71 % en 1985. Le rapport souligne cependant que, malgré cet alourdissement, « les sociétés et quasi-sociétés » n'ont supporté qu'une faible part de la forte progression de la part des prélèvements obligatoires dans le PIB, de 37,4 % en 1975 à 45,6 % en 1986. L'augmentation des prélèvements obligatoires a été beaucoup plus importante pour les ménages.

Les comparaisons internationales effectuées mettent en évidence « le poids particulièrement élevé des prélèvements obligatoires à la charge des entreprises en France, aussi bien par rapport au total des prélèvements obligatoires qu'en pourcentage du PIB » (voir tableaux). Cela s'explique essentiellement par l'importance, en France, des prélèvements assis sur les salaires, et, parmi ceux-ci, des cotisations sociales des employeurs. A ce sujet, le Conseil relève cependant que si l'on s'intéresse au « coût global du travail, qui importe aux entreprises françaises confrontées à la concurrence étrangère, s'il est effectivement supérieur en France à ce qu'il est au Japon et au Royaume-Uni, la comparaison avec la RFA est à l'avantage de la France ».

Dans les quatre parties suivantes du rapport, les experts du Conseil des impôts s'efforcent d'apprécier le degré de neutralité du système fiscal « à l'égard des décisions que sont amenés à prendre les chefs d'entreprise. La deuxième partie est ainsi consacrée à l'étude des relations entre la fiscalité et la création d'entreprise. A ce sujet, le rapport juge que « l'existence de mesures fiscales spécifiques en faveur de la création d'entreprise, auxquelles il a été largement recouru en France depuis 1978, n'est pas, a priori une nécessité, comme le montrent les exemples des principaux pays étrangers qui n'ont pas mis en œuvre de mesures de ce type ».

rement actif depuis dix ans, dans le but d'encourager les sociétés à procéder à des augmentations de capital et de développer l'actionnariat des personnes physiques ». Estimant que « cet objectif a été largement atteint », les auteurs du rapport jugent que les procédures incitatives mises en place à cet effet ont donné naissance à « un ensemble particulièrement hétérogène et complexe ». Il est temps, selon eux, de « les simplifier et de les clarifier ».

#### Investissement et emploi

La suppression, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1988, du compte d'épargne en action et la fusion des abattements à la base relatifs aux intérêts d'obligations et aux dividendes vont dans ce sens. Il en est de même de la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés — ramené à 42 % dans la loi de finances pour 1988. Celle-ci doit être, pour les rapporteurs, l'occasion de « mettre fin à la double imposition des dividendes, au niveau de la société et des actionnaires ». Le Conseil des impôts propose « d'associer à un nouvel allègement de l'impôt sur les sociétés un léger relèvement du taux de l'impôt fiscal par rapport aux dividendes pour supprimer totalement la double imposition, comme dans le système allemand ».

Dans la quatrième partie du rapport, le Conseil des impôts étudie les conséquences de la fiscalité sur les

taux de l'impôt sur les sociétés — ramené à 42 % dans la loi de finances pour 1988. Celle-ci doit être, pour les rapporteurs, l'occasion de « mettre fin à la double imposition des dividendes, au niveau de la société et des actionnaires ». Le Conseil des impôts propose « d'associer à un nouvel allègement de l'impôt sur les sociétés un léger relèvement du taux de l'impôt fiscal par rapport aux dividendes pour supprimer totalement la double imposition, comme dans le système allemand ».

taux de l'impôt sur les sociétés — ramené à 42 % dans la loi de finances pour 1988. Celle-ci doit être, pour les rapporteurs, l'occasion de « mettre fin à la double imposition des dividendes, au niveau de la société et des actionnaires ». Le Conseil des impôts propose « d'associer à un nouvel allègement de l'impôt sur les sociétés un léger relèvement du taux de l'impôt fiscal par rapport aux dividendes pour supprimer totalement la double imposition, comme dans le système allemand ».

taux de l'impôt sur les sociétés — ramené à 42 % dans la loi de finances pour 1988. Celle-ci doit être, pour les rapporteurs, l'occasion de « mettre fin à la double imposition des dividendes, au niveau de la société et des actionnaires ». Le Conseil des impôts propose « d'associer à un nouvel allègement de l'impôt sur les sociétés un léger relèvement du taux de l'impôt fiscal par rapport aux dividendes pour supprimer totalement la double imposition, comme dans le système allemand ».

## PREPA Sc.PO.

Préparation annuelle pour jeunes bacheliers  
Début des cours : 20 octobre 1987  
11 ans d'expérience  
dans la préparation des grandes écoles.

PREPARATION COMMERCIALE SUPERIEURE

PCS  
48, rue de la Fédération  
75015 Paris  
Tél. : (1) 45 66 59 98

(1) Le rapport est en vente au Journal Officiel, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15.



## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



**MARGE NETTE DU 1<sup>er</sup> SEMESTRE :**  
**8,42 % DU CHIFFRE D'AFFAIRES**  
**Bénéfice net : + 116 %**

**PREMIER SEMESTRE 1987**

Le chiffre d'affaires de Majorette s'est établi, au 30 juin, en progression de 12,5 % sur celui du premier semestre 1986 et s'élève à F 186,5 millions.

Après dotations aux amortissements et aux provisions de F 22,2 millions contre 21,9 millions à fin juin 1986, le résultat courant avant impôt ressort à F 23,7 millions contre F 5,3 millions.

Le bénéfice net de la période progresse de 116,7 % à 15,7 millions contre F 7,248 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent. Il représente 8,42 % du chiffre d'affaires contre 4,36 % un an plus tôt.

L'évolution de l'activité et des résultats est en droite ligne avec les prévisions effectuées en début d'exercice et formulées pour l'ensemble de l'exercice.

## PERSPECTIVES

L'activité au 31 décembre 1987 devrait être en progression de 10 %, malgré un léger tassement constaté au cours des mois d'été. Cet accroissement sera obtenu notamment par la commercialisation depuis septembre d'une nouvelle gamme de véhicules à l'échelle 1/24.

Les résultats nets de l'exercice progresseront tant en valeurs qu'en pourcentage par rapport au chiffre d'affaires. Cependant, compte tenu notamment de la réintégration au premier semestre de la provision pour investissement, la rentabilité exprimée en pourcentage du chiffre d'affaires sera inférieure à celle affichée au 30 juin de la présente année.

L'investissement en Thaïlande est en cours d'achèvement et devrait être opérationnel dès 1988.

## RENFORCEMENT DES FOND PROPRES

Majorette procédera d'ici à fin décembre à une double augmentation de capital : la première en numéraire précédée de la distribution d'un dividende de 35 F, la seconde consistant en la distribution d'une action gratuite pour une action ancienne suite à l'incorporation des primes d'émission et réserves.

## SEFINEG

Le conseil d'administration s'est réuni le 21 septembre 1987 sous la présidence de M. Claude Alphandery.

Il a évoqué la mémoire de M. Jean-Pierre Leclerc, directeur général de la société, malheureusement disparu à l'issue d'une douloureuse maladie et qui a rendu les services les plus éminents.

Il a décidé de désigner M. Jean-François en qualité de directeur général.

Par ailleurs, le conseil a noté avec satisfaction que le patrimoine de la société est actuellement, à 99,75 %, productif de recettes locatives. Celles-ci se sont élevées au 1<sup>er</sup> semestre à 143 480 000 F à comparer à 121 063 000 F pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une progression de 18,5 %. Ces résultats conformes aux prévisions permettront d'assurer la progression du dividende unitaire pour un capital augmenté.

Le conseil a également examiné le développement du programme d'investissements en cours qui représente au total près de 328 millions de francs d'ores et déjà produits de recettes locatives et qui comprend les immeubles

de bureaux de la cité Malesherbes à Paris, du quartier Gambetta à la Défense et d'Orsay-Courtabœuf ainsi que les deux résidences de tourisme de l'avenue du Maine à Paris et des jardins du Prado à Marseille.

Un programme complémentaire d'investissement dans la région parisienne, portant sur 368 millions de francs, a été retenu dans les parcs d'activités de Gonesseville, de Paris-Nord à Roissy et principalement dans la ZAC Pasteur-Montparnasse et rue Marais à Paris 19<sup>e</sup>.

Enfin, la société a poursuivi une active politique d'arbitrages patrimoniaux en vendant 213 appartements depuis le début de 1987, représentant un chiffre d'affaires de 41 millions de francs. Elle a, en outre, cédé l'immeuble de bureaux et divers locaux à usage commercial ou d'entrepôts sur le site de Bagneux.

A la suite de toutes ces opérations, la part des investissements, dans la région parisienne, se trouvera ainsi substantiellement augmentée et portée à 81,57 %.

## LUCIA

Il a été précédemment annoncé que Lucia s'était engagée dans deux nouvelles opérations sur le site de La Défense.

Ces opérations se déroulent de manière tout à fait satisfaisante :

• Quartier République-La Défense. Programme dans lequel Lucia est engagée à hauteur de 30 % aux côtés de la Générale des Eaux, comprenant 17 800 m<sup>2</sup> HO de bureaux, d'ores et déjà vendus et loués en totalité. Livraison août 1988.

• Quartier Gambetta-La Défense V. Programme dans lequel Lucia est engagée à hauteur de 20 % aux côtés de la Générale des Eaux et de la Société Générale, comprenant 169 000 m<sup>2</sup> HO

de bureaux, 26 000 m<sup>2</sup> HO d'habitations, 2 000 m<sup>2</sup> HO de commerces et des équipements publics.

Une partie des équipements publics a déjà été réalisée et livrée. Les programmes d'habitations et commerces n'ont pas encore été lancés.

Pour ce qui concerne les bureaux :

• 56 % du programme global, soit 95 000 m<sup>2</sup> HO, intégralement loués à IBM par bail de neuf ans ferme, sont conservés en patrimoine au travers une société dont Lucia détient 20 %. Livraison décembre 1987.

• Pour le surplus, livrable fin 1988 début 1989, plus des deux tiers sont d'ores et déjà sous promesse de vente.

## Economie

## SOCIAL

## Les licenciements pour fin de chantier

## Les ouvriers du groupe Dumez sont en grève à Bercy, au Louvre et à Roissy

Depuis le 17 septembre, les grands chantiers exécutés par le groupe Dumez, l'un des grandes sociétés du bâtiment et des travaux publics, sont paralysés par une grève. Les ouvriers, sous la houlette de la CGT, ont cessé le travail sur tous les grands chantiers en cours dans la région parisienne, pour le ministère des finances à Bercy, la pyramide du Grand Louvre et le programme d'extension de l'aéroport de Roissy, interdisant l'accès, le 23 septembre au matin, à la maîtrise et aux cadres.

Le reclassement du personnel à la fin d'un grand chantier est à l'origine de ce conflit qui a été provoqué par les circonstances de la fermeture d'un autre grand chantier, celui de la station de pompage de Valenton (Val-de-Marne). Selon la CGT, à l'achèvement des travaux, les ouvriers ont été licenciés, alors que, dans le même temps, le groupe Dumez était amené à recruter pour le lancement du chantier de Roissy. La direction du groupe Dumez affirme qu'à l'exception de onze travailleurs licenciés tous les ouvriers ont été reclassés.

Les grévistes exigent des propositions concrètes pour les ouvriers du site de Valenton, à savoir un reclassement ou des affectations sur

d'autres chantiers du groupe. Ce faisant, ils se préoccupent également de leur sort. Le chantier de Bercy est partiellement achevé et les travaux de finition seront terminés au début de l'année prochaine. Au Grand Louvre il reste un an de travail.

En toile de fond, cette grève met en évidence la législation particulière au bâtiment. Depuis la circulaire Boulin de 1977, confirmée en février 1982, les licenciements pour fin de chantier ne sont pas considérés comme des licenciements économiques. Ils ne donnaient pas lieu à une autorisation préalable de l'inspection du travail.

Quand les grands chantiers s'enchaînaient de par le monde, aux temps glorieux du bâtiment français, les grands groupes parvenaient à réemployer leurs équipes. Désormais, et alors que le nombre de grands chantiers diminue, la pratique du licenciement se généralise. Des négociations sont actuellement en cours entre la CGT et les dirigeants du groupe Dumez. Elles n'ont pas encore abouti. La direction de Dumez a introduit une demande de référé pour « atteinte à la liberté du travail ».

A. L.

## AFFAIRES

## M. Rupert Murdoch augmente sa participation dans le groupe éditeur du « Financial Times »

M. Rupert Murdoch, président du groupe de presse News Corporation (The Times, News of the World, etc.), vient de porter de 5 % à 13,5 % sa participation au capital du holding britannique Pearson, qui possède notamment le quotidien The Financial Times et la moitié de l'hebdomadaire The Economist. Le groupe contrôle aussi la maison d'édition de livres de poche Penguin Books.

M. Murdoch a pris cette participation par surprise, mardi 22 septembre dans la matinée, en opérant, à la City, un « raid » sur les actions de Pearson. En début de séance du Stock Exchange, il avait déjà récupéré 4 % des titres. Cependant, à l'issue de ce « raid », un porte-parole du groupe de M. Murdoch a indiqué que ce dernier n'avait pas l'intention de contrôler Pearson. « News Corporation considère que l'intérêt de Pearson est de rester indépendant, tout en ayant le groupe de M. Murdoch comme actionnaire important. » Ces paroles constituent un engagement, selon les règles de la City.

Outre la presse, le holding Pearson possède des intérêts dans le musée de M. Tussaud (musée de cire londonien), dans la banque Lazard Partners, dans le vin (vignobles du Château-Lafour), dans la porcelaine. Son chiffre d'affaires était de l'ordre de 9,5 milliards de francs en 1986 et ses bénéfices de 1,2 milliard de francs.

Y.-M. L.

## M. Chavanes annonce des mesures en faveur des commerçants et des artisans ruraux

A l'occasion de la journée d'études sur le commerce et l'artisanat dans le monde rural organisée, le 21 septembre, à Blanzac (Charente), M. Georges Chavanes a prononcé un vigoureux plaidoyer en faveur de la décentralisation et a insisté sur la nécessité de prendre des mesures spécifiques d'aides aux créations d'emplois productifs dans les petites communes. Le ministre du commerce, de l'artisanat et des services a, à cette occasion, annoncé un certain nombre de dispositions pour les artisans et les commerçants.

Le plafond de ressources au-dessous duquel les artisans et les commerçants âgés peuvent solliciter l'indemnité de départ va être relevé, passant de 75 000 francs par an pour un ménage à 82 500 francs et 42 000 francs à 45 250 francs pour un célibataire. De la sorte, un plus grand nombre de bénéficiaires pourront solliciter cette aide et le processus de succession dans les entreprises sera facilité.

La création du fonds d'aménagement des structures artisanales, doté de 25 millions sur les années 1987-1988, permettra, après avis des représentants des élus consulaires, des représentants des professions et des élus locaux, de financer des expériences particulièrement exemplaires.

Des mesures seront préparées pour maintenir en milieu rural les quelques trente-deux mille détaillants en carburant. Il leur sera proposé, outre leur activité principale des métiers annexes (vente de journaux, tabac, etc.).

## Marchés financiers

## PARIS, 23 septembre 1

## Bon départ

La tendance amorcée dès les premiers échanges du matin s'est confirmée lors de la séance officielle. L'Indicateur qui affichait à l'ouverture + 1,63 % se maintient durant les échanges autour de + 1,50 %.

Le nouveau mois boursier démarre donc sur une note d'optimisme. Les investisseurs ont accueilli avec satisfaction la hausse record de Wall Street, la bourse américaine s'étant fortement redressée mardi dans un marché très actif. Du coup, les tensions dans le golfe Arabo-Persique qui avaient pesé un peu la veille sur la séance, ont été momentanément oubliées. Les investisseurs apprécient également la réunion du G7 prévue pour la fin de la semaine. Sur la MATIF, les contrats se réajustent, celui de décembre gagnant + 0,31 %. Sur le MONEP, les valeurs supports progressent, notamment Peugeot. Il en va de même pour Elf-Aquitaine et la Compagnie du Midi qui devraient figurer prochainement parmi les nouvelles valeurs sur ce marché des options négociables sur actions.

Parmi les plus fortes hausses figurent Maisons Phénix, Midland, Europe 1 et Desmout. En revanche, à la baisse, on note Prouvost, Sodexho, Locafance et Institut Mériaux. Spie Batignolles a acquis la totalité de la société Angelo Pittau cotée sur le second marché. Ce holding détient 77,30 % de la SGPM, une entreprise d'édition qui passe sous le contrôle de Spie Batignolles. Les mouvements sont encore importants sur TF 1 dont 15 % du capital a changé de mains depuis deux mois. Enfin, la société Jalliatte a annoncé qu'elle détenait 51 % du capital d'Adolphe-Lafont à la suite de l'offre publique d'achat déposée le 5 août.

## CHANGES

## Dollar : 6,098 F ↑

Le dollar s'est encore montré soutenu mercredi, remontant à 6,098 F, contre 6,056 F au début de la veille. Dans un marché calme, qui attend la réunion du « G 7 » samedi, le mark se raffermissait à 3,3550 F.

FRANCFORT 22 sept. 23 sept.  
Dollar (en DM) .. 1,265 1,268

TOKYO 22 sept. 23 sept.  
Dollar (en yen) .. 143,75 144,30

MARCHÉ MONÉTAIRE  
(effets privés)

Paris (23 sept.) .. 71/4-73/8  
New-York (22 sept.) .. 73/16

## NEW-YORK, 22 sept. ↑

## Hausse record

Après être descendue en dessous de la barre des 2 500 points lundi, la Bourse new-yorkaise a connu, lors de sa séance de mardi, un renversement de sa tendance. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a, en effet, enregistré une hausse record de 75,23 points, aboutissant à 2 568,05. Le précédent record avait été inscrit le 3 avril 1987. Il était de 69,89 points.

Quelque 209,51 millions d'actions ont été échangées, contre 170,07 millions lors de la séance précédente. Le nombre des hausses a dépassé celui des baisses, 1 055 contre 554 402 titres ont été échangés. Autour du Big Board, les professionnels ont attribué la fermeté des valeurs à des considérations d'ordre technique dues principalement à des rachats de couverture. De plus, les analystes estiment que le seuil des 2 500 points déclencherait des ordres d'achat par ordonnance.

Mardi, le marché est donc revenu en grande partie sur le rocal de 120 points enregistré au cours des cinq séances précédentes et sur le baïse de 250 points suivi depuis deux mois. Toutefois, les spécialistes se montrent très prudents quant à l'évolution ultérieure de la tendance. Parmi les valeurs les plus actives figuraient Newmont Mining, avec plus de 18 millions de transactions.

VALEURS	Cours du 21 sept.	Cours du 22 sept.
Alcoa .....	52 1/2	60
Allegé (en USD) .....	87	87 3/8
A.T.L. ....	32 1/4	33 7/8
Bearing .....	59 1/2	59 7/8
Coca-Cola .....	36 7/8	37 5/8
De Pire de Monaco .....	110 3/4	115 1/4
Eastman Kodak .....	38 5/8	40
Exxon .....	48 3/4	48
Ford .....	101 3/4	103 1/4
General Electric .....	59 1/2	62 1/2
General Motors .....	85	85 1/2
Goodyear .....	67 7/8	68
I.B.M. ....	160 1/2	165 1/2
J.T.T. ....	59 1/2	60 5/8
Modell .....	48 3/8	48 1/2
Pfizer .....	88 3/8	89
Schlumberger .....	48 1/4	47
Texas .....	39 5/8	40 1/2
Union Carbide .....	27 1/2	27 7/8
U.S.S.I. ....	36 3/8	36 5/8
Washington .....	85	85 1/2
Xerox Corp. ....	76 1/4	78 1/2

## INDICES BOURSIERS

## PARIS

(INSEE, base 100 = 31 déc. 1986)  
21 sept. 22 sept.  
Valeurs françaises .. 106,2 104,9  
Valeurs étrangères .. 133,6 133,3  
C\* des segments de change  
(base 100 = 31 déc. 1981)  
Indice général .. 424,98 422,18

## NEW-YORK

(indice Dow Jones)  
21 sept. 22 sept.  
Industrielles .. 2 491,82 2 568,05

## LONDRES

(indice « Financial Times »)  
21 sept. 22 sept.  
Industrielles .. 1 837,30 1 831,80  
Mines d'or .. 438,30 447,70  
Fonds d'Etat .. 86,67 86,60

## TOKYO

22 sept. 23 sept.  
Nikkei Dow Jones .. 2486,10  
Indice général .. 2429,80

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 22 sept. 1987  
Nombre de contrats : 64 471

COURS	ÉCHEANCES			
	Sept. 87	Déc. 87	Mars 88	Juin 88
Dernier .....	98,05	97,35	97	96,85
Précédent .....	98,50	98,25	97,85	97,75

## LA VIE DE LA COTE

**SANOFI : BÉNÉFICE NET SEMESTRIEL EN HAUSSE.** — Sanofi a réalisé, au premier semestre 1987, un bénéfice net par titre de 267 millions de francs, soit une hausse de 1,8 % par rapport au premier semestre 1986, à périmètre comparable. Pour l'année, cette filiale du groupe Eli Lilly prévoit une progression du bénéfice net comprise de l'ordre de 20 %.

**STAGNATION DES RÉSULTATS DE LA BNP.** — Le résultat net consolidé du groupe BNP s'est élevé, pour le premier semestre, à 1,360 milliard de francs, soit un chiffre

proche de celui enregistré au cours du premier semestre 1986 (1,376 milliard).

**IMÉTAL : BÉNÉFICE CONSOLIDÉ DE 79,7 MILLIONS.** — Le groupe Imétal a annoncé un bénéfice de 79,7 millions de francs au cours de son premier mois de l'année, contre 600 000 F au cours de la même période de l'année dernière. Ce résultat comprend des éléments exceptionnels pour 59,7 millions de francs. Le résultat courant s'élevait à 20 millions de francs, contre une perte de 129,4 millions au premier semestre 1986.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS				DEUX MOIS				SEIZ MOIS			
	+ bes + haut	Rep. + ou dép.	+ ou dép.	-	+ bes + haut	Rep. + ou dép.	+ ou dép.	-	+ bes + haut	Rep. + ou dép.	+ ou dép.	-
SE-U .....	6,0730	6,0760	- 10	+ 5	- 10	+ 15	+ 100	+ 100	3,0000	4,0000	- 77	- 52
3 em. ....	4,0000	4,0150	- 10	+ 5	- 14	+ 104	- 348	- 247	1,0000	1,0000	+ 102	+ 124
Yen (100) ..	163,91	164,00	- 102	+ 124	+ 218	+ 249	+ 771	+ 828	1,0000	1,0000	+ 6	+ 62
DM .....	3,3260	3,3331	- 71	+ 62	+ 188	+ 125	+ 683	+ 687	1,0000	1,0000	+ 51	+ 40
Fl. ....	2,9683	2,9632	- 51	+ 40	+ 188	+ 125	+ 392	+ 440	1,0000	1,0000	+ 112	+ 194
F.S. (100) ..	16,0492	16,0496	- 112	+ 194	+ 242	+ 267	+ 796	+ 870	1,0000	1,0000	- 208	- 154
F.S. ....	4,0179	4,0225	- 113	+ 132	+ 242	+ 267	+ 796	+ 870	1,0000	1,0000	- 154	- 416
L (1 000) ..	4,6147	4,6240	- 208	- 154	- 416	- 355	- 1088	- 974	1,0000	1,0000	- 223	- 174
F. ....	5,9597	5,9707	- 223	- 174	- 485	- 348	- 828	- 649				

## TAUX DES EUROMONNAIES

SE-U .....	7 1/4	7 1/2	7 7/8	7 9/16	7 1/2	7 5/8	7 15/16	8 1/16
DM .....	3 5/8	3 7/8	4	4 1/8	4	4 1/8	4 1/2	4 5/8
Fl. ....	5	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/4	5 3/8	5 1/2	5 5/8
F.S. (100) ..	6	6 1/2	6 1/4	6 5/8	6 3/8	6 3/4	6 3/4	7 1/8
F.S. ....	0 1/8	0 7/8	3 3/4	3 7/8	3 11/16	3 11/16	4 1/8	4 1/4
L (1 000) ..	9 3/4	11 1/4	11 3/4	12 1/8	11 3/4	12 3/4	13 1/8	13 1/2
F. ....	9 3/4	10	9 13/16	9 13/16	9 7/8	10	10 1/8	10 1/4
F. ....	7	7 1/2	7 1/2	7 5/8	7 3/4	7 7/8	8 1/16	8 1/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## Les Sicav AXA



Performances calculées coupons nets inclus réinvestis	PROGRESSION MOYENNE ANNUELLE		1987
	Depuis la création*	5 dernières années*	
SICAV			au 11/09/87
DROUOT INVESTISSEMENTS 06/70	+ 16,83 % Inflation 9,01	+ 24,06 % Inflation 6,47	+ 14,85 %
DROUOT FRANCE 10/78	+ 26,93 % Inflation 8,91	+ 35,39 % Inflation 6,47	+ 11,48 %
DROUOT SÉCURITÉ 10/79	+ 19,94 % Inflation 8,64	+ 20,61 % Inflation 6,47	+ 9,55 %
DROUOT SÉLECTION 05/84	+ 16,27 %		+ 3,77 %
MUTUELLES UNIES SÉLECTION 02/84	+ 18,99 %		+ 9,31 %
MÉDITERRANÉE 10/85	+ 47,38 %		+ 18,64 %
AXA EUROPE 12/86			+ 11,35 %
AXA INVESTISSEMENTS 12/86			+ 20,84 %

\* Performances calculées au 31/12/86.

INCOME

سنة 1 من العمل







ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2-3 La défense occidentale et la coopération militaire entre Paris et Bonn. 4 La conférence sur la sécurité en Europe. 5-7 Le conflit du Golfe et la session de l'Assemblée générale de l'ONU. 8 La visite du président angolais à Paris.	13 Les Journées parlementaires de l'UDF à Nice. 14 M. Le Pen renonce à se rendre au congrès du Parti conservateur britannique.	18 M. Yves Châlier placé sous contrôle judiciaire. — 20 000 litres de pyralène stockés dans le centre de Grenoble. 19 La préparation du budget 1988. 20 Education : une journée chez les « surdovus ».	21 Ariane Mnouchkine présente l'Indice. 22 Comédie ! de Jacques Doillon. 23 Un entretien avec le peintre Francis Bacon. 15 Communication : la procédure de licenciement engagée contre Michel Polac.	34 Emploi : des « vigies » dans les entreprises. 35 Un entretien avec le directeur général des télécommunications. 37 Le rapport du Conseil national des Impôts. 38-39 Marchés financiers.	Abonnements ..... 3 Météorologie ..... 29 Mots croisés ..... 29 Carnet ..... 19 Radio-télévision ..... 29 Annonces classées ..... 32-33 Spectacles ..... 24 à 28	● Cinémas : faites-vous une toile. CINE ● Sondage : fallait-il virer Polac ? SNO ● Connaissez-vous vos capitales ? Jours et pages : CAP Le scoop de l'été : CAP Actualité. Sports. International. Sondages. Culture. Cinéma. 3615 Tapez LEMONDE

### M<sup>me</sup> Tasca et M. Labrusse dénoncent les comportements de la CNCL

M. Bertrand Labrusse et M<sup>me</sup> Tasca, membres de la CNCL, nommés par le président de la République, se sont tous deux exprimés, mercredi 23 septembre, sur le fonctionnement de la commission.

La CNCL, a déclaré M. Labrusse à Europe 1, « est malade de non-pluralisme, d'un certain manque de courage, de moyens et de volonté d'imposer le respect de ce qu'elle a décidé, tels le cahier des charges ou le mieux-disant culturel ».

Il accuse également la CNCL à propos des nominations des présidents de chaînes : « On ne fera jamais croire qu'on ne pouvait pas garder certains des grands professionnels, comme par exemple Jean Drucker, Jean-Noël Jeanneney, Janine Langlois-Glandier ».

Interrogé sur les reproches faits par la CNCL à Michel Polac et à son émission « Droit de réponse » où elle fut mise en cause, M. Labrusse les qualifie de « grotesques » et de « débat d'un autre âge ».

M. Labrusse a enfin affirmé que, malgré les critiques qu'il porte, il n'avait pas l'intention de démissionner de la CNCL : « On peut être à l'intérieur et être en dissension (...), dès mon arrivée à la CNCL, j'ai revendiqué le droit à l'opinion dissidente ».

Quant à M<sup>me</sup> Tasca, elle a déclaré : « En n'adoptant pas de sanction à l'égard de Radio Rythme bleu (radio FM de Nouvelle-Calédonie favorable à M. Lafleur), la CNCL a violé la loi. Cette station a étendu illégalement sa zone de diffusion avec l'aide, en la personne de M. Bernard Pons, d'un gouvernement théoriquement chargé de faire appliquer la loi. En ne s'y opposant pas, la CNCL a couvert ces irrégularités. Que ces dernières aient été commises à l'initiative des pouvoirs publics ne constitue pas une circonstance atténuante, mais aggravante » (Le Monde du 23 septembre). M<sup>me</sup> Tasca considère donc que l'insistance « à faillir à sa mission et même à inciter le gouvernement à aller plus loin ».

Radio Rythme bleu, c'est cette radio sur laquelle, dès son retour de « Caillou », M<sup>me</sup> Tasca avait attiré, le 4 septembre dernier, l'attention de ses collègues, estimant que les « privilèges » qui lui avaient été accordés étaient irréguliers. La majorité des membres de la CNCL décidait, en réunion plénière, de ne pas sanctionner immédiatement cette radio, arguant de la trop grande proximité du référendum et des agissements similaires de certaines radios indépendantistes.

S'estimant « désempoie », M<sup>me</sup> Tasca a préféré ne plus participer aux travaux de la commission information de la CNCL.

### Au conseil des ministres 1,2 million d'élèves du primaire bénéficieront des « contrats bleus »

Le conseil des ministres, réuni le mercredi 23 septembre, a entendu une communication de M. Hervé de Charette, ministre délégué à la fonction publique, sur les mesures prises pour améliorer le déroulement de la carrière des fonctionnaires de l'Etat. Trois décrets seront « très prochainement publiés », afin d'augmenter le nombre des emplois réservés aux fonctionnaires dans le concours de recrutement, de favoriser la promotion interne et de mettre en place des filières exceptionnelles de passage entre les catégories B et C, a indiqué, M. Alain Juppé, ministre délégué au budget, porte-parole du gouvernement, qui rendait compte du conseil des ministres.

M<sup>me</sup> Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, a fait le point de la politique de déconcentration dans ce secteur.

Enfin, M. Christian Bergelin, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, a traité de l'aménagement du temps extra-scolaire, en soulignant que près de quatre mille communes avaient signé avec l'Etat des « contrats bleus », concernant le premier degré. 1,2 million d'élèves bénéficieraient de ces contrats, qui organisent quatre heures d'activités sportives ou éveil chaque semaine. La participation de l'Etat s'élèvera, pour le premier trimestre de l'année scolaire 1987-1988, à 72 millions de francs.

### Alors que la Cour de sûreté veut entendre un nouveau témoin Les islamistes tunisiens en appellent au « jugement de Dieu »

Déjà fertile en rebondissement, le procès contre les quatre-vingt-dix intégristes du mouvement de la tendance islamique (MTI) a connu, le mercredi 23 septembre en fin de matinée un étourdissant coup de théâtre. Au lieu de rendre comme prévu son verdict, la Cour de sûreté de l'Etat qui avait pourtant délibéré pendant près de vingt-quatre heures, annonce, à la surprise générale, qu'elle acceptait d'entendre, le vendredi 25 septembre, un ultime témoin.

#### TUNIS de notre envoyé spécial

Il s'agit, semble-t-il, d'une jeune femme ayant impliqué devant la police l'un des accusés — un garde national — poursuivi dans l'affaire des attentats du 2 août contre plusieurs hôtels touristiques de Sousse et de Monastir. Lors de son interrogatoire devant la cour, il y a onze jours (le Monde des 13-14 septembre) le garde national avait catégoriquement rejeté ce témoignage. A la demande de la défense, la cour a donc finalement décidé d'entendre la jeune femme.

Ce nouvel épisode, totalement inédit dans un procès de ce genre — et qui s'est déroulé en l'absence des journalistes tenus à l'écart — risque de repousser encore de plusieurs jours l'annonce du verdict. L'étonnante décision de la cour intrigue d'autant plus les observateurs, en premier lieu les avocats, qu'elle a été annoncée devant les cinquante-trois accusés dont la présence n'était pas juridiquement indispensable. On voit mal pourquoi la cour a tenu à faire transporter les accusés à bord de leurs cinq fourgons cellulaires, interrompant la circulation en plein milieu de journée dans les rues de Tunis, au prix d'un bel embouteillage. On comprend mal aussi pourquoi la cour a tant tardé pour décider d'entendre ce témoin supplémentaire.

Pendant une journée, et une longue nuit, les avocats de la défense, les familles des accusés et les journalistes avaient vainement guetté l'annonce de la fin des débats du tribunal qui préside M. Hachemi Zamel. Chacun avait été tenu dans la plus complète ignorance et à distance respectable — un bon demi-kilomètre — du baraquement de la caserne Bouchoucha où siège la cour.

Mardi, avant de se retirer, le tribunal avait invité, comme la loi l'exige, les cinquante-trois intégristes présents dans le box des accusés à formuler en quelques mots leur ultime défense. M. Rachid Ghannouchi, coaccusé le premier à prendre la parole, s'était exprimé en cinq phrases. Vêtu d'une djellaba couleur sable et d'une chéchia rouge, l'« émir » du MTI déclara notamment à ses juges : « La Cour rendra son verdict, mais c'est Dieu qui, dans l'au-delà, nous jugera tous. Je lui rends grâce de m'avoir permis de participer à la fondation du MTI, un mouvement favorable à la paix, à la liberté et à la démocratie. Je condamne la violence d'où qu'elle vienne comme moyen de solution des conflits politiques. Je recommande à tous nos amis, quel que soit le verdict, de ne pas penser à la vengeance, car mon sang irriguera cette terre d'une manière ».

● Mort du bassiste Jaco Pastorius. — Le bassiste Jaco Pastorius est mort lundi 21 septembre à Floride, au terme de huit jours de coma. Le 12 septembre dernier, il s'est trouvé pris dans une bagarre. Il aurait voulu monter sur scène pendant un concert de Carlos Santana ou on lui aurait refusé l'entrée du club. Né le 1<sup>er</sup> décembre 1951 à Norristown (Pennsylvanie), il vivait sans domicile fixe, sans argent, beaucoup plus souvent en relation avec la police qu'avec les organisateurs de concerts. Il y a une dizaine d'années pourtant, l'apparition du musicien dans le groupe Weather Report avait bouleversé la conception de la basse. Il avait joué avec Joni Mitchell, Herbie Hancock et dirigé ses propres groupes.

Le numéro du « Monde » daté 23 septembre 1987 a été tiré à 492 938 exemplaires

A B C D E F G

benéfique. Je remercie tous ceux qui se sont tenus à nos côtés dans cette épreuve, notamment les forces éprises de paix et de liberté ».

La plupart des autres accusés ne purent s'exprimer que quelques secondes chacun, le président Zamel s'employant avec zèle à les interrompre dès qu'il les soupçonnait de vouloir tenir hors de propos un discours politique. Cette dernière audience publique avant le verdict ne dura guère plus d'une demi-heure.

#### Longue attente

Au cours de la longue attente nocturne des familles et des avocats, nous avons assisté à quelques scènes dont ni les forces de l'ordre ni la justice tunisienne ne pourront tirer gloire.

Prétendant la nécessité d'empêcher les attroupements, un groupe de policiers motocyclistes chassa des lieux une dizaine de femmes anxieuses de connaître le sort réservé à leur parent. Mères, filles ou sœurs des accusés, venues des quatre coins de la Tunisie et enveloppées dans leur long sari traditionnel, certaines assistaient,

muettes et immobiles, depuis près d'un mois au procès. Les policiers les « invitèrent » avec fermeté à monter à bord de taxis ou d'autobus qu'ils avaient arrêtés d'office pour la circonstance.

Si les autorités ont pris soin, en toute hypothèse, de quadriller Tunis et de mettre en place un important mais discret dispositif policier, elles ne semblent pas s'attendre que la rue réagisse violemment à l'annonce du verdict. Tant que les éventuelles condamnations à mort ne seront pas appliquées, le réseau clandestin du MTI opérera sans doute pour la prudence. Certains groupes, plus extrémistes que le mouvement de M. Ghannouchi — et ouvertement critiques à son égard — se sont manifestés ces derniers jours. Un mystérieux groupe baptisé Les Partisans des martyrs a distribué dans les boîtes à lettres de Tunis des tracts qui, sur un ton très dur, un verset du Coran à l'appel, menacent de frapper « les magistrats, les policiers tortionnaires et les journalistes » complices, de près ou de loin à ses yeux, du pouvoir dans le procès contre le MTI.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

### M. Mitterrand souhaite une diminution sensible des arsenaux stratégiques de Moscou et de Washington

Au cours du conseil des ministres du mercredi 23 septembre, le président de la République a évoqué le projet d'accord américano-soviétique sur l'élimination des fusées intermédiaires.

M. Mitterrand a fait part de sa « satisfaction » à ce sujet et précisé qu'il approuvait « entièrement » ce projet d'accord. Il a ajouté : « La France ne peut que souhaiter la réduction des armements dès lors que cette réduction est globale, équilibrée et vérifiable. Une diminution sensible des arsenaux stratégiques des Etats-Unis et de l'URSS s'impose désormais », a-t-il ajouté. Il a également souligné « l'urgence de décisions internationales nouvelles pour l'interdiction complète des armes chimiques et l'examen approfondi du déséquilibre conventionnel en Europe ».

(Publié)

#### Chez Duriez

### 5 calculat. interdites au Bac ?

NON ! Et pourtant elles dessinent toutes les courbes imaginables : X<sup>e</sup> degré, sin, cos, tg, hyperboliques... Certaines calculent dérivées, intégrales, surfaces... de 34 à 122 fonctions... de 422 à 5.120 pas de programmes... Zoom à volonté... Prix Duriez de 569 à 1.890 F TTC.

3, R. La Botte (8<sup>e</sup>) et toujours 112-132 Bd St-Germain, 6<sup>e</sup> (Odéon)

### La visite à Rome de M. Giraud

### Les flottes française et italienne coordonneront leur action dans le Golfe

ROME de notre correspondant

Deux journées pleines de visites d'unités et d'usines d'armement, et trois heures d'entretiens avec son homologue italien, M. Valerio Zanone : ce n'est pas une visite « à la sauve » qu'a faite à Rome les 21 et 22 septembre M. André Giraud, ministre français de la défense.

Le résultat le plus important est l'acceptation par Rome de participer pour 15 % à la construction du système d'observation militaire par satellite Hélio lancé par la France (Le Monde du 23 septembre). Un autre élément est la décision de promouvoir une « certaine coordination » entre les deux flottes nationales envoyées pour le déminage du Golfe. Ce sont les deux amiraux qui régleront normalement les problèmes et, en cas de difficultés, les États-majors des deux marines.

Les deux parties ont beaucoup insisté sur le fait qu'il s'agissait là pour l'essentiel d'échanger des informations et des services. En cas d'attaque contre un bâtiment de l'une ou l'autre partie, a-t-il été précisé, les navires du partenaire n'agiraient que pour porter secours aux équipages et n'entreraient donc pas dans le combat.

Cette coopération préférentielle avec l'Italie dans le Golfe a été

### Sur le vif Pour l'abbé Pierre

Vous ne devinez jamais qui m'a appelé hier, l'abbé Pierre. Je suis resté sans voix. Partagé entre la honte et l'émotion. Qu'il en soit réduit à s'adresser à moi, le clown, le fou du roi, pour attirer l'attention de nos princes sur son immense troupeau de mal logés, de mal nourris, c'est quand même un monde ! Un monde d'égotisme, d'indifférence et de cynisme.

Les crève la faim, soyons justes, ils ont pas que ça à s'occuper, nos politiciens, surtout là, au départ de la course à l'Elysée. On attende bien peinant qu'ils crévent aussi de froid avant de se donner les gants, de leur ouvrir deux, trois stations de métro et d'aller soulever — vous savez pensé à convoquer les médias ? — le couvercle d'une soupe populaire.

Là, par cette chaleur, ils nous font suer ces milices de traîne-misère qui claquent du bec devant des tonnes de fruits et de pommes de terre passées au bulldozer et arrosées de fuel pour pas qu'ils puissent y toucher. Vous me direz : faut pas pousser ! On peut pas nous demander et de

donner aux pauvres et de s'offrir le luxe, ça coûte un max, de stocker des montagnes de bidon, de lait et de céréales. A se demander si ça reviendrait pas moins cher de les entreposer au Pôle-Nord entre deux icebergs. D'ailleurs on leur en a fait l'hiver dernier, de ces vieux surplus, à ces nouveaux pauvres. Exact. Ils ont pu mettre un peu de beurre dans leurs navets pendant moins de trois mois. De la mi-janvier à la fin mars. Depuis, terminé !

Qu'est ce qu'on attend pour recommencer, là, maintenant, tout de suite, on peut savoir ? Il comprend pas, l'abbé Pierre. A quoi ça ressemble tous ces affamés en train de squatter à côté de toute cette bouffe. Parce que ça ne se passe pas à Calcutta ou à Adès-Abès, ça se passe à Limoges, Marseille, Paris et Bruxelles. Enfin, réfléchissez, c'est complètement dément. L'absurdité dans toute son horreur. Un peu de décence, je vous en prie : sortez de vos congélateurs bourrés de quoi remplir ces ventre-craux !

CLAUDE SARRAUTE.

### A la Guadeloupe

### Peines aggravées en appel pour deux militants indépendantistes

POINTE-A-PITRE de notre correspondant

La cour d'appel de la Guadeloupe a ordonné, le mardi 22 septembre, le cumul de deux peines de cinq ans de prison ferme pour deux militants indépendantistes.

Joël Nanquin et Jacques Grizelin avaient été successivement condamnés le 30 avril 1985, à cinq années d'emprisonnement pour un attentat en novembre 1983 contre les locaux de Radio-Caribbes International (radio de la SOFIRAD), puis, le 8 juillet dernier, à cinq années de prison également pour des attentats commis en mai 1983, mais le tribunal de Pointe-à-Pitre avait prononcé immédiatement la confusion des peines. Le parquet général de la Guadeloupe avait alors fait appel de cette décision de confusion. Il a été suivi par les magistrats de la cour d'appel.

Joël Nanquin et Jacques Grizelin auraient pu être libérés entre janvier et mars 1988 sans cette décision de cumul des peines.

ANDRÉ LÉGER.

### Mgr Karl Lehmann, nouveau président de la conférence des évêques allemands

Evêque de Mayence, Mgr Karl Lehmann a été élu, le mardi 22 septembre à Fulda (RFA), par les évêques catholiques allemands réunis en assemblée plénière, président de la conférence épiscopale catholique. Il succède ainsi au cardinal Joseph Höffner, qui avait abandonné ses fonctions, en août dernier, après onze ans d'exercice, pour raisons de santé.

L'élection de cet exégète, âgé de cinquante et un ans et évêque seulement depuis quatre ans, est une surprise : la charge de président de la conférence épiscopale revenait traditionnellement aux archevêques de Cologne et de Munich. Le cardinal Friedrich Wetter, archevêque de Munich, avait d'ailleurs présenté sa candidature. Mgr Lehmann était déjà favori pour la succession du cardinal Höffner au siège de Cologne, dont celui-ci a démissionné le 10 septembre dernier (Le Monde du 12 septembre).

● SNCF : préavis de grève CFDT pour le 15 octobre. — La fédération des cheminots CFDT a annoncé, le mardi 22 septembre, qu'elle allait déposer un préavis de grève pour le 15 octobre, jour où les fédérations FEN, FO, CFDT, CFTC, et FGA (autonomes) ont appelé à la grève dans la fonction publique. La CFDT demande un rattrapage pour les salaires de 1987 et une annulation des sanctions du conflit de décembre-janvier. Elle s'oppose aussi aux suppressions de postes, qu'elle chiffre à treize mille environ pour 1987.

**LES AMATEURS D'APPLE FONT LEUR**

**CHEZ INTERNATIONAL COMPUTER.**

**LES AUTRES PÉDALENT DANS LE**

Un Macintosh Plus et un disque dur 20 M.O. compatible 17 990 F HT

**INTERNATIONAL COMPUTER**

La micro sans frontières

26, rue du Renard Paris 4 • 42 72 26 26  
64, av. du Prado Marseille 6<sup>e</sup> • 91 37 25 03

سنة ١٤٠٨ من الهجرة